

**Pékin approuve
la politique
française
dans le tiers-monde**

LIRE PAGE 6 L'ARTICLE
DE MANUEL LUCBERT

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

**Notre supplément
«le Monde des arts
et des spectacles»**

pages 11 à 17

Sur les projets d'aménagement
du Grand Louvre

Libéralisation et répression en Turquie

De Turquie proviennent des signes décidément bien contradictoires sur l'évolution du régime. Certains laissent espérer que le processus de retour à la démocratie pourrait se poursuivre et même s'accélérer dans les mois qui viennent. En même temps, l'obsession de l'ordre public, quelque compréhensible qu'elle soit dans un pays qui a particulièrement souffert du terrorisme, continue de conduire les autorités à faire bon marché de la liberté et de la justice.

L'évolution démocratique avait été amorcée par les élections de novembre dernier. Certes, le scrutin était pour le moins faussé par l'interdiction faite à la plupart des nouveaux partis d'y participer et par un tri minutieux des candidats qui laissait peu de place au libre exercice du suffrage. Mais les consignes des généraux avaient été battues en brèche par les électeurs, et le grand vainqueur des élections était une personnalité en disgrâce, M. Özal : fût-ce sous contrôle, le peuple turc avait pu dire son mot.

Autre indice de détente : l'annonce d'élections locales le 25 mars prochain, avec la participation, aux côtés des trois formations déjà représentées au Parlement, de trois partis écarts du scrutin du 6 novembre. M. Özal assure attendre avec une grande sérénité ce nouveau test électoral, tandis qu'au Parlement et ailleurs l'opposition ne se prive pas de fustiger sa politique économique libérale.

D'une manière générale, les milieux dirigeants sont sûrement plus attentifs qu'ils ne veulent bien le reconnaître aux réactions de partenaires qui voudraient bien que la Turquie retrouve une certaine respectabilité démocratique. De nombreux éditeurs locaux jugent par exemple raisonnable la proposition (officielle) des parlementaires du Conseil de l'Europe suggérant à leurs collègues turcs de ne pas solliciter leur réintégration avant les élections locales et donc avant la session de mai. M. Karl Ahrens, président de l'Assemblée consultative du Conseil, qui se trouve actuellement à Ankara, pourrait parvenir à un tel compromis.

En sens inverse, il y a tout lieu de s'inquiéter du sort de seize militants de l'Association de la paix condamnés le 14 novembre dernier à des peines de cinq à huit ans de prison, alors qu'ils n'avaient jamais encouragé les méthodes terroristes (et encore moins participé à des attentats), comme de la condamnation à mort de seize militants de l'Organisation révolutionnaire Der-Yol, mardi 24 janvier, par le tribunal militaire d'Erzurum, en Anatolie orientale.

Certes, huit sentences ont été assésit commuées en peines de prison, et les huit condamnés à mort répondaient de neuf assassinats, dont celui d'un policier. Mais les conditions dans lesquelles fonctionne la justice militaire turque n'incitent pas à se contenter de ces considérations.

Il est vrai que, sans cesse prononcée, la peine de mort est beaucoup moins souvent exécutée. Mais, s'ajoutant aux terribles rumeurs qui courent sur la répression au Kurdistan et à tout ce que l'on peut savoir de la situation dans les prisons, de tels verdicts ne peuvent qu'accroître le malaise de ceux qui voudraient pouvoir croire à un retour prochain de la Turquie au sein de l'Europe démocratique.

M. Andropov n'exclut pas un dialogue avec Washington

**Le dirigeant soviétique
continue de critiquer les Etats-Unis
sans rejeter complètement
les appels de M. Reagan**

De notre envoyé spécial

Moscou. — M. Andropov se devait de répondre personnellement au président Reagan, qui, le 16 janvier, à la veille de l'ouverture de la conférence de Stockholm, avait marqué une inflexion dans la politique américaine vis-à-vis de l'URSS. Comme le chef de l'Etat et du Parti soviétique n'est physiquement pas en mesure de le faire par un discours public, c'est par le biais de « réponses » à des questions de la « Pravda » qu'il s'est manifesté. Le texte a été lu solennellement lors de la principale émission d'information de la télévision, mardi 24 janvier.

Ces réponses à la « Pravda » ne contiennent aucun élément bien nouveau. M. Andropov ne rejette pas purement et simplement l'appel au dialogue lancé par M. Reagan. Comment le pourrait-il, alors que son ministre des affaires étrangères, M. Andreï Gromyko, vient d'avoir plus de cinq heures d'entrevue à Stockholm avec le secrétaire d'Etat américain M. George Shultz ?

Le chef de l'Etat refuse cependant « le dialogue pour le dialogue » et réitére la condition qu'il avait posée, dès le 24 novembre dernier, à la reprise des négociations sur les euro-missiles : il faut « une seule chose », dit-il : « Tant qu'il n'est pas possible de négocier sur la base d'un accord sur la réduction des armes, les Etats-Unis et l'URSS doivent manifester leur volonté de revenir à la situation existant avant le commencement du déploiement des Pershing-2 et des missiles de croisière ».

Le numéro un soviétique continue sur ce ton à rappeler la situation internationale actuelle. Il réitére un argument souvent entendu en Occident, selon lequel l'installation des missiles n'aurait finalement

rien changé, la « bouderie » soviétique ne devant être que temporaire. « Les principales causes de tension dans le monde n'ont pas été supprimées », réaffirme M. Andropov. « Le danger nucléaire a augmenté. Ce n'est pas seulement notre avis, comme l'indique clairement l'augmentation de millions de gens en Europe. (...) L'apparition des missiles américains en Europe a accru non seulement la tension militaire, mais encore la tension politique ».

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 3.)

M. Jospin conduira la liste du PS aux élections européennes

**Le premier secrétaire apparaît mieux placé que M. Delors
pour rassembler l'électorat traditionnel des socialistes**

M. Jacques Delors, qui, le 14 janvier, n'exclut pas de conduire la liste socialiste aux élections européennes du mois de juin, l'exclut aujourd'hui. Le ministre de l'économie et des finances, dont M. Lionel Jospin considérerait qu'il ferait un « bon » candidat, estime que le premier secrétaire du Parti socialiste serait un « excellent ». C'est donc logiquement M. Jospin qui conduira la liste socialiste.

Les deux hommes se sont rencontrés le mardi 24 janvier. M. Delors a fait savoir à M. Jospin qu'il ne s'engagerait pas dans la compétition. Avant de prendre sa propre décision, le premier secrétaire du PS avait testé, aux alentours de Noël, les intentions du ministre de l'économie et des finances, mais aussi celles de M. Michel Rocard.

Il n'avait pas obtenu à l'époque de réponse permettant de penser que l'un ou l'autre était saisi d'enthousiasme à l'idée de risquer son crédit personnel dans une campagne qui s'annonce difficile pour les socialistes.

M. Jospin avait donc décidé de prendre son temps. L'intervention publique de M. Delors à la mi-janvier, le fait que le ministre de l'économie et des finances se soit posé, en privé, comme un candidat taillé à la mesure de l'enjeu et prêt à se sacrifier par devoir militant, l'ont probablement conduit à accélérer le processus.

D'autant que, dans le même temps, M. Delors s'est prévalu, pour renouer, de réactions négatives à l'étranger, où il sera considéré comme le meilleur garant de la cré-

dibilité économique de la gauche, au moins dans la phase actuelle d'assainissement.

Ces réactions s'expliqueraient par le fait que M. Delors, candidat, aurait dû quitter le gouvernement (le Monde du 17 janvier).

S'il est vrai que le crédit — réel — de M. Delors à l'étranger sert la gauche, il est aussi vrai que M. Delors sait faire de ce crédit un usage interne.

M. Jacques Delors pouvait représenter un choix de stratégie électorale selon lequel la récupération de voix du centre serait jouable. D'autant plus qu'il s'agit d'empêcher M. Simone Veil de grignoter, malgré la présence du RPR sur une liste unique de l'opposition, au centre gauche.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 9.)

Un constructeur au creux de la vague

**Le renouvellement de sa gamme de voitures n'empêchera pas Renault
de supprimer plus de dix mille emplois d'ici à 1986**

S'il est une firme qui ne se plaint pas de voir les feux de l'actualité braqués sur la concurrence, c'est bien Renault. La Régie se tapit, comme pour faire oublier qu'elle a ouvert en 1983, d'entraîneur de marché en France et que ses comptes consolidés feront apparaître un déficit proche de 2 milliards de francs ; « afin de tenir compte de la conjoncture dans l'industrie automobile », elle reporte à la fin de la période 1983-1984 l'ensemble des pertes de Renault-Véhicules Industriels prévu le 20 janvier, après avoir retardé d'un mois celui de Renault. Tout cela pour ne pas avoir à prononcer —

est-ce le gouvernement qui l'a demandé ? — le mot brûlant de « surfeut ». Aussi, alors que la préparation du plan triennal était à l'ordre du conseil d'administration du 24, « les yeux de la presse se sont fixés sur la Renault ».

C'est-à-dire d'abord en fonction d'une production qui, en 1983, ne s'est pas si mal comportée. Avec environ 2 050 000 véhicules, Renault aura approché le niveau record de 1980 (2 053 677) grâce à des exportations exceptionnelles (1 160 000 véhicules ont été commercialisés à l'étranger). Il est vrai

que le fort accroissement des ventes de Renault aux Etats-Unis y a aidé. Or la pénétration des Alliance et des Encore (la R-9 et la R-11 adaptées au goût américain) a commencé à ralentir. Plus dans le futur, les ventes de Renault en Europe ont reculé : - 2 % en Grande-Bretagne (1), malgré un marché en fort développement (+ 15,4 %), - 12 % en Italie, - 11,9 % en France, - 0,4 % en Espagne.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 24.)

(1) Chiffres sur onze mois de 1983.

Brusque durcissement en RDA

**La répression contre les pacifistes dissidents
s'est accentuée**

De notre envoyée spéciale

Berlin-Est. — Le groupe de rock BAP, de Cologne, ne chantera pas en RDA. Sa tournée de deux semaines devait commencer le 14 janvier par un concert au Palais de la République, à Berlin-Est. La veille, tout est remis en cause : il y a dans le programme quelque chose que les organisateurs est-allemands ne peuvent laisser passer, une chanson qui fait allusion à « la clique » de ceux qui se disent « représentants du peuple », une chanson qui parle de transformer « les épées en charnières et les SS-20 en tracteurs ». Les musiciens ne transigent pas : c'est tout le programme ou rien. Et ils

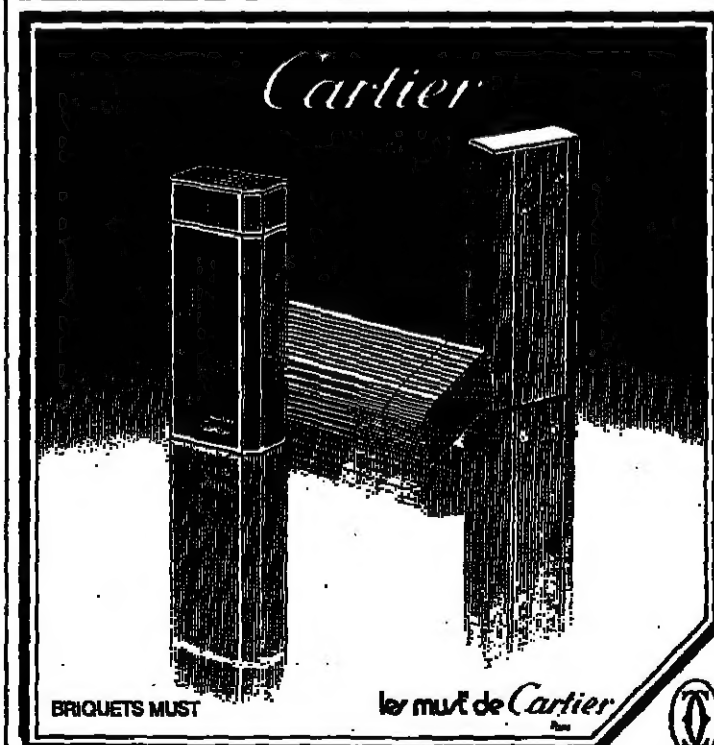
Udo Lindenberg, lui, autre star du rock ouest-allemand, avait pu se produire à Berlin-Est en octobre dernier. Après huit ans d'un refus obstiné, on avait offert une scène à celui dont les disques ne circulaient que sous le manteau, à ce dandy du rock, qui, dans son très célèbre *Train spécial pour Pankov*, s'adressait « au grand chef indien » sur un rythme soutenu : « Honey, honey, pourquoi ne me laisses-tu pas chanter dans l'Etat des ouvriers et des paysans ? » Udo Lindenberg chanta donc, pas ce couplet insolent, mais d'autres, aux accents pacifistes, et suffisamment vagues pour que la salle tout entière, remplie de militants de l'Organisation des Jeunes communistes, pût applaudir sans faire outrage aux bonnes mœurs socialistes. Le vrai public de Lindenberg était resté dehors et c'est le chanteur, cette fois, qui fut déçu.

Ce ne sont là qu'anecdotes, mais elles révèlent la vraie nature des largesses de l'Etat est-allemand avec sa jeunesse. Les autorités est-allemandes ont sans doute trouvé leur compte dans les images abondamment diffusées l'année dernière en Occident, qui montraient une jeunesse barbotée aux bouillons de cuir cloutés, aux cheveux dressés sur la tête. Ces punks, ces rockers coloraient l'image terne qu'on se fait généralement de leur pays, ils démontraient à leur manière que la RDA n'était pas ce que l'on croyait, et que le socialisme savait s'autoriser des libertés, des fantaisies. Et même les analyses un peu hâtives qui voyaient dans ces jeunes gens l'avènement d'une génération du refus témoignaient indirectement de la solidité d'un régime capable de s'offrir le luxe de la tolérance.

Il y a des punks à Berlin-Est, c'est vrai, mais combien sont-ils, si l'on ne compte pas les punks du dimanche dont le coiffeur se range en début de semaine au moment de retourner en classe ? Il y a des squatters, c'est vrai, dans le quartier de Prenzlauer Berg, surtout, à qui l'exemple de Kreuzberg, à quelques centaines de mètres, de l'autre côté du Mur, a sans doute donné des idées. Mais qui sont-ils ?

CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 3.)



Nouveaux éclairages sur la population mondiale

**1. — Deux hémisphères
deux démographies**

par LÉON TABAH (*)

Dix ans après la conférence mondiale sur la population de Bucarest se prépare aux Nations unies une nouvelle conférence sur ce thème ; elle se déroulera au mois d'août prochain à Mexico.

Dire que l'objectif des Nations unies dans cette conférence sera à nouveau de préserver la vie, de s'opposer à la mort et de ne laisser aucune ambiguïté à ce sujet ne suffirait pas. Il faudra aussi maintenir et renforcer l'élan acquis depuis Bucarest sur la mise en œuvre des politiques de population, renforcer les décisions qui n'ont pas assez attiré l'attention des gouvernements, ou qui n'ont pas été suivies des résultats escomptés. Les Nations unies devront une fois de plus mettre au point un programme de travail à l'échelle de l'humanité compatible avec la division du monde en Etats souverains.

A l'époque de la conférence de Bucarest, les pays de l'hémisphère nord se croyaient à l'abri des problèmes de population. Ils étaient convaincus que la conférence était destinée à traiter uniquement de la croissance démographique de l'hémisphère sud, qu'ils jugeaient excessive. Aujourd'hui, beaucoup d'entre eux doivent déchanter.

La baisse de la fécondité a certes affecté nombre de pays du tiers-monde, mais elle a aussi fait de profondes entailles dans les pays riches, où les niveaux étaient déjà très bas. Sur vingt-huit pays

non socialistes, vingt-quatre n'assurent plus le remplacement des générations, et le rendement est solidement implanté car elle a commencé il y a près de vingt ans et est allée en s'accroissant pendant la dernière décennie. Certains n'hésitent pas à parler d'un véritable effondrement. Par exemple en Allemagne fédérale, où le nombre de naissances par femme atteint à peine 1,5 alors que le remplacement des générations en exigeait 2,1.

Le déclin commence à poser des problèmes graves autant en structure qu'en volume. Les projections faites par les démographes allemands vont jusqu'à prédire une diminution de 15 % de la population au début du siècle prochain, de plus fortement vieillie.

L'inevitable processus de vieillissement est une des menaces les plus sérieuses pour l'exceptionnelle richesse des pays industrialisés, alors que les sociétés en mutation ont un immense besoin de jeunes auxquels trop souvent on refuse la place qu'ils ambitionnent, alors qu'ils sont plus précoces et mieux instruits qu'autrefois. Or les facteurs sociologiques et institutionnels qui expliquent le déclin de la fécondité sont encore présents et paraissent vouloir persister.

(Lire la suite page 2.)

(*) Directeur de la division de la population aux Nations unies et secrétaire général adjoint de la conférence internationale sur la population, 1984.

Nouveaux éclairages sur la population mondiale

(Suite de la première page.)

La famille dans les pays riches donne, en effet, l'impression de traverser une crise grave et durable. La forme traditionnelle, autoritaire et contraignante fait place à une forme basée sur une affection mutuelle et des besoins émotionnels. Un nombre grandissant de jeunes gens choisissent le mariage à l'essai parce que la compatibilité des goûts et des habitudes est jugée essentielle. Les femmes qui veulent réaliser leur propre destin, et l'irruption de la jeunesse en tant que « classe » ou collectivité sont devenues des thèmes quotidiens dans la presse.

Cette évolution, aussi désirable soit-elle, a un « coût démographique » qui n'est pas mince, la cohabitation ayant pour effet de retarder le mariage. Le mouvement qui en est responsable est si puissant que les gouvernements qui souhaitent le renverser sont à peu près démunis de moyens. Ils ne peuvent, ni ne veulent s'opposer à la diffusion démocratique de la régulation des naissances ou au progrès social. L'histoire montre d'ailleurs que l'action des gouvernements pour faire remonter la fécondité a presque toujours été inefficace.

Contrastes dans le tiers-monde

Quant au tiers-monde, il a parfaitement confirmé les tendances qui commencent à se dessiner au moment de la conférence de HAUT : 2270... SURF : 307. N° 2501.2110 Bucarest, c'est-à-dire une baisse assez prononcée dans certains pays, notamment la Chine et nombre d'autres pays d'Asie et même d'Amérique latine. Seuls quelques flots où la fécondité reste à l'état naturel peuvent être cités dans ces deux grandes régions. Les conditions du mouvement étaient en germe au moment de la conférence, et celle-ci n'a fait qu'accélérer une évolution vouée à se produire de toute manière.

En revanche, l'Afrique, dans sa presque totalité, et le Proche-Orient sont restés à l'écart du mouvement et ces deux régions ont pris la place tenue longtemps par l'Amérique latine dans les records des taux de croissance, connaissant même au sud du Sa-

hara des augmentations de fécondité.

La conférence de 1984, pour aller au-delà des rites, devra mesurer les changements dans les perceptions des problèmes de population. Depuis Bucarest, l'attitude de la communauté mondiale a plus rapidement changé sur la façon de percevoir et de conduire une politique de population que nous ne le prévoyions il y a dix ans. Le « temps de réponse » au document de Bucarest a été relativement court si l'on se reporte aux déclarations encore très réticentes faites à la conférence elle-même par nombre de délégations du tiers-monde, et cela conduit à faire preuve d'un certain optimisme pour la prochaine conférence et ses suites. A Bucarest, le Mexique, pour ne prendre qu'un exemple, s'était opposé à tout objectif chiffré sur le taux de croissance démographique ; trois ans seulement après, il s'est fixé un chiffre très optimiste (taux d'accroissement passant de 3,2 % en 1977 à 1 % à la fin du siècle).

La conférence de Mexico devra réviser certaines idées fondamentales adoptées par cent trente six gouvernements à Bucarest. On avait affirmé, notamment, qu'il ne saurait y avoir de baisse de la fécondité sans développement économique et social préalable.

Pourtant, au cours des dix dernières années, on a constaté très peu d'amélioration dans l'économie du tiers-monde et en même temps un net déclin de la fécondité. De façon générale, les pays qui ont connu un réel déclin se caractérisent par des transformations sociales ou politiques par des progrès économiques. Il faudra à Mexico concilier les principes de Bucarest avec les faits et réexaminer les conditions favorables à une baisse de la fécondité là où elle est jugée désirable par les gouvernements.

C'est pourquoi il faudrait échanger non seulement des idées mais aussi des expériences. En comparant les difficultés, en exa-

minant comment certains gouvernements ont réussi à les surmonter, on arrivera certainement à la conclusion que des résultats spectaculaires peuvent être atteints à des niveaux coûts-bénéfices avantageux dans des pays dont les revenus par tête ne sont pas forcément élevés. Les résultats obtenus par la Chine, Cuba, l'Etat de Kérala en Inde (tous trois socialistes), ou même la Thaïlande, ou la très catholique Colombie, en une dizaine d'années, sont sans précédent dans l'histoire des populations. On a ainsi dans nombre de cas brisé une inertie que l'on ne croyait surmontable que sur une très longue période.

Un nouvel effort de sensibilisation et d'information devra être fait : la baisse de la fécondité dans le tiers-monde est de 15 % si l'on retire du lot des pays en développement, la Chine, dont le poids est énorme et dont la fécondité a diminué de 54 % au cours de ces dix dernières années. Cela est très loin d'être négligeable, mais il reste encore beaucoup à faire. Cette année, au vu de la croissance de la population du monde la plus forte de l'histoire (80 millions d'habitants, presque entièrement dans le tiers-monde) et il n'est pas sûr que le maximum absolu soit atteint. Nul doute qu'il faille agir, et agir très vite.

Le problème de population n'est pas de ceux qu'on peut mettre en réserve en faisant confiance aux ressources de la technique pour le résoudre plus tard. Il n'est pas de ceux qui peuvent se suffire d'adaptations improvisées. Les politiques de population sont l'ensemble des moyens que doit utiliser une société pour réagir contre l'inertie démographique qu'elle porte en elle et qui à long terme paralyse son développement.

LÉON TABAH.

Prochain article :

LA PLANÈTE S'EST RÉTRÉCIE

LU

« LES JUIFS ET LE SEXE », du docteur Valensin

L'hymen de Sarah

FAUT-IL présenter le docteur Georges Valensin ? Médecin à l'ancienne mode, c'est-à-dire pratiquant sa science en même temps qu'une curiosité culturelle universelle, il a derrière lui déjà quatorze ouvrages de vulgarisation sexologique. Ses qualités d'honnête homme et de vénérologue se sont appliquées aussi bien au Lit de Josephine (1) (la première femme de Napoléon I^{er}) qu'aux pratiques amoureuses des Chinois (2), sans oublier son Dictionnaire de la sexualité (1970) traduit aussi bien aux Etats-Unis qu'au Brésil et en Allemagne.

Cette flatteuse réputation ne confère pas forcément protection contre l'effort. Invité l'an passé à Alger à des rencontres franco-maghrébines de psychisme, il avait l'intention d'y faire part de son expérience de médecin des prostituées de la Casbah, vers 1930. Non seulement sa communication fut rejetée, mais un médecin algérien responsable des rencontres déclara en séance publique que l'Algérie n'avait que faire des « prostituées du docteur Valensin ». Or le docteur Valensin, né dans une famille israélite, algérienne, n'a jamais utilisé au cours de sa carrière la première partie de son patronyme...

Il est à craindre que le sujet choisi par Georges Valensin pour son quinzième ouvrage — la sexualité juive — ne suscite aussi quelques remous au sein, cette fois, de sa communauté native. Son livre est sans aucun doute clair, honnête, riche, inédit à maints titres, et quant à de lecteurs y trouveront leur compte : médecins et psychologues bien sûr, mais aussi orientalistes et « historiens », également les libéraux (pourquoi pas ?) et naturellement tous ceux qui comptent sur leurs lectures pour les éloigner des sentiers battus et des idées reçues.

Les kibboutzim et l'armée

Mais les Juifs et le sexe est aussi un livre qui ne ménage rien à personne. Il dévoile aussi bien la lointaine origine juive de la coutume, toujours en vigueur dans plusieurs sociétés orientales, de l'exposition de la che-

mise tachée du sang virginal de la mariée (que de drames provoqués par cette pratique obscurantiste puisque un tiers des déclarations ne prévoient pas de mariage, le cas le plus célèbre, qui hélas ! ne servit pas de leçon, étant celui de Sarah, femme du patriarche Abraham), que l'existence d'une solide tradition pédérastique juive. Ainsi en arrivant au Maroc, au début du siècle, les Français y trouvèrent des « bordels cachés » où de jeunes juifs, ultime avatar des prostituées attachées aux antiques temples hébraïques, se vendaient aux seuls clients circassiens. La loi juide interdisait néanmoins à deux hommes de « coucher » ensemble, les hommes juifs pratiquant font, paraît-il, l'amour debout...

Georges Valensin ne nous chie rien non plus de la sexualité dans les kibboutzim parmi les soldes de l'armée israélienne et même, jadis, dans les camps de concentration. Certains, y compris parmi les « gays » — les non juifs — s'offusqueront peut-être de telles révélations. Mais pourquoi, du moment que le travail de l'ancien « docteur des madames d'Alger » n'est pas « une recherche du sensationnel, de l'incroyable » mais l'observation « à la loupe » de la façon dont les juifs ont « élaboré, maîtrisé, transformé l'amour et le plaisir à travers les vicissitudes historiques. Comment [ils ont] pu mettre même leur souffrance au service de l'amour ».

C'est du moins ainsi que le docteur Georges Abraham, sexologue de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et petit-fils de Karl Abraham, disciple du fondateur de la psychanalyse, Sigmund Freud, présente un livre que l'on pourra ranger dans sa bibliothèque à côté de celui, de la même veine, du Tunisien Abdelwahab Boudhiba sur la Sexualité en Islam (3).

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ Les Juifs et le Sexe — la vie sexuelle juive. Editions Jacques Grancher, 98, rue de Valenciennes, 75006 Paris. 284 pages, 80 F.

- (1) La Table ronde, 1975.
- (2) La Vie sexuelle en Chine communiste, Laus, 1977.
- (3) PUF, 1975 et 1979.

Retraites : non à l'alarmisme

par PIERRE SURAULT (*)

Le déficit financier de l'assurance-vieillesse, la nouvelle baisse de la fécondité et le vieillissement démographique se conjugueraient pour faire croire aux adultes d'aujourd'hui que leurs retraites sont menacées. La situation actuelle n'est pas due à la démographie : la proportion, dans la population, des personnes âgées de soixante ans ou plus était, au 1^{er} janvier de cette année, de 17,8 % contre 17,5 % en 1966 et 18,4 % en 1975. Ce qui est en cause, dans la détérioration du rapport cotisants-retraités (passé pour le régime général de 4,40 % en 1963 à 2,66 % en 1979) et dans celle du rapport cotisants-versés-prestations servies, c'est d'abord l'accroissement du chômage avec la réduction corrélative du nombre de cotisants, ensuite celui du nombre de bénéficiaires dû à l'avancement de l'âge de la retraite et, enfin, celui en pouvoir d'achat des pensions versées.

D'ici à l'an 2000, le rapport entre le groupe soixante ans ou plus et le groupe vingt-cinq-ans ou plus varie de 32,3 % en 1980 à 35 %. On sait, en revanche, que le passage du second groupe au premier des générations nombreuses de l'après-guerre entraînera, après 2005, une augmentation sensible de ce rapport, d'autant plus forte que la fécondité sera faible. Avec un indicateur de fécondité se situant à 1,8 enfant par femme, le rapport atteindrait 52,6 % en 2005.

Une charge en progression

La charge financière des pensions à verser va très sensiblement progresser : selon des projections effectuées par l'INSEE en fonction d'une hypothèse de faible accroissement de l'espérance de vie (dont on peut déjà dire qu'elle pèche par défaut), le nombre de personnes âgées de soixante ans ou plus passerait de 10 757 000 en 2000 à 13 680 000 en 2040 — l'évolution ultérieure étant fonction de la fécondité des prochaines années (1). Dans le même temps, la population des vingt-cinq-ans ou plus passerait de 30 712 000 à 26 089 000, avec la même hypothèse de fécondité que précédemment.

Il est donc indéniable que le simple rapport démographique va se détériorer dans la première moitié du prochain siècle. Mais, pour le problème qui nous préoccupe, ce qui est décisif, c'est le rapport entre les actifs cotisants et les bénéficiaires de pensions. Or, le nombre des cotisants n'est pas déterminé par la démographie mais par celui des emplois offerts.

Aujourd'hui, l'insuffisance de ces derniers coûte donc deux millions de cotisants. En fait, dans vingt-cinq ans, le nombre de cotisants sera encore déterminé par la situation économique et non par la démographie, qui ne paraît pas devoir constituer un goulot d'étranglement tant sont encore nombreuses les réserves de main-d'œuvre : à ce jour, le nombre d'hommes ayant un emploi ex-

cède de plus de quatre millions celui des femmes. Compte tenu de la poursuite prévisible de la tendance des femmes à exercer une activité professionnelle, on peut très bien imaginer que, dans vingt-cinq ans, leur taux de participation (ou de désir de participation) à la vie active sera devenu équivalent à celui des hommes. Si on ajoute les chômeurs, on voit que, en 1983, les réserves en main-d'œuvre d'âge actif s'élevaient à environ six millions de personnes.

Un passage progressif

D'autre part, on sait que beaucoup de retraités (et, préretraités) auraient préféré continuer à exercer une activité professionnelle, au moins à temps partiel. De nombreux gérontologues se prononcent pour une sorte de retraite à la carte, pour un passage progressif de l'activité à l'inactivité (2) qui permettrait d'éviter à la fois que restent inutilisées économiquement les aptitudes d'hommes et de femmes encore en pleine force de l'âge et que l'arrêt brutal de l'activité soit ressenti par beaucoup comme une véritable exil social — l'obligation du repos ayant remplacé le droit au repos.

Il est difficile d'imaginer que l'on n'en arrivera pas dans l'avenir à une solution de ce type, d'autant plus vite sans doute que la croissance économique reprendra rapidement. Il est difficile de chiffrer les réserves potentielles de main-d'œuvre que représentent les actuels retraités et préretraités mais elles sont certainement loin d'être négligeables et le seront encore moins dans quelques dizaines d'années.

Enfin, on ne fera qu'évoquer la question délicate d'un nouveau et possible recours à l'immigration.

Il faut donc que cesse cet alarmisme fondé sur l'évolution des structures démographiques, qui tend à faire prendre pour aux adultes pères leur avenir et à culpabiliser les retraités.

C'est la situation économique future, la capacité à créer de nouveaux emplois, qui permettra de maintenir, sinon d'améliorer, notre système de protection sociale. Il reste que tout est lié et que ces conclusions ne doivent pas aboutir à faire l'impasse sur les conséquences d'une faible fécondité et de son corollaire, le vieillissement parmi lesquelles la baisse du dynamisme économique n'est sans doute pas la moindre (3).

(*) Maître-assistant à la faculté de droit et des sciences économiques de Liège.

(1) Voir J. Desbais, *Projections démographiques à moyen terme (2000) et à long terme (2020-2050)* pour la France, Actes du Colloque national sur la démographie française (juin 1980), Travaux et documents de l'INED, n° 92, 1981.

(2) Voir par exemple P. Faillat, « L'âge de la retraite », *Gérontologie et société*, n° 23, décembre 1982, et le rapport *Vieillesse demain*, La Documentation française, mars 1980.

(3) Voir à ce sujet les analyses d'Alfred Sauvy, par exemple dans *La France ridée*, Le Livre de poche, coll. « Pluriel », 1979.

Démographie

Lundi 23 janvier s'est ouverte à New-York la session de la commission préparatoire de la Conférence mondiale de la population, qui se réunira en août prochain à Mexico sous les auspices des Nations unies. Une conférence de même type s'était tenue il y a dix ans à Bucarest.

Léon Tabah rappelle que 1983 a vu la plus forte croissance démographique de l'histoire du monde, malgré le véritable effondrement intervenu dans les pays riches et le recul de certains pays du tiers-monde. L.-M. Jentel pense que le nombre des enfants par famille dépend beaucoup moins des ressources matérielles dont elle dispose que de l'harmonie du couple. Et pour Pierre Surault, s'il existe naturellement une menace sur les retraites, elle n'est pas due à la démographie.

Ils vivent heureux et ont beaucoup d'enfants

par L.-M. JENTEL (*)

C'EST dans les pays où le niveau de vie est élevé, où l'habitat est le plus confortable, que la natalité baisse le plus. Les incitations financières n'ont donc qu'une influence négligeable sur le phénomène.

Quand, par exemple, le gouvernement de l'Allemagne de l'Est propose aux couples des prêts de 45 000 F éteints au troisième enfant, 1 % seulement des classes laborieuses en profita.

En Hollande, en 1965, les femmes avaient — en chiffre moyen — 3,5 enfants. Aujourd'hui, elles en ont 1,4. Et pourtant elles travaillent à l'extérieur deux fois moins qu'en France, où le taux est de 1,8.

Une mère modeste de sept enfants interrogée par une radio déclarait, il y a quelque temps, que le rétablissement de l'allocation au troisième enfant n'aurait rien changé à sa décision d'avoir de nombreux enfants. Elle avait un fort « besoin d'enfants », qu'elle aurait, de toute manière, satisfait.

Bien sûr, si un gouvernement allouait 100 000 F ou plus pour le troisième enfant, il se trouverait des gens pour procréer à la commande. Mais quel serait le sentiment d'enfants nés dans de telles conditions à l'égard de leurs parents quand ils apprendraient qu'ils les ont conçus pour de l'argent ?

En 1983, les Français n'ont plus d'enfants « pour les allocations » mais parce qu'ils ont décidé ou non d'en avoir. Nous nous trouvons donc en face d'un problème qui ne pourra être résolu dans les sociétés développées que si les hommes parviennent à améliorer la qualité du couple conjugal et parental en faisant appel en particulier aux sciences humaines, dont les progrès ont été considérables dans tous les domaines.

Mais, comme l'avait observé Marx, les hommes n'abordent que les problèmes qu'ils sont en mesure de résoudre.

Or, nous sommes ici en face d'un problème gigantesque : celui du choix du conjoint. Il y a plus de cinquante ans, Léon Blum écrivait : « La circonstance qui exerce l'action la plus directe sur l'harmonie future des ménages, c'est évidemment, le choix que l'on fait d'abord de son mari, de sa femme, et, dans les circonstances actuelles, il y a toutes raisons pour que ce choix soit vicié » (1).

Rien n'a donc changé, depuis la guerre, parce que ce sujet est toujours aussi tabou, et c'est ce qui explique que les hommes politiques, et souvent aussi les médias, le censurent.

(1) Léon Blum : *Du mariage*. Albin Michel, Paris.

(*) Directeur de l'Institut d'études professionnelles et familiales.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 05
C.C.P. 4307-23 PARIS — Tél. MONDIPAR 650572-F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 F. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F. CFA ; Danemark, 8,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.U., 95 c. ; G.-B., 65 p. ; Grèce, 45 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 375 F. ; Libye, 6 250 DL ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 95 esc. ; Sénégal, 340 F. CFA ; Suède, 7,74 kr. ; Suisse, 1,20 L. ; Yougoslavie, 182 ml.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1968) Jacques Fauvet (1969-1982)

Impression : de « Monde » 5, rue des Italiens, PARIS-12

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 431

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 605 F 859 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1 240 F

IL - SUISSE TUNISIE 454 F 830 F 1 177 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les chèques qui paient par chèque postal (cote violet) n'ont droit à aucune réduction.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مجلس الامم المتحدة

EUROPE

Brusque durcissement en Allemagne de l'Est

(Suite de la première page.)

Des gens pas toujours jeunes, qui préfèrent payer une amende et s'installer dans des appartements vacants plutôt que d'attendre, pendant des années peut-être, que la bureaucratie accède à leur demande de logement. Des gens, en tout cas, dont la situation se régularise une fois l'amende payée et qui - le voudraient-ils - n'ont pas la possibilité de faire d'un mode de vie vété, de se loger, un choix de vie sociale.

Si quelque chose a bougé ces dernières années en RDA, ce n'est pas dans ces fausses marginalités, mais, beaucoup plus profondément, dans le vaste débat qui s'est ouvert dans des cercles de jeunes, de femmes, d'intellectuels plus ou moins liés à l'Eglise évangélique, autour du thème général de la paix.

Contrairement à ce qu'affirment les milieux dirigeants de Bonn, qui estiment que l'installation des premiers Pershing-2 en République fédérale n'a pas eu, à ce jour, de conséquences graves, et qui se flattent d'une série d'accords techniques récemment conclus avec Berlin-Est, le mois de décembre a été marqué par un très brutal durcissement du climat intérieur en RDA. Perquisitions, interpellations, interrogatoires, incarcérations ne se sont pas fait attendre à Weimar, à Potsdam, à Leipzig ou à Berlin-Est, après des mois d'une relative détente intérieure.

Plus question, pour l'instant, de manifestations écologistes à vélo, comme cela s'est produit l'année dernière. Plus question d'exhiber le badge des pacifistes dissidents, ni de protester dans la rue, fût-ce par des mini-manifestations silencieuses. Plus question de réunions dans des appartements privés, qui pourraient être interprétées comme des manifestations de soutien aux personnes arrêtées.

Les groupes qui s'étaient éloignés du refuge protecteur de l'Eglise ont tendance à le regagner. « Les gens étaient devenus courageux », dit un jeune écrivain pour résumer ce qui, à ses yeux, a été le principal succès du mouvement dissident pour la paix en RDA. Et voilà qui n'est pas sans intérêt, car les autorités allemandes ont, en effet, voulu en faire un exemple.

Selon la méthode habituelle, des pressions ont été exercées sur les deux femmes - et sur leurs maris - pour qu'elles acceptent de signer une demande de visa de sortie du pays. En dépit de cette manière des éléments gênants, les autorités est-allemandes espèrent généralement éviter la publicité d'un procès.

les protestations qui pourraient suivre une condamnation, et se donnent les moyens de discréditer les intéressés en les présentant comme uniquement soucieux de quitter le pays.

Bärbel Bohley et Ulrike Poppe n'ont pas été. Elles encouraient une peine de deux à douze ans de prison, en vertu de l'article de la Constitution qui punit la diffusion à l'étranger d'informations préjudiciables au pays. Tout cela pour avoir répondu aux questions d'une journaliste britannique féministe et pacifiste, retenue et interrogée pendant plusieurs jours à sa sortie de RDA, et qui reste, depuis, étrangement muette.

Les deux femmes, dont l'une est peintre et l'autre employée dans un musée de Berlin-Est, avaient sans doute poussé trop loin, aux yeux des autorités, leur engagement pacifiste. Dans une pétition signée par trois cents femmes et adressée à M. Honacker, elles avaient protesté contre la révision de la loi militaire en mars 1982, qui prévoit que les femmes seraient appelées sous les drapeaux en cas de mobilisation générale.

« Nous, les femmes », disent-elles notamment, nous nous élevons contre l'idée de devoir un jour, dans les rangs de l'armée nationale populaire, défendre un pays qui sera devenu inhabitable ».

Elles avaient, en tant que fondatrices de groupes de femmes, explicitement mis en doute l'égalité des sexes dans la société socialiste. Elles avaient, avec d'autres parents, ouvert depuis plusieurs années une crèche depuis dans un appartement de Prenzlauer Berg, pour soustraire leurs enfants à l'éducation d'Etat, mais avec la tolérance des autorités. Elles avaient, en octobre dernier, avec une trentaine d'autres femmes, toutes de noir vêtues, manifesté en silence pour la paix, sur l'Alexanderplatz.

Le mois suivant, avec quelques autres, elles avaient défilé en portant des flambeaux devant l'ambassade des Etats-Unis à Berlin-Est, et adressé une lettre aux députés du Bundestag à Bonn au moment du débat parlementaire sur l'installation des nouveaux missiles de l'OTAN. En bref, elles étaient parmi les éléments les plus actifs du mouvement pour la paix est-allemand, qui, bien que pessimiste sur ses possibilités de faire aboutir une revendication concrète, était parvenu dans d'assez larges secteurs à la population à se couvrir l'apathie résignée qui caractérisait, jusque-là, une société docilement muette et repliée sur son relatif confort matériel.

Que va-t-il rester de ce mouvement ? L'installation des Pershing-2 en République fédérale a été, comme dans l'autre Allemagne, vécue comme un revers cuisant par le Mouvement pour la paix. Mais, précisément parce que ses possibilités d'expression publique étaient infinies.

R.F.A.

La Bundeswehr face aux scandales

- Un homosexuel suisse se porte témoin à charge contre le général Kiessling
- « Stern » publie des documents militaires découverts au bord d'une route

Bonn (A.F.P., Reuter). - L'écrivain suisse Ziegler, ancien rédacteur en chef d'un magazine homosexuel de Zurich, s'est présenté comme témoin à charge contre le général Kiessling, limogé de son poste de commandant en chef adjoint de l'OTAN en raison de ses tendances homosexuelles, présumées, à-on appris mardi 24 janvier. Un porte-parole ouest-allemand de la défense a confirmé que M. Ziegler avait passé plusieurs heures, vendredi dernier, au ministère, à Bonn, et s'était également entretenu avec le ministre, M. Wörner. M. Ziegler affirme notamment d'avoir enregistré d'une conversation qu'il avait eue avec un prostitué homosexuel de Düsseldorf, qui avait déclaré avoir eu des relations intimes avec le général Kiessling.

Le jeune homme, âgé de vingt et un ans, aurait également déclaré avoir rencontré à plusieurs reprises l'officier ouest-allemand, récemment à Francfort, et avoir reçu de lui plusieurs milliers de deutschemarks. M. Ziegler a précisé avoir présenté vendredi cette bande magnétique au ministère de la défense, et avoir certifié sous la foi du serment l'exactitude de ses affirmations.

Le général ouest-allemand en retraite, M. Gerd Schmuckle, ancien commandant en chef adjoint de l'OTAN, a, par ailleurs, estimé que M. Wörner devrait donner sa démission à la suite de l'affaire Kiessling, « dans l'intérêt de la Bundeswehr » et « parce qu'il n'est plus en mesure de maîtriser cette crise ».

M. Wörner doit, en outre, faire face à un autre scandale menaçant la Bundeswehr. Le magazine Stern vient en effet de publier des documents internes au ministère, découverts en octobre dans un ruissseau, au

bord d'une route, près de Coblenze. Ziegler, imprimeur par ordinateur (et acquies par le magazine), comporte un inventaire précis des fournitures militaires requises par les forces armées ouest-allemandes, avec leur prix et leur numéro de référence.

Un porte-parole du ministère de la défense a précisé qu'aucun secret technique ou militaire ne figurait dans cette liste, qui aurait dû être mise au pilori par une entreprise locale de vieux papiers. Le ministère a ajouté que ce document de travail, rédigé annuellement, ne comprenait aucune spécification technique, ni aucune description de la puissance ou de la qualité des armements. Mais l'opposition social-démocrate a immédiatement dénoncé cette « faille dans la sécurité du ministère » et s'apprête à exiger des explications de M. Wörner, lors de la réunion, ce mercredi, de la commission de défense du Bundestag.

ment plus réduites qu'en République fédérale, parce qu'il était, ici, surtout un mouvement de réflexion et de discussion, il n'a pas subi, comme à l'Ouest, le désastre d'un activisme soudain privé de son thème d'action.

La meilleure sauvegarde : l'Eglise

Les groupes pacifistes est-allemands ont, d'autre part, été moins exclusivement centrés sur la question de l'installation des nouvelles armes à l'Ouest et à l'Est, et le thème de la paix a donné lieu à un débat plus large, orienté, avant tout, sur la militarisation de la société est-allemande. Mais aussi sur la condition des femmes, l'éducation des enfants, l'écologie, les droits de l'homme, la société en général. Même si l'Eglise s'est efforcée, dans la mesure de son contrôle sur ce mouvement, d'éviter qu'il ne s'oriente exclusivement vers un seul de ces thèmes. Dans les milieux intellectuels, après le vide qui avait suivi l'expulsion de Wolf Biermann en 1976 et l'exil consenti ou forcé de tous ceux qui avaient protesté en sa faveur, de nouveaux courants critiques se font jour, notamment parmi les tout jeunes écrivains.

Ce mouvement n'a pas pu développer que parce que l'Etat prodiguait ses encouragements aux pacifistes occidentaux ; et il était prévisible que la répression se ferait plus sévère dès que Berlin-Est n'aurait plus rien à attendre d'eux. Il reste que l'Eglise, qui a abrité la plupart de ces initiatives pour la paix, et que l'Etat est-allemand ne peut se permettre d'attaquer de front, demeure le meilleur garant de la sauvegarde de cette culture critique qui a vu le jour en RDA ces trois dernières années.

Lorsqu'on demande à un pasteur engagé ce que le mouvement peut encore espérer, il répond : « Un flocon de neige ne passe rien. Mais il vient un moment où un flocon de neige, parce qu'il s'ajoute à des millions d'autres, fait céder la branche ».

CLAIRE TRÉAN.

Tempête italienne

M. Craxi a-t-il demandé au monde le rappel de son correspondant à Rome, Philippe Pons ? C'est la question que se posent de nombreux journalistes et hommes politiques italiens. Elle fait même, mardi 24 janvier, la une de la Stampa et de la Repubblica. C'est aussi la question qui nous est posée. Rasseurons les lecteurs.

S'il est exact que M. Craxi n'ait pas la presse - la récente condamnation à cinq mois de prison avec sursis pour diffamation de M. Alberto Cavallari, directeur du Corriere della Sera, est là pour le prouver - et n'appréhende que modérément certains commentaires de notre correspondant, il est tout à fait inexact d'affirmer qu'il a réussi à faire exercer des pressions sur le Monde pour obtenir le remplacement de Philippe Pons.

Dernière précision : M. Craxi s'est bien plaint à M. Gilles Martinet, l'ambassadeur de France à Rome, d'un récent article de Philippe Pons sur la corruption du monde politique italien. M. Martinet nous a téléphoné pour nous en informer, mais il s'est bien gardé d'exercer la moindre pression.

Nous ne pouvons donner, en conclusion, qu'un conseil à M. Craxi : les commentaires du Monde n'étant inspirés par aucun parti politique français, il a tort d'y voir la main du Parti socialiste, auquel il reproche de lui préférer le Parti communiste italien. Les rapports de M. Craxi avec les socialistes français sont une chose ; les informations que nous donnons sur la vie politique italienne une autre.

J. A.

DIPLOMATIE

M. Andropov n'exclut pas un dialogue avec Washington

(Suite de la première page.)

« Les dirigeants des Etats-Unis portent l'entière responsabilité de la tournure prise par les événements, de même que les gouvernements des pays de l'OTAN, qui, contrairement à la volonté de leurs peuples, ont mis leurs territoires à la disposition des missiles américains », poursuit M. Andropov.

M. Andropov retrouve les accents de M. Gromyko à Stockholm pour dénoncer tous azimuts le « brigandage impérialiste » au Proche-Orient, où les soldats américains ont rejoint « l'agresseur israélien dans sa lutte contre les Arabes », en Amérique centrale et à Grenade, où les Etats-Unis « violent l'indépendance d'Etats souverains », et obéissent à « briser le pouvoir du peuple et à rétablir des dictatures militaires », et dans « bien d'autres régions du monde ».

Le dialogue entre l'URSS et les Etats-Unis ne peut avoir lieu que sur une base d'égalité, rappelle le secrétaire général du Parti communiste soviétique. Or « les dirigeants américains, comme l'indiquent tous les signes, n'ont pas renoncé à leur intention de mener des négociations à partir de positions de force, fondées sur la menace et la pression. Nous rejetons résolument une telle approche. En général, toute tentative de mener avec nous une diplomatie de la force est sans espoir... Le discours du président Reagan ne contient aucune idée nouvelle (...), tant sur la limitation des armements nucléaires en Europe que sur d'autres questions », poursuit-il.

M. Andropov réaffirme la disposition du gouvernement soviétique à mener des négociations dans le but d'arriver à des accords pratiques sur la limitation ou la réduction des armements nucléaires sur une base d'égalité : « Mais nous ne voulons pas la négociation pour la négociation, ni faire comme si, en Europe occidentale, il n'y avait pas de missiles pointés contre nous et nos alliés ».

Pour nourrir le dialogue Est-Ouest, M. Andropov répète les propositions déjà connues de l'URSS : accord sur le non-emploi en premier des armes nucléaires, traité de réduction à la force entre l'OTAN et le pacte de Varsovie, interdiction de la course aux armements dans l'espace et gel des arsenaux nucléaires. Au passage, il mentionne les négociations de Vienne (MBFR) qui doivent reprendre le 16 mars, la conférence de Stockholm où l'on « pourrait faire beaucoup » pour renforcer la confiance en Europe. Et il termine sur une « couverture » : « Nous attendons du gouvernement des Etats-Unis des actes pratiques et une volonté [de renoncer à la politique de force]. Il trouvera une réponse correspondante de notre part ».

Le texte de M. Andropov n'annonce donc aucun changement dans l'attitude soviétique. Outre la nécessité tactique de faire contrepoids aux discours de M. Reagan, il répond en fait à deux préoccupations. La première concerne la propagande. Avant l'installation des euromissiles américains, l'URSS avait fondé tous ses espoirs sur une mobilisation des mouvements pacifistes en Occident et sur la pression psychologique qu'elle pouvait exercer sur les opinions en dramatisant les dangers du déploiement. Elle ne peut pas changer de ton du jour au lendemain sans perdre toute crédibilité. D'où l'insistance de M. Andropov sur la gravité de la situation internationale. En même temps les dirigeants du Kremlin ne veulent pas apparaître comme les responsables de la rupture du dialogue. Bien que ce soient eux qui aient formellement rompu les négociations FNI (sur les euromissiles), et suspendu les négociations Start (sur les armements intercontinentaux), ils doivent montrer sans relâche qu'ils ne sont pas les seuls responsables de la situation, et rappeler sans cesse leurs propositions de paix.

Mais, d'autre part, ils savent bien que cette situation ne pourra pas du-

rer éternellement, et qu'un jour ou l'autre les négociations sur la limitation des armements nucléaires reprendront. Le moment dépend, dans une large mesure, de l'élection présidentielle américaine et des évaluations soviétiques concernant les chances de M. Reagan.

Quant à la méthode, les Soviétiques ne paraissent pas encore avoir déterminé leur tactique, après l'échec politique qu'a constitué pour eux le déploiement. Diverses formules sont possibles : conférence des cinq puissances nucléaires, telle que la propose M. Trudeau, fusion des

FNI et des START, négociations portant sur les nouvelles armes nucléaires déployées et, en représailles, en RDA et en Tchécoslovaquie (dont M. Andropov ne dit mot dans son texte), ainsi que sur les systèmes avancés américains. Aucune indication n'a filtré pour le moment sur les intentions du Kremlin, qui cherchera en tout cas à monnayer son retour à la table des négociations. Les réponses de M. Andropov à la PRAVDA sont un texte d'attente.

DANIEL VERNET.

A LA CONFÉRENCE DE STOCKHOLM
Les pays de l'OTAN ont présenté leurs propositions destinées à renforcer la confiance en Europe

De notre correspondant

Stockholm. - Les seize pays de l'alliance atlantique ont présenté, mardi 24 janvier, à Stockholm, à la Conférence sur le désarmement en Europe (CDE), un plan en six points visant à réduire le risque d'attaque surprise, à diminuer la menace de conflit armé en Europe résultant de malentendus et à empêcher l'utilisation de la force à des fins d'intimidation politique.

L'OTAN demande que les trente-cinq Etats participant à la Conférence élargissent et développent les échanges de renseignements sur la structure de leurs forces terrestres et de leurs forces aériennes basées au sol dans la zone géographique considérée, c'est-à-dire « de l'Atlantique à l'Oural ». Des prévisions annuelles de toutes les activités militaires (manoeuvres et mouvements de troupes) devront être fournies et la notification en sera faite quarante-cinq jours à l'avance dans les cas suivants :

- Lorsqu'une ou plusieurs divisions des forces terrestres, représentant au minimum 6000 hommes,

mènent une activité commune sous un seul commandement ;

- Lorsque 25 000 hommes ou les principales unités de combat de trois divisions ou plus participent à des activités de mobilisation ;

- Lorsque trois bataillons ou plus, soit 3 000 hommes de troupes amphibies, effectuent un débarquement.

L'OTAN propose que les Etats participants conviennent d'inviter des « observateurs de tous les autres pays de la CDE » (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) à l'occasion de toutes les activités militaires devant être notifiées à l'avance. Ces dispositions permettraient également de vérifier que les mouvements de troupes, ou les manœuvres annoncées, n'ont pas un caractère de menace. Il serait souhaitable de les compléter par des accords susceptibles de développer les moyens de communication entre les pays concernés, ajoute l'OTAN.

ALAIN DEBOVE.

Arriver à la transparence

Les mesures présentées par les pays de l'OTAN visent à obtenir une certaine transparence des dispositions militaires conventionnelles en Europe. Elles impliquent donc un léger abandon de souveraineté puisque, selon le mandat en vertu duquel travaillent les délégués à la conférence de Stockholm, ces mesures devront être « contraignantes et vérifiables ». C'est une nouveauté par rapport aux mesures de même nature inscrites dans les accords d'Helsinki signés en juillet 1975. Autre nouveauté : la zone d'application des accords devra être élargie jusqu'à l'Oural alors qu'elle ne comprenait qu'une bande de 250 kilomètres, le long de la frontière occidentale de l'URSS.

Les pays de l'OTAN veulent d'autre part allonger le délai dans lequel doivent être notifiées les manœuvres significatives. Les accords d'Helsinki parlaient de vingt et un jours ; l'OTAN propose d'abaisser ce délai à dix jours. Les accords d'Helsinki fixaient d'autre part à 25 000 hommes le seuil au-delà duquel des manœuvres étaient jugées dignes d'être notifiées ; l'OTAN propose d'abaisser ce seuil à 6 000 hommes pour les manœuvres de troupes, et à 3 000 hommes dans le cas de manœuvres amphibies. Il s'agit, grâce à ces dispositions, d'empêcher toute « gestulation » militaire intempestive et toute de prévenir, dans la mesure du possible, toute menace d'invasion.

Si un accord est conclu à Stockholm, tout pays concerné devra d'autre part accepter des observateurs lors des manœuvres significatives. Ce serait également un nouveau pas puisque les accords d'Helsinki n'étaient pas contraignants. C'est ainsi que, de 1975 à 1982, les pays de l'OTAN ont notifié 46 manœuvres et invité des observateurs à 28 d'entre elles. Le pacte de Varsovie, de son côté, a notifié pendant la même période 20 manœuvres et invité des observateurs à 8 d'entre elles seulement. Les neutres, eux, ont notifié 16 manœuvres et invité des observateurs à la moitié d'entre elles.

Cette perspective ne paraît pas enthousiasmer l'URSS. Dans son discours du 18 janvier dernier, devant la CDE, M. Gromyko tout en se déclarant prêt à mener une négociation sérieuse sur la réduction des mesures de confiance, avait accusé certains pays occidentaux de vouloir par ce biais, « espionner le voisin en regardant par le trou de la palissade ». La Pravda du mardi 24 janvier revient sur ce thème et affirme que certaines mesures de confiance proposées par l'OTAN sont destinées à « déstabiliser davantage la situation » sur le continent en « révélant » les structures défensives de tous les Etats européens n'appartenant pas à l'OTAN. Les généraux américains voudraient soumettre à un contrôle sévère l'activité des forces armées de l'URSS et des autres pays socialistes, ajoute la Pravda feignant de croire que ces mesures de transparence ne seraient pas réciproques. Le quotidien du parti soviétique, ces mesures « toucheraient uniquement les pays socialistes » car « les Etats-Unis, principale puissance militaire de l'OTAN, ne seraient absolument pas concernés par un tel contrôle. Céder à la demande de l'OTAN signifierait lui laisser la possibilité de rechercher chez l'autre partie les points faibles de sa défense ce qui ne ferait que renforcer la tentation d'attaquer le premier ».

Ces critiques de la Pravda vont plus loin que celles de M. Gromyko, puisqu'elles paraissent remettre en cause l'échange d'informations sur la structure des forces terrestres et aériennes et le principe d'un désengagement de la zone concernée jusqu'à l'Oural. Il est encore trop tôt pour en tirer des conclusions, mais il est dore et déjà certain que les négociations de Stockholm vont être dures. Il est vrai que la Conférence a deux ans pour conclure cette première phase de ses travaux. Ce n'est qu'en 1986 que les participants doivent se réunir à Vienne pour évaluer le travail accompli et décider d'ouvrir ou non la deuxième phase de la Conférence qui devrait se consacrer à la réduction des armements classiques.

JACQUES AMALRIC.

Essai

sur l'

iNÉGALITÉ

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

PAR JEAN-LOUIS HARPOUL

L'INÉGALITÉ est mauvaise. La réduction des inégalités est donc bonne et doit être systématiquement recherchée. Ce théorème simpliste constitue, ainsi que chacun le sait, l'une des grandes « idées reçues » sur lesquelles vit notre époque. Or ce théorème est faux...

Collection « Politique d'aujourd'hui », 288 pages - 95 F.

AMÉRIQUES

États-Unis

Le risque inhérent à l'engagement américain au Liban constitue la seule menace pour la réélection de M. Reagan

De notre correspondant

Washington. — Anticipant l'annonce officielle, dimanche prochain, de sa candidature à un second mandat, M. Reagan a célébré, le mardi 24 janvier, les « miracles américains » opérés sous sa direction et a offert ainsi un avant-goût de sa campagne électorale. « Je suis convaincu que nous avons, ensemble, changé l'histoire des États-Unis », a-t-il déclaré au cours d'un déjeuner avec les sénateurs républicains, avant d'ajouter : « Nous devons finir le travail. En travaillant ensemble, nous le ferons ».

Ce même mardi, le département du travail a annoncé que les prix à la consommation n'avaient augmenté que de 3,2 % en 1983, soit le taux le plus bas enregistré en quinze ans depuis 1967. En décembre, le taux de chômage était tombé, par rapport au même mois de l'année précédente, de 10,6 % à 8,1 %. Saut brutal de la situation en Amérique centrale, il se confirme donc que la seule véritable menace pesant aujourd'hui sur la réélection de M. Reagan tient au danger de l'engagement américain au Liban. Très symboliquement d'ailleurs, au moment même où le président chantait « la vitalité, la confiance en soi et le courage » retrouvés par « la jeune nation qu'est encore » l'Amérique, toute son administration était mobilisée à dissuader le Congrès

d'exiger un rapide retrait des « marines » de Beyrouth.

L'impopularité de leur maintien est telle, en effet, que de nombreux sénateurs et représentants républicains, craignant pour leur siège, souhaitent ouvertement un désengagement ; c'est un thème dont les candidats à l'investiture démocrate ont fait un cheval de bataille. En principe, M. Reagan pourrait ignorer cette lame de fond dans la mesure où son parti contrôle le Sénat, et que la solidarité avec la Maison Blanche y jouerait, en dernier ressort. Politiquement, pourtant, l'affaire est dangereuse, car le président ne peut envisager de courir seul, sans un minimum de soutien du Congrès, le risque très réel d'une nouvelle hémorragie américaine au Liban.

Or il n'avait obtenu, en septembre dernier, l'autorisation du Congrès de maintenir les « marines » à Beyrouth pour dix-huit mois encore, qu'après s'être gagné l'appui de quelque cent vingt des représentants démocrates majoritaires à la Chambre. Aujourd'hui, ce groupe de « démocrates modérés » a éclaté et le président risque fort de voir la Chambre demander bientôt un retrait anticipé. Pour parer à cette éventualité, pour lui désastreuse, M. Reagan va

tenter à nouveau de faire baisser la tension au Liban et de lancer au Congrès une offensive de charme et de fermeté.

A Beyrouth, les États-Unis pressent maintenant M. Gemayel de parvenir à un accord politique « restreint » avec MM. Berré, le dirigeant chite du Sud-Liban, Karamé, le dirigeant sunnite de la région de Tripoli, et Frangé, l'ancien président maronite de la République, opposé aux phalangistes. Tous trois sont liés à la Syrie mais moins profondément, estime-t-on, que M. Joublat, le dirigeant druze, qui demande la démission de M. Gemayel, après avoir refusé de signer le « plan de sécurité » dans lequel Washington avait placé tant d'espoir. Aux yeux des responsables américains, cet accord restreint permettrait de convaincre le Congrès de prendre patience et de montrer à la Syrie qu'elle n'est pas totalement le maître du jeu et que les États-Unis n'ont pas le souffle aussi « court » que M. Assad l'aurait dit à M. Rumsfeld, l'envoyé spécial de M. Reagan pour le Proche-Orient.

Apaiser les congressistes

En attendant de voir ce que la tentative donnera, M. Rumsfeld a passé ses journées de lundi et de mardi à essayer d'apaiser les congressistes. M. Shultz devait prendre le relais ce mercredi, et la Maison Blanche, surtout, a fait savoir que la très ferme lettre envoyée la semaine dernière à deux représentants démocrates par M. Reagan exprimait la position définitive de l'administration. Cette lettre, publiée mardi, se résume en une phrase : « Nos forces ne devraient pas être maintenues en permanence (au Liban) et ne le seront pas, mais nous ne pouvons pas nous retirer unilatéralement sans provoquer des doutes sur l'engagement des États-Unis en faveur de la modération et de la négociation au Proche-Orient ».

Pour le reste, ce long plaidoyer souligne que la menace terroriste « ne peut jamais être éliminée » ; que le Liban est « un point brûlant de la confrontation entre Israël et la Syrie » et potentiel entre les États-Unis et l'URSS ; et met en accusation Damas, Téhéran et Moscou. Pour M. Reagan, les Syriens sont « responsables sans ambiguïté » de l'échec du plan de sécurité et il n'y a « aucune doute » que le rôle de ces trois capitales est de « compliquer » les choses.

M. Gemayel, ajoute le président, « sait parfaitement que des compromis doivent être passés et que le pouvoir doit être partagé ». Parallèlement, Américains et Israéliens ont achevé mardi à Washington leurs premiers entretiens, ouverts lundi, sur la coopération militaire entre les deux pays, dont le principe avait été acquis fin novembre, lors de la visite de M. Shamir aux États-Unis. Cette coopération a pour but, notamment, par l'organisation de manœuvres navales conjuguées, d'exercer une pression sur la Syrie.

Retour à la campagne électorale : c'est ce mercredi soir que M. Reagan doit, à l'occasion du solennel discours annuel sur l'état de l'Union — prononcé devant le Congrès et retransmis par les télévisions — vanter son œuvre et plaider pour sa poursuite. Il doit annoncer, en particulier, qu'il a donné le feu vert au projet de lancement d'une station orbitale habitée et permanente. Ce projet, qui devrait mettre une dizaine d'années à être réalisé, coûtera de 8 à 20 milliards de dollars. Son intérêt divise la communauté scientifique. Le Pentagone, qui craint de voir écorner son propre budget spatial, y est opposé. Un tel investissement a pour lui de correspondre à l'idée que M. Reagan s'est toujours fait de l'Amérique.

BERNARD GUETTA.

PROCHE-ORIENT

EN VISITE OFFICIELLE EN ISRAËL

Le chancelier Kohl insiste sur « le droit des Palestiniens à l'autodétermination »

Jérusalem (AFP). — Un règlement de paix acceptable par toutes les parties au Proche-Orient « ne peut aboutir que s'il s'appuie sur les principes de la déclaration européenne » de Venise, a déclaré, mardi 24 janvier, le chancelier Helmut Kohl, lors du dîner donné en son honneur par le premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir. Il a rappelé à cette occasion les trois points de cette déclaration du 13 juin 1980 :

— Reconnaissance réciproque du droit de l'État d'Israël et des autres pays de la région à vivre dans des frontières sûres et reconnues ;

— Droit des Palestiniens à l'autodétermination ;

— Abandon par toutes les parties de l'usage de la violence.

Le chancelier a souligné que ces principes n'étaient pas contradictoires. « L'autodétermination du peuple palestinien ne devant pas se faire aux dépens de l'existence de l'État d'Israël, et réciproquement ». « La paix est impossible sans Israël ou contre Israël. Elle l'est également sans la partie arabe ou contre elle », a souligné le chancelier, qui n'a pas caché que son gouvernement était conscient des critiques formulées par Israël à l'égard de la déclaration de Venise, mais s'y tenait néanmoins.

« Nous vivons avec le poids du passé »

Traitant des relations germano-israéliennes, le chancelier a tenu à évoquer de nouveau la « responsabilité de l'Allemagne dans les souffrances subies par le peuple juif ».

« Nous avons, Allemands, le poids du passé et ne cherchons pas à nier nos responsabilités », dans les massacres commis à l'époque nazie, a dit M. Kohl, ajoutant que la génération de l'après-guerre « ne se considère pas, à juste

titre, coupable des crimes de ses pères ».

Dans son allocution, M. Shamir a rappelé que « l'État d'Israël s'est édifié sur les cendres des millions de juifs exterminés par la barbarie nazie » et que cette « blessure du passé ne peut pas être facilement fermée ».

« Il est très important que le peuple allemand et ses dirigeants n'oublient pas, il faut également qu'ils apprennent à connaître Israël, sa façon de vivre, ses préoccupations, et qu'ils prennent conscience de sa volonté de paix », a ajouté M. Shamir.

Des dizaines de manifestants du mouvement de jeunes du Herout (principale composante du Likoud au pouvoir) avaient auparavant accueilli le chancelier allemand aux cris de « Nazi ! » et de « Raus ! » (debors !), à l'entrée de Yad Vashem, mémorial de l'Holocauste à Jérusalem.

Malgré l'imposant service d'ordre déployé par les autorités, les barrières de police ont été sur le point de céder sous la poussée des manifestants. Un jeune extrémiste, qui était parvenu à se placer en travers du cortège du chancelier, a été aussitôt happé par une dizaine de policiers qui l'ont entraîné dans un bosquet attenant à la route, où il a été battu.

En contrebas, d'autres jeunes, revêtus de la tenue rayée des déportés, jouaient du Wagner en play-back, au violon : « La musique est son de laquelle les juifs entraient dans les camps de la mort », selon l'un des chefs du Betar, M. Schlomo Gravit.

M. Dov Schtabze, un rescapé d'Auschwitz, vêtu du costume de drap à rayures bleues, sur lequel est brodé son matricule, essayait pour sa part, de hisser sa pancarte au-dessus des policiers : « Chancelier Kohl, SS again ? ».

A TRAVERS LE MONDE

Ethiopie

● IMPORTANTE RÉDUCTION DES EFFECTIFS CUBAINS. — Selon les milieux diplomatiques occidentaux à Addis-Abeba, le contingent cubain stationné en Éthiopie va passer de 10 500 à moins de 3 000 hommes d'ici au mois de juin. Les raisons de ce « dégraissage » seraient les frais élevés payés par les Éthiopiens, qui, d'autre part, ne craignent plus une attaque de la Somalie. Les forces cubaines seraient alors regroupées dans la base de Debré-Zeit à la périphérie de la capitale. La décision aurait été prise l'automne dernier lors de la visite en Éthiopie du général Batista Santana, qui a estimé qu'une « force de dissuasion » n'était plus nécessaire.

Italie

● UN NOUVEAU MAIRE A NAPLES. — Après six mois de crise, la ville de Naples a un nouveau maire : M. Picardi, social-démocrate. Il a été élu, mardi 24 janvier, par quatre partis seulement (PSI, PSDI, PRI et PLI). Les démocrates-chrétiens et les communistes votaient blanc. M. Picardi n'a obtenu que vingt et une voix sur quatre-vingt. Le nouveau maire a reconnu que son administration avait essentiellement pour objectif l'approbation du budget 1984, prévue pour la fin février. Cette administration ne semble pas appelée à durer au-delà de cette échéance. La situation économique de la ville, par ailleurs, se dégrade de jour en jour, et l'on y compte cent quarante mille chômeurs.

Ouganda

● LIBÉRATION D'UN MÉDECIN FRANÇAIS PRISONNIER DES RÉBELLES. — Le docteur Pierre Perrin, coordinateur médical du Comité international de la Croix-Rouge, ainsi qu'un employé ougandais du CICR ont été libérés, mardi 24 janvier, en deux endroits différents à une trentaine de kilomètres de Kampala, indique le CICR à Genève. Ils avaient été faits prisonniers par un groupe armé non identifié, vraisemblablement le Mouvement national de résistance, groupe d'opposition au régime du président, M. Ilton Obote, le 7 janvier (le Monde du 10 janvier) avec neuf autres personnes qui avaient été relâchées deux jours plus tard.

AFRIQUE

LES TROUBLES AU MAROC

Des arrestations auraient frappé les milieux politiques et syndicaux

Le calme semble revenu au Maroc, mais un certain nombre d'usines et de commerces étaient encore en grève mardi à Nador. Les informations disponibles sont toujours imprécises sur le bilan des incidents de la semaine dernière : 200 morts selon des informations de source espagnole, une vingtaine de morts et une centaine de blessés selon des sources diplomatiques à Rabat, plus de quatre cents selon l'Association des Marocains de France (AMF) et l'Association des travailleurs marocains de France (ATMF).

Les deux associations, au cours d'une conférence de presse, commune, mardi à Paris, ont affirmé en outre que plusieurs centaines de personnes avaient été arrêtées dans les différentes villes où se sont produits les troubles. L'Association des parents et amis de disparus au Maroc a publié les noms de cinq responsables

syndicaux qui figurent, selon elle, parmi les personnes arrêtées : trois dirigeants de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) de Nador, MM. Mahimi Hocine, El Arroud Driss et Boujjar Mustapha, le secrétaire général du syndicat des marins à El-Hoceima, M. Bazouri Abed, et M. Ali Solimane, du syndicat national des petits commerçants de Rabat. Le premier secrétaire de l'USFP est pourtant ministre d'État sans portefeuille dans le gouvernement de coalition. Selon l'ATMF, plusieurs responsables régionaux de l'USFP ont été interpellés à Rabat, Khourigba, Oujda, Tétouan, Casablanca et El-Jadida. Certains d'entre eux ont été déjà relâchés, mais d'autres ont été maintenus en « détention préventive ».

Par ailleurs, les mesures de censure sur la presse, supprimées depuis plusieurs années, ont été remises en

vigueur. C'est ainsi que la quotidiennisme *Al Bayane*, dont l'édition de dimanche-lundi avait été interdite, a été de nouveau saisie mardi.

Au cours de leur conférence de presse, l'AMF et l'ATMF ont indiqué que les troubles avaient commencé à Marrakech dès le 4 janvier par des manifestations de lycéens, rapidement suivies par une partie de la population. Le 9 janvier, selon ces associations, de nouvelles manifestations auraient fait « plusieurs dizaines de morts », tandis que tous les lycées de la ville étaient en grève. Les 12 et 13 janvier, selon les mêmes sources, les troubles auraient gagné Nador et El-Hoceima, dans le nord du pays, où l'armée serait intervenue, faisant de « nombreux blessés ». Le 19, des manifestations se seraient produites à Tétouan, et le 20, la plupart des villes du pays étaient touchées. — (AFP).

Les autorités s'en tiennent à la thèse de la « conjuration marxiste, khomeiniste et sioniste »

De notre envoyé spécial

Casablanca. — Bien que, selon le *Matin du Sahara*, « la population de Marrakech implore le pardon du roi et demande que les sanctions les plus sévères soient prises contre les fauteurs de troubles », le souverain persiste dans les dispositions qu'il avait exposées en s'adressant à la nation dimanche : « En ce qui concerne les habitants de Marrakech, nous avons envisagé d'aller nous reposer en cette ville, mais maintenant nous n'y tenons plus, non par sentiment de crainte mais pour les amener à méditer sur leurs actes ».

Ayant ainsi décidé de « punir » ses turbulents sujets, le monarque demeure dans son palais de Casablanca, ville que n'avaient pas encore quittée mardi toutes les délégations venues pour le sommet islamique. Le roi Fahd d'Arabie Saoudite, notamment, reste au Maroc pour un temps indéterminé. Le royaume est habité à ces situations où le pouvoir est incarné au gré du souverain, auquel ses ministres et ses conseillers rendent visite pour l'expédition des affaires.

Ainsi est-ce dans la métropole économique que nous a reçu, mardi 24 janvier, une personnalité gouvernementale installée dans l'ancien hôtel Casablanca délabré, rénové en cent jours, et confié à une chaîne internationale présidée par un Saoudien pour recevoir les ministres des affaires étrangères lors du sommet de la semaine dernière.

Notre hôte commence par faire une gauchesse des événements, qui reprend la thèse du triple complot « khomeiniste, communiste et sioniste », exposée par le roi. Il reste,

toutefois, évasif sur l'hypothétique conjonction d'inspirations aussi disparates.

« Excommunié par le Maroc un mois à peine après son arrivée au pouvoir », comme l'a dit le roi Hassan, l'imam Khomeiny aurait cherché à prendre sa revanche à l'occasion du sommet islamique organisé dans le royaume. Toutefois, les tracts dont a parlé le roi Hassan, souligne le ministre, s'attaquaient à tous les chefs d'État musulmans ne partageant pas les vues extrémistes de Téhéran. Ces libelles « arrivèrent de Paris par valises entières », envoyées par des avions des lignes commerciales. Celles signifièrent-elles, aux yeux du Maroc, la France serait coupable de quelque négligence, par exemple dans la surveillance de la communauté immigrée ? Absolument pas, tranche notre interlocuteur, qui songe plutôt à des agents recrutés directement par l'Iran et se servant de Paris comme d'un relais.

La « complaisance » des médias

S'agissant des deux autres complots, notre hôte n'ajoute rien aux propos du roi, indiquant sans s'apaiser que, si le quotidien du Parti communiste marocain a été saisi lundi, c'est pour avoir parlé d'« émeutes populaires ».

En dehors de l'explication par la « conjuration tripartite », le ministre admet que deux autres facteurs internes ont pu jouer un rôle : l'augmentation des droits d'inscription au baccalauréat, mal acceptée par les lycéens et leurs familles, les mesures prises pour limiter la contrebande avec les enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla, notamment avec l'instauration d'un timbre de 500 francs à chaque passage de frontière.

Visiblement agacé par l'explication de la protestation contre la vie chère, notre interlocuteur se cramponne au fait que les trois produits de première nécessité (huile, sucre, farine), soutenus par la Caisse de compensation, n'ont pas augmenté. Il souligne avec insistance que « le roi n'a pas annulé des hausses effectives mais a décidé de ne pas procéder à des augmentations simplement mises à l'étude ». Au-delà des nuances d'apparence byzantine, il s'agit de montrer que le souverain n'a pas désavoué son gouvernement, comme l'avait fait le président Bourguiba.

Dresser le bilan des victimes des émeutes « n'aurait pas été au niveau de Sa Majesté » dans le discours télévisé, explique le ministre, qui, peu enclin à parler davantage à son propre niveau, se contente d'assurer : « Pas un mort à Marrakech et à Rabat ». Même imprécision au

sujet des arrestations dont on apprend seulement qu'elles sont de deux sortes : celles opérées pour « casse », qui peuvent être suivies de libération, celles opérées pour « atteinte à la sécurité intérieure de l'État » dans le cadre de la « conspiration ».

Alors que les autorités préfèrent ne pas publier de chiffre officiel, la presse nationale a commencé à s'en prendre mardi aux supposées exagérations des « médias de l'insurrection et de la subversion ». « À chaque occasion, écrit M. Ahmed Alami dans *Marrakech-Spir*, ces médias se livrent, avec une complaisance évidente, à des entreprises de ce genre, accablant le Maroc monarchique, alors que les petites dictatures, pour peu qu'elles se qualifient elles-mêmes de démocratiques et de populaires, se voient parées de toutes les vertus ».

Il est à craindre que le Maroc, comme de la Tunisie, de permettre la diffusion sur son territoire de la plupart des journaux et périodiques français. Manifestement, quand la situation l'ambie à interdire la mise en vente des quotidiens parisiens, comme cela est le cas depuis lundi, l'investiture traduit la gêne.

Autrement, les médias espagnols ne sont pas plus ménagés que les français. On les accuse de faire la part trop belle aux bruits parvenus à Ceuta et à Melilla. La présence de ces deux « fenêtres » occidentales sur le royaume a irrité les autorités. Une des conséquences des événements du Rif serait-elle la relance de la question des enclaves espagnoles, en sommeil depuis longtemps ?

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Mozambique

VINGT-SEPT PERSONNES TUÉES LORS DE L'ATTAQUE D'UN AUTOCAR

Maputo (AFP, UPI). — Au moins vingt-sept personnes ont été tuées et vingt-trois autres blessées dans l'attaque d'un autocar au cours du week-end dernier près du village de Cumbeana, à 40 kilomètres au sud de la ville d'Inhambane, a rapporté mardi 23 janvier l'agence mozambicaine AINA, qui a accusé les rebelles de la RNM (Résistance nationale du Mozambique) d'être les auteurs de ce massacre.

Selon l'agence, les assaillants ont tiré dans les pneus du véhicule, qui s'est renversé et a brûlé. Les passagers qui tentaient de s'échapper par les fenêtres ont été pris sous le feu d'armes automatiques. Vingt d'entre eux sont cependant parvenus à s'enfuir. Parmi les vingt-sept victimes figurent cinq membres du plus célèbre groupe de danseurs du Mozambique, le Teh Makwale Danco Group.

La RNM a démenti par l'intermédiaire de son représentant à Lisbonne, M. Jorge Correia, être à l'origine de ce massacre et a accusé les autorités mozambicaines d'avoir organisé cette attaque afin de discréditer la guérilla.

Le 25 décembre dernier, une cinquantaine de passagers d'un bus circulant dans la province de Nampula avaient été tués dans des circonstances identiques (le Monde du 5 janvier). Cette attaque avait également été attribuée à la RNM.

Le Monde
L'ÉDUCATION
JANVIER 1984
ÉLECTRONIQUE
INFORMATIQUE :
LES
FORMATIONS EFFICACES
EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX
11 F

قرا من الامس

La Malaisie en crise de croissance

III. - Regarder vers le Soleil levant

De notre envoyé spécial PATRICE DE BEER

Stable politiquement, la Malaisie connaît les effets de la progression du fondamentalisme musulman, dont le gouvernement rend en partie responsable l'Iran (le Monde du 24 et du 25 janvier).

Kuala-Lumpur. - Partout dans cette capitale encore endormie il y a quinze ans, les immeubles poussent comme des champignons. Certains chantiers travaillent jour et nuit à la lumière des projecteurs. Des équipes font les « trois-huit », supervisées par des Japonais ou des Coréens du Sud, parfois même composées d'ouvriers venus des pays du Soleil levant et du matin calme, s'agitent dans la chaude moiteur de la nuit tropicale.

Autour du champ de courses, arbres et espaces verts disparaissent devant la marée de béton. Oiseaux, singes, lézards géants, mais aussi serpents, fuient vers les banlieues qui n'ont pas encore été transformées en ensembles de villas modernes pour la nouvelle classe moyenne - qui vit souvent au-dessus de ses moyens, mais entend profiter aussi longtemps que possible du « miracle » malaisien. Hôtels, centres commerciaux, immeubles de bureaux sortent de terre. On a tellement construit de bureaux qu'après avoir augmenté de 200 % en trois ans les loyers s'effondrent, et 28 % des espaces disponibles ne trouvent pas preneur.

La présence massive des Japonais et des Coréens du Sud témoigne, s'il en était besoin, de l'impact de la nouvelle stratégie économique du premier ministre, M. Mahathir : il faut regarder vers l'est - Look east - plus que vers l'ouest et, adaptant l'expérience nipponne de la « japonisation » (« *Japan, société unique* » dans laquelle patronat et Etat, avec la collaboration des salariés, concourent à la prospérité nationale), créer une « *Malaysia Inc.* ». Cette politique s'accompagne d'une privatisation d'une partie du secteur étatique, notamment les télécommunications, les transports, qui s'apparentent au moins autant au *resurgisme* ou au *thatcherisme*, qu'à l'entreprisisme (1).

M. Mahathir, et son adjoint M. Musa Hitam, ne sont pas des économistes de formation. « Ce sont des hommes politiques », nous disait

un de leurs proches. Ils n'ont pas fait d'études préalables ni de plans à long terme. Ce se fera en avançant, même si les erreurs occasionnent des surcoûts. A l'origine de cette politique, il y a méfiance de M. Mahathir envers la Grande-Bretagne, ancienne puissance coloniale devenue comme une seconde patrie pour ses prédécesseurs à la tête du gouvernement.

Anticolonialiste, il avait été noté que Londres ait renforcé sa législation boursière après l'achat en 1981 par la Malaisie d'un consortium de caoutchouc, Guthrie. Ils ne jouent pas le jeu avec nous, car nous sommes d'anciens colonisés de couleur, avait-il estimé. En représailles, il avait lancé le slogan « *Buy British last* » (« *N'achetez anglais qu'en dernier ressort* »). Les relations avec Londres se sont améliorées, mais le pli est resté.

Le modèle nippon

D'autant que M. Mahathir a été fort impressionné par l'efficacité japonaise et sud-coréenne. « Les Malaisiens », écrivait-il dans un mémorandum daté du 28 juin 1983, doivent s'inspirer de l'assiduité, et de la discipline au travail, de la loyauté à la nation et à l'entreprise, de la priorité au groupe par rapport à l'individu, à l'accent mis sur la productivité, la qualité, l'efficacité. « Mais, ajoutait-il, il ne s'agit pas de mimer l'Est ou de lui confier la responsabilité de notre développement ».

« *Malaysia Inc.* », ajoutait-il, signifie que « la Malaisie devrait être considérée comme une société (industrielle) dans laquelle le gouvernement et le secteur privé sont à la fois propriétaires et travailleurs ». Un changement de mentalité est donc nécessaire de la part du secteur privé comme des fonctionnaires. Mais surtout des ouvriers qui doivent se conformer au modèle du travailleur nippon. Première mesure dans ce sens : faire lever les syndicats d'entreprise, afin de renforcer la collaboration de classe. Initiative critiquée par les syndicalistes, bien sûr, mais aussi par certains patrons, en particulier des investisseurs étran-

gers dans les « zones franches » qui, eux, ne veulent pas de syndicats du tout !

La « privatisation » est aussi en progrès dans un pays qui, tout en pratiquant la libre entreprise, a un secteur public très important : les fonctionnaires représentent un septième des salariés (plus de 800 000), les dépenses publiques le tiers du produit intérieur brut (PIB). Cette politique sera en conformité avec la nouvelle politique économique (NEP), et la « privatisation » s'effectuera en priorité au profit des sociétés à capital malais : celles-ci pourront néanmoins sous-traiter avec des sociétés chinoises ou étrangères.

Les partis de la coalition ayant également d'importants intérêts économiques, reçoivent eux aussi une part du gâteau. Ainsi, nous a indiqué un économiste, les sociétés financières de l'UMNO (KUB), du parti chinois MCA (Multipurpose Holdings) et du parti indien MIC (Malaya Indian Congress Party), aux côtés de sociétés singapouriennes et de Hongkong, an développement des services de Fort-Klang.

Bien entendu, cette stratégie se heurte au scepticisme de beaucoup et à l'hostilité de certains, et le cabinet ne serait pas unanime. Des hommes d'affaires se sont plaints que l'on ait fait la part trop belle à des sociétés japonaises ; ainsi, pour le projet de développement Dayabuni, une société locale à capitaux chinois s'est vu préférer une rivale nipponne dont le devis était plus élevé (311 contre 240 millions de dollars), au nom du transfert de technologie.

Des économistes non gouvernementaux font remarquer que la présence japonaise en Malaisie est déjà assez importante et qu'il n'est pas besoin de l'aider à se renforcer. Le Japon est le premier partenaire commercial du pays (27 % de ses importations, 18 % de ses exportations, 26,5 % des investissements étrangers). Les investissements japonais sont surtout concentrés dans le textile et l'électronique, qui utilisent une main-d'œuvre non spécialisée et

ne permettent guère de transferts de technologie. Enfin, ajoutent-ils, alors que, pour la Malaisie, le Japon est primordial, pour ce dernier, la Malaisie n'est qu'un partenaire mineur : un peu plus de 8 % seulement des investissements japonais consacrés aux cinq pays de l'ASEAN de 1951 à 1979 ont été destinés à la Malaisie (2).

La crise malgré tout

D'où l'idée que, en exaltant l'exemple japonais, M. Mahathir voudrait en fait inviter ses compatriotes malais à faire preuve d'autant de dynamisme que les Malaisiens d'origine chinoise. Ce qui, dans le contexte du pays, serait pratiquement impossible à dire brutalement. On remarque, en effet, que l'exemple des autres nouveaux pays industrialisés (NPI) d'Asie du Sud-Est, dont la Malaisie veut faire partie, c'est-à-dire Taiwan, Hongkong et Singapour, ne sont guère mentionnés. Indirectement, M. Musa a tenté de le faire comprendre, en novembre dernier, aux hommes d'affaires malais du Kelantan, réunis en séminaire, leur rappelant qu'il fallait « voir grand », « compter sur eux-mêmes », et pas seulement sur le gouvernement, se « débrouiller » comme les Sino-Malaisiens. Message au demeurant mal compris, puisque ces congressistes publièrent une motion demandant au gouvernement de les favoriser encore plus dans l'obtention des marchés publics.

Il faut dire qu'avec la crise économique qui frappe actuellement la Malaisie - avec un certain retard sur les autres pays, - la part du gâteau s'est réduite, et la compétition s'est faite plus dure. Depuis 1982, le pays est en proie à de graves difficultés. Dans sa présentation du budget, en octobre, le ministre des finances a estimé qu'une certaine reprise se dessinait. D'autres économistes considèrent qu'il s'agit en réalité d'une crise structurelle. Quelques chiffres, tout d'abord, pour quantifier ces problèmes : la

Malaisie est le premier producteur mondial de caoutchouc, d'étain, d'huile de palme, de poivre ; le septième de bois ; elle possède par ailleurs du pétrole et du gaz. C'est une des économies les plus « ouvertes » au monde, avec des exportations représentant 53 % de son PIB (14 % pour le Japon) ; d'où sa vulnérabilité à une crise internationale prolongée. Le gouvernement a d'abord tenté de pallier cette dernière en renforçant son rôle, déjà primordial, dans l'économie nationale, par le biais d'une politique keynésienne d'interventionnisme. Il en est résulté un accroissement du déficit budgétaire, passé de 8,7 % du PNB en 1978 à 23,3 % en 1983, le taux le plus élevé du monde. Au cours de cette période, la dette nationale a plus que doublé, le service de la dette atteignant en 1982 43 % des emprunts, ou 5 % du total des exportations (6 % en 1983).

En dépit, pourtant, de ces chiffres alarmants et d'une détérioration sensible des termes de l'échange - de 1979 à 1982, la valeur des exportations a chuté de 6 % et celle des importations a progressé de 37 %, - la Malaisie dispose d'une palette de ressources, d'un dynamisme et d'une stabilité politique exceptionnels. Des atouts qui lui permettent de faire face à des erreurs, même graves - comme le scandale BMF (Bumiputera Malaysian Finance), qui lui a coûté plus d'un demi-milliard de dollars américains perdus dans la spéculation immobilière à Hongkong (le Monde daté 4-5 décembre 1983 et 8-9 janvier 1984) - et à la crise, à condition qu'elle ne se prolonge pas trop.

Un universitaire comme K.S. Jomo, ou un économiste comme Khor Kok Peng (3) en profitent pour suggérer une stratégie de rechange visant à corriger les faiblesses de la politique économique de croissance à tout prix et de dépendance à l'égard de la conjoncture mondiale. Ils proposent de mettre l'accent sur le développement agricole pour parvenir à l'autosuffisance, de taxer les importations non essentielles, de réorienter une partie de l'industrie vers la satisfaction des besoins locaux. Ceux-ci prendraient de l'ampleur avec une meilleure

redistribution des richesses au profit des plus défavorisés.

Car, à côté de l'opulence et du modernisme de villes comme Kuala-Lumpur ou Georgetown, de larges poches de pauvreté subsistent : un tiers des habitants de la capitale sont des squatters, les deux tiers de la population ne disposent pas d'eau potable ni d'égouts, la moitié des enfants scolarisés sont en dessous de leur poids normal, en dépit de progrès considérables en vingt ans.

Un « avertissement bénéfique » ?

Pour le moment, le gouvernement n'a pas écouté ces propositions, dont les grandes lignes ont été publiées dans la presse. Il s'est contenté de s'abriter dans son budget de développement, en particulier dans les services sociaux (- 29 % en 1983 et - 36 % en 1984) et la défense (- 35 %). Etant donnée la part du secteur public dans l'économie, ces restrictions ont ralenti l'activité au plan national, tandis que croissait le chômage : de 5,2 % en 1982 à 6 % en 1983. En deux ans, le nombre des ouvriers des plantations d'hévéas a chuté de 12 % et celui des mines d'étain de 26 %.

Est-ce un « avertissement bénéfique », comme l'espère K.S. Jomo, pour qui rien ne vaut une crise pour permettre les ajustements nécessaires ? Il est un peu tôt pour le dire. Sous la férule de M. Mahathir, la Malaisie est entrée dans l'âge adulte avec une brutalité à laquelle ses dirigeants, adeptes du compromis, ne l'avaient pas habituée, et dans une conjoncture économique défavorable. Jamais les potentialités du pays n'ont été aussi grandes, mais jamais aussi les risques n'ont été aussi réels.

FIN

(1) Voir la série de Jacques Decoury sur « Les nouveaux pays industrialisés d'Asie » (le Monde des 22, 23, 24, 25 et 26 novembre 1983), et « le Monde diplomatique » de novembre 1983.
(2) Voir The Sun also sets, ouvrage collectif publié par K.S. Jomo.
(3) Auteur de Recession and the Malaysian Economy et de The Malaysian Economy.

McKinsey - Paris

27-29, rue de Bassano - 75008 Paris

Janvier 1984

Monsieur, Madame,

En un an, nous n'avons recruté que 5 nouveaux collaborateurs sur plus de 1500 candidatures examinées.

Si, à la lecture de ce qui suit, vous pensez être parmi les personnes exceptionnelles que nous recherchons, envoyez-nous un curriculum vitae détaillé, accompagné d'une lettre manuscrite.

• Ce que nous exigeons

Nous ne cherchons pas seulement des conseillers. Nous cherchons un profil complet de « conseiller-entrepreneur » combinant la rigueur intellectuelle, l'esprit d'entreprise, la capacité d'innover, et l'ambition de servir. Nous sommes plus exigeants vis-à-vis de nous-mêmes que ne le sont nos Clients, car nous devons anticiper leurs besoins et les guider, dans des processus complexes de changement sur la voie de l'Excellence.

Les candidats potentiels ont un diplôme d'une grande école française de tout premier plan, un MBA acquis dans une institution de réputation mondiale, et une expérience réussie et originale de 3 à 6 ans dans l'entreprise. Ils ont une personnalité ouverte pour travailler en équipe et exploiter au maximum notre accès direct au savoir-faire des autres bureaux McKinsey dans le monde.

• Ce que nous offrons

Nous offrons aux candidats sélectionnés un environnement unique de travail, qui stimule l'épanouissement de « champions-innovateurs », en interaction avec nos Clients.

McKinsey est à l'avant-garde de la réflexion et de la gestion stratégique grâce au support d'investissements massifs de développement et de renouvellement de ses compétences professionnelles. Les systèmes internes garantissent la confidentialité, l'objectivité, l'indépendance et la qualité de nos interventions. Les possibilités de développement personnel sont continues et constamment renouvelées.

Après examen du dossier, les candidatures retenues feront l'objet d'entretiens approfondis avec nos conseillers.

McKinsey

34 bureaux dans le monde : 14 en Europe, 13 aux Etats-Unis et Canada, 3 au Japon, 2 en Australie, 2 en Amérique du Sud.

ASIE

LA VISITE DE M. MAHATHIR A PARIS

La France devrait se tourner davantage vers les pays du bassin du Pacifique nous déclare le premier ministre malaisien

M. Mahathir Mohamed, premier ministre de Malaisie, a quitté Paris ce mercredi matin 25 janvier pour la Suisse, après une visite officielle de deux jours au cours de laquelle il a été reçu par M. Mitterrand et par M. Mauroy.

M. Mahathir entretient de bonnes relations avec M. Mauroy, depuis la visite de ce dernier à Kuala Lumpur fin 1982, qui avait été suivie d'un développement des échanges économiques et commerciaux entre les deux pays. Les vues des deux pays sont convergentes sur le Proche-Orient. En ce qui concerne l'Indochine, nous a déclaré M. Mahathir, en dépit de « quelques petites différences d'approche », — en particulier sur l'aide française à Hanoi, — nous sommes d'accord pour condamner l'occupation du Cambodge par des forces étrangères et sur la nécessité pour les Khmers de pouvoir choisir leur propre gouvernement après l'évacuation des forces étrangères. Langage similaire à celui utilisé dans son toast, lundi soir, par M. Mauroy, pour qui « le principe de non-ingérence et le respect de l'intégrité des frontières doivent être la règle ».

Les conversations ont avant tout porté sur les relations bilatérales. M. Mahathir s'est entretenu avec M. Cresson, ministre du commerce extérieur, et a rencontré à deux reprises les responsables du CNPF.

La visite de M. Mahathir avait été précédée de la signature d'un protocole d'aide d'un montant de 915 millions de francs pour 1984, accordant à la Malaisie des crédits dans des domaines particuliers (chemins de fer, télécommunications notamment). Ce n'est pas que le pays manque de ressources financières, mais ses ambitions de développement sont grandes, en dépit de la crise économique actuelle, et l'intérêt de la France a tardé à se manifester.

C'est d'ailleurs le point sur lequel M. Mahathir a insisté dans un entre-

ten accordé au Monde: « J'ai trouvé une grande ignorance de la Malaisie chez les Français, dit-il. L'histoire peut jouer un rôle dans la vision du monde qu'a la France; mais le monde change, de nouvelles alliances se forment. Même si elle maintient ses relations avec ses anciens territoires africains, elle doit aussi se tourner vers les autres pays dont l'importance s'accroît et qui veulent avoir de bonnes relations avec elle. Si la France ne regarde pas dans notre direction, elle perdra son influence dans une région du monde, le bassin du Pacifique, et plus particulièrement l'ASEAN (1), connue pour son développement économique sans précédent. »

P. de B.

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est. Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

(Lire page 5 la fin de notre enquête sur la Malaisie.)

Japon

M. NAKASONE DÉCIDE UNE AUGMENTATION SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES MILITAIRES

Tokyo (UPI, AFP). — Le premier ministre japonais, M. Nakasone, a décidé mardi soir, 24 janvier, d'accroître le budget de la défense pour le prochain exercice dans une proportion supérieure à celle proposée par le ministère des finances et approuvée par le gouvernement. Le projet adopté par ce dernier prévoyait une augmentation de 5,1 % des dépenses militaires (le Monde du 25 janvier). M. Nakasone a décidé de porter ce taux à 6,55 %, se rapprochant ainsi du chiffre préconisé, pour sa part, par l'agence de défense nationale, et qui était de l'ordre de 7 %.

Si, comme il est vraisemblable, le budget est finalement adopté par le Parlement, les dépenses militaires

du Japon s'élèveront à 2 934,6 milliards de yens (12,5 milliards de dollars). Cette somme représentera 0,991 % du PNB (produit national brut) contre 0,98 % dans l'exercice budgétaire précédent, et restera donc de justesse en dessous du plafond de 1 % considéré depuis 1976 comme la limite impérative fixée aux dépenses consacrées à la défense.

La décision de M. Nakasone — qui répond à de fortes pressions exercées par les Etats-Unis — fait du secteur de la défense l'un des plus favorisés dans un budget d'austérité qui n'enregistre qu'une augmentation générale de 0,5 % par rapport à l'exercice précédent.

Chine

DANS UN ENTRETIEN AVEC DES JOURNALISTES FRANÇAIS

Le chef du PC approuve la politique de la France dans le tiers-monde

De notre correspondant

Pékin. — C'est un secrétaire général du PC chinois plutôt assagi par rapport à de précédentes apparitions qui a reçu, mardi 24 janvier, les journalistes français — envoyés spéciaux et correspondants permanents — qui suivent les manifestations organisées, cette semaine, à Pékin, pour le vingtième anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre la France et la République populaire de Chine. Vêtu à l'occidentale — costume bleu et cravate assortie, — fumant cigarette sur cigarette, M. Hu Yaobang — étonnement sans précédent pour la presse française — ne s'en est pas moins livré de bonne grâce, pendant une heure et demie, au jeu des questions et des réponses. Comme s'il voulait brider son tempérament souvent impulsif, son propos a paru, cependant, plus retenu que d'ordinaire et, par voie de conséquence, un peu moins coloré.

Avant de faire face aux journalistes, M. Hu Yaobang avait reçu une délégation de la commission des

affaires étrangères de l'Assemblée nationale, conduite par son président, M. Claude Estier (PS). Les parlementaires français étaient conviés jeudi soir à un banquet offert par le président de la RPC, M. Li Xian'an, auquel devaient également assister M. Merandeau, ministre, délégué auprès du ministre de l'Industrie, chargé des postes et télécommunications, ainsi que, M. Schwarzenberg, secrétaire d'Etat à l'éducation.

Est-ce l'atmosphère de commémoration qui entoure cet anniversaire franco-chinois ? Aucun signe d'agacement n'est en tout cas apparu dans les propos de M. Hu Yaobang à l'égard de l'action de la France en divers points chauds du globe. Il lui a même accordé un satisfecit pour sa politique dans le tiers-monde. Après avoir rendu hommage au « courage intrépide et à la grande perspicacité » dont fit preuve, voilà vingt ans, le général de Gaulle en reconnaissant le gouvernement de Pékin, le secrétaire général a assuré qu'il n'existait pas de conflit d'intérêts fondamentaux entre les deux pays, fermement attachés, l'un et l'autre, à la paix et à l'indépendance nationale.

Confirmant une évolution de la position chinoise notée depuis quelques temps, M. Hu s'est abstenu de critiquer la présence militaire française au Tchad et a exprimé le souhait que Paris, en étroite coopération avec l'Organisation de l'unité africaine, parvienne à y promouvoir la réconciliation nationale. Même prudence au sujet de l'action de la France au Liban, où, a dit M. Hu, « la situation n'est pas très claire ».

Sans viser quiconque en particulier, le dirigeant chinois a cependant estimé que, à son avis, il n'était « pas très bon que les troupes étrangères restent trop longtemps dans ce pays ».

Quant au problème cambodgien, M. Hu a confirmé que la situation

était actuellement bloquée. Il a réitéré l'espoir, déjà formulé lors de la visite de M. Mitterrand l'an dernier, que la France puisse aider à convaincre le Vietnam de retirer ses troupes.

Accroissement des échanges

Dans le domaine commercial, après avoir noté que les échanges bilatéraux avaient augmenté d'un tiers l'an dernier par rapport à 1982, M. Hu Yaobang a affirmé qu'il existait de nombreux champs possibles pour une coopération accrue. Il a cité sept secteurs privilégiés : l'industrie nucléaire, les télécommunications, les industries alimentaires, chimiques, pétrolières, la transformation des peaux et moyennes entreprises, et l'armement. Interrogé sur les intentions chinoises concernant l'achat d'avions Mirage, le secrétaire général a répondu que « si des conditions préférentielles nous étaient faites, cette question pourrait être remise à l'ordre du jour ».

On hésite, du côté français, à considérer qu'il s'agit là d'une relance d'un dossier actuellement au point mort. En revanche, des possibilités sont réelles pour une extension de la coopération dans le domaine des hélicoptères (Super-Puma). Des essais ont eu lieu, en novembre, au Tibet. Mais la concurrence entre l'Aérospatiale et la société américaine Bell est très vive.

Les relations avec Moscou

Sur les grandes questions internationales, M. Hu Yaobang a donné, une fois de plus, l'impression qu'il éprouvait quelque difficulté à s'exprimer favorablement sur les rap-

ports avec les Etats-Unis. Il a confirmé, sans le regretter, le moins du monde, avoir tenu, lors de son récent voyage en Japon, des propos « sévères » à l'égard des Américains. Une telle réaction, s'est-il justifié, était provoquée par des actions « peu décentes » de Washington. Mais, a-t-il jugé utile de préciser, « la politique à l'égard des Etats-Unis est une position unanime des dirigeants chinois adoptée par le comité central ».

Concernant les relations avec l'Union soviétique, M. Hu Yaobang a contesté qu'il n'existe pas de possibilités de rapprochement entre les deux pays. « Bien sûr, a-t-il dit, de telles possibilités existent et nous nous efforçons, à ce sujet, quelque espoir. Aussi bien, il est très regrettable qu'aucun progrès substantiel n'ait été encore noté. » Les raisons d'une telle stagnation, a-t-il admis, tiennent aux « grandes différences entre les deux parties dans l'analyse et la conception que chacune se fait des relations entre les deux pays ». Jetant sur la table, d'un geste d'agacement, le crayon qu'il tenait dans la main, M. Hu a alors lancé : « Si quelqu'un se comporte comme s'il était toujours le plus intelligent et le plus puissant, cela ne peut mener à rien. »

Ces quelques touches, ajoutées à de précédentes constatactions, permettent de mieux cerner une position plus personnelle du secrétaire général sur les problèmes cruciaux de la politique étrangère chinoise. Sans doute plus méfiant que certains de ses pairs à l'égard des Etats-Unis, M. Hu paraît aborder la question des rapports avec l'Union soviétique sous un angle avant tout idéologique. Un tel état d'esprit n'en fait pas nécessairement un partisan d'un rapprochement accéléré avec Moscou, mais pourrait le conduire à rechercher plus activement le dialogue avec l'ancien « grand frère » communiste.

MANUEL LUCBERT.

Airline of The Year.

«Le vainqueur de cette année aurait pu obtenir plusieurs autres de nos prix aussi bien que la plus haute récompense. La SAS aurait pu obtenir notre Prix du Service assuré aux passagers, pour ses nombreuses innovations et la qualité du service.

Elle aurait pu obtenir notre Prix du Management financier. Des années de management technique hors de pair auraient pu valoir à la SAS notre Prix du Management technique.

Enfin de bonnes raisons pouvaient être avancées pour attribuer à la SAS notre Prix du Développement du marché.

Mais, plutôt que d'accorder tous ces prix à une seule compagnie la même année, nous avons tout simplement décerné à la SAS notre plus haute récompense.

Merci, Air Transport World, oh oui merci beaucoup. Nous en rougissons de plaisir et de confusion, ici à la SAS.

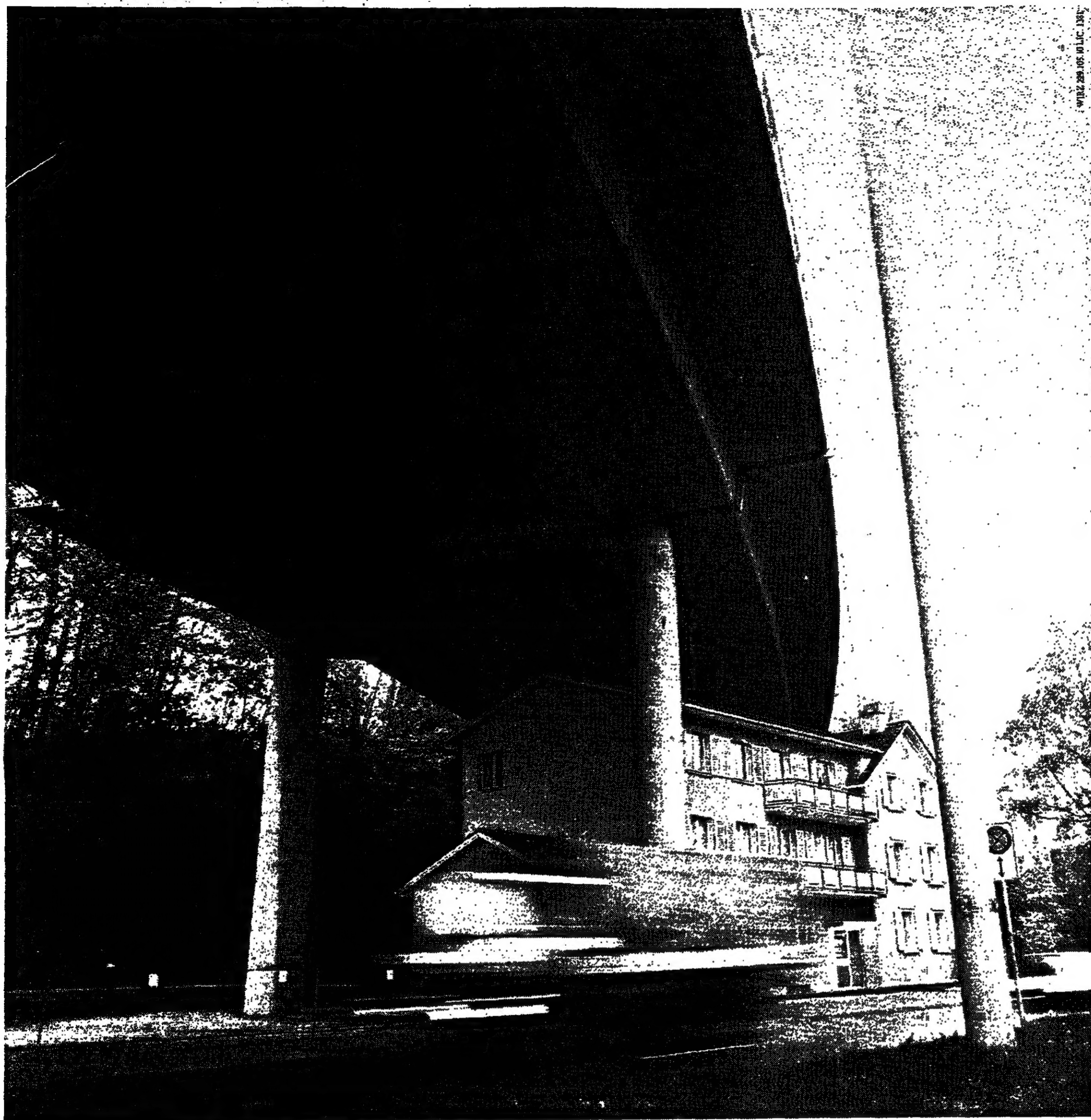
SAS

The Businessman's Airline

مقاومة الامم

هتل من الاميل

Hôtel de vacances en centre-ville?



Ou bien par Interhome:

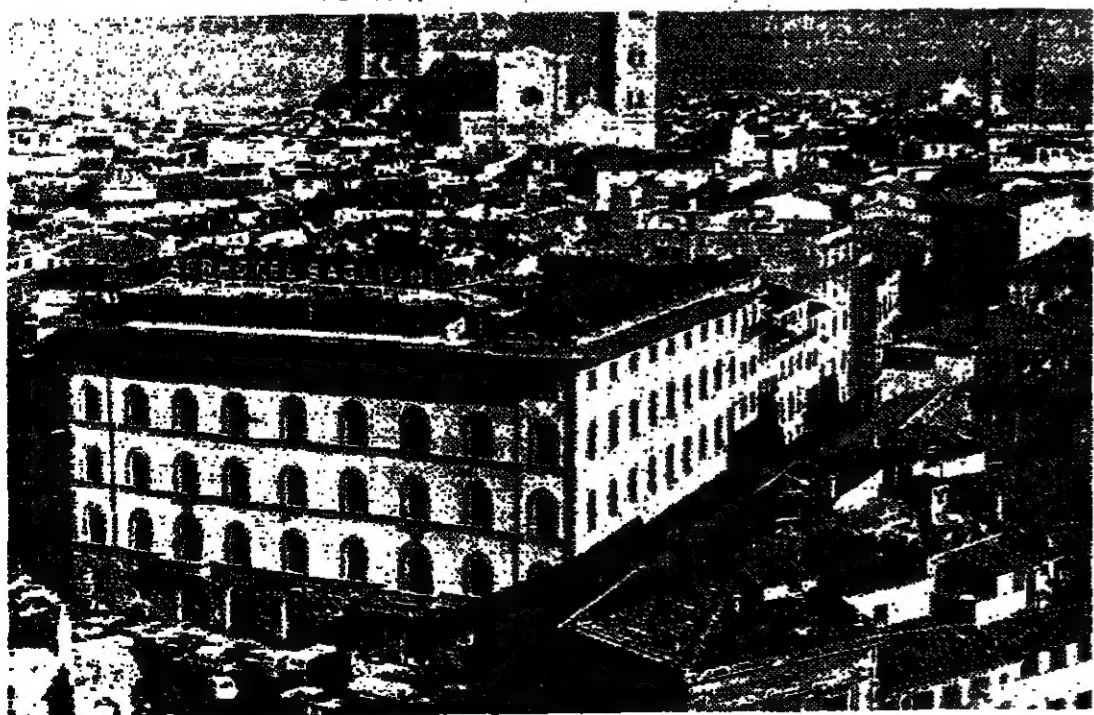


Figure sur la reproduction, à gauche, une vraie maison: l'une des 15 000 maisons, appartements, chambres d'hôtel d'Interhome en Europe. Elles sont toutes entièrement décrites dans nos nouvelles brochures. Demandez-les maintenant, ne prenez pas de risques. Téléphonez à: 355.44.25 ou renvoyez-nous ce coupon.

INTERHOME
Le spécialiste des séjours en hôtels
et en logements de vacances

J'envisage de passer des vacances en:
☐ Suisse ☐ France ☐ Espagne ☐ Italie
☐ Yougoslavie ☐ Autriche ☐ Allemagne
(Cochez la case correspondante)

Nom/Prénom: _____

Numéro/Rue: _____

Code postal/Localité: _____

INTERHOME, 15, Av. Jean-Aicard,
75011 Paris, tél. 355.44.25

HM

L'EXAMEN DU PROJET DE LOI SUR LA PRESSE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Fillioud provoque un incident avec l'opposition

Faux pas

L'opposition avait trop prévu qu'elle entendait faire de la discussion du projet de loi sur la presse une grande bataille parlementaire pour que chacun ne soit pas - par avance - persuadé que les débats seraient émaillés de quelques incidents. Mais pouvait-on imaginer que le premier pétard serait allumé par M. Georges Fillioud ?

Pourtant, la majorité avait tout fait pour essayer de « calmer le jeu », et, en tout cas, ne pas provoquer une opposition qu'elle savait prête à saisir la moindre occasion. Les discours de ses différents intervenants avaient été soigneusement revus pour éviter que la critique de la stratégie suivie par certains députés du RPR et de l'UDF, en commission, ne se traduise par une remise en cause de leur rôle. M. André Labarrière, ministre délégué aux relations avec le Parlement, avait obtenu du premier ministre que l'« urgence » ne fût pas déclarée sur ce texte, afin de manifester le respect du gouvernement pour les droits du Parlement. Aussi, le mardi 24 janvier au matin, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, s'étant engagé, lors de la conférence des présidents, à « calmer » ses collègues, l'urgence a été déclarée. Ce n'est pas déclaré sur ce texte, afin de manifester le respect du gouvernement pour les droits du Parlement. Aussi, le mardi 24 janvier au matin, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, s'étant engagé, lors de la conférence des présidents, à « calmer » ses collègues, l'urgence a été déclarée.

C'était compter sans l'impétuosité naturelle du secrétaire d'Etat aux techniques de la communication. L'impétuosité qu'il ne peut mettre sur le compte de l'improvisation puisque dans son texte, figurait par deux fois l'expression « représentants du peuple entre guillemets ». L'opposition ne pouvait accepter une telle mise en cause de la « représentativité » de ses élus. La majorité, dans les couloirs, en convenait volontiers ; aucun député socialiste ne prenait la défense du ministre, tous regrettaient ses propos. Ils étaient même nombreux à reconnaître que, attaqué de la même manière, ils auraient réagi de façon identique. Seul M. François Londe (PS, Eure) remarquait : « M. Michel Poniatowski lui a donné de mauvaises habitudes ».

L'opposition, bien entendu, utilisait au maximum l'avantage que lui avait procuré M. Fillioud. M. Philippe Séguin (RPR, Vosges) proposait : « Chiche ! Puisque notre représentativité est en cause, que l'on renvoie tous les députés devant leurs électeurs ! » Les députés des présidents des groupes RPR et UDF rencontraient alors M. Louis Mermaz, qui, président la séance, n'avait rien fait pour calmer la colère de l'opposition, et lui demandaient en vain de prendre la défense « de la légitimité et de l'honneur de l'Assemblée des députés ». Le président de l'Assemblée nationale estimait que M. Fillioud n'avait pas traité les opposants de « faux députés », mais de « mauvais législateurs », et qu'il n'avait donc pas à intervenir. Le RPR et l'UDF décidaient alors de « ne plus assister à une discussion générale ouverte dans des conditions aussi contestables ».

La majorité voulait, par son calme, faire porter à l'opposition la responsabilité, aux yeux de l'opinion publique, de la mauvaise qualité du débat, qu'elle prévoyait. M. Fillioud, par un mot aussi malheureux que critique, a réussi, seul, à retourner la situation.

THIERRY BRÉHER.

L'Assemblée nationale a repris, mardi 24 janvier, l'examen du projet de loi « visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière des entreprises de presse », qu'elle avait interrompu le 17 décembre dernier (le Monde du 25 janvier). « Tout vient à point à qui sait attendre... », a observé M. Georges Fillioud en ouvrant le débat.

Le secrétaire d'Etat aux techniques de la communication a affirmé que cette discussion ira jusqu'à son terme et que la « patience du gouvernement » ne s'usera pas avant celle des adversaires du projet. Justifiant la « transparence financière » que veut établir ce texte, il a critiqué ceux qui s'y opposent. « Ils crient très fort : liberté, a-t-il déclaré, et chuchotent entre eux : transactions occultes et monopoles... ». Les meilleurs « représentants du peuple » s'avèrent impuissants à repérer la trace des milliards qui passent (...). On dirait qu'il n'est pas de secrets mieux gardés que les secrets que détiennent ceux qui ont pourtant pour charge d'informer : pas d'information sur l'information !

Après avoir critiqué certains amendements défendus par l'opposition en commission, M. Fillioud allait continuer : « Ce sont les mêmes représentants du peuple - je mets l'expression entre guillemets... ». L'opposition a réagi aussitôt : « C'est scandaleux ! Démission ! démission ! », a-t-on crié à droite en lançant les pupitres. M. Louis Mermaz, qui présidait la séance, a donné alors la parole à M. Gilbert Gauthier (UDF, Paris) qui, dans un rappel au règlement, s'est élevé contre cette mise en cause de la représentativité des députés, y voyant « une injure ». M. Fillioud a répliqué : « Les guillemets, je les maintiens ! ». Les députés du RPR et de l'UDF ont quitté l'hémicycle.

Le secrétaire d'Etat, reprenant son discours, a affirmé qu'il tiendrait « le plus grand compte des propositions » de la commission des affaires culturelles, particulièrement pour les articles 10, 11 et 12 du projet. Parlant de la demande d'une réforme des aides économiques de l'Etat à la presse il a annoncé : « Je vais organiser une concertation avec les organisations représentatives de la fin de la présente session (...). Je dois, en tout cas, l'avoir conduite à son terme à temps pour que le gouvernement puisse tirer les conclusions avant le début de l'été, afin que les traductions budgétaires de cette réforme puissent être inscrites dans la loi de finances pour 1985. L'objectif est de répartir de façon plus juste, plus efficace, mieux adaptée, les interventions de l'Etat, en réexaminant les critères d'attribution pour aider davantage la presse politique et d'informations générales, les journaux qui en ont le plus besoin et ceux dont les ressources publicitaires sont réduites ».

En l'absence du RPR et de l'UDF

Après de longues suspensions de séance, la discussion générale reprend en l'absence des députés du RPR et de l'UDF. M. Alain Billon (PS, Paris) a souligné que l'interdiction des travaux depuis le 17 décembre « n'aura pas été inutile », car « elle aura permis un examen approfondi du projet de loi », mais il a regretté qu'en commission l'opposition ait « basculé dans l'obstruction ».

Un autre tourisme

• WILSON invente de JAVA
• Une autre face du CARIBBE
• La photographie, quel plaisir !

et toujours disponible le REISER

54, rue des Ecoles - 75005 PARIS ou par courrier

M. Jacques Brunhes (PC, Hauts-de-Seine) a souligné la « concession considérable » faite par son groupe en acceptant que la presse des partis ne soit pas entièrement exclue du champ d'application de la loi. « De nouvelles améliorations doivent être apportées, des engagements pris par le gouvernement », a-t-il ajouté, car « les députés communistes souhaitent pouvoir voter ce texte ». M. Jean-François Hory (apparenté PS, Mayenne) a exprimé l'approbation des députés radicaux de gauche, qui regrettent néanmoins que la presse n'ait pas été davantage prise en compte.

M. Jean-Jack Queyranne (PS, Rhône), rapporteur de la commission des affaires culturelles, a souligné l'importance du travail accompli par celle-ci. « Dans la procédure parlementaire, a-t-il dit, l'opposition dispose des droits qui lui sont reconnus par notre règlement. Elle peut critiquer de la manière la plus vigoureuse, la plus radicale, un texte de loi qu'elle rejette. Mais elle a aussi un devoir : celui de respecter l'institution parlementaire. Quand l'opposition se transforme en obstruction systématique, ce sont les fondements mêmes de notre démocratie politique qui sont menacés. Notre pays a trop connu de ferments d'autoritarisme pour que nous ne soyons pas encouragés de comportements qui vont à l'encontre de l'esprit même du débat démocratique et de la tradition de notre Assemblée ».

M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), rapporteur pour avis de la commission des lois, a indiqué que cette dernière éprouve encore « quelques points de résistance » quant au champ d'application de la loi et à la définition des équipes rédactionnelles. « La procédure parlementaire n'est pas terminée, a-t-il déclaré. La concertation entre la majorité et le gouvernement doit se poursuivre ».

M. Foyer (RPR) : « contraire à la Convention européenne des droits de l'homme »

Les députés de l'opposition sont revenus en séance pour entendre M. Jean Foyer (RPR, Maine-et-Loire) défendre une motion de renvoi en commission. L'ancien garde des sceaux a expliqué que les amendements adoptés par la commission n'avaient pas fait disparaître tous les problèmes de constitutionnalité et que, parfois, « ils ont aggravé le projet plutôt qu'ils ne l'ont corrigé ».

Surtout, M. Foyer juge le projet « contraire à la Convention européenne des droits de l'homme », ratifiée par la France en 1974. Il explique que l'article 10 de celle-ci prévoit que « toute personne a droit à la liberté d'expression » et que les « restrictions » prévues à ce droit ne concernent que « la sécurité nationale, l'intégrité territoriale ou la sûreté publique, la défense de l'ordre et la prévention du crime, la protection de la santé ou de la morale, la protection de la réputation ou des droits d'autrui pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire ».

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

Le premier ministre assigne aux préfets « une obligation de résultats »

Comme M. François Mitterrand le leur avait demandé au début du mois, le premier ministre, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation et le ministre de l'économie, des finances et du budget ont réuni, mardi matin 24 janvier, place Beauvau, les commissaires de la République pour leur préciser les directives à suivre dans la lutte contre l'inflation. M. Pierre Mauroy a notamment déclaré : « S'il y a eu des progrès en 1983, il convient que ceux-ci soient capitalisés en 1984. Les quelques débordements ponctuels qui ont été observés à la sortie du blocage ne seraient plus acceptables en 1984. Je tiens à vous confirmer, de la façon la plus claire, la détermination politique du gouvernement. L'effort de désinflation doit être poursuivi. Il ne peut y avoir d'avance prise par certains, sous prétexte qu'ils sont en position de force ou en position abritée par rapport aux autres. Si des dérapages ont eu lieu parce que nous n'avons pas pu les empêcher, il nous appartient de faire en sorte que ce qui a été pris en trop ne soit pas conservé mais rendu. Et rendu rapidement et de façon claire ».

Il ne faut pas, en effet, que les sanctions que nous pouvons être amenés à prendre interviennent subrepticement. Il est nécessaire de montrer à tous ceux qui font un effort que nul ne peut s'exonérer de cet effort. Il faut montrer que nous y veillons avec résolution et fermeté ».

Il s'agit là d'un point essentiel du dispositif. De nombreux Français, chefs d'entreprise, salariés, patrons d'entreprises individuelles, font un effort. Ils modifient leur façon d'agir. En un mot, ils prennent des risques pour aider à la

que que l'article 10 de celle-ci prévoit que « toute personne a droit à la liberté d'expression » et que les « restrictions » prévues à ce droit ne concernent que « la sécurité nationale, l'intégrité territoriale ou la sûreté publique, la défense de l'ordre et la prévention du crime, la protection de la santé ou de la morale, la protection de la réputation ou des droits d'autrui pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire ».

Il a fait remarquer que si, le 15 janvier 1974, le Conseil constitutionnel avait jugé qu'il ne lui appartenait pas de vérifier la conformité de la loi avec un traité, la France, depuis mai 1981, avait reconnu le droit de recours individuel devant la Cour de justice prévue par cette convention. Or, a rappelé M. Foyer, dans un arrêt du 7 décembre 1976, cette cour avait expliqué qu'elle avait compétence « pour statuer par un arrêt définitif sur le point de savoir si une restriction ou sanction se concilie avec la liberté d'expression, telle que la protège l'article 10 [de la convention] ». La marge nationale d'appréciation, a-t-il souligné, va donc de pair avec un contrôle européen.

Il a poursuivi : « La cour aura à décider de la validité de votre loi par rapport à la Convention européenne des droits de l'homme ». Et comme, pour M. Foyer, « la liberté de communiquer comprend la liberté d'éditer des journaux », il fallait entendre « Toutes les dispositions du projet qui ont pour objet de restreindre la liberté de posséder ou de contrôler des journaux seront contraires à la Convention européenne des droits de l'homme ». Il a ajouté que, depuis une décision de la Cour de cassation du 24 mai 1975, « tout juge de l'ordre judiciaire » peut contrôler la conformité de la loi avec cette convention et, donc, soulever « une exception d'inconstitutionnalité ».

Répondant à M. Foyer, M. Jean-Pierre Le Coedic (PS, Val-d'Oise) a expliqué que la majorité avait « trop été souffrante de l'obstruction de l'opposition en commission » pour accepter une telle motion de renvoi et que, la commission ayant « fait un bon travail », il fallait « maintenant le parachèver en séance publique ». M. Fillioud a ajouté que les critiques faites par M. Foyer ne s'adressaient pas à son projet mais à celui-ci : « ne porte nullement atteinte à la liberté de la presse, à la liberté d'éditer, car il ne s'applique qu'aux acquisitions et aux transferts de propriétés dans le domaine de la presse ».

La motion de renvoi en commission a été repoussée par 330 voix (PS, PC) contre 159 (RPR, UDF). La discussion des articles devrait commencer mercredi matin.

Th. B.

Propos de couloir entre guillemets

Regrettable, cet « entre guillemets » qui, s'il est prononcé par M. Georges Fillioud, est venu ponctuer le moindre propos de couloir. Plus une phrase prononcée n'est remarquée faite sans que, ironiquement, son auteur ne vous assène un « entre guillemets, bien sûr ! ». Ainsi, M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) sort de l'hémicycle en se disant « traumatisé », tandis que M. Alain Bomert (MRG, Dordogne) lève ses collègues de l'opposition bien « agités ». L'un et l'autre prennent soin de préciser que les termes employés doivent se comprendre accompagnés dudit signe typographique.

Avant même que l'attention se cristallise sur ces guillemets, M. Pierre Joxe et les membres du groupe socialiste, qui préside, les avaient utilisés dans l'intimité d'une proposition de résolution, tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds avaient pu être affectés, depuis 1976, à une « invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière ». Cette formulation a soulevé préférence aux socialistes, notamment pour échapper à certaines contraintes liées à l'ouverture d'une procédure judiciaire. Le groupe communiste avait, lui, limité l'objet de sa proposition de commission d'enquête, déposée il y a plus d'un mois, aux conditions dans lesquelles l'opération des « avions renifleurs » avait pu être menée par la société nationale ERAP.

Les membres de la commission des finances n'ont pas attendu l'ouverture de la session ordinaire (le 2 avril), au cours de laquelle cette commission d'enquête pourra constituer, pour créer une mission d'information sur les aspects financiers de certaines opérations de l'entreprise de recherches et d'activités pétrolières et de ses filiales (1). Le président de la com-

mission des finances, M. Christian Goux, a rassuré les élus communistes en indiquant que cette mission d'information ne fait pas obstacle à la commission d'enquête. Bien qu'hostile à cette initiative, l'opposition a toutefois décidé de participer aux travaux de cette mission, dont la première réunion est fixée au 1^{er} février.

La presse, la mission d'information, mais aussi les élections européennes constituent le menu de la réunion des députés UDF. Une fois de plus, des réserves se sont exprimées sur le principe d'une liste unique avec le RPR. M. Michel d'Ornano (Calvados) s'en est fait le principal interprète. Malgré la décision prise par le conseil politique de leur parti, le CDS (le Monde du 24 janvier), MM. Jean Briane (Aveyron) et Albert Brocard (Deux-Sèvres) considèrent que, avec la liste unique, il sera difficile de mobiliser les « militants », estime le premier, les « parlementaires », assure le second. Quant à M. Alain Madelin, intransigeable sur la presse, il préfère ne pas parler de ce sujet, considérant que « la politique, c'est aussi savoir se taire ».

Il est d'autres sujets que M. Jacques Godfrain (RPR, Aveyron) voudrait bien voir évoquer : « Le gouvernement, juge-t-il, aurait été bien inspiré d'inscrire à l'ordre du jour de cette session la question agricole ».

A. Ch.

M. Fillioud : chaque Français doit pouvoir acheter le journal qui lui plaît

Le secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, M. Georges Fillioud, a estimé, le mardi 24 janvier sur Europe 1, que les « oppositions » au projet de loi sur la presse « viennent fort peu des journalistes ». Elles viennent, a-t-il affirmé, « de l'opposition politique ». Et d'un certain nombre de patrons de presse qui veulent protéger leurs intérêts. M. Fillioud a ajouté : « Tout le monde a le droit de faire un journal, c'est la liberté d'éditer, mais tout le monde a le droit de savoir à qui appartient le journal qu'il achète, c'est le droit à l'information du lecteur. Chaque Français doit aussi pouvoir acheter le journal qui lui plaît, c'est le pluralisme. Et il perd ce droit si on ne lui offre plus qu'un journal à l'endroit où il habite, ce bien plusieurs journaux, mais qui, en réalité, sortent de la même officine ».

De son côté, le président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, a estimé ce même mardi sur

RMC que « les députés socialistes, comme l'ensemble des députés de la gauche, ont fait leur travail en amont du projet de loi sur la presse. (...) Ils ont voulu s'assurer que ce projet (...) ne se réduise pas, par exemple, contre ceux qui sont d'authentiques journalistes : c'est ainsi que l'on a bien précisé le rôle des sociétés de rédacteurs. Je crois que cette idée est très prise dans les milieux journalistiques... ». Il est important que les aides à la presse, qui sont nombreuses, ne soient pas à la disposition de quelques groupes de moins en moins nombreux », a noté M. Mermaz.

« Je ne suis pas de ceux qui aiment voir les journalistes en prison », a-t-il indiqué, à propos de l'incarcération de M. Jean Durieux. « C'est un euphémisme de dire cela. Il y a la séparation des pouvoirs, je n'en dirai pas davantage, sinon ça va mon sens, c'est la monnaie de vue de citoyens, l'incarcération doit vraiment être l'exception ».

Trois directeurs de grands quotidiens régionaux prennent des positions nuancées

M. Jean-Charles Lignel, président-directeur général du Progrès (de Lyon) : « Pour moi, rappeler qu'il s'agit essentiellement de fixer le statut économique des entreprises de presse et d'en assurer le libre exercice de la liberté d'éditer. Ne semble-t-il pas évident qu'il faut éliminer les risques d'intervention de groupement non révélés ou de puissances occultes ? (...) L'accession excessive des organes de presse, je dirais même leur occupation systématique, qu'il s'agisse d'entreprises en difficulté ou d'offres de rachat tentées pour des propriétaires laisés d'un combat difficile, ne peut se poursuivre sans danger pour la démocratie elle-même. Au-delà de son adhésion de principe à la fixation par la loi de règles non équivoques », M. Lignel exprime des réserves sur quelques articles du projet.

n'en demeure pas moins qu'une loi aussi fondamentale ne peut s'élaborer à la mesure d'un seul homme. (...) En dehors de ce cas, le texte ne règle rien des problèmes essentiels posés par les nouvelles techniques de communication ».

M. François-Régis Hatin, directeur de Ouest-France (dans le Maine-et-Loire) : « Le débat engagé sur la presse pourrait être, devrait être, pour la majorité comme pour l'opposition, l'occasion d'une clarification dans ces domaines [l'honnêteté, le courage, la transparence, le pluralisme]. Par-delà les différences pourraient alors se trouver rassemblés les vrais républicains et les démocrates authentiques. Ceux-là savent que la justice n'est pas seulement à gauche, que la liberté n'est pas seulement à droite ».

M. Jean-François Lemoine, directeur général de Sud-Ouest (Bordeaux) : « L'arrivée en force de toutes les nouvelles techniques de communication (...) va bouleverser bien des habitudes et déplacer notamment la frontière fixée depuis la Libération entre les moyens de communication publics ou peu ou prou chaperonnés par l'Etat et le secteur libre de l'information rendant d'autant plus nécessaire une formulation claire du droit. (...) Il

M. Charles Hernu à Djibouti et à La Réunion. - Après avoir assisté, le mercredi 25 janvier, aux obsèques à Toulon de l'amiral Jean-Paul Orosco, préfet maritime et commandant en chef en Méditerranée, le ministre de la défense s'est envolé pour la République de Djibouti et le département de La Réunion, où la France maintient un important dispositif militaire. M. Hernu doit regagner Paris en fin de semaine.

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

21, rue Théophraste Renaudier
75005 PARIS Tél. (1) 533.13.02
Aut. Min. 1981 - No. 4 1169

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

Collégiens - Lycéens :

- matin : 15 h de cours par semaine - groupes de 8 élèves maximum - professeurs britanniques
- après-midi : tennis, équitation, golf, natation, voile, planche à voile.

25 JAN 1984

NEUIL TRES B

LES HOMMES DU PRÉSIDENT

Jean-Louis Bianco : hors les rails

Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Élysée. Né le 12 janvier 1943 à Neuilly-sur-Seine. Ancien élève de l'ENA et de l'École des mines. Licencié en sciences économiques (1).



Portrait de CAGNAT.

La vie sur des rails et le temps qui se défile : voilà au moins deux choses que Jean-Louis Bianco ne supporte pas. Il a tout fait pour éviter les voies tracées d'avance, s'en écarter à temps. Il fait ce qu'il peut pour lutter contre la boulimie du temps professionnel dévorant de vie personnelle.

Une telle indépendance s'arrache. Il s'en est donné les moyens. Par des études ouvertes sur des larges choix professionnels : École nationale d'administration, École des mines, sciences économiques après le lycée Jeanmonet-Sully, où il a fait la connaissance de Jacques Attali. L'ENA par intérêt pour le service public. L'École des mines pour les maths, la physique, la formation scientifique générale.

Au sortir de l'ENA, il choisit le Conseil d'État, c'est-à-dire la plus grande indépendance possible, la capacité de refus que cette juridiction permet en regard d'un engagement politique, la maîtrise de l'organisation de son travail aussi. Car Jean-Louis Bianco, très tôt, s'est situé à gauche, bien que ce choix ne soit jamais traduit par une adhésion partisane. Sa prise de conscience remonte à l'écroulement de la Hongrie par l'intervention soviétique à Budapest, en 1956. Il n'avait que treize ans, mais il se souvient de discussions dans sa famille, dont le chef, communiste italien, avait quitté son pays pour la France en 1933. La guerre d'Algérie, les affrontements de cours de récréation entre les partisans de l'indépendance et ceux de l'Algérie française, feront le reste.

De là naîtra non pas un engagement politique classique conduit par une prise de carte. Jean-Louis Bianco ne s'est jamais inscrit au Parti socialiste, mais un militantisme d'inspiration plus concrète, à partir de 1969, aux GAM (Groupes d'action municipale). Il y rencontrera Jacques Fournier, aujourd'hui secrétaire général du gouvernement, des militants du PSU, du nouveau PS de M. Alain Savary, du CERES de M. Jean-Pierre Chevènement.

Premier arrêt, première rupture de rails : Martine Bianco a deux enfants et le père décide d'être « présent à la maison au tout démarrage de leur vie ». Jean-Louis Bianco ne se consacre plus, pendant deux ans, qu'à sa famille et au Conseil d'État qui lui permet de travailler, pour l'essentiel, à domicile.

Puis il rectifie sa trajectoire. Il entre dans l'administration de terrain, à la direction de l'action sociale. Pendant trois ans, de 1976 à 1979, sous la direction de René Lenoir, secrétaire d'État à l'action sociale, pour lequel il éprouve une profonde sympathie, il s'occupe de la famille, de l'enfance, de l'hébergement, du passage, avec Pascal Lamy, aujourd'hui directeur adjoint du cabinet de M. Pierre Mauroy, un rapport sur l'aide sociale à l'enfance. Bien que cette carrière de fonctionnaire se soit déroulée sous un gouvernement de droite, Jean-Louis Bianco n'a pas le sentiment d'avoir travaillé pour rien, d'autant que quelques-unes des idées qu'il avait formulées à l'époque sont aujourd'hui reprises par M^{me} Georgina Dufour, secrétaire d'État, chargée de la famille, de la population et des travailleurs immigrés.

Deuxième arrêt, deuxième rupture de rails : l'idée d'une année sabbatique mûrit dans la tête de Martine et Jean-Louis Bianco. Au diable la car-

rière, les « rails » de la vie professionnelle, celles de la vie personnelle qui ne s'écartent plus jamais des lieux connus, balisés, toujours les mêmes, des vieux amis, toujours les mêmes. L'un et l'autre sont tombés amoureux d'un petit village de Haute-Provence et cherchant le moyen d'y aller vivre un peu.

Ve pour le syndicat intercommunal de la vallée de la Durance ! Jean-Louis Bianco a demandé aux élus s'il pouvait leur être utile. On lui a répondu que oui. L'année sabbatique sera multipliée par deux. Les rapports avec Jacques Attali et Laurent Fabius - qui Jean-Louis Bianco a connu au Conseil d'État, - avec lesquels il a travaillé, à partir de 1975, au sein de la commission économique et du groupe des experts du PS, deviennent plus lointains. Jean-Louis Bianco pense à la prochaine bifurcation. Amnesty International ? Le tiers-monde ?

La victoire de François Mitterrand interrompait ses interrogations. Jacques Attali lui propose de participer à la petite équipe de réflexion sur le moyen terme qu'il constitue. Jean-Louis Bianco accepte et entre à l'Élysée en qualité de chargé de mission (affaires économiques). Il est alors, pour le président de la République, un inconnu. Un an plus tard, l'inconnu deviendra secrétaire général de l'Élysée, en remplacement de M. Pierre Bérégovoy, nommé ministre.

Malgré l'honneur qu'il en a, Jean-Louis Bianco s'est retrouvé sur des rails. Le président de la République l'encourage à se faire connaître. Ce n'est pas pour rien. Jean-Louis Bianco rêve un peu : instituteur en Haute-Provence, pourquoi pas ? A moins que, le journalisme... L'écriture, peut-être. Ou alors, tailler la route, comme on l'imagine à vingt ans. Moitiés de rêves, moitiés d'envies, moitiés de sourires.

Surtout, ne pas se laisser déborder par le temps et la carrière. Conduire ses enfants à l'école le matin. Ne jamais emporter de dossiers chez soi. Voir les gens que l'on a envie de voir. Ne pas « dîner en ville ». Écouter le « petit bruit », chercher le point de vue discordant lorsque tout le monde pense de la même façon.

Il n'empêche : Jean-Louis Bianco, à quarante ans, est un « bon » secrétaire général de l'Élysée. On le voit bien ministre, premier ministre, avec le temps. C'est difficile de « teller la route » quand on n'a plus vingt ans.

J.-Y. L.

(1) Le Monde a commencé à publier une série de portraits sur l'entourage du président de la République : dans ses éditions du 25 janvier, ceux de Jacques Attali et d'Erik Aronow.

• La situation des rapatriés. — Une délégation du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer) a été reçue, mardi soir 24 janvier, par le président du MRG, M. Jean-Michel Baylet, avec lequel elle s'est notamment entretenue de l'application de la loi du 6 janvier 1982 sur la réinstallation des rapatriés d'AEN, de la situation des rapatriés en Corse, des problèmes posés par la préparation des textes législatifs sur les retraites et l'indemnisation ainsi que des prochaines élections européennes.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

M. Jospin conduira la liste du PS

(Suite de la première page.)

M. Lionel Jospin incarne un autre choix, celui qui consiste à rassembler d'abord l'électorat traditionnel des socialistes. Cette démarche pragmatique présente l'avantage de ne pas mettre la charrue avant les bœufs. Si ce choix stratégique a été fait, le premier secrétaire du Parti socialiste paraît en effet le mieux placé pour le mettre en œuvre.

A l'intérieur de son propre parti, il mobilisera plus aisément, à l'évidence, les fédérations et les différentes sensibilités. M. Jacques Delors a toujours fait l'effet d'un épouvantail pour le CERES de M. Jean-Pierre Chevènement, qui conteste avec constance, depuis la mise en œuvre du deuxième plan de rigueur, en mars 1983, les moyens de la politique économique et sociale du gouvernement.

M. Didier Motchane réaffirme, dans l'édition de la revue *En jeu*, que les amis de M. Chevènement ne sont pas de ceux qui ont applaudi des deux mains, même en silence, à ce que l'on appelle le plan Delors. Et M. Motchane de suggérer que l'« assainissement », tel qu'il est pratiqué, compromet, et non prépare, la modernisation industrielle. De ce point de vue, la « menace » d'une candidature de M. Delors a été profitable à M. Jospin, vers lequel se sont tournés les espoirs du CERES.

A l'extérieur du PS, M. Jospin est aussi en meilleure posture pour s'efforcer de maintenir à gauche une partie des électeurs communistes qui ont voté socialiste en 1981 et qui la politique du M. Delors rebute.

La candidature du ministre de l'économie et des finances aurait offert à la direction du Parti communiste un terrain d'argumentation — sur la politique économique et sociale — plus vaste que celle du premier secrétaire du PS, auquel le PCF est lié — malgré tout — par l'accord conclu entre les deux partis le 1^{er} décembre 1983.

Le choix d'un chef de file pour les élections européennes de juin appelle aussi une réflexion à plus long terme. Il faudra bien un jour tenter d'assurer la succession de M. François Mitterrand. M. Mitterrand n'était imposé, au fil des années, comme le leader naturel des socialistes, puis de toute la gauche. Quitte à conduire des combats à hauts risques, mais qui lui ont permis d'acquiescer et d'ancrer sa légitimité.

Aucun autre socialiste n'a encore fait ses preuves sur ce terrain. L'occasion ne s'en était pas présentée. Elle est aujourd'hui offerte. M. Mitterrand, dès lors qu'il avait désigné son successeur à la tête du parti socialiste, a placé M. Jospin en situation de la saisir.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

• L'intergroupe UDF du Sénat et les élections européennes. — Réuni mardi 24 janvier par son président, M. Adolphe Chauvin, l'intergroupe UDF du Sénat a jugé qu'au-delà du choix d'une ou deux listes il importe surtout que les discussions avec le RPR sur la préparation des élections européennes portent « avant tout » sur le programme, car « nous n'avons pas le droit, disent les sénateurs, de tromper les électeurs ».

Le RPR est invité à être le « moteur » de la liste unique de l'opposition

Le groupe parlementaire RPR s'est, le mardi 24 janvier, réuni exceptionnellement à huis clos à l'Hôtel-de-Ville de Paris où M. Chirac a ensuite convié ses collègues députés à déjeuner.

Quoi qu'en ait dit M. Claude Labbé, président du groupe, en rendant compte des travaux à la presse, la plus grande partie de cette réunion a été consacrée à la préparation des élections européennes. Non pas que le RPR ait dû décider s'il préférerait une ou deux listes pour le scrutin du 17 juin. Son choix d'une liste unique de l'opposition a été fait dès le 12 juin 1983 au cours d'un comité central. Mais il a sans doute semblé nécessaire aux dirigeants du mouvement et du groupe de convaincre les députés, tous les députés, de se mobiliser pour participer activement à la campagne. « Le RPR doit être le moteur du dynamisme de cette liste », a affirmé M. Labbé, comme pour insuffler l'enthousiasme à ceux qui en manquent.

Selon certains députés, en effet, le problème de l'Europe n'est pas ressenti profondément dans leur électorat. A ceux-là, M. Labbé répond qu'il s'agit d'« une occasion qu'il ne faut pas laisser passer de manifester avec vigueur qu'en matière européenne aussi l'opposition n'est pas d'accord avec la majorité ».

Selon d'autres, la personnalité même de M^{me} Veil n'entraîne pas l'adhésion, voire suscite des réserves. A ceux-là, le président du groupe RPR répond que « la liste unique et unique de l'opposition répu-

blicaine révélera le climat de confiance et de cohésion de l'opposition, qui doit transcender les problèmes de personnes ».

M. Chirac, qui a rendu compte de la façon dont s'est déroulée dans son bureau la dernière rencontre avec l'UDF, a été interrogé sur les intentions présumées de M^{me} Veil, concernant notamment le conduite de la campagne. Le maire de Paris n'a pas fourni de grandes précisions, rappelant que de nombreuses modalités, et notamment celle de la composition de la liste, seraient abordées lors de la réunion commune du jeudi 26 janvier au Sénat.

A. P.

• M. Jacques Chaban-Delmas, invité, mardi 24 janvier, du « Cercle de l'opinion », a souhaité que l'élection européenne permette d'« expliquer aux Français qu'ils n'auront pas d'avenir si l'Europe ne se développe pas », ajoutant : « Il ne faut évidemment pas compter sur le Parti communiste pour cela. Mais il reste l'opposition nationale et le Parti socialiste. Je ne doute pas que de ces deux côtés l'Europe sera prônée. Simplement, du côté du PS il s'agit de l'Europe socialiste, dont nous ne voulons pas et qui n'a aucune espèce de chance actuelle. Favorable à la liste unique de l'opposition, le maire de Bordeaux a estimé : « L'opinion doit savoir quelle politique européenne sera faite dans le cas d'une alternance au pouvoir ».

REMERCIEMENTS DES EDITIONS JEAN DE BONNOT

Cette annonce est réservée aux clients de Jean de Bonnot. Elle remplace tout courrier ou autre message adressé personnellement.

LES PENSÉES DE PASCAL

Génie à l'état pur, Blaise Pascal est à la fois le Mozart et le Léonard de Vinci des lettres françaises.

L'œuvre la plus forte du 17^e siècle

En offrant aujourd'hui ce maître-œuvre de notre littérature au prix coûtant, ne vous y trompez pas, Jean de Bonnot ne souhaite ainsi que payer un peu sa dette à l'amitié et à la fidélité. Ce geste n'est le résultat d'aucune concession sur la qualité. En effet, ce bel in-octavo (14 x 21 cm) de 528 pages a été réalisé dans la saine tradition Jean de Bonnot : plein cuir et or véritable, papier chiffon, vignettes et bandeaux d'époque, etc. L'œuvre proposée est un des textes majeurs de notre littérature. Elle bénéficie d'autre part des dernières mises au point de la critique moderne : sur ce plan le savant et spirituel archivist-paléographe Jacques Haudouin nous a donné avec une

édition sans précédent des notes du plus grand intellectuel que la mise en pages a su rendre discrètes.

L'étrange destinée d'un homme hors du commun

Quel prodigieux génie que Pascal ! C'est le Mozart des lettres françaises et son Léonard de Vinci. Comme le musicien, il montre une précocité surprenante, presque inquiétante, et, comme Léonard, ses dons se manifestent dans de multiples directions. Un tel destin à quelque chose de singulier qui dépasse notre entendement ! Ainsi que le relate sa nièce, la jeune jeunesse de Pascal est marquée par la sorcellerie : à l'âge de deux ans, il est atteint d'une mystérieuse langueur qu'on attribue aux maléfices d'un envoûtement et dont on le délivrera par la magie, en transférant le mal à un chat noir qui mourut en effet. A onze ans, il rédige un traité d'acoustique, redécouvrant, sans les avoir appris, les principes fondamentaux de la géo-

métrie. A douze ans, il retrouve de lui-même la plus abstraite des propositions d'Euclide. A seize ans, il compose un traité des coniques qui étonne les savants du temps. A dix-neuf ans, il invente la machine à calculer, la presse hydraulique, la brouette et maintes autres merveilles. Il formule peu après le principe de l'hydrostatique et pressent le calcul des probabilités.

Aux confins de la raison

Mais ce savant précoce est d'abord un homme. La puissance même de son esprit lui en fait voir les limites. C'est ce conflit entre la raison et les élans de l'âme, entre l'esprit de géométrie et celui de finesse, qui fait la matière des Pensées. Ce drame, cette grandeur misérable de l'homme perdu entre les deux infinis, annonce les plus émouvantes manifestations de la réflexion contemporaine.

Quel jaillissement ! Chacune des pensées, écrites sans apprêt, comme elle vient, dans la plus belle langue qui soit, éveille en chacun de nous un écho qui prolonge notre propre interrogation. Athée ou croyant, tout le monde trouve sa nourriture dans les Pensées de Pascal qui reste l'œuvre la plus puissante et la plus réconfortante de toute notre littérature. De Voltaire à Bergson et à Valéry, de Chateaubriand à Stendhal, du physicien Louis de Broglie aux plus matérialistes des marxistes, les Pensées de Pascal sont depuis trois siècles le livre de chevet de tous les Français de quelque esprit et de tous les esprits de quelque profondeur.

Un livre précieux et rare

On ne trouve plus dans le commerce des livres de cette qualité à ce prix. Jean de Bonnot est probablement un des très rares éditeurs, sinon le seul, à employer encore exclusivement le vrai cuir et l'or véritable pour ses éditions. Dans cette tradition les Pensées de Pascal sont une réussite : reliure plein cuir taillée d'une seule pièce dans une peau de mouton irréprochable, dos et plats ornés d'un décor particulièrement élégant composé à partir de fers gravés au 17^e siècle, décor et titres au dos poussés à l'or véritable, tranche supérieure dorée à la feuille avec ce même or de bon aloi, mise en pages raffinée ponctuée de vignettes et de bandeaux du temps, tranches-fils, signet tressé, gardes à l'ancienne... Sait-on que pour ses livres Jean de Bonnot utilise un minimum de 52 cm² de feuille d'or titrant 22 carats ?

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amatour éclairé des satisfactions inépuisables. Jean de Bonnot ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails. Elles prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent en se patinant avec le temps. C'est pourquoi Jean de Bonnot s'engage à racheter ses ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT

A renvoyer à Jean de Bonnot, 7, fg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant les « Pensées » de Pascal en un fort volume grand in-octavo (14 x 21 cm), relié plein cuir, au prix de 98,50 F (+ 12,70 F de frais d'envoi).

Si ce livre ne me convient pas, je le renverrai et je serai aussitôt remboursé.

Nom _____ Prénoms _____

Adresse complète _____

Code postal _____

Ville _____

Signature _____

* Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

A VENDRE

NEUILLY-SUR-SEINE FACE AU BOIS
TRÈS BEL HOTEL PARTICULIER AVEC JARDIN

S.F.G.I. - tél : 265.41.21
23, rue de l'Arcade - 75008 Paris

On n'encourage pas les Français à se marier

souligne un rapport du Conseil économique et social

Le Conseil économique et social examinait, mardi 24 et mercredi 25 janvier, en assemblée plénière, un important rapport sur « les conséquences du statut matrimonial au regard des systèmes juridiques, fiscal et social », présenté par M^{me} Evelyne Sullerot au nom de la section

des actions éducatives, sanitaires et sociales. Cette étude, la première du genre, aboutit à un constat amer sur l'incohérence des textes et sur le profond décalage existant entre les intentions de ceux qui les ont écrits et l'application qui en est faite.

« Alors que le gouvernement s'est fixé pour but une stricte neutralité entre les choix des couples et des individus, lit-on dans le rapport, l'ensemble des textes et des mesures pris au fil des ans aboutit à ce que le mariage se trouve plus handicapé que favorisé. Et cela du fait que certaines personnes peuvent à la fois jouir des avantages fiscaux des célibataires et divorcés et des avantages sociaux des mariés reconnus aux concubins. Une même personne peut même exciper de statuts différents dans plusieurs services sociaux si tel est son intérêt. Impunément, car aucune vérification n'est pratiquée.

Le parti pris adopté par les auteurs - celui de l'égalité entre hommes et femmes, pères et mères, - et leur souci de ne pas favoriser un modèle familial par rapport à l'autre ne manquent pas d'être critiqués par des associations familiales.

Le rapport constate le chamboulement de la société civile française pendant ces dernières années. Chute persistante du nombre des mariages : « De 1973 à 1983, on a compté 100 000 à 116 000 mariages de moins que ce que l'on pouvait escompter. » Montée en flèche des divorces : ce n'est plus un couple sur dix qui divorce, comme en 1960, mais presque un sur trois, et on note une très forte baisse du nombre des divorcés se remarquant. Enfin, hausse considérable de la proportion d'enfants nés hors mariage : 5,8 % dans les années 60, 11,4 % en 1980, 14,2 % en 1982.

La multiplication des unions libres

Tous ces phénomènes se traduisent par une forte augmentation des célibataires et divorcés au sein de la population (12 millions de personnes entre quinze et soixante-cinq ans en 1981), un accroissement du nombre des foyers non parentaux (de 723 000 en 1975 à 928 000 en 1981)

et une multiplication considérable du nombre des unions libres. Conscient de cette évolution, le législateur a cherché à adapter le code civil, dont le mariage est un pilier. Une série de lois ont été adoptées ces dernières années. Cela n'a pas suffi, montre-t-on dans le rapport, à attirer plus de gens vers le mariage. On a abouti à des situations contradictoires et à des effets discutables. Le Conseil économique et social estime ainsi qu'il y a à quelques paradoxes à admettre le divorce par consentement mutuel puis à ne confier la garde et l'autorité parentale qu'à un seul des deux époux (la femme dans 90 % des cas). Ne serait-il pas préférable, suggère-t-il, que l'autorité parentale continue d'être exercée conjointement par les deux parents après le divorce ? Il craint par ailleurs qu'à l'image de la femme victime du divorce, se substitue celle « du divorce-libération pour la femme ».

La section des actions sanitaires et sociales estime que la mère possède trop de prérogatives : « Il ne faudrait pas qu'elle en arrive à priver volontairement son enfant de toute filiation paternelle ». Dans les familles hors mariage, ne serait-il pas « plus sain, demande le rapport, que l'autorité parentale dans les familles non mariées soit exercée conjointement par le père et la mère, comme si l'enfant était légitime, dans la mesure où les deux parents exercent effectivement leurs responsabilités ».

Les représentants du Conseil économique et social estiment « dépassé » l'esprit des récentes lois donnant droit à tous les ex-conjoints divorcés non mariés une part de la pension de réversion. Ils proposent que, en cas de divorce, la situation soit apurée une fois pour toutes avec le juge au moment de la séparation.

Mais c'est sûrement dans le domaine fiscal que les critiques les plus sévères sont adressées par le groupe de travail. Même si l'on prend le cas des émigrés, on constate que ceux-ci, en union libre, ne paient pas d'impôts mais sont

imposables dès qu'ils se marient. Le conseil pense que, non seulement le système fiscal actuel produit des effets « absurdes ou iniques », mais ses effets vont avoir davantage d'ampleur d'année en année : de plus en plus de célibataires, de divorcés, de concubins, d'enfants illégitimes.

Que faire pour remédier à ces situations paradoxales ? Le groupe d'étude se demande s'il est encore possible de continuer d'octroyer une part entière de quotient au premier enfant de célibataires et divorcés. Il examine ensuite les possibilités d'une imposition séparée, expliquant qu'une telle réforme pénaliserait un nombre important de contribuables. « Trop de foyers modestes en pâtiraient. »

Le groupe propose, en revanche, un système à options pour les couples mariés : soit le quotient conjugal et la déclaration commune ; soit l'imposition séparée, plus favorable à la femme qui a des revenus professionnels.

Notre système de protection sociale n'est pas plus inflexible que la législation fiscale. Il apparaît qu'un nombre croissant de personnes « se mettent dans tel et tel cas réputés précaires pour toucher les aides réservées à cette situation ». Le groupe de travail suggère qu'il soit mis en place un système permettant d'éclaircir la situation dans laquelle se trouvent les individus et de recouper leurs différentes déclarations.

En conclusion, le rapport regrette que les enfants « aient été si rarement au centre des préoccupations de notre société ces dernières années. Le souci de permettre aux parents des formes de vie alternative (sous-entendu à la famille traditionnelle) a été plus marquant ». La société s'efforce toujours davantage de compenser l'absence ou la négligence du partenaire-parent. A terme, cette généralité lui coûtera cher, et elle risque de déstabiliser les jeunes adultes en âge de fonder un foyer ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

AU CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

Un débat sur l'emploi escamoté

Curieux débat le mardi 24 janvier au conseil régional d'Ile-de-France, à propos de la situation économique et de l'emploi. Alors que se multiplient les dossiers des fermiers d'entreprises, que les investissements augmentent moins vite dans la région capitale que dans le reste du pays, qu'en dix ans l'emploi industriel y a diminué trois fois plus vite que dans l'ensemble de la France, les conseillers régionaux ont égrené leur chapelet comme si de rien n'était, à l'occasion d'un débat qui a paru irréal.

M. Michel Giraud, d'abord, a campé sur ses positions libérales et non-interventionnistes. Le président (RPR) du conseil régional a rappelé que la crise actuelle incombe au premier lieu au gouvernement : « L'aggravation des charges financières, l'abandon des prélèvements collectifs font obstacle au redressement de l'investissement. L'emprise excessive d'une bureaucratie tatillonne, dénoncée par le président de la République lui-même, sur des pans entiers de l'économie paralyse l'initiative et le dynamisme nécessaires à la reprise de la croissance et de l'emploi. »

M. Giraud a expliqué que « la région pouvait et devait toutefois contribuer à l'essor économique en suivant cinq orientations : concentrer les crédits régionaux sur l'investissement, orienter la politique régionale de la formation professionnelle de façon à favoriser les mutations nécessaires, exhorter les entreprises industrielles nouvelles de la part de la taxe professionnelle perçue au profit de la région, distribuer au mieux les ressources offertes aux entreprises par l'épargne collective au titre des CODEVI par le biais d'une structure de répartition des crédits dont fera partie le conseil régional, et enfin développer les relations internationales de la région ».

Pour ce faire, le conseil régional a adopté une délibération (les élus communistes votant contre et les élus socialistes s'abstenant), qui demande « une réforme fondamentale de la politique d'aménagement

du territoire en Ile-de-France, et notamment la suppression du système de l'agglomération et de la réversion pour la création et l'extension des entreprises ». Le texte prévoit, d'autre part, que « tout établissement nouveau dont la création interviendra dans la région Ile-de-France au cours de l'année 1984 sera exonéré en 1985 et en 1986 du paiement de la part de la taxe professionnelle perçue au titre de la taxe spéciale d'équipement ».

Une décision assez mineure et deux simples vœux, c'était trop peu pour le groupe des communistes, qui réclamait ce débat depuis l'autonomie. Ils ont demandé par la voix de leur président, M. Guy Schmaus, l'abrogation de toutes les mesures législatives ou réglementaires dissuadant l'implantation ou l'extension d'entreprises ou incitant à leur départ d'Ile-de-France, la création d'un institut pour la réindustrialisation des friches industrielles, celle d'une conférence permanente des entreprises industrielles nationales et la mise en place rapide d'un schéma régional de la formation professionnelle ». Comme à l'habitude, toutes ces propositions ont été repoussées.

Les socialistes ont proposé, de leur côté, « la généralisation de la prime pour création d'emplois aux villes de plus de cinq mille habitants, la création de lieux de transfert pour aider les entreprises à tirer le profit entier du progrès technologique et la bonification des prêts pour les investissements concernés ».

M. Jacques Guyard, président du groupe socialiste, a proposé, enfin, que le conseil « adresse un vœu spécifique au premier ministre pour qu'on ne fasse plus obstacle au développement sur place des entreprises industrielles et de recherche ». Ces propositions ont été, elles aussi, repoussées.

Plus surprenante fut l'absence de réaction de l'exécutif régional à des propositions de M. Paul-Louis Tenaillon, président (CDS) du conseil général des Yvelines. Il a plaidé pour que « la région comme l'Etat aide ce département à utiliser les capacités d'accueil des zones industrielles de la vallée de la Seine », région sinistrée de l'Ile-de-France. M. Tenaillon a demandé

aussi « d'étudier les dispositions à prendre pour faire face aux difficultés de vie et de reclassement des travailleurs qui viendraient à être licenciés, de faciliter le maintien en activité de l'école professionnelle Talbot et d'étudier enfin les infrastructures de base permettant de développer l'activité économique de la vallée de la Seine (ports, ponts, routes, etc.) ». Ces propositions ont reçu, pour tout écho, les applaudissements épars et timides de quelques collègues de M. Tenaillon.

OLIVIER SCHMITT.

SCIENCES & Techniques

le mensuel des hommes qui construisent et utilisent le progrès scientifique et technique.

AU SOMMAIRE DU N° 1

- La vision des robots
- L'innovation crée l'emploi
- Technologies : les promesses de 84

EN VENTE AUJOURD'HUI
CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX

Fait divers

Lettre d'un cannibale

Une jolie couverture en couleur, genre image d'Épinal. Mais la bande-annonce du livre est déjà moins pittoresque : « Paris 1981 : un Japonais tue une étudiante, la dépèce, la dévore... A partir d'un crime fou, un roman envoûtant. »

Envoûtant ? Disons original et très habile. Les jurés du prix Akutagawa avaient beaucoup débattu entre eux avant d'accorder cette distinction - le Goncourt japonais - à Juro Kara (le Monde daté 13-14 mars 1983). Chef-d'œuvre pour les uns, ce n'était qu'un travail bécoté et scandaleux aux yeux des autres. La traduction française, sortie en librairie mardi 24 janvier, pendant l'incarcération du réacteur en chef de Paris-Match, ne risquait pas de passer inaperçue. Simple coïncidence de date, affirme-t-on chez Robert Laffont.

C'est en juin 1981 qu'Issei Sagawa, étudiant japonais, avait tué d'un coup de carabine une camarade néerlandaise. Pour découper ensuite son cadavre au couteau électrique et en manger des morceaux, il fut arrêté dans le bois de Boulogne, transportant deux valises qui contenaient des restes de sa victime. Le meurtrier devait être déclaré dément et interné dans un hôpital psychiatrique.

De la prison de la Santé, Sagawa réussit - on ne sait comment - à faire parvenir deux lettres à Juro Kara, auteur dramatique japonais, à l'effet d'envoyer dire que celui-ci voulait consacrer un film à l'affaire. La première lettre, datée du 12 novembre 1981, figure en tête du roman (alors qu'elle se trouve à la fin du texte dans l'édition japonaise). C'est le seul passage authentique de l'ouvrage. On passe ensuite, imperceptiblement, de la réalité à la fiction.

Tout est dit par Sagawa dès les premières lignes. J'avais

même pensé faire un film sur cette affaire, explique le meurtrier. Titre envisagé : « L'Adoration ». Sujet : « Un Oriental (plus exactement un Japonais) adore une femme occidentale jusqu'à la tuer et manger sa chair. » Complot mental : « C'est d'une part l'expression d'une tendance indéracinable, d'un désir, qu'entre le Japon vis-à-vis de l'Occident ; mais, en même temps, l'expression d'une étrange impulsion qui se cache en moi-même et que je veux exprimer. Le Japonais doit être physiquement le plus petit, le plus chétif possible, et la femme doit être typiquement occidentale, grande et blonde. » Et cette précision : « J'avais l'intention de tenir mon propre rôle. »

Gulliver chez les géants

Il n'y a pas rancune. Cinq mois après son crime, Sagawa veut toujours incarner le jeune premier. N'aura-t-il pas la permission de « sortir une fois par semaine » de l'hôpital psychiatrique où on va l'interne ? « On pourrait commencer (le film) par : Avec deux valises à la main... pour faire mieux sentir l'atmosphère », suggère-t-il à Juro Kara.

« En fait de cannibalisme, ajoute le meurtrier, j'ai pensé à d'autres sujets pour le cinéma. Par exemple, à un restaurant chair humaine, à traiter sur le mode humoristique : les jeunes femmes qui y pénètrent par devant en ressortant par derrière sous forme de biftecks... »

A partir de là, c'est l'écrivain qui laisse aller son imagination, en se gardant bien d'en avoir le cœur net. « A propos, c'est avant de le découper en morceaux, au moment précis où je séparais avec un couteau la chair des os, que j'ai mangé ses lèvres, sa langue et le bout de son nez. »

Mais, au lieu d'ajouter à l'horreur, ces détails semblent vouloir, au contraire, l'annuler et provoquer l'humour. Sagawa, ce « Gulliver décidant d'aller au pays des géants à la peau blanche », n'est pas qu'un monstre :

« Croyez-vous que seule la violence d'une passion permette de franchir cet abîme ? me demande Ohara.

— Oui.

— Pourtant, je pense, moi, qu'il s'y est tranquillement préparé. »

Le magazine Photo nous avait présenté les images d'une bouche charnelle. Juro Kara, lui, explore les fantasmes d'un démiurge amoureux. Rien de commun entre les publications, sinon l'exploitation lucrative d'un drame stocqué dans deux familles - l'une néerlandaise, l'autre japonaise - ne se renouvellent jamais.

ROBERT SOLÉ.

★ Juro Kara, la Lettre de Sagawa, Robert Laffont, 150 pages, 60 F.

● La détention de M. Jean Durieux. — La chambre d'accusation de Paris devait statuer mercredi 25 janvier sur l'appel de M. Jean Durieux, réacteur en chef de Paris-Match, qui avait été placé sous mandat de dépôt le 19 janvier pour le vol et le recel de photographies de l'identité judiciaire représentant les restes de l'étudiante néerlandaise Renée Harteveld assassinée en juin 1981 par Issei Sagawa. Le représentant du ministère public a estimé, le 24 janvier, que M. Durieux pourrait recouvrer la liberté, avec mise sous contrainte judiciaire, moyennant une caution de 50 000 francs. Le cour n'a pas voulu statuer dès le 24 janvier, le journaliste devant être interrogé le lendemain par le magistrat instructeur.

EN VISITE A L'INSEP

« L'organisation des Jeux olympiques à Paris est une idée forte » déclare M. Mitterrand

« La fonction que j'exerce est un sport », a dit en plaisantant M. François Mitterrand, le 24 janvier, au terme d'une visite à l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) de Vincennes, au cours de laquelle il a inauguré un nouvel ensemble consacré aux sports collectifs féminins et aux sports de combat.

Le président de la République a souligné « la valeur éducative, tant physique qu'intellectuelle ainsi que morale » du sport de haut niveau. Il a confirmé qu'il venait de recevoir le dossier préparé par le Comité national olympique (CNOSF) sur la candidature de Paris à l'organisation des Jeux de 1992. « Je ferai ce qu'il convient pour que l'Etat contribue à la réalisation du projet », a déclaré M. Mitterrand. « C'est une idée forte, un motif d'excitation et de réussite pour les athlètes », a ajouté

le chef de l'Etat, qui a précisé : « Je pense qu'un accord est possible entre l'Etat, Paris et la région parisienne. Il reste aussi à examiner le problème des coûts qui est un souci normal pour ceux qui gouvernent. »

Le président de la République a ensuite évoqué les prochains Jeux d'hiver et d'été, notant les chances de succès dans certaines disciplines. « L'important, c'est de participer », a néanmoins conclu le chef de l'Etat.

En citant le devise du baron de Coubertin. Ce mercredi, M^{me} Edwige Avice devait faire, au conseil des ministres, un exposé sur les conditions de sélection. Une quarantaine d'athlètes devraient être retenus pour Sarajevo (Jeux d'hiver) et de deux cent vingt à deux cent quarante pour Los Angeles (Jeux d'été), sur la base d'une place possible dans les seize meilleurs mondiaux ou bien d'une expérience enrichissante pour des espoirs.

Une pépinière de champions

L'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) a été créé en 1977. En simplifiant, cet établissement public, installé dans le bois de Vincennes, qui a pour vocation d'être la pépinière des champions sportifs, fusionnait les activités de l'Institut national du sport (INS), camp d'entraînement des fédérations sportives, et de l'Ecole nationale supérieure d'éducation physique (ENSEP), chargée de former « les profs de gym » masculins.

Entraînement des champions et formation des cadres techniques sont restés les principales fonctions du nouvel institut. Actuellement, mille cinq cents sportifs « travaillent » chaque jour à l'INSEP - six cents d'entre eux sont des périmétriques - qui font des études secondaires aménagées en fonction de leur entraînement et des compétitions. « Plus de 76 % de nos candidats au baccalauréat ont été reçus en 1983, ce qui est nettement supérieur à la moyenne nationale », fait remarquer M. Claude Bouquin, directeur de l'institut depuis le mois de mai, pour souligner la qualité de ces études.

Deux cent cinquante cadres techniques sont également en formation chaque jour. Quinze médailles vont, pour leur part, à la santé des candidats champions. Un service audiovisuel et une bibliothèque riche de trente mille volumes permettent d'ana-

lyser tous les aspects de la pratique sportive de haut niveau.

Au total, cinq cents personnes, ouvriers, personnel administratif, entraîneurs, personnel de santé, assurent le fonctionnement de l'institut, dont le budget s'élève à 65 millions de francs. Les recettes proviennent d'une subvention de l'Etat (7 millions de francs) et des pensions (60 F par jour et par athlète versées par le vingt et une fédérations utilitaires).

Pour répondre aux besoins de ces fédérations, la modernisation des installations a commencé par la rénovation, en 1979, de la salle d'athlétisme couverte, qui comprenait désormais une piste cyclable et une tribune. Elle a continué par l'édification d'un nouveau complexe de 4 000 mètres carrés sur deux niveaux destiné à abriter les sports collectifs féminins (basket-ball, volley-ball) et des sports de combat masculins (judo, karaté, lutte), inauguré mardi par le chef de l'Etat.

La centralisation à Paris a été parfois mal acceptée, et certaines fédérations, comme celle de la gymnastique, ont choisi de créer en province des centres d'entraînement autonomes. En fait, l'INSEP est apparu comme une auberge espagnole de la réussite sportive, chaque fédération y trouvant des résultats proportionnels à la qualité de l'effort qu'elle y a engagé.

A. G.

● Paris-Saint-Germain, quatrième. — Tenue en échec par Brest (1 à 1), le 24 janvier, au Parc des Princes, Paris-Saint-Germain partage désormais la quatrième place du championnat de France de football avec Auxerre.

● Début prometteur de Leconte au tournoi de Philadelphie. — Le tennismen français Henri Leconte a battu le Nigérien N'Daka Odior 6-1, 6-1, au deuxième tour des championnats des Etats-Unis sur courts couverts.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES



La maison des morts

LES inquiétudes que pouvait susciter l'entreprise du Grand Louvre menaient jusque-là, en bien au-delà, par le projet qui vient d'être présenté à la Commission supérieure des monuments historiques et qui est dû aux talents conjugués de M. Biazini, président de la mission d'aménagement, et de M. Pei, architecte.

On se frotte les yeux, on pense rêver, on se croit revenu à l'époque des châteaux à vendre et des reconstructions hollywoodiennes du temple de Salomon et de l'Alexandrie de Cléopâtre. C'est en effet, M. Pei, fâché sans doute que l'essentiel de son projet soit souterrain et désireux de manifester ses talents au grand jour, n'a rien trouvé de plus discret et favorable à l'environnement que d'installer au milieu de la cour du Louvre une pyramide de verre. Proposée en quatre versions au choix et agrémentée de mini-pyramides et de jets d'eau.

Une pyramide de verre ! Si Flaubert avait vu cela ! Et quand on pense au temps, aux efforts qu'il a fallu dépenser pour débarrasser les bords du monument à Gambetta qui fit jurer des générations de Français depuis que M. Pei, dit-on, adora les Pyramides. C'est un sentiment assez généralement répandu, mais il ne nous paraît pas justifier que l'on traite la cour du Louvre en annexe de Disneyland ou en résurgence du défunt Luna-Park.

Quant à l'argument selon lequel la pyramide signifierait le Louvre à l'attention publique et touristique, en dehors du fait que tout le monde sait où est le Louvre et ce qu'il contient, non seulement commercial, nous paraît pas le placer très haut dans l'échelle des valeurs de persuasion : n'en déplaise à M. Biazini et à M. Pei, le Louvre n'est pas encore un grand magasin.

Voilà pour la pyramide, les pyramides, les jets d'eau et autres menues inventions qui permettront à M. Pei de rivaliser avec Le Nôtre, et voilà une bien délicate modestie.

Quant au traitement du sous-sol, il demande, pour être apprécié, plus ample réflexion et information plus

complète. Ce qui paraît évident, c'est que l'on accède au Louvre par des trémies, autant dire par voie souterraine. C'est épatant, et ce détail, joint au symbole de la pyramide, est une manière particulièrement heureuse de suggérer qu'un musée en général, et le Louvre en particulier, ne peut être que la maison des morts.

Qu'y aura-t-il dans le sous-sol ? Des passages en voute-tu en volée, et cela va de soi. Une rue commerciale, et cela va de soi aussi, c'est dans la logique même du projet. Les laboratoires du Musée, ses services techniques, ses salles de réserves, et cela est bien. Mais à ce propos, une question : à quel bon démanteler le ministère des finances si l'on n'y trouve pas les surfaces qui permettraient d'accueillir les extensions nécessaires ou supposées nécessaires du Musée ?

N'insistons pas sur les diverses nialeries et faiblesses qui agrémentent le projet. La construction d'une terrasse à l'emplacement du palais des Tuileries : qu'y fera-t-on ? Qu'y mettra-t-on ? Des coiffeuses ? Des néo-classiques en pot ? L'entassement, c'est une manie, de l'avenue du Général-Lemaître : comment entrer et comment sortir de cette « via dolorosa » ?

Présenté en coup de force à la Commission supérieure des monuments historiques, approuvé, cela va de soi, par des fonctionnaires et des inspecteurs généraux des Musées bien connus pour leur compétence et leur courage, le projet Biazini-Pei ne s'accompagne même pas, semble-t-il, d'un plan de redistribution des collections et, depuis deux ans qu'il est en train, le Louvre offre la même spectacle concernant de salles ouvertes à la sauvegarde ou fermées, les salles de sculptures en particulier étant pratiquement inaccessibles. Quittez le long espoir et les vastes pensées. Faites jeu avec les cartes et l'argent (le nôtre) dont vous disposez. Pour le reste, et avec les excuses de l'auteur, la conclusion s'impose. Boulevard et Pérouche.

ANDRÉ FERMIGIER.

Une pyramide dans la cour Napoléon

À l'étude depuis neuf mois, le projet de Grand Louvre, confié à l'architecte américain Ioh Ming Pei, et coordonné par M. Emile Biazini, président de l'établissement public chargé d'assurer la réalisation, est actuellement présenté aux diverses instances avant d'être soumis à l'approbation du président de la République. Lundi 23 janvier l'architecte plaidera son dossier devant la Commission des monuments historiques ; il est attendu ce mercredi par le conseil du Grand Louvre avant d'aller à l'Elysée. Le parti d'I.M. Pei est connu de M. François Mitterrand, à qui l'architecte en a exposé les principes le mois dernier.

Il s'agit pour sa partie apparente d'une pyramide de verre qui doit recouvrir sur la cour Napoléon les installations - souterraines - des futurs équipements publics du Grand Louvre. Le président de la République avait demandé que la question de la perspective de la cour Napoléon et l'encombrement de la pyramide soient particulièrement étudiés, de façon à respecter l'ordonnance architecturale du palais du Louvre.

Très riche en collections, le Louvre est un musée très pauvre en équipements d'accueil du public. Son extension à l'aide du ministère des finances - qui doit démanteler en 1986 à Bercy - en fera le plus vaste de tous les musées du monde puisqu'il comptera entre 150 000 et 200 000 mètres carrés de salles. Mais les dures de ses galeries cachent la misère de ses moyens de fonctionnement. Depuis de trop longues années il reçoit mal ses visiteurs, d'ailleurs pas si nombreux qu'il s'enorgueillit de 2,7 millions d'entrées alors que le Centre Georges-Pompidou en reçoit environ trois fois plus. A l'intérieur du Louvre, les trajets sont interminables. Le visiteur qui va du pavillon de Flore à l'aile Richelieu doit parcourir 1,7 kilomètre. Et s'il lui prend l'envie de retourner voir les rares Goya du musée, côté Flore, il doit refaire le chemin en sens inverse.

L'opération Grand Louvre lancée en 1981 par M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, à la demande du président de la République, est l'occasion de mettre ordre et rati-

onalité dans un ancien palais royal qui ne compte que des salons et des galeries. Malgré de récents travaux - insuffisants - comme ceux de la salle Rouge du dix-neuvième siècle français, de la grande galerie et du pavillon de Flore, le musée s'est peu à peu dégradé pendant que d'autres - le Metropolitan Museum de New York, la National Gallery of Art de Washington, et même le vieux Prado de Madrid, actuellement en chantier - se modernisent et s'agrandissent.

Un grand musée est comme un iceberg : on n'en voit qu'une partie. L'autre réside ses réserves, ses ateliers, ses équipements publics. Dans les musées de grande fréquentation le rapport optimum est de 60 % pour les espaces d'exposition, et 40 % pour les équipements. On est loin du compte au Louvre, où la part des équipements ne dépasse guère 10 %. Son restaurant est logé dans le couloir du grand escalier, au-dessus de la Diane chasseresse. Et ses boutiques, où se vendent catalogues, répliques des collections et cartes postales, tout bonnement dans la splendide galerie de l'aile Denon, naguère consacrée aux antiquités. Faute d'espaces fonctionnels - généralement prévus dans les sous-sols - les équipements sont installés dans le palais même.

Lorsque Georges Salles, son ancien directeur, évoquait les petites et grandes misères du musée dans ses *Mémoires du Louvre*, en 1953, il ne voyait d'autre lieu d'extension que dans le sous-sol de la cour Napoléon. Cette cour pavée, agrémentée d'un petit square, est, pour partie, devenue un parking à ciel ouvert.

Les visiteurs la traversent comme les abords d'un supermarché de banlieue bariolée de voitures immobiles. Longue de 220 mètres, large de 130 mètres, c'est un espace de quelque 2,8 hectares, où on a déjà creusé pour entreposer les antiquités égyptiennes. Mais ce n'était là qu'une demi-mesure : le Louvre attend la solution globale de ses problèmes d'espaces de service.

Quand M. Biazini, investi en septembre 1982 d'une mission exploratoire pour le Grand Louvre, parcourait les musées du monde en se demandant quel architecte serait à la hauteur d'un tel projet, c'est le

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DU GRAND LOUVRE

nom d'I.M. Pei, auteur de la nouvelle aile de la Galerie nationale de Washington qui apparaissait le plus souvent. Il a réussi là-bas un heureux mariage de l'architecture moderne avec l'ancien bâtiment de style néo-classique.

La lanterne de cristal

Son projet pour le Louvre respecte totalement le palais lui-même, dont on poursuit actuellement la restauration des façades, prévue dans un programme décennal (25 millions de francs par an). A l'intérieur, la restauration de quelque 200 000 mètres carrés, à 10 ou 15 000 francs le mètre, devrait atteindre 2 à 3 milliards de francs (le budget des travaux pour 1984 étant de 350 millions de francs).

Voulant éviter de toucher au Palais I.M. Pei en est venu fatalement à toucher la cour Napoléon. Son projet prévoit de creuser, bien en retrait des fondations du palais, un espace de 110 mètres de large, 200 mètres de long et 7 mètres de profondeur : soit environ un étage ou un étage et demi pour 20 à 30 000 mètres carrés, où doivent trouver place, boutiques, bibliothèques, restaurant, etc. (au-delà de 9 ou 10 mètres de profondeur, on risque d'atteindre la nappe d'eau de la Seine, ce qui accroîtrait considérablement le coût des travaux).

« S'en tenir au sous-sol, dit I.M. Pei, reviendrait à y aménager un couloir de métro qui n'apporterait rien au Louvre de demain. Il faut

une super-structure contemporaine ayant valeur symbolique, qui dise de loin où se situe l'entrée du Grand Louvre. »

Planté au centre de la cour Napoléon, l'entrée du Grand Louvre est une pyramide de verre réfléchissant à base carrée de 30 mètres de côté, dont la pointe s'élève à 19 mètres (soit environ les deux tiers de la cour des bâtiments du palais). Trois autres petites pyramides, également transparentes, entourent le tout et signalent les escaliers menant aux trois ailes de la cour.

L'ensemble est entouré de bassins où alternent des jets d'eau. Minimaliste, l'architecture veut être aussi invisible que possible, mais cependant exister, irrécusablement dans sa modernité.

La solution d'I.M. Pei signale clairement l'accès du musée et résout les problèmes de circulation jusqu'ici insolubles. Elle divise le musée en trois ailes, irriguées par le centre nerveux de la place Napoléon : au sud, le pavillon Denon renferme les collections des écoles du Sud (Italie, Espagne, etc.), au nord, le pavillon Richelieu (l'actuel ministère des finances), pour les écoles du Nord (Hollande, Belgique, Allemagne). Au centre les bâtiments de la cour Carrée, qui serait consacrée à la peinture française.

Le jardin des Tuileries serait réaménagé selon les anciens plans de Le Nôtre et ouvert dans sa continuité aux piétons : sur l'avenue du Général-Lemaître, supprimée, des pentes douces donneront accès au parking.

J.M.

En V.D. : GAUMONT COLISÉE - ÉLYSÉES LINCOLN - ST-GERMAIN STUDIO GAUMONT HALLES • En V.F. : GAUMONT SUD - GAUMONT CONVENTION ATHENA - GRAND BRETAGNE (écran géant) - BERLITZ GAUMONT RICHELIEU - STUDIO DE LA HARPE - FAUVETTE PATHE CLICHY Gaumont-Quartz BOULOGNE - 3 VINCENNES - CHAMPIGNY - ARGENTEUIL VITRY - 4 Temps LA DÉFENSE - ORSAY - POISSY - PARLY 2 - RUEIL Buxy BOUSSY-SAINT-ANTOINE

500 MILLIONS DE PERSONNES ONT OSÉ VOIR CE FILM-ÉVÉNEMENT !

LE JOUR D'APRÈS

THE DAY AFTER

ABC MOTION PICTURES et BERNARD GAUMONT présentent

LE JOUR D'APRÈS

JACON ROSARIO • JOSHUA WILLIAMS • STEVEN GUTENBERG • JOHN CULLUM • JOHN LITHGOW

l'histoire originale de DAVID RASCO • scénario EDWARD ZWANE • produit par ROBERT RASCO

avec la participation de [nom] [nom] [nom]

RSO TECHNICOLOR

DEUX EXPOSITIONS SUR L'ART MÉDIÉVAL SERBE

La staurothèque et les ripidions

Le pavillon des Arts et la piazza du Centre Pompidou peuvent être actuellement les buts et l'occasion d'un pèlerinage sur la route de l'Orient : en Serbie.

La Serbie, c'est l'un des trois royaumes, avec la Croatie et la Slovaquie, qui devaient finalement former, au vingtième siècle, la République yougoslave. Et de la Serbie, c'est le Moyen Âge qui nous est, si non restitué, tout au moins assez largement dessiné en deux expositions. Sur la première, au Centre culturel yougoslave, nous passerons assez vite. Non qu'elle manque d'intérêt, mais elle est exclusivement composée de fac-similés, d'adroites reproductions par les artistes du pays des plus belles fresques de l'ancien royaume. Taille, matière, couleur, et jusqu'aux graffitis parfois laissés par les ignorances de l'amour ou du tourisme, tout y est, à s'y méprendre, sauf le contexte bien sûr, sauf l'architecture. Cette architecture sans laquelle certaines œuvres perdent une part de leur sens.

Un aspect non négligeable de ces « Fresques serbes médiévales » est cependant la réflexion qu'elles peuvent susciter sur l'original et copie, sur l'éventuel conflit qui peut les opposer : quels plaisirs, quelle connais-

sance ou quelles questions peuvent apporter au poser l'un et l'autre ?

L'architecture est aussi la grande absente à l'exposition du Pavillon des Arts, « Trésors de l'art serbe médiéval (douzième-seizième siècle) ». L'architecture, car elle a donné à l'art serbe des chefs-d'œuvre, et aussi le paysage, et des repères historiques clairs, car la familiarité des visiteurs français avec la Serbie n'est pas nécessairement immée. Même si le catalogue donne plusieurs textes savants et dignes, on s'attend que soient mises davantage en relief les particularités de la période choisie : ses mouvements et ses heurts entre la fondation de l'Etat serbe et de sa première dynastie par Etienne Nemanja (mort en 1196, il sut définir la force de son pays face à Byzance, à la Bulgarie et à la Hongrie), la bataille de Kosovo, en 1389, gagnée par les Turcs et l'occupation progressive du pays par ces envahisseurs, jusqu'à ce que s'éteignent presque complètement la vigueur et l'originalité de l'art serbe médiéval à la fin du seizième siècle.

Cette période d'un peu plus de quatre siècles voit en effet l'éclatement, le morcellement et la quasi-disparition d'un art qui sait emprunter à l'Occident comme à l'Orient et

trouver sa propre vérité. Partagée à l'origine entre les deux empires, la Serbie accepte l'architecture romane et l'inspiration byzantine, la finesse vénitienne et le motif oriental. Pour illustrer ces arts, la Yougoslavie ne nous a pas envoyé les moins de ses trésors. Du monde « profane » nous viennent de nombreux et splendides bijoux, témoins de la richesse minière en or et en argent de l'ancien royaume, d'une originalité qui ne se dément pas, d'un savoir-faire dont on suit la maturation. Des bijoux, ou encore des pièces de céramique, car la grande majorité des œuvres et objets exposés appartiennent à l'univers de la religion.

C'est par la religion (orthodoxe), par la fondation de monastères et d'églises que s'étaient établies l'unité de la Serbie et la force des premiers souverains. C'est encore la religion qui permit de préserver ces trésors quand s'installa l'occupation turque. Croix et calices, coupes et encensoirs, portes, lutrins et chasses, revêtements d'évangiles, toutes ces pièces, d'or et d'argent le plus souvent, ou de plus humble corne, de simple bois, nous sont de terme et d'usage à peu près familiers. Mais il faut y ajouter les nobles ardoises qui semblent être les ripidions, et encore les artophorions, un litu-

rum, une staurothèque, un analogon, sans compter les plus fins épitaphes, les épigrammes et, toujours dans le domaine du tissu et de la broderie, comme on le voit, ces délices que sont *epitaphios*, *epimankia*, *katapetasma*.

Les mots sont obscurs ? Nous vous laisserons en découvrir le sens à l'exposition du pavillon des Arts, découvrir quelles richesses de tradition, de travail, d'inspiration, ils recèlent. Et découvrir les parchemins, leur écriture cyrillique, leurs enluminures. Enfin, les icônes, parfois un peu trop vigoureusement restaurées et donc trop neuves d'apparence, mais qui nous permettent de poursuivre notre pèlerinage vers l'Orient. Comme l'avait fait, lors de la première croisade, Raymond de Toulouse, après s'être arrêté dans la Zeta, l'un des royaumes qui devaient bientôt former la Serbie.

FREDÉRIC EDELMANN.

* Fresque serbe médiévale. Centre culturel de la Yougoslavie, 123, rue Saint-Martin 75003 Paris (face au Centre Georges-Pompidou), jusqu'au début mai.

* Trésors de l'art serbe médiéval. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, 75001. Catalogue : 134 p., 100 F.

FRANCIS BACON DANS ET AUTOUR DE LA PEINTURE

FRANCIS BACON a un visage d'enfant et un regard d'oiseau nocturne. Il semble absent, ouvert à tout ce qui peut arriver. Et en même temps montre une précision infatigable, une attention à tous les détails. Il est avare de paroles et très causeur à la manière anglaise, terminant ses phrases par des « ne trouvez-vous pas ? ». Comme si ses partis pris devaient être partagés par chacun.

Il expose en ce moment, à la galerie Maeght, de grands tableaux où, à côté de quelques paysages, on ne s'étonnera pas s'il reste fidèle aux nudités masculines. Plus que jamais, sa manière naturaliste est comme effacée, gommée par un jeu du pinceau qui distord, altère, détruit les traits trop conventionnels, comme atteints par un processus de mort. Michel Leiris, dans son livre sur l'œuvre de Bacon (1), évoque l'obsédante transfiguration du portrait de Dorian Gray.

De quoi parle Leiris ? Que peint Bacon ? La réalité, précisément. La préoccupation de l'écrivain et celle du peintre se rencontrent dans ce livre sur le réel et dans ces tableaux qui « ont la faculté de vous saisir ».

Le parti pris de réalité

Bacon n'a jamais parlé dans ses peintures que du monde contemporain, nourri de son point de vue singulier, de sa biographie, du souvenir de ceux qu'il aime, ou a aimés. Il y a, dans ses figures délibérément indécises pour atteindre leur essentielle réalité, une morbide atmosphère de célébration de chairs décomposées. Ces œuvres récentes, plus dépouillées que jamais, isolent les personnages dans un grand et roide espace clos de peinture géométrique où, sur leur podium, ils semblent plus solitaires, plus torturés, expriment l'aliénation d'une existence marginale dans une société polie, comme le héros d'Oscar Wilde sous l'ère victorienne.

La peinture est un instrument de libération pour Francis Bacon. Les Anglais bien-pensants ne pardonnent pas à celui qui, sur le plan international, passe pour le plus grand peintre anglais de mener une vie dissolue (*unhealthy*) dans les bars où il ne rencontre que des mauvais garçons (*villains*).

A Londres, il habite dans un quartier résidentiel, un *mew*, une de ces anciennes écuries classées comprenant, en haut, la chambre du soigneur et, en bas, l'enclos de la bête. Parfait, pour un artiste. Son existence se résume à ceci : « Je me lève à 8 heures du matin et me mets à peindre avec le jour. Je travaille toujours seul, jusqu'à 13 heures. C'est bien assez pour moi. Puis je vais dans les bars boire avec mes amis. C'est ma vie... »

J. M.

(1) Francis Bacon, par Michel Leiris, Albin Michel, édition, 255 p. (voir le Monde du 7 décembre).

« **C**E que je cherche, dit Francis Bacon, je le sais, à présent, un peu plus nettement. Et bien c'est le réel, la réalité. Qu'est-ce que la réalité quand on veut saisir un moment qui est, peindre des images qui s'imposent comme des faits de la vie ? C'est tout le contraire de l'illustration naturaliste. Cette « réalité », je voudrais la capter, la mettre dans mon tableau. Parfois on croit en avoir quelque chose, mais on ne sait jamais vraiment. Alors, comment faire ? Comment ? Moi je ne saurais le dire. Il faudrait la sagacité, le pouvoir d'analyse pénétrant de Michel Leiris pour cerner avec précision la question de la réalité. C'est ce qu'il a fait dans le texte brillant, en préface à ma peinture, qui vient de paraître.

« Pour ma part, je me rends compte qu'il faut être de plus en plus artificiel pour atteindre la réalité. Je pense à Van Gogh dans une lettre à son frère Théo, où il lui dit qu'il faut aller au mensonge pour l'approcher. Que fait-on d'ordinaire ? Une copie de cette réalité, alors qu'il s'agit de la toucher au cœur de ce qu'elle est, et non de rendre son apparence illustrative.

« J'y pensais dès mes débuts, mais avec l'âge cette question se pose à moi d'une manière plus aiguë. En vérité, c'est une poursuite de l'impossible. Mais, après tout, je peins pour moi, pas pour les autres, même s'il m'arrive de rencontrer de temps en temps un amateur. La peinture, je n'avais jamais, au commencement, pensé en vivre, j'étais certain que j'allais être obligé d'exercer un autre métier. Mais, voilà, il s'est trouvé des gens qui veulent de mes tableaux.

« Cela semble vous étonner !

« Oui, ça m'étonne.

« Pensez-vous être moins bien compris chez vous, en Angleterre, où les musées ont mis du temps à vous reconnaître, qu'à l'étranger ?

« Il semble qu'on manifeste plus d'intérêt en France. Pour ce qui est de notre musée d'art moderne, la Tate Gallery, il faut reconnaître que les choses y ont changé. Le directeur nommé depuis quelques années (M. Alan Bowness) est plus intéressé par ma peinture. J'y aurai une exposition retrospective l'an prochain avec des tableaux récents. J'y travaille en ce moment. On est rarement prophète en son pays, comme chacun sait. Je ne suis jamais sûr qu'il en va de même pour des pein-



tres français, mieux traités à Berlin ou à New-York qu'à Paris.

« Cependant, je peux vous assurer qu'on n'aime pas beaucoup ma peinture en Angleterre. Alors je n'y vais à peu près rien.

« Il y a bien des collectionneurs ?

« Il n'y en a pas. De moins en moins en tout cas, et c'est ainsi un peu partout je crois, en ce moment.

« On observe une désaffection mondiale pour l'art contemporain. Pour leur part, les Anglais ont besoin d'un autre style bien défini. Alors que moi je voudrais casser les styles, à commencer par le mien.

« C'est ce que vous venez de faire dans ces tableaux récents exposés à la galerie Maeght ?

« C'est ce que j'ai fait, oui, mais comment ? et quoi ? On ne le sait jamais vraiment. La peinture, que peut-on en dire ? On en parle, mais c'est toujours autour, rarement dedans. En ce qui me concerne, je n'y pense jamais. Je travaille. Je fais des images. Et je ne sais pas toujours ce que disent mes images, mais je

constate qu'elles disent des choses différentes à chacun. Je me contente de les faire. Et très vite. Si ça ne marche pas très vite, pour moi c'est que ça ne marche pas du tout. Il faut que ça coure. J'aime cette excitation sur le tableau. Si je traîne, si je peins, je préfère détruire, prendre une autre toile. C'est simple.

« Je pense que les tableaux ne sont pas des choses à « comprendre ». C'est une affaire instinctive. Dès que vous regardez une œuvre, vous ressentez quelque chose immédiatement, ou bien vous ne ressentez pas. Il n'y a rien à « comprendre » dans un tableau, rien que vous puissiez formuler en mots, explicitement. Que peut-on « comprendre » des supports de Rembrandt ? Rien ! Vous regardez, vous ressentez. Rembrandt est le cas type de ces peintres qui vous ouvrent un monde de sensations et vous placent au cœur de ce que j'appelle la « réalité ».

« Vous avez commencé à peindre assez tard.

« Dans ma jeunesse, je ne faisais rien. Je ne pensais sûrement pas devenir peintre, et, naturellement, je n'ai été à aucune école.

« Vous l'êtes devenu comment ?

Picasso ! Les œuvres de Picasso en 1926-1930, ses années du surréalisme avec ces figures isolées sur les plages. J'en avais reçu un choc qui m'a donné envie d'être peintre. Pourquoi n'essayerais-je pas moi-même ? me suis-je dit. Je n'étais pas dans une situation favorable, étant né en Irlande. On ne pense pas à la peinture dans ce pays. Il n'y a pas de peintres irlandais.

« Mon père était entraîneur de chevaux de course. Dans ma famille, on était bien loin des choses de l'art. Et ce sont d'abord les idées nouvelles qui m'ont excité. A dix-neuf ans, je me trouvais à Paris, en 1928, 1929, j'y ai vu le *Chien andalou* de Braque. Ses images ont commencé à danser dans ma tête... Et puis, un jour, je me suis mis à peindre...

« ...des visages et des corps.

« C'est surtout le corps qui m'a intéressé.

« Dans un de vos tableaux récents exposés ici, vous citez pour la première fois un corps de femme sans tête, d'Ingres. Le premier nu du bain turc. C'est un peintre qui ne s'attend pas à trouver en votre compagnie.

« J'adore Ingres. J'aime chez lui la forme, les contours. Nous avons la chance d'avoir à la National Gallery de Londres un des ses plus beaux portraits, *M^{me} Mollassier*, auquel j'ai rendu cent fois visite. Ce dessin d'Ingres traîne par terre chez moi. J'en ai fait un tableau. J'ai tout regardé dans ma vie. Ma mémoire visuelle est assez bonne : quand c'est enregistré, c'est enregistré. Les images que je vois dans les livres, dans les musées ou bien celles qui viennent à moi...

« On sait que vous habitez les musées.

« Oui, je les connais bien, je les visite là où je suis. Ainsi, bien que l'œuvre de Picasso ait joué chez moi un rôle de déclenchement, je peux dire que je n'ai pas été capable de peindre avant d'avoir été à même d'apprécier l'art du passé.

21 représentations exceptionnelles
le lierre théâtre
22 rue du Chevaleret 11371 33 56 55 13
invite le théâtre du point aveugle
PROMÉTÉE ENCHAÎNÉ, eschyle

Après les Pédalos
RAYON FEMMES FORTES
ÉCRIT, MIS EN MUSIQUE ET RÉALISÉ PAR ALAIN MARCEL
À PARTIR DU 24 JANVIER

LES BLEUES
Renseignements par téléphone 324 93 50

En V.O. : U.G.C. BIARRITZ - U.G.C. ODÉON - U.G.C. OPÉRA
En V.F. : U.G.C. BOULEVARDS - U.G.C. MONTMARTRE - U.G.C. GODELINS
3 MURAT - ROSNY Arret - CRÉTEIL Arret - VERSAILLES Cyrano
ANGENTEUIL

Cet homme au pouvoir étrange peut matérialiser vos rêves... et le cauchemar commence !

LA FOIRE DES TÉNÉbres

ROY BRADBURY

Festival International du Film Fantastique

INTERDIT AUX MOINS DE 15 ANS

PARAMOUNT MERCURY - PUBLICIS MATHIGNON - GEORGE-V - PARAMOUNT OPÉRA
PARAMOUNT MARIVAUX - GAUMONT RICHELIEU - FORUM HALLES - IMAGES
PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT MONTMARTRE
MONTMARTRE - PUBLICIS ST-GERMAIN - PARAMOUNT ODÉON - PARAMOUNT GODELINS
PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT ORLÉANS - CONVENTION ST-CHARLES - PASSY
PARAMOUNT MAILLOT
NEUILLY Village - LA VARENNE Paramount - VERSAILLES Cyrano - SAINT-GERMAIN C 2 L
ARGENTEUIL Alpha - ORSAY Ulys - PANTIN Carrefour - AULNAY Parisien - CRÉTEIL Arret
SAINT-GENEVIÈVE 4 Parry - MARNE-LA-VALLÉE Arret - CERGY Pontoise P.B. - CACHAN Pélade

MARGOT KIDDER - VICTOR LANOUX - IAN CHARLSON - ANDREA FERREO

LOUISIANE

UN FILM DE PHILIPPE DE BROCA

LOUISIANE
RUSSE RIVIERE
DE NUZZI

LES PRINCIPAUX RÔLES SONT JEU PAR
DENIS HEROUX
JOHN KEMENY
DOMINIQUE FABRE - ETIENNE PERIER - CHUCK ISRAEL
LLOYD BOCHNER - LEN CARIOU - HILLY HICKS - CORINNE MARCHAND - RAYMOND PELLEGRIN
CLAUDE BOLLING

ATTENTION : horaires spéciaux

مركز الامم

les styles »



La National Gallery, le British, le Louvre, le Prado, il va de soi que je les connais bien. Mais je vais aussi dans des musées plus confidentiels, à Castres, par exemple, où j'ai été subjugué par un grand tableau de Goya, *La Junta de los philipinos*.

— Goya est un peintre dont vous êtes proche ?
— Beaucoup pensent que si j'ai un frère en peinture, ça devrait être Goya. Ce n'est pas vrai. Mon préféré c'est Michel Ange.

— Etant donné votre œuvre, on peut trouver cela naturel. Mais Ingres ?

— Il n'est pas le peintre académique qu'on croit. Pas du tout. Baudouin trouvait Delacroix plus moderne. A mon sens, c'est Ingres qui l'est davantage. Il faut bien convenir que les intellectuels ne sont pas toujours les mieux armés pour voir de la peinture. Peinture et écriture sont deux univers différents.

— Aimez-vous Munch ?
— Je ne sais pas pourquoi tout le monde pense que je dois aimer Munch. Je le déteste.

Ce vide mondial de l'art contemporain

— Que pensez-vous de la nouvelle direction que prend la peinture contemporaine, les « nouveaux expressionnistes », par exemple, qu'on a vu apparaître tant en Allemagne, qu'en Italie et en France ?

— Je déteste. Ça manque de densité, c'est pauvre... Il y a eu tant de mouvements et de personnalités depuis le début du siècle que je trouve la pause d'aujourd'hui tout à fait normale.

— Il se peut que, quelque part, quelque chose qui plus tard comptera ?

— Ça c'est possible. Mais on ne le voit pas. Et les marchands qui cherchent partout des artistes à promouvoir non plus ne voient pas. Ils se plaignent de manquer de peintures « valables ». C'est pourquoi ils font monter des gens comme Schaefer, Basellitz, etc... C'est ce que les Américains appellent *Hyype*, de l'art fabriqué à coup de publicité.

— Je dois dire que l'art américain ne m'a jamais intéressé. Je le trouve fade, j'aime l'art européen. Qu'on le

— Qui donc aimez-vous ?
— Mon musée est peuplé d'œuvres de certains peintres de substance. Je devrais commencer par les autoportraits de Rembrandt, ces tableaux immenses de la fin de sa vie, j'aime Velasquez. J'aime Ingres, Séurat aussi. Nous avons le bonheur d'avoir à Londres un de ses chefs-d'œuvre, *L'Après-midi à Asnières*, que j'ai cent fois vu et revu. Cézanne. Mais je dois préciser que je n'ai aucun faible pour ses *Grandes Baigneuses* achetées par la National Gallery. Elles ressemblent à des phoques, vous ne trouvez pas ? Je préfère ses paysages et, par-dessus tout, les grands portraits qu'il a faits de son jardinier, m'étonnent et m'émervillent. Vers la fin de sa vie, Cézanne avait oublié son système et trouvé une manière extraordinaire. Comme Goya, peu avant sa mort avec son œuvre *Junta*. Les peintures, je les préfère vers la fin. Peut-être qu'après tout la peinture est une affaire de vieux... Pensez à Rembrandt, à Titien, à Goya, à Cézanne, tous mûrissent sur le tard...
— Sauf Picasso, dont je n'aime pas les œuvres dernières. Il a raté sa sortie.

veuille ou non, je pense que l'art vient de la culture et culture veut dire passé. Ça doit d'abord travailler comme un bouillon. Vous ne pouvez pas, comme veulent le faire les Américains, créer une culture instantanée. Ça ne prend pas. L'art américain a donné les « *abstracts expressionnistes* » qui ont exercé une grande influence en Angleterre et en France. Mais, à présent, c'est terminé. Naturellement, quelque chose finira bien par sortir d'Amérique, ça viendra, ça prend du temps...
— En Angleterre, la situation illustre bien ce vide mondial de l'art contemporain. Nous n'avons actuellement ni grands écrivains ni grands poètes. Et, de toute façon, le pays n'a jamais été une terre à peintres. Il y a eu Turner, bien sûr. Mais Turner c'est toujours le paysage, comme Constable. Nous n'avons pas eu de grande peinture de figure. Reynolds, Gainsborough, je trouve leur peinture trop polie, vous ne trouvez pas ?

JACQUES MICHEL

* Peintures récentes de Francis Bacon, galerie Maeght-Leone, 12-13, rue de Téhéran. Au catalogue, texte de Jacques Dupin.

La semaine des quatre films

D U mercredi 25 au dimanche 29 janvier, quatre films finlandais vont être présentés, chaque jour en ordre différent, au Studio de l'Etoile, rue Troyon, à Paris. Cela ne fait pas une semaine entière comme celle organisée, en décembre 1979, par l'Association française des cinémas d'art et d'essai, qui nous révéla un cinéma de l'Europe du Nord alors presque inconnu, mais c'est l'occasion de retrouver un art, une culture, une sociologie affirmant une identité nationale.

Le cinéma finlandais existe depuis 1907. Il a subi, plus ou moins, les fluctuations politiques d'un pays coincé entre la Suède et la Russie et qui a payé assez cher son indépendance, en 1919, puis en 1939 et en 1944. Il a beaucoup évolué depuis la fin des années 60 avec le soutien financier de l'Institut de la cinématographie. Depuis cette époque, le cinéma finlandais produit, annuellement, douze à quatorze longs métrages et vingt-cinq documentaires. Il a fait une percée dans les festivals, coproduit des films avec la Suède et la Hongrie. De plus, un accord de coproduction avec la France est maintenant possible. Il ne faut pas manquer ce rendez-vous.

Le plus récent des quatre films est *Le Poète et la Muse*, de Jaakko Pakkasvirta (1978). Il raconte certains aspects de la vie du poète finlandais Eino Leino, au début du XX^e siècle. On peut dire qu'il appartient à un courant de biographies cinématographiques dont nous avons eu un autre exemple, en 1981, dans la compétition du Festival de Cannes, avec *Cœur de feu*, de Pärjo Hönkäsalo et Pekka Lehto, consacré au mystérieux écrivain Mäijä Laksala (1868-1918), failli pour avoir participé à une révolution inspirée par celle des bolcheviques. Eino Leino, lui, était intégré à la bourgeoisie artiste d'Helsinki, en un

temps où la Finlande subissait la « russification » des tsars.

Tel qu'il apparaît dans le film de Pakkasvirta, ce poète brûlait son existence aux feux d'une certaine confusion idéologique, de démêlés conjugaux avec son épouse Freya Schoutz et d'une liaison tumultueuse avec la poétesse Onerva. Ajoutons à cela l'alcoolisme et les ravages de la syphilis : le portrait ressemble quelque peu à ceux de certains hommes de lettres de notre XIX^e siècle finissant. Mais le cinéaste plonge dans le subconscient de ce personnage historique, décape le masochisme et le désespoir d'une création difficile, par une mise en scène souvent frénétique. La musique de Sibelius berce de mélancolie la solitude et le déséquilibre du poète dans une société de transition. Couleurs brillantes et couleurs froides de ouachem, scandale au cours d'une réception mondaine. Ni Leino ni sa muse n'étaient des êtres simples. Faut-il croire que la culture s'empante — ou s'enfante — dans la douleur ?

La hantise de l'alcoolisme

Les deux autres films sont de Risto Jarva (il en a tourné onze à partir de 1962) mort dans un accident, à quarante-trois ans, le 15 décembre 1977. Jarva était le grand homme du cinéma finlandais, préoccupé de critique sociale, attaché au contemporain, aussi bien dans le monde rural que dans le monde industriel urbain. *Quand le ciel tombera* (1972, en noir et blanc) précède la *Guerre d'un homme*, œuvre majeure de la sélection qu'on nous avait offerte en 1979. Chez Jarva, les cas individuels, les conflits personnels, sont étroitement liés, sans manichéisme, aux structures économiques, politiques, du système finlandais, ainsi

Les Finlandais attachent, à juste titre, une extrême importance à *Huit balles meurtrières*, de Mikko Niskanen (1972), plongée dans une réalité contemporaine d'après un fait divers qui secoua tout le pays. Un petit cultivateur avait tué quatre policiers. Il ne pouvait plus faire vivre sa famille de son travail et payer ses impôts. Niskanen tourne cinq heures pour la télévision. La version cinématographique est réduite de moitié. Malgré ses brèves ellipses, c'est un compte-rendu presque documentaire (en noir et blanc) sur la condition des agriculteurs d'une région isolée, soumis à de telles pressions économiques qu'ils trouvent, dans l'alcool distillé clandestinement, un profit et un refuge contre la dureté du quotidien. Le paysan du film, malgré l'énergie de sa femme, se détruit, devient un assassin. Le drame d'une classe sociale défavorisée éclate comme une protestation violente devant l'opinion publique et le parti rural finlandais y gagna un grand nombre de voix aux élections législatives.

qu'aux modes de vie qu'elles engendrent.

Le journaliste de *Quand le ciel tombera*, dans un récit à la première personne, représente les méthodes de la presse à scandale. Traquant le reportage à sensation, il n'hésite pas à briser la vie d'une jeune femme — qui n'a d'ailleurs pas un comportement irréprochable — pour maintenir son statut, pratiquer son métier, quitte à s'empêtrer de sa victime, par une sorte de dérive de possession. Le force du film vient d'une mise en scène traduisant la dépendance des personnages à une société dont les seules valeurs sont celles de la consommation, du bien-être factice. Ces personnages pourraient paraître

antipathiques si l'écriture cinématographique vigoureuse ne disait leur aliénation.

On comprend mieux, après cela, le désir de liberté manifesté par Vatanen, l'agent de publicité de *L'Année du lapin*, œuvre ultime (en couleur) de Jarva. Ici, l'homme a pris conscience de toutes les aliénations. Loin d'Helsinki, de sa femme, de son confort, de son travail acharné, il s'enfonce dans les forêts avec un lapin blessé, qu'il soigne, dont il fait son compagnon, son ami. Vatanen vagabonde, ruse avec les autorités, avec l'ordre, avec les chasseurs, avec les touristes. Mais la nature, malgré ses charmes, son cycle inamovible des saisons, n'apporte pas forcément la paix, la liberté. Jarva a donné à son dernier film le ton d'une fable sociale. Helsinki, ville-symbole, reprend Vatanen. Il a beau détruire les machines IBM qui codent les citoyens, céder à l'ivrognerie (la hantise de l'alcoolisme traverse tout ce que nous connaissons du cinéma finlandais), le monde qu'il refuse le rattrape, l'emprisonne.

La curieuse scène finale apportant une évasion mythique, une sorte d'espoir, fait d'autant plus regretter la disparition d'un cinéaste qui a dominé toute sa génération et aurait eu, sans doute, encore bien des choses à exprimer. Il est évident que les organisateurs de cette manifestation ont tenu à rendre hommage à Jarva. On aurait aimé, pourtant, une sélection plus large, avec davantage d'inédits. On aurait aimé savoir, constater, où en sont, actuellement, Pakkasvirta, Niskanen et quelques autres, tels Rauni Mollberg : où en est, d'une façon générale, le cinéma finlandais, depuis la mort de Risto Jarva.

JACQUES SICLIER.

* Jusqu'au 29 janvier. Studio de l'Etoile.

UNE DÉCOUVERTE

Mikio Naruse, la passion sans maquillage

TRENTE ans se sont écoulés depuis la première présentation en France, au Studio de l'Etoile, en 1953, d'un film de Mikio Naruse, *Okasan Mama*, jolii au possible, fragmenté à l'extrême, portrait d'une famille rassemblée autour de la mère, liée au rôle de symbole. Œuvre sentimentale qui donne une bien mauvaise idée des qualités qu'on va découvrir dans le second film de Naruse à paraître sur nos écrans, *Nueces flotantes*.

Tourné à l'automne 1954, *Nueces flotantes* adapte un roman de Fumiko Hayashi, amie de Naruse et écrivain de talent, à qui il empruntera pas moins de six sujets. L'action débute à la fin de la guerre, avec le retour à la vie civile de tous ceux, militaires, personnel collaborant avec l'armée, qui sont allés aux quatre coins de l'Asie tenter d'imposer la rêve du plus grand Japon. Mais, d'emblée, l'accent est mis sur le civil, sur le rapport du simple individu à une dure réalité.

Une femme débarque dans un coin perdu, l'attitude frileuse, serrant contre elle ce qui lui sert de manteau pour se protéger du froid ambiant. Elle se retrouve à la campagne dans un sentier entouré de villas modestes mais coquettes. Un homme la rejoint dans l'allée, ils se connaissent. Il revient brièvement chez lui s'habiller puis ils sortent ensemble un moment.

Is furent amants en Indochine, près de Dalar, elle secrétaire du ministère de l'agriculture, détachée là-bas toute jeune fille, à peine échappée de son lycée, lui ingénieur forestier (déjà, dans un premier flash-back (retour en arrière), Tomioka, l'homme, se révèle pour ce qu'il est, un amoureux de jupons. Il fait, l'espace d'une seconde, des avances à une autre jeune fille. Yukiko, sa maîtresse, a tout vu. Le thème du film, l'attachement de Yukiko pour Tomioka, est déjà

esquissé, comme la frivolité de ce dernier incapable d'un attachement durable.

Les retrouvailles des deux anciens amants sont brèves. Nous sommes en 1948, le Japon sort de la guerre épuisé, chacun cherche du travail. Tomioka espère repartir dans le commerce du bois, Yukiko voit des affaires chez un vague beau-frère qui autrefois la viola. Tomioka était marié, il l'avait caché à Yukiko lors de leur liaison indochinoise. Elle regimbe, elle vit un moment avec un GI : méchante notation sur le brave envoyé de l'Onclé Sam qui ressort son petit baratin sur la solitude, le mal du pays. Et puis, un jour, Yukiko et Tomioka repartent à l'aventure, lors d'un bref week-end dans une station thermal. Caricature d'autrefois, il jette déjà son regard sur la très jeune femme de l'aubergiste, Osei, avec qui il se trouvera bientôt installé à Tokyo.

Yukiko attend un enfant, elle avorte mais apprend que le mari d'Osei, jaloux, est venu à Tokyo l'assassiner. L'action, ou plutôt le jeu d'échecs, se met en définitive en place. Yukiko a redressé la situation, elle travaille chez son beau-frère, un charlatan, qui dirige une secte d'adorateurs du Soleil. Tomioka lui demande de payer les funérailles de sa femme. Elle vole 300 000 yens à la secte pour le dépanner. Femme forte, de caractère, elle décide de l'accompagner, quand il retrouve du travail, dans une île tout au sud du Japon.

Le film tout à coup part en flèche. Yukiko sacrifie les garanties d'une existence stable pour suivre cet opportuniste, lâche, en fin de compte, qui ne connaît que le plaisir de l'instant. L'admirable avec Naruse, c'est qu'il ne triche jamais avec la logique d'une situation : Yukiko court à sa perte (elle prendra froid et mourra), elle persistera pourtant à s'accrocher aux bas-



Gravure sur bois

ques d'un homme ingrat, à lui témoigner sa passion intacte comme au premier jour.

On parlera à tort de simple mélodrame, car les caractères des personnages sont trop fortement typés, et pas seulement ceux des amants, pour accepter une définition aussi limitative. Naruse est considéré au Japon, avec Mizoguchi, comme le chantre de la femme. Mais, pour Naruse, la femme n'est pas simplement l'héroïne exquise et fragile ballottée au gré du caprice des hommes. Elle lutte pour son bonheur, pour conquérir celui qu'elle aime, pour le garder. Son échec n'a rien de masochiste, il se tisse, au fil des jours, d'une suite d'événements intensément vécus. Naruse ne croit pas spécialement à la passion triomphante, plusieurs de ses films décrieront pareillement l'échec et en même temps la grandeur de l'amour.

Les deux acteurs principaux, Hideko Takamine et Masayuki Mori, sont parfaits : elle, certes, qui deviendra l'actrice fétiche du cinéaste (mort en 1969) ; lui, incarnation accomplie de la vœux tranquille. Quand il éclate en larmes, aux dernières images, il pleure comme tout être un peu humain. Mais on ne croit pas une seconde qu'il puisse jamais changer. Il a pourtant un ultime geste suprêmement gracieux : seul auprès de la jeune morte, il prend le rouge dans son sac et lui maquille les lèvres.

Naruse monte court, par plans rapides, recrée avec une minutie pointilliste un Japon pas encore entré dans l'ère moderne, va bien au-delà de tout exotisme, découvre la passion nue sur un fond de vie quotidienne. Il nous donne peut-être le chant du cygne d'un art aujourd'hui disparu.

LOUIS MARCORELLES.

* Voir films nouveaux.

Bestille
357.42.14
BECKETT
DIS JOE
Creation
Jean-Claude Fall
27 Janvier - 18 Février
Relâche Dimanche et Lundi à 20h
Durée du spectacle : 45 min

MAISON DES CULTURES DU MONDE
10C 544 9142
THEATRE MAROCAIN
DU 25 JANVIER AU 19 FÉVRIER
LE LIVRE DES DELECTATIONS ET DU PLAISIR PARTAGÉ
80F et 40F
THEATRE DE L'ALLIANCE
10150 RASPAIL 6^e TEL 544 72 30

THEATRE EUROPE 24 janvier 25 février
BONS OFFICES
de Pierre Mertens
Adaptation de Michèle Fabien
Mise en scène de René Loyon
18H30 **PETIT ODEON** 18H30

LES BRETONS D'ARGENTEUIL
Le Bagad et le cercle culturel Bagad ar green ti abel organisent leur
7^e FEST NOZ
le samedi 4 février 1984, de 21 h à 3 h du matin
SALLE DES FÊTES JEAN-VILAR (Argenteuil)
Par sa musique traditionnelle, ses chants Galle ou de Kan ha diskann, la danse collective se trouve enchaînée c'est le Fest Noz, richesse culturelle appartenant au patrimoine breton.
Prix 17 F + 1 F pour les écoles Diwan

FORMES

Patrice Alexandre

Patrice Alexandre a l'air de s'acheminer vers le dépouillement intégral. Finit, sans doute pour un bout de temps, les grouillements de figurines, tout ce tragique lilliputien qui n'a rien perdu de son intérêt. Ses architectures, ses tours légères, ses sculptures, s'érigent solitaires, nues, hautes, dans un vide tout aussi angoissant. Et lorsque se découpe l'embrasure d'une porte, le mystère s'y engouffre. S'y terre. Sans de murs en fait aux brèves apparences ayant gardé le rougeur de la cuisson. Reste à savoir, devant ces chefs-d'œuvre en terre cuite... dans les fours de la Villa Médici, s'il s'agit de céramique ou de sculpture. Question de vocabulaire. On opte pour la seconde, tout en célébrant la qualité hautement technique de ce traitement de l'argile. La richesse tangible, tactile de la matière est mise en valeur par sa pauvreté même (1).

Hélène Gauthier

Hélène Gauthier s'attaque de préférence au bois. Sans exclusive. Elle rend la vie à des arbres prétendus morts, avec une vigueur et une vérité que les autres matériaux ne sauraient atteindre. Elle n'a pas en vain travaillé sept ans avec Edouard Martin, sans qu'en soit pourtant atteinte sa personnalité, dans son traitement par exemple de la figure humaine. Oui, il est vivant, ce bois, même lorsque trois troncs, ou tronçons de cèdre, dégringolent par une main amoureuse qui fait fi des procédés mécaniques, suffisant à dresser un *Portique oriental*. Le cèdre, en effet, est, avec l'orme, l'essence de prédilection d'Hélène Gauthier. Elle les marie - « marie » sied à une œuvre élevée à la gloire du couple - dans le *Soleil et la roide*. Autre tour de force : à l'intérieur d'un tronc d'orme émerge un corps féminin. L'enveloppe est sculptée dans l'aubier, la femme dans le cœur. Ce sont pourtant presque uniquement des bronzes qui concourent à l'hommage rendu à ce pionnier de

la sculpture féminine, désormais classique, aux formes pures, parfois stylisées (3).

Grosjean

Enfin Alain Grosjean affronte en soliste le public parisien. Il lui offre la primauté d'une série de toiles où, de plus en plus, l'artiste s'efface en effaçant, comme s'il avait peur d'en avoir trop dit. Sa gestualité sensible s'effarouche-t-elle de ce silence qui finit par être pesant ? Grosjean a l'air, se livrant, de trouver ses griffonnages trop accusateurs. Aussi les recouvre-t-il, imparfaitement, de taches pudiques, à leur tour révélatrices. Alors il les rature nerveusement et ne s'en dénonce que mieux. Il s'agit bien entendu du combat spirituel du créateur aux prises avec la réalisation d'une œuvre rétive, combat devenu lui-même le sujet à peindre, en touches légères, à peine teintées. Et non de confession intime, parce que, devant sa toile, le peintre s'oublie (4).

Piza

Gravure ou sculpture ? Les deux, et mieux encore, quand l'œil est confronté aux reliefs de Piza, minuscules bossages à pointes de diamant, répétitives aux agencements variés à l'infini, posés très simplement émergeant du papier. Cette sorte d'écriture runiforme s'adapte à merveille aux *Lichens* de Jacques Lacarrière édités par Fata Morgana. Sont peints parterres rubescents (la suite est tirée en bleu). Piza n'arrête pas de se renouveler. On admire en effet la même diversité dans les autres planches exposées, de plus grand format, et qui toutes accrochent la lumière. — ainsi que dans les collages, où les reliefs bien sûr s'accroissent (5).

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Galerie Pierre Lesco, 153, rue Saint-Martin.
- (2) Galerie Breteau, 70, rue Bonaparte.
- (3) Galerie Valois, 41, rue de Seine.
- (4) Nane Stern, 25, avenue de Tourville.
- (5) La Hune, 14, rue de l'Abbaye.

CINÉMA

« Mi-figue, mi-raisin » de Srdjan Karanovic

Une fable politique lointainement inspirée par Lubitsch : comment réconcilier l'amour d'une jeune Américaine et d'un médecin bohème, dans la Yougoslavie nazi et socialiste, avec la coexistence de deux systèmes, de deux mentalités, aux antipodes. Quelques longueurs mais un charme réel, le plaisir de habiller, de faire des betises ensemble.

ET AUSSI : *Le Bon Plaisir*, de Francis Girod (le Jour de Françoise Girod) ; *Le Jour après*, de Nicholas Meyer (un feuilleton atomique) ; *Prison Carême*, (réinventer le cinéma) ; *A nos amours*, (toujours) ; *Et nous le nomme*, (les charmes de la décadence) ; *Pique sanglante*, de Giuseppe de Santis (réalisme socialiste à l'italienne) ; *Tchao Pantin*, de Claude Berri (Coluche inconnu) ; *La Trace*, (à suivre) ; *Images du cinéma allemand*, au Goethe Institut (la grande époque, 1919 à 1938).

THÉÂTRE

« Henri IV » à la Cartoucherie

Troisième partie du cycle Shakespeare, par Ariane Mnouchkine et le Théâtre du Soleil. Les murs cloqués d'or pâle, le tapis de paille rude, les fastueux chatoiements des rideaux de soie, les gongs, les cavaleries, les robes rutilantes... C'est toujours en Orient, un Orient de théâtre que se raconte « la triste histoire de la mort des rois », la jeunesse du futur Henri IV, sa complicité filiale avec le vieux Falstaff. Il y a le jeu, il y a la guerre, un monde de soldats. Il y a les rives, la violence, la tragédie, la dérision, la beauté.

SÉLECTION

ET AUSSI : « Lectures », au Petit Odéon, Théâtre de l'Europe : le 28, Giorgio Strehler lit Leopardi ; le 29, en matinée, Michael Helou parle « au lieu de chanter » ; le lundi 30, Bruno Ganz dit Hölderlin (en allemand). Le Journal d'un homme de trop au Petit Montparnasse, en alternance avec *Chant du cygne*.

MUSIQUE

50^e anniversaire de l'Orchestre national

Pour le cinquantième anniversaire de l'Orchestre national de France, « Perspectives du vingtième siècle » a choisi de présenter les solistes et le quintette à vent dans des œuvres contemporaines de Mihalovici, Constant, Donatoni, Bartok, Koechlin et Stockhausen (le 28, à 14 h 30), puis la symphonie *Pelléas et Mélisande* agencée par M. Constant sur les interludes de Debussy, le 2^e Concerto pour violoncelle, de Milhaud, *Préludes, fanfares, interludes et sonneries*, de E. Jolas, et les *Bandarloges*, de Charles Koechlin (18 h). Une manifestation sympathique d'accrochage à la musique contemporaine. Mais pourquoi donc l'Orchestre national s'est-il mis en grève pour ne pas enregistrer la 3^e Symphonie de Mahler, un chef-d'œuvre du vingtième siècle, aussi méconnu qu'il y a vingt ans les symphonies de Mahler ?

ET AUSSI : G. Leonhardt (Gaveau, le 25) ; Mozart et Mahler, par l'Orchestre de l'Île-de-France, dir. J. Mercier, avec L. Laskine et P. Gallois (Vincennes, le 25) ; Le Vésinet, le 27 ; Bobigny, le 28 ; Bezons, le 29) ; *Le Roi Arthur* de Purcell, dir. J. Grimbard (Sor-

bonne, les 26 et 31) ; Cours d'interprétation de G. Souzay (Gaveau, les 26, 30, 31 janvier, 2, 4, 6 février) ; A. El-Bachra (Gaveau, le 28) ; H. Holliger et A. Schiff (Th. de Rond-Point, le 29, à 11 h) ; 110^e anniversaire des Concerts Colonne, dir. P. Dervaux, avec J.-P. Rampal et S. Weissenberg (Châtelet, le 29, à 18 h et Pleyel, le 30) ; W. Fernandez (Athénée, le 30) ; H. Donath (TMP-Châtelet, le 30) ; Stockhausen, Guerrero, Xenakis, Reverdy, Messiaen, par l'ENC, dir. J.-Cl. Pennerier (Th. de la Ville, le 30) ; Roussel, Poulenc, Fourchotte, Milhaud, par le NOP, dir. J. Mercier (Radio-France, le 31) ; M.-Cl. Alain (Saint-Thomas-d'Aquin, le 31) ; V. Ashkenazy (Pleyel, le 31).

DANSE

« La Légende du roi Arthur » au Théâtre de la Ville

Le chorégraphe polonais Tomaszewski a redonné de l'intérêt au genre anachronique du ballet-pantomime : un livre d'images baroque, par le Théâtre de Wrocław.

ET AUSSI : Jimmy Slide et Sarah Antonio, au Centre américain (placettes à deux, 26, 27 et 28 janvier) ; *Le Spectre de la danse*, film sur le ballet de Dominique Delouche (au cinéma Le Marais) ; Weekend de la jeune danse à la Maison de la culture de Rennes (avec J.-M. Mateo, H. Dismas, J. Béz, la C. Transist) ; les danseurs de RAPP. Projections de films et vidéo-élipses, les 28 et 29 janvier) ; Carolea Ikeda au Théâtre de Paris (souffrance et plaisir) ; Kilina Crémone, à la Maison de la danse de Lyon (des chiffres et des pas : création de Cornu d'est).

EXPOSITIONS

« Les Fouquet » aux Arts décoratifs

Les Fouquet, trois joailliers-bijoutiers de père en fils, ont donné au Musée des arts décoratifs les moyens et l'occasion d'une exceptionnelle exposition. Par la beauté des œuvres exposées, l'intelligence de leur présentation ou simplement par la rareté du sujet, car c'est la première grande exposition en France sur ce métier à la frontière de l'art et de l'artisanat.

« Vauban réformateur » au Musée des monuments français

Vauban, le constructeur de citadelles, le maréchal de France, bien sûr. Mais surtout « Vauban réformateur », comme l'indique bien le titre de cette exposition. Cet homme intelligent et généreux, droit et simple, sut observer en effet les grandeurs et les misères du royaume, proposer à Louis XIV des idées et des réformes que la monarchie lui-même ne put accepter. L'architecture, les techniques, l'histoire entrent à part égale dans cet ensemble.

Rhône-Alpes Suisse romande

Le supplément n° 2 *Arts et Spectacles*, consacré à la région Rhône-Alpes et à la Suisse romande, paraîtra dans le *Monde* du 2 février, avec une sélection des principales manifestations artistiques de mai.

ROGER BLIN EST MORT, ON SE SENT ORPHELINS

l'incinération aura lieu vendredi 27 janvier à 14 h 30 au Colombarium du Père-Lachaise en présence de sa famille et de tous ses amis.

En V.O. (Dolby) MARIGNAN PATHÉ - GEORGE V - KINOPANORAMA - HAUTEFEUILLE PATHÉ PARNASSIENS - FORUM HALLES - CINÉ-BEAUBOURG-HALLES En V.F. (Dolby) FRANÇAIS PATHÉ WEPLER PATHÉ - MONT-PARNASSE PATHÉ - FAUVETTE - MISTRAL - GAUMONT CONVENTION En V.F. : MAXEVILLE - PARAMOUNT MONTMARTRE En V.F. (Dolby) : Belle-Épine THIAIS - Pathé CHAMPIGNY - ARGENTEUIL Français ENGHEN - 4 Temps LA DÉFENSE - C 2 L SAINT-GERMAIN - Carrefour PANTIN Gaumont-Ouest BOULOGNE - En V.F. : Studio PARLY 2 - VELISY 2 - Club COLOMBES Rex POISSY - Flanades SARCELLES - Gaumont EVRY - Tricycles ASNIÈRES - Cergy PONTONNE Domino MANTES - Majestic MEAUX

COMMENT TUAER CE QUI N'EST PAS VIVANT ?



UN FILM DE JOHN CARPENTER

CHRISTINE

Une Production RICHARD KOBRITZ

COLUMBIA FILMS Présente un POLAR FILM «CHRISTINE» de JOHN CARPENTER. Une Production RICHARD KOBRITZ avec KEITH GORDON, JOHN STOCKWELL, ALEXANDRA PAUL, ROBERT PROSKY, HARRY DEAN STANTON Directeur de la Photographie DONALD M. SORGEAN A.S.C. Producteurs Associés BARRY BERSHON Co-Producteur LARRY FRANCO Producteurs Exécutifs KIRBY MC CAULEY et MARK TARLOW. D'après le roman de STEPHEN KING Scénario de BILL PHILIPS Produit par RICHARD KOBRITZ Réalisé par JOHN CARPENTER Distributeur par WARNER-COLUMBIA FILM

CENTRE RACHI 30, bd de Port-Royal HARBURGER Peintures civiques du 1^{er} au 23 février

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE 47 bis, avenue Bonquet (7^e) - 555-70-15 Les costumes des Indiens au Mexique T.L.J. (sauf dim) 10 h - 18 h, sam. 14 h - 18 h 26 JANVIER - 3 MARS

Grand Palais Avenue Winston-Churchill

FIGURATION CRITIQUE 84 de 11 heures à 19 heures jusqu'au 5 février

Galerie LAHUMIERE 88, bd de Courcelles, 17^e 763.03.95

« Toiles Toiles » PETER SCHUBERT ou ROBERT SEGUIN Peintures 19 JANVIER - 19 FÉVRIER

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE 58, rue de Richelieu 2^e - 261.82.83 STENDHAL ET L'EUROPE Tous les jours de 12 à 18 h 28 OCTOBRE - 29 JANVIER

THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA EXPOSITION WAGNER ET LA FRANCE Tous les jours de 11 h à 17 h Prix d'entrée : 15 F 27 OCTOBRE - 26 JANVIER

MUSÉE RODIN 37, rue de Varenne (7^e) - 59 Varenne DESSINS de RODIN Dante et Virgile aux enfers T.L.J. (sauf mardi) 10 h - 17 h 15 23 NOVEMBRE - 27 FÉVRIER

GALERIE JEANNE CASTEL Marie-José LEFORT Recherche pour catalogue raisonné et achats tableaux Jean FAUTRIER 3, rue du Cirque 75008 359-77-24

MUSÉE DE LA MARINE - PALAIS DE CHAILLOT LE MASQUE AU LONG COURS Océanité Séances de maquillages les mercredis et de fabrication de masques les samedis & dimanches de 16 h à 18 h JUSQU'AU 27 FÉVRIER

LES SALONS DE LA ROSE CROIX A.M.O.R.C. BERTRAND PY 199, r. St-Martin (3^e), M^e Étienne-Marcel Tél. 271.99.17 - du mardi au samedi 14/19 h. 18 janvier - 29 février

EXPOSITIONS DU 13 JANVIER AU 26 FÉVRIER Organisée par les Archives publiques du Canada, Paris : REYES D'EMPIRE - LE CANADA AVANT 1700 250 reproductions de pièces d'archives - Visites guidées de groupes sur demande Organisée par les Amitiés franco-québécoises COURTEPOINTES ACADIENNES Ouverture de 11 h à 18 h, dimanches de 14 h à 17 h, 15 h 45, 16 h 15, 16 h 45, 17 h 15, 17 h 45, 18 h 15, 18 h 45, 19 h 15, 19 h 45, 20 h 15, 20 h 45, 21 h 15, 21 h 45, 22 h 15, 22 h 45, 23 h 15, 23 h 45, 24 h 15, 24 h 45, 25 h 15, 25 h 45, 26 h 15, 26 h 45, 27 h 15, 27 h 45, 28 h 15, 28 h 45, 29 h 15, 29 h 45, 30 h 15, 30 h 45, 31 h 15, 31 h 45, 32 h 15, 32 h 45, 33 h 15, 33 h 45, 34 h 15, 34 h 45, 35 h 15, 35 h 45, 36 h 15, 36 h 45, 37 h 15, 37 h 45, 38 h 15, 38 h 45, 39 h 15, 39 h 45, 40 h 15, 40 h 45, 41 h 15, 41 h 45, 42 h 15, 42 h 45, 43 h 15, 43 h 45, 44 h 15, 44 h 45, 45 h 15, 45 h 45, 46 h 15, 46 h 45, 47 h 15, 47 h 45, 48 h 15, 48 h 45, 49 h 15, 49 h 45, 50 h 15, 50 h 45, 51 h 15, 51 h 45, 52 h 15, 52 h 45, 53 h 15, 53 h 45, 54 h 15, 54 h 45, 55 h 15, 55 h 45, 56 h 15, 56 h 45, 57 h 15, 57 h 45, 58 h 15, 58 h 45, 59 h 15, 59 h 45, 60 h 15, 60 h 45, 61 h 15, 61 h 45, 62 h 15, 62 h 45, 63 h 15, 63 h 45, 64 h 15, 64 h 45, 65 h 15, 65 h 45, 66 h 15, 66 h 45, 67 h 15, 67 h 45, 68 h 15, 68 h 45, 69 h 15, 69 h 45, 70 h 15, 70 h 45, 71 h 15, 71 h 45, 72 h 15, 72 h 45, 73 h 15, 73 h 45, 74 h 15, 74 h 45, 75 h 15, 75 h 45, 76 h 15, 76 h 45, 77 h 15, 77 h 45, 78 h 15, 78 h 45, 79 h 15, 79 h 45, 80 h 15, 80 h 45, 81 h 15, 81 h 45, 82 h 15, 82 h 45, 83 h 15, 83 h 45, 84 h 15, 84 h 45, 85 h 15, 85 h 45, 86 h 15, 86 h 45, 87 h 15, 87 h 45, 88 h 15, 88 h 45, 89 h 15, 89 h 45, 90 h 15, 90 h 45, 91 h 15, 91 h 45, 92 h 15, 92 h 45, 93 h 15, 93 h 45, 94 h 15, 94 h 45, 95 h 15, 95 h 45, 96 h 15, 96 h 45, 97 h 15, 97 h 45, 98 h 15, 98 h 45, 99 h 15, 99 h 45, 100 h 15, 100 h 45, 101 h 15, 101 h 45, 102 h 15, 102 h 45, 103 h 15, 103 h 45, 104 h 15, 104 h 45, 105 h 15, 105 h 45, 106 h 15, 106 h 45, 107 h 15, 107 h 45, 108 h 15, 108 h 45, 109 h 15, 109 h 45, 110 h 15, 110 h 45, 111 h 15, 111 h 45, 112 h 15, 112 h 45, 113 h 15, 113 h 45, 114 h 15, 114 h 45, 115 h 15, 115 h 45, 116 h 15, 116 h 45, 117 h 15, 117 h 45, 118 h 15, 118 h 45, 119 h 15, 119 h 45, 120 h 15, 120 h 45, 121 h 15, 121 h 45, 122 h 15, 122 h 45, 123 h 15, 123 h 45, 124 h 15, 124 h 45, 125 h 15, 125 h 45, 126 h 15, 126 h 45, 127 h 15, 127 h 45, 128 h 15, 128 h 45, 129 h 15, 129 h 45, 130 h 15, 130 h 45, 131 h 15, 131 h 45, 132 h 15, 132 h 45, 133 h 15, 133 h 45, 134 h 15, 134 h 45, 135 h 15, 135 h 45, 136 h 15, 136 h 45, 137 h 15, 137 h 45, 138 h 15, 138 h 45, 139 h 15, 139 h 45, 140 h 15, 140 h 45, 141 h 15, 141 h 45, 142 h 15, 142 h 45, 143 h 15, 143 h 45, 144 h 15, 144 h 45, 145 h 15, 145 h 45, 146 h 15, 146 h 45, 147 h 15, 147 h 45, 148 h 15, 148 h 45, 149 h 15, 149 h 45, 150 h 15, 150 h 45, 151 h 15, 151 h 45, 152 h 15, 152 h 45, 153 h 15, 153 h 45, 154 h 15, 154 h 45, 155 h 15, 155 h 45, 156 h 15, 156 h 45, 157 h 15, 157 h 45, 158 h 15, 158 h 45, 159 h 15, 159 h 45, 160 h 15, 160 h 45, 161 h 15, 161 h 45, 162 h 15, 162 h 45, 163 h 15, 163 h 45, 164 h 15, 164 h 45, 165 h 15, 165 h 45, 166 h 15, 166 h 45, 167 h 15, 167 h 45, 168 h 15, 168 h 45, 169 h 15, 169 h 45, 170 h 15, 170 h 45, 171 h 15, 171 h 45, 172 h 15, 172 h 45, 173 h 15, 173 h 45, 174 h 15, 174 h 45, 175 h 15, 175 h 45, 176 h 15, 176 h 45, 177 h 15, 177 h 45, 178 h 15, 178 h 45, 179 h 15, 179 h 45, 180 h 15, 180 h 45, 181 h 15, 181 h 45, 182 h 15, 182 h 45, 183 h 15, 183 h 45, 184 h 15, 184 h 45, 185 h 15, 185 h 45, 186 h 15, 186 h 45, 187 h 15, 187 h 45, 188 h 15, 188 h 45, 189 h 15, 189 h 45, 190 h 15, 190 h 45, 191 h 15, 191 h 45, 192 h 15, 192 h 45, 193 h 15, 193 h 45, 194 h 15, 194 h 45, 195 h 15, 195 h 45, 196 h 15, 196 h 45, 197 h 15, 197 h 45, 198 h 15, 198 h 45, 199 h 15, 199 h 45, 200 h 15, 200 h 45, 201 h 15, 201 h 45, 202 h 15, 202 h 45, 203 h 15, 203 h 45, 204 h 15, 204 h 45, 205 h 15, 205 h 45, 206 h 15, 206 h 45, 207 h 15, 207 h 45, 208 h 15, 208 h 45, 209 h 15, 209 h 45, 210 h 15, 210 h 45, 211 h 15, 211 h 45, 212 h 15, 212 h 45, 213 h 15, 213 h 45, 214 h 15, 214 h 45, 215 h 15, 215 h 45, 216 h 15, 216 h 45, 217 h 15, 217 h 45, 218 h 15, 218 h 45, 219 h 15, 219 h 45, 220 h 15, 220 h 45, 221 h 15, 221 h 45, 222 h 15, 222 h 45, 223 h 15, 223 h 45, 224 h 15, 224 h 45, 225 h 15, 225 h 45, 226 h 15, 226 h 45, 227 h 15, 227 h 45, 228 h 15, 228 h 45, 229 h 15, 229 h 45, 230 h 15, 230 h 45, 231 h 15, 231 h 45, 232 h 15, 232 h 45, 233 h 15, 233 h 45, 234 h 15, 234 h 45, 235 h 15, 235 h 45, 236 h 15, 236 h 45, 237 h 15, 237 h 45, 238 h 15, 238 h 45, 239 h 15, 239 h 45, 240 h 15, 240 h 45, 241 h 15, 241 h 45, 242 h 15, 242 h 45, 243 h 15, 243 h 45, 244 h 15, 244 h 45, 245 h 15, 245 h 45, 246 h 15, 246 h 45, 247 h 15, 247 h 45, 248 h 15, 248 h 45, 249 h 15, 249 h 45, 250 h 15, 250 h 45, 251 h 15, 251 h 45, 252 h 15, 252 h 45, 253 h 15, 253 h 45, 254 h 15, 254 h 45, 255 h 15, 255 h 45, 256 h 15, 256 h 45, 257 h 15, 257 h 45, 258 h 15, 258 h 45, 259 h 15, 259 h 45, 260 h 15, 260 h 45, 261 h 15, 261 h 45, 262 h 15, 262 h 45, 263 h 15, 263 h 45, 264 h 15, 264 h 45, 265 h 15, 265 h 45, 266 h 15, 266 h 45, 267 h 15, 267 h 45, 268 h 15, 268 h 45, 269 h 15, 269 h 45, 270 h 15, 270 h 45, 271 h 15, 271 h 45, 272 h 15, 272 h 45, 273 h 15, 273 h 45, 274 h 15, 274 h 45, 275 h 15, 275 h 45, 276 h 15, 276 h 45, 277 h 15, 277 h 45, 278 h 15, 278 h 45, 279 h 15, 279 h 45, 280 h 15, 280 h 45, 281 h 15, 281 h 45, 282 h 15, 282 h 45, 283 h 15, 283 h 45, 284 h 15, 284 h 45, 285 h 15, 285 h 45, 286 h 15, 286 h 45, 287 h 15, 287 h 45, 288 h 15, 288 h 45, 289 h 15, 289 h 45, 290 h 15, 290 h 45, 291 h 15, 291 h 45, 292 h 15, 292 h 45, 293 h 15, 293 h 45, 294 h 15, 294 h 45, 295 h 15, 295 h 45, 296 h 15, 296 h 45, 297 h 15, 297 h 45, 298 h 15, 298 h 45, 299 h 15, 299 h 45, 300 h 15, 300 h 45, 301 h 15, 301 h 45, 302 h 15, 302 h 45, 303 h 15, 303 h 45, 304 h 15, 304 h 45, 305 h 15, 305 h 45, 306 h 15, 306 h 45, 307 h 15, 307 h 45, 308 h 15, 308 h 45, 309 h 15, 309 h 45, 310 h 15, 310 h 45, 311 h 15, 311 h 45, 312 h 15, 312 h 45, 313 h 15, 313 h 45, 314 h 15, 314 h 45, 315 h 15, 315 h 45, 316 h 15, 316 h 45, 317 h 15, 317 h 45, 318 h 15, 318 h 45, 319 h 15, 319 h 45, 320 h 15, 320 h 45, 321 h 15, 321 h 45, 322 h 15, 322 h 45, 323 h 15, 323 h 45, 324 h 15, 324 h 45, 325 h 15, 325 h 45, 326 h 15, 326 h 45, 327 h 15, 327 h 45, 328 h 15, 328 h 45, 329 h 15, 329 h 45, 330 h 15, 330 h 45, 331 h 15, 331 h 45, 332 h 15, 332 h 45, 333 h 15, 333 h 45, 334 h 15, 334 h 45, 335 h 15, 335 h 45, 336 h 15, 336 h 45, 337 h 15, 337 h 45, 338 h 15, 338 h 45, 339 h 15, 339 h 45, 340 h 15, 340 h 45, 341 h 15, 341 h 45, 342 h 15, 342 h 45, 343 h 15, 343 h 45, 344 h 15, 344 h 45, 345 h 15, 345 h 45, 346 h 15, 346 h 45, 347 h 15, 347 h 45, 348 h 15, 348 h 45, 349 h 15, 349 h 45, 350 h 15, 350 h 45, 351 h 15, 351 h 45, 352 h 15, 352 h 45, 353 h 15, 353 h 45, 354 h 15, 354 h 45, 355 h 15, 355 h 45, 356 h 15, 356 h 45, 357 h 15, 357 h 45, 358 h 15, 358 h 45, 359 h 15, 359 h 45, 360 h 15, 360 h 45, 361 h 15, 361 h 45, 362 h 15, 362 h 45, 363 h 15, 363 h 45, 364 h 15, 364 h 45, 365 h 15, 365 h 45, 366 h 15, 366

LES SPECTACLES NOUVEAUX

MORS PARIS

BOUEN - Elles descendent de Jean-Pierre Esnard, mise en scène d'Aldin Fleury, sur un texte de P. Focier (135) (07-75-23), jusqu'au 28 janvier à 21 h.

MACON - Histoire d'Epithème, Euripide/Béchelye par le Groupe Alarctes au Centre d'action collective (85) (38-79-11), les 26 et 27 janvier.

LILLE - Cœciliennedans l'air d'après Rimbaud III, de Bernard Charvrenaz, mise en scène d'Aldin Millard avec les Salamandres, comédie dramatique du Nord (20) (54-52-30), du 27 janvier au 29 février.

Lillebaie, Lillebaie, par le Théâtre de l'Arbré (99) (30-03-70), au Théâtre de la Ville du 31 janvier au 5 février.

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

COMPAGNIE MORIN-TIMMERMAN

la mère
Confidente
DE MARIVAUX

"LA BRESSIERE" Théâtre de la Cité internationale
du 10 janvier au 18 février

Les autres salles

A DEJAZET (887-9734) (D. soir., L. 20 h 30 ; D. matin, 10 h 30 à 12 h 30 ; Parisien, Berlin)

ANTOINE (208-777-11) (L.), 18 h 30 : Hamlet ; 20 h 30, dim. 15 h 30 : Rurik.

ARTS-HÉBERTOT (387-2333), le 25 : A. J. 10 h 30 : Les Femmes ; les 26, 27, 28, 18 h 30 : La Difficulté d'être ; les 29, 30, 12 h 18, 18 h 30 à 15 h 15 : Don Juan ; le 25 à 30, 12 h 18, 18 h 30 : Le Capitaine Corcoran ; les 25, 26, 27, 28, 18 h 30 : Le Misanthrope ; les 25 à 22 h : Monsieur Veruet-le Poin de ménage ; les 30 à 21 h : La Foi en l'homme.

ATELIER (606-49-24) (D. soir., L.), 21 h, 18 h 30 : Les Femmes ; la Faussette ; ATHÉNÉE (742-67-27) (D. soir., L.) : Jeanne, mardi, 20 h 30, sem. 14 h : Andromaque ; jeudi, 20 h 30, sam. 17 h 30 : Bérénice ; samedi, 20 h 30, dim. 15 h 30 : Les Femmes C.-Bérard, mer., jeudi, mar. 18 h 30 : V.-S., 20 h 30 : Le Passaport

BOUTEFS DU NORD (296-24-50) (D. soir., L.), 21 h : Les Femmes ; la Faussette ; BOUTEFS-PARISIENS (296-60-24) (D., L.), 21 h : les Trois Jeunes.

CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (3740-15) (D. soir., L. mar.) : 20 h 30, dim. 15 h 30 : Les Femmes ; la Faussette ; CARREFOUR DE L'ESPRIT (653-48-65), mar., jeudi, vend., 20 h 30 : Zodi, zod. ved. Jaques.

CHAMPS-ÉLYSÉES (328-46-66) (D. soir., L.), 21 h : Jeanne, 15 h 30 : Albatros - Tm. du Scellé (374-24-08) (D. soir., L., Mar.), 18 h 30, dim. 15 h 30 : Les Femmes ; la Faussette ; CITÉ INTERNATIONALE (589-38-39), Gaietés (D., L.), 20 h 30 : Sourire oblique ; le dimanche (D., L.), 20 h 30 : la Mère

COMÉDIE-CALMANT (742-43-51), (Mar., D. soir., 21 h, Dim., 15 h 30 : Revisions dormir à l'Elysee.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (328-46-66) (D. soir., L.), 21 h : Jeanne, 15 h 45 et 21 h 15, Dim., 15 h 30 : Chacun sa vérité.

**LA DOLCE
INCONSA
MARI**

POCHE (544-97-97) (D.) 20 h 30 à 30 : *Je t'aime*.
(D. soir., L.) 21 h, 21 h. Sam. 17 h, Dim. 15 h :
K 2.

QUAI DE LA CAIRE (585-86-88) (D.)
20 h 30 : *La Différence de nos cultures*.

POUR-LE-MONTE (607-37-37)
(D. soir., L.) 21 h, 21 h. Sam. 17 h, Dim. 15 h :
K 2.

BALEAU DE LA MÉDUSE (320-91-37)
(Mer., D. soir.) 20 h 30, Dim. 17 h : *Don
Juan sans esclaves*.

LES ÉTOILES (634-64-64) les 25, 26, 27,
28, 29 et 30 h, le 30, 29, 15 h : *les Joyeux
Comédiens de Windsor*.

RENAISSANCE (208-18-50) (D. soir.,
L.) 20 h 30, Sam. et Dim. 15 h : *Vivecent*.

SAINT-GEORGES (878-67-67) Mer.,
Ven., Lun., Mar. 20 h, 21 h, Sam. 18 h à 30 h
à 21 h : *Théâtre de Bouvard*.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(723-35-10) (D. soir., L.) 21 h, sam. 19 h,
Dim. 17 h 30 : *Agathe*.

STUDIO PORTULNE, le 27 et 21 h : *Deux
happizes partent*.

THÉÂTRE DES FEMMES (278-10-19) L. Jeu.,
V. 20 h 30, Dim. 15 h : *La
Moria*; Mer., L. Mar. 20 h 30, 21 h :
17 h : *Histoire des jours*. - II. (D., L.).
(723-35-10) (D. soir., L.) 21 h, sam. 19 h,
Dim. 17 h 30 : *Agathe*.

THÉÂTRE D'ÉDGAR (322-11-03) (D.)
20 h 15 : *les Babas-carrés*, 22 h, Sam.
22 h et 23 h 30 : *Non on fait où on s'en
fout de faire*.

THÉÂTRE DE DIX-HEURES (606-
07-48) (D., L.) 20 h : *Un million sous
le nez*.

THÉÂTRE NOIR (346-91-93) (D. soir.,
L.) 20 h 30, Dim. 17 h : *le Paysage de
la nuit*.

THÉÂTRE DE PARIS, Petites salles (280-
09-30) (D.) 20 h 30 à 30 : *Raymond
fortes*.

THÉÂTRE DE LA PLANTIN (205-15-65)
(D. soir., L.) 20 h : *Imagés de... Kafka* (sem.
le 28).

THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55) (D. soir., L.)

U *BB* LE
TANCE
V A U X

20 h 30 : P. Miesner : 22 h 30 : Les Solistes du paavre.

En région parisienne

SNYERS, Th. F. Gaudier (666-02-74), le 31, 21 à 21 : Une lune pour les diabolités.

INTÉRIE, CCA (733-69-36), le 31, 20 h 45 : Les Conquies du Dou.

LIBERVALIENS, Th. de la Contenance (366-16-16) (O. noir, L.). 20 h 30, 26m-17 h : Les Conquies de Lodz.

MAGNOLET, Gynnyr M. Biquet (363-51-71), le 26 à 20 h 30 : Groupe de recherche de l'Opéra de Paris.

MOULLE, J. M. (333-20-08) (O. noir, L.). 29 à 16 h : Orchestre de l'Île de France, dir. : J. Mercier (Mozart, Mahler).

OBIGNY, Maître de la Culture (333-11-45), le 28 à 21 : Orchestre de l'Île de France, dir. : J. Mercier (Mozart, Mahler) ; le 25 à 20 h 30 : Groupe vocal de France, dir. : E. Erlon (Lennon).

BOULENGE, H. G. Ph. (339-65-45), le 27 à 20 h 30 : Jour et la Nuit.

BOULLENGE-BELLACOURT, TBB (603-40-40) (O. noir, L.). 20 h 30, 41m-10 h 30 : Le Roi Vain.

BOULENGE-BELLACOURT, C. (663-76-96), le 28 à 21 h : R. Delorme.

CACCHAN, CC (735-66-12), le 31 à 20 h 45 : S. Reginald.

ERLYG, CC A. Malheur (330-33-33), le 28 à 20 h 30 : Groupe vocal de France, dir. : E. Erlon (Lennon).

CHAMPIGNY, CC (881-11-01), le 28 à 20 h : Cabaret russe.

MATILLO, Salle des Rins (657-23-11) (D. L.), 21 à 21 : Cingrazi analogique, à 21 h.

CHATO, Louis-Rover (952-20-07), le 24 à 21 h : Duo Corra/Sonjez (Soliste).

MUSIQUE

Les concerts

DIMANCHE 29
Théâtre des Champs-Élysées, 17 h 45 : Orchestre des Concerts Pasdeloup, dir. : S. Cardon (Bizet, Messiaen, Lalo).
Église Saint-Merri, 21 h : Der Junge Cäsar.

[illegible]

ATMOSPHÈRE (249-74-30), le 25 à 22 h : Fernando Jazq Gang.
BAVEAU DE LA RUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : R. Fousseque, La Vieux Truc.
ENTRÉE JUIF D'ART ET DE CULTURE (805-28-60), le 28 à 20 h 30 : J. Desforges.
CHAPÉLLE DES LOMBARDS (357-24-24), (D., L.) 22 h 30 : Ray Lama.
ATHÉA (357-99-26), le 24 à 20 h : Des-

TRUUVILLE, Th. (814-23-77). le 28 à 21 h : *Louise*, Maréchal, Pétrelle.
TRUUVILLE, Le Temple. Mlle Jeanne
 Gosselin (063-28-24), le 28 à 21 h : *Gwendal*.
TRUUVILLE, Les Gémises. (660-05-64), les
 27 et 28 à 19 h 30 : *Le Roi des corbeaux*; le
 29 à 19 h 30 : *Enlèvement et défilé*.
TRUUVILLE, Ceyssac. le 27, à 21 h : J. Cop-
 land, *Champion J. Dupre*.
TRUUVILLE, Th. J. Vaur (777-38-00), le
 27 et 28 à 1 h : *File du Testament*; le 30 à
 1 h : *Le Testament*.
TRUUVILLE, Th. Montmarquet (950-
 1-18), les 26, 27 et 28 à 1 h : *Orlando*; le 31
 à 1 h : *Camerata de Vossalis*, dir. : A.
 Truuville (Glasvinsky, Professeur, de
 l'École.).
VESINET, Cal. (976-35-76), le 27 à 1
 h : *Orchestre de l'île de France*, dir. :
 Mercier (Mozart, Mahler).
VILLE-D'AVRAY, Agnès. le 27 et 28 à
 1 h : *Cherrie St-Louis de Chate*; le 29 à
 1 h : *Le Village d'Avray* (Rach, Saint-Saëns,
 Massenet.).
VILLEJUIE, Th. R. Rodand (726-15-02),
 les 25, 26 et 30 à 30 : 4 *Saints* à 3 scènes.
LE VENEZIN, St-Jacques (2882-1-18), le 27
 à 21 h : *Amphibia*.
VINCENNES, Th. G. Pampillon. le 25 à
 1 h : *Orchestre de l'île de France*, dir. :
 Mercier (Mozart, Mahler); Th.
 St-Jacques (2882-1-18), le 27 à 21 h :
 4 *Saints*, 10 h : *Saint-Jacques* - *Château*
de Vincennes, voir du Village (245-
 33-65), mer., jeu., ven., sam., 21 h : *Am-
 phibia*, le 28 à 1 h : *Opéra comique* à un acte
 au monde.
VINCY, Société Théâtrale (842-35-71). (D.
 n° 10), 20 h 30 : *Théâtre de la For. de Cen-*

LYMPIA (742-25-49), L., 20 h 30, D.
14 h 30 et 17 h 30 : V. Duail (dern. le
18) ; à partir du 30 : F. Cabrel.

LLAIS DES CONGRES (758-13-73),
D. soir, L., 21 h, D. 16 h : Nana Moss-
court.

LLAIS DES GLACES (801-49-93), D.
soir, L., 20 h, D. 17 h : Toto Biscain.

Les concerts

MERCREDI 25
 alle Garenna, 20 h 30 : G. Leonhardt (Forquy, Scarlati, Bach).
 alle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. L. Foster (Haydn, Ravel, Stravinski).
 alle Cortot, 21 h : E. Zulli, P. Poignant, F. Quémener (Glück, Pergolesi, Mozart...)

JEUDI 26
 mercredi, 21 h : Quator Lusée (Vivaldi, Haendel, Dhaime).
 alle Fyral, 20 h 30 : voir le 25.
 alle Gavan, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris (Messiaen, Brahms).
 Radio-France, Auditorium 106, 20 h 30 :

Orchestre, Grand Amphithéâtre, 20 h 45 :
Orchestre de Paris. Bonhomme, Chœur na-
tional, dir. : J. Grumberg (Purcell).
Mlle Cortot, 20 h 30 : A.-M. Aivazian,
Ch. Blanco (Tartini, Brahms, Proko-
fiyev).

VENREDI 27
alle 19.00 : O. Pasur (Mozart, Scarlatti, Mendelssohn).
alle 20.30 : F. Breilmann (Bach, Albeniz, Granados...)

abonanza, Ampli Richelieu, 12 h 30 : Senu-
tor J. Loriod (Chailley, Castereda, La-
chartre...),
alle Cortis, 20 h 30, G. et Ch. Andra-
man, Ensemble orchestral Ars Fidelis,
dir. : R. Trochen (Bach, Brahms, Ger-
shwin...)
alle Rossini, 20 h 45 : D. Ferrand-Toulet,
E. Magnan, M. Michalon, Quatuor Lu-

SAMEDI 28
alle Gaveau, 17 h : A.-R. El Bachs (Schubert, Ravel, Schumann) ; 20 h 30 : B.-L. Gelber (Beethoven, Monussorgski).

Radio-France, Grand Auditorium,
14 h 30 : Quinze à vent de l'Orchestre
national de France (Mihalovici,
Constant, Donzoni) ; 18 h : Orchestre
national de France, dir. : M. Constant
(Debussy, Milhaud, Jolas...)
scénario, 21 h : voir le 26.

Eglise Saint-Merri, 21 h : C. de Preissac,
G. Sauvaine (Debussy, Rossini, Tisné).
Bibliothèque des Champs-Élysées, 21 h 30 :

DIMANCHE 29
Théâtre des Champs-Élysées, 17 h 45 : Orchestre des Concerts Pasdeloup, dir. : S. Cardon (Bizet, Messiaen, Lalo).
Église Saint-Merri, 21 h : Der Junge ~~Chor~~ Aachen, dir. : F. Ter Wey (Bach,

giles Saint-Laurent, 15 h 30 : Orchestre
P. Knortz (Raicha).

...ille Saint-Louis des Invalides, 17 h : Association orchestrale du restaurant de l'Académie de Paris : (Mozart, Vivaldi, Haydn...)

LUNDI 30

...ille Pleyel, 20 h 30 : Orchestre Colonne, dir. : P. Dervaux (Mozart, Beethoven, Ravel).

de Gaveau. 20 h 30 : Trio Marcier, Perronin, Schwartz (Beethoven, Schubert, Ravel).
Salle des Champs-Élysées, 20 h 30 : Orchestre symphonique de Berlin, dir. : H. P. Frank (Strauss, Mathis, Brahms).
Radio-France, Grand Auditorium, Cycle acoustique, 18 h 30 : E. Sittora, R. Grippe ; 20 h 30 : Ch. Clapaud.

20 h 30 : W. Fernandez, G. Darden.
 20 h 30 : Ch. Marchais, M.-L. Boissard, M.-Ch. Colmons (Frank, Roussel, Faure).
 20 h 45 : M. Iacchini (Haydn, Beethoven, Moussorgski).

MARTE 27

Radio-France, Grand Auditorium,
20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmoni-
que, dir. : J. Mercier (Roussel, Poulenc,
Fauré, Debussy...)
Maison des Champs-Élysées, 20 h 30 : voir
le 30.
Salle Pleyel, 20 h 30 : V. Ashkenazy
(Schubert, Schumann).

groupe, Grand Amphithéâtre, 20 h 45 : voir le 26.

gise Saint-Louis des Invalides, 21 h : Ensemble Bach de Paris, dir. : J. von Weesky (Bach).

radio-France, Auditorium 106, 20 h 30 : Ensemble 2E 2M, dir. : P. Meiano (Hespos, Lefebvre, Lamot).

gise de la Madeleine, 20 h 45 : Chœur de la R.G. (Chœur de F. Bessy).

Jazz, pop, rock, folk

Tom Novembre.
AMERICAN CENTER (321-42-20), le 29 à 16 h 30 : M. Battlefield, A. Jeannette, J. Gregg, Ph. Combelles.
RC Grand Auditorium (723-61-27), le 26 à 20 h 30 : P. Festa Group.
TMOSPHERE (249-74-30), le 25 à 22 h : Fernando Jazz Gang.
SALEAU DE LA RUCHETTE (326-

65-05), 21 h 30 : R. Fonneque, La Vieux
Truc.
ENTRE JUE D'ART ET DE
CULTURE (805-28-60), le 28 à
20 h 30 : J. Desforges.
CHAPELLÉ DES LOMBARDS (357-
24-24), (D., L.) 22 h 30 : Ray Lema.
MITHÉA (357-99-26), le 24 à 20 h : Des-
perador.

vestre, F. Fauré, M. Bernaux, E. Der-
vieu; mex.: M.-A. Martin, D. Borker,

MEMPHIS MELODY (329-60-73), Mon.
23 h : G. Calomés, A. Sanders; Jeu.
23 h : M. Argentea; Ven. 22 h : Y.
Chénais; 24 h : C. McPherson; Sam.
22 h : Y. Chénais; 24 h : M. Corra, G.
Calomés; Dim. 22 h : A. Sawmann;
Lun. 23 h : L. Kalla.

YW MORNING (325-51-61), 21 h 30:
Jeu. 24 h : Les Donaldsons; 22 h : Sals.

OTIS BLEUES (589-16-73), le 28 à 21 h 45 : Trio.

SILVONE (776-44-36), les 26, 27, 28 à 22 h : Les Salseros, le 29 à 16 h 30 : G. Dole.

ST. JERONIAN, (326-28-40), 21 h :

Mer. : F. Sanssouci Swing Quartet;
Jou. : Watergate Seven + One; Ven. :
Dixie Six; Plus X; Sam. : Quintette de
Paris; Lun. : Docteur Chouettes Abs;
Mar. : Cl. Boiling Trio.

LETT OPORTUN (2561-01-36), 23 h :
N. Percina.

VOY (277-46-88), 21 h : les 25, 26, 27,
28 : Cl. Guilloit, G. Arvanitas, E. Del

Fra. R. Portier.
LOW CLUB (231-84-30), (D., L.)
 21 h 30: M. Saury, (der. le 28); à
 partir du 31: Cl. Lasser.
INSET (261-46-50), (D., L.) 23 h:
 Cl. Barthélemy, J.-L. Ponsieux, J. Ma-
 hieux, (der. le 28).
WENTY ONE (250-40-51), dim., 21 h:
 Trio Grez Hunter.

THEATRE (321-33-01), le 24 à
20 h : *Ethiopiques*.
music-hall
PHENO (322-74-84), D. soir, L.
20 h 45, D. 16 h : *A. Méliès* (danc. le
29) ; à partir du 31 : *F. Thibault*.
THEA (357-99-26), les 25 et 30 à

10 h 30 : le 28 à 15 h 30 : Fascination : J. W. S., à 20 h 30 : Dorias Express, à 22 h : roses et Guilletta.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11),
11 h : Lâche-moi tes claques (dram. L. 28).
LAP (589-89-15), le 31 à 20 h 30 : Les Guachos.

MONTAINE (174-82-34), D. soir, L. 10 h 15, D. 17 h 15, P. 20 h.


13, 14, 17, 18, 20 h 30 : V. Le-
trange, O. Kowalski (dér. le 29) ; le 30
20 h 30 : Betsina (M.-P. Belle) ; le 31 à
20 h 30 : P. Baroth, Boto Novos Tempos.
CERNAISE (246-79-79). D. soir, 1.
11 h, dim. 16 h 30 : Font et Val.
CERNAISE (544-57-34). Mer. D.
9 h 45 : V. Duarte ; le 29 à 17 h 30 : R.
Orens.

LYMPIA (742-25-49), L. 20 h 30. D.
14 h 30 et 17 h 30 : Y. Dutilleul (dern. le
28) ; à partir du 30 : F. Cabrel.

ALLAIS DES CONGRÈS (758-13-73),
D. soir, L. 21 h, D. 16 h : Nana Mon-
touri.

ALLAIS DES GLACES (801-49-93), D.
soir, L. 20 h 30, D. 17 h : Toto Bissain-
chi (dern. le 20) ; à partir du 21 : J. Ed.

LA DOU ^{BB} LE
INCONSTANCE
M A R I V A U X
et un Impromptu de Daniel Besnehard
EPREUVES
Mises en scène de Michel Dubois



Ve 13 et Sa 14 / Ma 17-au Sa 21 / Lu 23 au Sa 28 / Lu 30 et Ma 31 janvier
/ 20h30 / sauf les Me 18 et 25 janvier / 19h30 / Théâtre municipal

Renseignements - Réservations : 120 rue Saint-Pierre - Tél. (31) 85.60.90

COMMUNICATION

La première étude du CESP sur l'audience des radios locales privées

Un public qui se rapproche de celui des stations nationales

Depuis la fin de l'année 1982, une nouvelle rubrique a pris place parmi les tableaux de sondages que publie chaque année le Centre d'études des supports de publicité (CESP) : « autres stations ». Elle répond à la demande de divers médias et annonceurs, soucieux de mieux cerner ce qu'il est convenu d'appeler le « phénomène des radios libres ».

On attendait avec impatience la possibilité de se faire une idée plus précise et plus fiable de la portée de ce phénomène. Une étude confidentielle datée de janvier 1984 et réalisée par le CESP livre enfin les résultats détaillés de cette rubrique (en cumul annuel des trois vagues 1983) et, pour la première fois, permet d'isoler l'information concernant l'écoute réelle des radios locales privées (RLP).

● L'AUDIENCE RELATIVE. — Sur l'ensemble d'une journée, l'audience cumulée du poste « autres stations » représente, savait-on, 7666000 personnes. Avec 4389000 auditeurs, la part des radios locales privées dans ce total est donc de 57 % (397 radios locales privées différentes ont ainsi été citées), le reste provenant de l'addition des fidèles de France-Musique (363000), France-Culture (204000), des FIR (France-Inter-régionales) (430000), des radios locales publiques (358000), de Radio-Bleue (149000) et d'une catégorie de « divers » (2447000) dans laquelle se pressent à la fois des stations étrangères, Sud-Radio et un

grand nombre de radios locales privées non identifiées.

● CARACTÉRISTIQUES DE L'AUDITOIRE. — Sur les 4389000 auditeurs des RLP, 57,7 % sont des hommes, 42,3 % des femmes, 15 et 24 ans : 26,1 % entre 25 et 34 ans ; 16,7 % entre 35 et 49 ans, 39,9 % des auditeurs sont classés dans la catégorie des inactifs, ce public étant en partie composé d'étudiants. On note également que 75,8 % habitent en province contre 24,2 % dans les sept départements de la région parisienne ; 45,5 % dans une ville de plus de 100000 habitants, les régions du Nord, de Paris, de la Méditerranée et de l'Ouest ayant, par ordre décroissant, les plus forts taux de pénétration. Enfin, si 1971000 auditeurs (en audience cumulée) écoutent les RLP entre 7 h et 9 h cela n'empêche pas que la tranche 9 h-12 h soit également très écoutée (1500000), tout comme celle de 17 h-19 h, écoutée par 629000 personnes.

Le public des RLP se rapproche de plus en plus de celui des radios traditionnelles et fait preuve d'habitudes et de comportements souvent similaires. Voici quelques indices :

● L'ÂGE DES AUDITEURS. — L'audience des RLP est avant tout formée de jeunes, puisque 70 % des auditeurs ont entre 15 et 34 ans et que, selon des études antérieures, l'ensemble des 15-24 ans écoutent plus volontiers les radios locales privées que n'importe laquelle des autres radios nationales. Toutefois,

les spécialistes prévoient un vieillissement de l'auditoire des radios libres et se base même sur l'hypothèse d'une augmentation récente de 22 % de la tranche des 35-49 ans.

● LEUR COMPORTEMENT D'ÉCOUTE. — Les derniers résultats du CESP le préfigurent et ce ne devrait donc pas être une surprise : les heures d'écoute privilégiées des RLP ne sont plus forcément le soir ou la nuit comme à l'origine, mais bien 7 h-9 h, 9 h-12 h (la matinée), 17 h-19 h. Des horaires traditionnels considérés comme chassés gardés des périphériques. L'étude complémentaire de la société Audiovisuel-Diffusion estime la tranche 7 h-9 h en très haute hausse : conscience probable des efforts des RLP, mieux organisées pour réaliser ou distribuer à leur tour des bulletins matinaux d'information.

● FIDÉLISATION. — On croyait l'auditoire des RLP versatile. Il n'a, semble-t-il, largement tendance à se stabiliser sur une fréquence et à y demeurer longtemps l'usage le jour. Ainsi, l'enquête du CESP montre que sur 1048 personnes ayant déclaré avoir écouté la veille une radio locale, 90,4 % d'entre elles n'en ont écouté qu'une seule.

Des chiffres et des indications précis, même si la relative nouveauté de la situation et l'anarchie qui règne encore parfois sur la bande MF exigent une interprétation prudente.

ANNICK COJEAN.

La bataille reprend entre « Nice-Matin » et « le Provençal »

De notre correspondant régional

Cannes. — La bataille qui avait opposé, de janvier 1965 à mai 1966, les deux quotidiens « Nice-Matin » et « le Provençal » est-elle sur le point de reprendre ? Depuis le 14 janvier, en effet, « Nice-Matin » a décidé de mettre en vente son édition de Hyères à Toulon (Var), ville d'où il s'était retiré il y a dix-huit ans, et où le groupe marseillais diffuse aussi « Var-Matin-Républicain » (82000 exemplaires). Considérant cette initiative comme une rupture de l'accord tacite de non-concurrence existant entre les deux journaux, le « Provençal » envisage, à son tour, une représaille, de se réimplanter dans les Alpes-Maritimes.

La diffusion de « Nice-Matin » à Toulon avait été annoncée dans un encadré paru en première page des éditions parisiennes du quotidien niçois. Ce dernier se bornait à expliquer qu'il répondait à « un désir qui nous avait été exprimé ». L'édition mise en vente comprend une rubrique locale, une page et demie d'informations sur Toulon et les communes voisines, avec une large place faite à l'annonce des spectacles. La diffusion moyenne de cette édition dans l'agglomération toulonnaise serait environ d'un millier d'exemplaires.

Interrogé sur cette décision, M. Michel Bévastro, PDG de « Nice-Matin », observe la plus grande discrétion. Au « Provençal », on se déclare « choqué » par l'« offensive » du quotidien niçois, déclenchée, précise-t-on, « de façon imprévue ».

A la suite de la lutte d'influence qui les avait mis aux prises entre 1965 et 1966, les deux quotidiens avaient signé un pacte de « non-agression » portant sur une période de dix ans et renouvelé officiellement en 1976 pour cinq ans. Depuis mai 1981, aucun accord écrit n'existait, mais les deux journaux observaient une sorte de gentleman's agreement.

M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et ancien PDG du groupe le « Provençal », aurait, dit-on, très vivement réagi à ce qu'il considérerait comme une « déclaration de guerre ». On confirme dans son entourage qu'une « contre-offensive » est actuellement à l'étude. Une imprimerie serait installée à Nice, où une seule agence locale serait créée avec des correspondants recrutés dans les principales villes du département.

GUY PORTE.

APRÈS M. JEAN DIDIER

Le groupe allemand Bertelsmann candidat à la reprise de l'imprimerie Montsouris

Les différents partenaires impliqués dans la crise de l'imprimerie lourde sont toujours à la recherche d'une solution pour Montsouris, en règlement judiciaire depuis la fin novembre. Dans un premier temps, les pouvoirs publics avaient envisagé une restructuration du secteur qui aurait permis d'apaiser la concurrence très vive qui règne entre les entreprises et d'aborder les problèmes sociaux dans leur ensemble comme le revendiquait la Fédération française des travailleurs du livre (FFTL-CGT).

Les actifs de Montsouris auraient ainsi été repris par un groupe d'imprimeurs qui auraient formé l'un des deux « pôles » imaginés face au groupe Jean Didier constituant le second (le Monde du 2 décembre 1983). Cette idée est aujourd'hui abandonnée, principalement en raison des difficultés rencontrées pour rassembler les entreprises autour d'objectifs communs, au profit d'une solution de reprise classique où l'on retrouve M. Jean Didier, mais cette fois comme repreneur.

Ce dernier devrait présenter ses propositions aux délégués syndicaux de l'entreprise, ce mercredi après-midi 25 janvier, au cours d'un « comité d'entreprise informel », en présence vraisemblablement de l'un des syndics désignés comme administrateur et du médiateur nommé par les pouvoirs publics, M. Jean Bardoo, directeur général des Nou-

velles Messageries de la presse parisienne (NMP). Le projet de M. Jean Didier, auquel serait éventuellement associés d'autres imprimeurs (comme SCIA ou ISTR), prévoit, semble-t-il, une réduction importante d'effectifs allant jusqu'à près de 50 % des six cent quatre-vingt-seize salariés que compte Montsouris aujourd'hui, ainsi que des investissements.

Le plan de M. Didier risque cependant d'être contrarié par l'entrée en scène d'un autre industriel, candidat à la reprise, le groupe allemand Bertelsmann. Celui-ci serait disposé, dit-on, à présenter une offre plus intéressante notamment sur le plan de l'emploi. La relance de Montsouris, largement équipée en rotatives d'origine allemande, lui serait facilitée par sa surface industrielle d'entrepreneur multimédia opérant à l'échelle européenne.

Quelle que soit l'issue des tractations, il paraît maintenant certain que le profil de Montsouris sera profondément modifié. Une série de mesures telles que le reclassement, l'octroi d'une prime de départ, et des actions de formation permettraient le départ « en douceur » d'environ trois cents employés. La FFTL fera connaître officiellement sa position, jeudi 26 janvier, au cours d'une conférence de presse.

ÉRIC ROHDE.

Canal Puce

Le père fait dans l'horticulture, le fils enseigne la philosophie, le fils aîné est fort en thème et le cadet l'est un peu moins. Tous les quatre pianotent allégrement sur le clavier, pointent d'une main assurée le crayon optique et s'adonnent avec virtuosité à la manœuvre de jeu, « Micro ludic » rassemble la famille autour de son dernier totem : la micro-informatique. Mais là, pas question d'élitisme culturel ou de grande discorde pédagogique, l'ordinateur familial s'avoue pour ce qu'il est : un jeu, un plaisir partagé. On quitte la Silicon Valley pour « Des chiffres et des lettres », et le cauchemar de la société informatique, version WarGames, se change en paisible jeu de société. Joli coup pour apprivoiser la mutation technologique.

Media Marketing International, qui avait déjà réalisé pour TF1 la première émission de jeu vidéo, a pris en douceur son virage vers l'ordinateur. Un dispositif simple, un décor discrètement incrusté d'images électroniques, des petits robots serviables qui transportent les consignes et un présentateur bon enfant (Jean-Claude Lavall). Avant tout, on fait de la télévision, et de la télévision grand public. Programmée depuis décembre vers 17 h 30, « Micro ludic » prépare le public de TF1 à une grande offensive de la chaîne sur la micro-informatique. Encore faudrait-il donner à cette émission un rythme plus régulier en évitant de la déplacer sans cesse du jeudi au mardi, puis au vendredi.

JEAN-FRANÇOIS LAGAN.

Sur Antenne 2

« L'HEURE DE VÉRITÉ » AVEC M. LE PEN EST REPORTÉE D'UNE SEMAINE

Le conseil d'administration d'Antenne 2, réuni mardi 24 janvier, a décidé, à l'unanimité, de déprogrammer l'émission « L'heure de vérité » prévue lundi 6 février, dont le président du Front national, en raison de la coïncidence de cette date avec le cinquantenaire de la manifestation de droite qui dégénéra en affrontements sanglants. La présidence de la chaîne a décidé le report de ce magazine d'information au 13 février à 20 h 30, en permutant avec la programmation de la « Chèvre-Souris » de Johann Strauss.

M. François-Henri de Virieu, producteur et animateur de « L'heure de vérité », rappelle dans une mise au point que cette coïncidence du calendrier est fortuite, mais regrette que la date de diffusion ait été modifiée. A la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, on « prend acte » de cette décision. Le Front national, pour sa part, juge la décision du conseil d'administration d'Antenne 2 « grotesque » et y voit le résultat de pressions qu'auraient exercées le Parti communiste.

Mercredi 25 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Feuilletton : Dallas. J. R. met en accusation un membre influent de l'organisation pétrolière. Cliff et Bobby sont en concurrence.
- 21 h 25 Indications. Magazine de L. Barrière et E. Lalou. Au sommaire : la résonance magnétique nucléaire appelée à remplacer le scanner ; l'utilisation de la caméra à postériori ; l'endoscope miniature pour visualiser les cordes vocales ; un nouveau procédé de diagnostic médical ; l'audiolyse à domicile. [Cet émission est prolongée par un débat vendredi 27 sur France-Culture à 20 h]
- 22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

de la maternelle à la 5^e

Aidez-les...

... à réussir avec la collection

APPRENDRE

ORTHOGRAPHE-LECTURE

DICTÉES-CALCUL

19,50 F chez votre libraire. **HATIER**

- 20 h 35 Téléfilm : L'homme au masque de fer. D'après A. Dumas, réal. M. Newell, avec R. Chamberlain.
- Une adaptation libre d'un roman d'Alexandre Dumas. Le 18 septembre 1698, le nouveau gouverneur de la Bastille franchit les portes de la prison en compagnie d'un homme masqué. Ce mystérieux prisonnier est mort le 19 novembre 1703. Qui était-il ?
- 22 h 20 Mœurs en direct : Yoredeth ou la réunion d'entre deux guerres. Reportage de Simona Ritoni. Le retour d'une jeune juive qui a quitté Israël huit ans auparavant. La situation, la situation des territoires occupés, son regard subjectif sur l'évolution de son pays et les raisons pour lesquelles elle a décidé de vivre en France.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 38 Cadence 3. Émission de G. Lax et L. Milic. Spécial Guy Béart : avec R. Menez, G. Lenormand.
- 21 h 45 Journal.
- 22 h 5 Feuilletton : Exil. De R. Muller et E. Gauthier, d'après I. Fouchetwanger. Réal. E. Gauthier, avec K. Lowish, L. Martini, V. Glavina.
- Quatrième épisode. Transvaine, d'un cinéma de bonheurs. lance un appel à la Suisse pour la libération de Benjamin. Un feuilleton dérivant sur la résistance allemande à Paris en 1933.
- 23 h 15 Prélude à la nuit (en simulcast sur France-Musique).
- Spécial MIDEF : Mélodies du XVI^e siècle, par le Lamentable Consort.
- 23 h 15 Coupe d'Europe. Des clubs champions de basket-ball. Limoges, C.S.P. Cannes (Milan) ; 2^e mi-temps.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Dessin animé : Du plomb dans le neige.
- 17 h 10 Court métrage.
- 17 h 15 Dessin animé : Belle et Sébastien.
- 17 h 40 Feuilletton : Huckleberry Finn et Tom Sawyer.
- 18 h 5 Carrefour de l'ouest-mer.
- 18 h 30 Vie régionale (magazine d'information).
- 18 h 55 Dessin animé : Gil et Julie.
- 19 h Informations.
- 19 h 15 Informations régionales.
- 19 h 35 Feuilletton : Fortune.
- 19 h 50 Dessin animé : Le tour du monde en quatre-vingt jours.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 30 Perspectives scientifiques : Linguistiques fantastiques.
- 20 h 15 Albert Magagnoli : un symphoniste à découvrir.
- 22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (donné à Berlin le 8 septembre 1983) : « Concerto pour piano et orchestre n° 2 », « Concerto pour piano et orchestre n° 4 », « Concerto pour piano et orchestre n° 1 », de Beethoven, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. D. Barenboim, sol. A. Brendel, piano.
- 22 h 30 Séquence de nuit : vers 23 h, Concert (en simultané avec FR 3).

Jeudi 26 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 Vision plus.
- 12 h Le rendez-vous d'Annick.
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 45 Objectif santé.
- 13 h 55 Série : Jo Gaillard.
- 14 h 30 Vive le cirque.
- 16 h 30 Quarté en direct de Vincennes.
- 16 h 55 Overdramatisé à la hongroise.
- 17 h 30 Portrait d'Isabelle.
- 17 h 40 Série : Enquête en direct. Un animateur de radio profite de la grande audience de son émission pour lancer un appel pour retrouver un chauffeur.
- 18 h 15 Feuilletton : Le nouveau d'Amérique.
- 18 h 16 Le village dans les nuages.
- 18 h 40 Variétéscope.
- 18 h 55 7 heures moins 5.
- 19 h 15 Minicronique.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
- 20 h Journal.

- 20 h 35 Feuilletton : La chambre des dames, réal. Y. André, avec M. Vial, H. Virlojeux. Sixième épisode d'une saga médiévale. Guillaume, rendu fou par la séparation imposée par Florie, rôde autour de sa maison, la harcelle, la tourmente. Une grande mise en scène, dans la tradition des Balthus-Chaumont. Les tourmenteurs sont complétés par le jeu des acteurs.
- 21 h 35 Nouvelles de l'histoire. Une émission de P. Dumayet, réal. M. Boucault. Autour de trois livres : l'impossible Mariage, d'E. et P. Lemaitre, une enquête sur la vie paysanne sous l'ancien Régime, de J. Le Goff, la correspondance de V. Gogh ; la Bataille de cent ans, d'E. Rudinow, premier volume d'une histoire de la psychiatrie.
- 22 h 30 Le jazz et vous. De Jack Diéval, réal. A. Lombardi. Enfin, une nouvelle émission de jazz. Mais quel trépas ! Pour cette première émission consacrée au jazz des années 50, Jack Diéval a choisi de nous faire écouter une musique propre, aseptisée et sans danger, en écoutant complètement celle jouée par des Noirs dans l'atmosphère enfumée des bars de Harlem.
- 23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE.
- 10 h 40 Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
- 13 h 35 Feuilletton : Les amours romantiques.
- 13 h 50 Aujourd'hui la vie.
- 14 h 55 Téléfilm : Une femme battue. Réal. J. Llewellyn-Moxey, avec D. Wexler, S. Stutthart.
- Un téléfilm américain sur un problème qui concerne plus de six millions de femmes dans le monde.
- 16 h 30 Magazine : Un temps pour tout. Les médiums.
- 17 h 45 Récit A2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : Marco Polo. De D. Butler, V. Labella et G. Montaldo. Avec K. Marshall, D. Elliot, T. Vogel. Neuvième épisode. — Envoyé en mission dans le sud de la Chine par Achmet, Marco Polo assiste aux exactions des collecteurs de la dime de l'empereur et réalise l'injustice qui règne dans les campagnes du vaste empire chinois. Sa souffrance est adoucie par la présence de Monica. Un feuilleton quotidien.
- 21 h 30 Mœurs en direct : Journal inachevé. De Marilou Maillet. Journal d'une femme chilienne exilée à Montréal. Film intimiste, presque indistinct, une confidence dans laquelle la Comédienne Marilou Maillet s'engage tout entière.

22 h 20. Histoires courtes : Antopole, d'Y. Marciano.

22 h 50 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h 15 Télévision régionale. Programmes quotidiens des douze régions.
- 19 h 55 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.
- 20 h 5 Les jeux.
- 20 h 38 Cinéma : Le Monocle, rit. jeune. Film français de Georges Lantier (1964), avec P. Meunier, R. Daltan, B. Steile (N.). (Réal.).
- Le commandant Droncourt dit « Le Monocle », officier du deuxième bureau, assiste à Hongkong contre une secte de fanatiques dévoués à faire régner la paix, par la violence. Film d'épique parodique, motif réutilisé que les deux premiers de la série, mais porté par l'humour très particulier de Paul Meurisse.
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 30 Neuf-Brasch et Vauban. Réal. J. Mazza.
- Une évocation de l'art militaire et de la carrière de Vauban à travers sa dernière œuvre, Neuf-Brasch.
- 23 h Prélude à la nuit. En direct du MIDEF et en stéréo sur France-Culture : Concerto grosso en si bémol majeur, de Feschi. « La Folie » en si bémol, de Vivaldi, par l'ensemble T. Koopmann.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Dessin animé : Du plomb dans le neige.
- 17 h 10 Louis Jouvet, homme de théâtre.
- 17 h 25 Monsieur l'ordinateur. Comment réaliser un programme.
- 18 h 5 Comptes sur table : le circuit d'un chèque à travers la ville de la Chambre de compensation à Paris.
- 18 h 30 Présence du théâtre : le choix d'un critique.
- 18 h 55 Dessin animé : Gil et Julie.
- 19 h Informations.
- 19 h 15 Informations régionales.
- 19 h 35 Feuilletton : Fortune.
- 19 h 50 Dessin animé : Le Tour du monde en quatre-vingt jours.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2 Matinales.
- 8 h Les chemins de la connaissance : la femme adultère à 8 h 32. Schumpeter et Keynes ou les dynamiques du capitalisme, à 8 h 50, le Pont du Nord.
- 9 h 7 Matinale de la littérature.
- 10 h 45 Les jeunes entrepreneurs.
- 11 h 2 Musique : Musiques hybrides, après le rock (et à 13 h 30 et 17 h 32).
- 12 h 5 Agora.
- 12 h 45 Panorama.
- 14 h 5 Sons.
- 14 h 5 Un livre, des voix : « La guerre est malaisée pour les enfants », d'A. Gail.
- 14 h 47 Les amis de France-Culture : Variations IV, à 15 h 20, Départementale verticale : à 17 h, Raison d'être.
- 19 h 30 Feuilletton : Les Ethiopiennes.
- 19 h 25 Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30 Les progrès de la biologie et de la médecine : le point sur le cancer aujourd'hui.
- 20 h « Amphibryon », de Kleist, réal. J.-P. Colas, Avec L. Tosi, A. Roy, B. Giraudet, C. Piéplu.
- 22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE A CANNES

- 0 h à 6 h Fréquence de nuit.
- 6 h 2 Musique de nuit : œuvres de Bodin de Boismorier, Haydn, Lully, Liszt.
- 7 h 10 Magazine.
- 9 h 5 L'oreille en collégien.
- 9 h 20 Le matin des musiciens : Histoire d'un disque, à 11 h, Histoire du « five » 1880-1980 : œuvres de Wagner, Stravinsky, Mozart.
- 12 h 45 Jazz : A. Briggs.
- 12 h 30 Concert : œuvres de Bayle, Viano, Smalley, par le Groupe de recherches de l'INA.
- 14 h Musiciens à l'étranger : les concours de musique internationaux, concours international de Genève.
- 17 h 5 5 1^{re} heure.
- 18 h 30 Concert : œuvres de Haydn, Dvorak, Janacek, par le Quatuor Dolzal.
- 20 h 5 Jazz à Cannes.
- 20 h 30 Concert (en direct du Palais des Congrès) : « Mori et transfiguration », de R. Strauss, « Concerto pour violon », de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de Berlin, dir. H.-P. Frank, sol. M. Erdleben, E. Malinina.
- 22 h 30 Fréquence de nuit : à 23 h, concert (en simultané avec FR 3) : œuvres de Feschi, Vivaldi, par Ton Koopmann, claviers ; concert non télévisé : œuvres de Beethoven, Bach, Mozart, Fauré, par Ton Koopmann.

LE MONDE

JUSTICE

LES QUATRE ARMÉNIENS AUX ASSISES DE PARIS

Le président : je n'aime pas ce mot de « terroristes »

En quelques mots liés d'une voix neutre, comme s'il s'accordait en s'excusant une rapide parenthèse, le président Guy Floc'h a déclaré, fût-ce sans doute, une impression vague ressentie dès l'ouverture, mardi 24 janvier, des procès des quatre militants arméniens devant la cour d'assises de Paris. « Je n'aime pas ce mot de « terroristes », a-t-il expliqué à un juré qui venait de prononcer le terrible qualificatif. Si vous en êtes d'accord, nous en emploierons d'autres au cours de ce procès. Et, comme si cet aveu méritait une précision, comme s'il voulait par l'exemple montrer l'usage — combien délicat — de ce mot, M. Floc'h a rappelé qu'il ne pouvait toujours être considéré comme le terroriste de quelqu'un d'autre et que certains chefs d'Etat, aujourd'hui en place, avaient été traités hier de terroristes.

La cour, les parties en présence, l'opinion publique, étaient ainsi mises en garde au cours de la préambule contre le poids des mots et surtout le poids de leurs peurs. Ce procès des quatre Arméniens, si l'on comprend bien le sens de ce rappel, ne devait pas s'appuyer à travers le prisme de l'actualité, du traumatisme subi actuellement par les sociétés occidentales.

Le terrorisme évolue plus vite que ses effets, perceptibles dans les pays qu'il vise. Cette prise d'otages, le 21 septembre 1981, au consulat de Turquie à Paris, n'a donc rien à voir avec les canons piégés lancés à Beyrouth sur la force multinationale ni avec les « bombes aveugles » de la Saint-Sylvestre. Plus paradoxal sans doute : il faut éviter aussi de la comparer avec l'attentat de l'at-

La proximité des armes

Et la première audience, convenons-en, a largement présenté cette qualité d'appréhension : une qualité d'appréhension, quant à la proximité des armes. D'abord par la très belle lettre adressée à la cour par le cinéaste Henri Verneuil qui, après le chanteur Charles Aznavour — tous deux sont d'origine arménienne — place son espoir dans la « sérénité » de la justice française. Elle s'exprime, cette justice, écrit-il, « monter jusqu'au racine du mal et peut-être comprendre douloureusement ces héritiers de premier holocauste de ce siècle ».

Mesure, pondération encore dans la longue déclaration de principe approuvée par la cour et réécrite en français par Kevork Guzelian, une façon déjà pour un géocide, qui

s'est achevée sur la revendication affirmée de la prise d'otages et sur une précision qui devrait avoir son importance au cours du procès : le commando « n'avait pas attaqué les forces françaises » mais un commando, c'est-à-dire une parcelle du territoire arménien. Ainsi était mis en avant, cette fois par les inculpés eux-mêmes, le degré relatif, encore, de la faute commise. Sans condamner ceux de l'ASALA qui avaient déposé à Orly une valise piégée, ces quatre-là demandaient qu'il fût tenu compte d'une distinction de cible.

Les jurés, enfin, ont eu leur part de la haute tenue de cette première audience. Par leurs questions, par leur curiosité de la cause arménienne et de la vie à Beyrouth des inculpés, ils ont établi un dialogue réel, dans lequel transparaissent peut-être pas de dire pas du tout, les simplifications, les radicalisations imposées par nos peurs du terrorisme, version 1984.

Le cour avait à cœur de comprendre comment était né le choix des armes chez quatre jeunes Arméniens qui avaient désespéré des solutions pacifiques. Les mères des inculpés sont venues de Beyrouth dire à la barre ce qu'avait été leur jeunesse de déracinés dans le quartier arménien d'une ville en guerre, la lente influence de cette guerre et la proximité des armes. Si la cour devait conserver, tout au long du procès, cette même « sérénité », elle trouverait certainement là, dans cette perversion de la guerre, matière à une certaine compréhension, qui, dans l'actualité, n'est plus de mise aujourd'hui.

PHILIPPE BOGGIO.

AU PROCÈS PARIBAS

Les menus cadeaux des douanes

M. François Urbino-Soulier, avocat attitré de l'administration des douanes, est un homme affable et doux comme un bœuf de Floride. Cela ne l'a point empêché, mardi 24 janvier, de se montrer un auxiliaire de l'accusation, dont les représentants, M. Jean-Pierre Monestier et M. Christine Thie, devaient se réunir mercredi 25 janvier.

Ce fut d'abord en disant que cette affaire portait sur une fraude de capitaux de l'ordre de 200 millions de francs, si l'on tient compte que doivent s'ajouter aux inculpés poursuivis tous les clients qui ont évité le procès pénal en transigeant. En disant aussi que ces fraudeurs n'avaient pas choisi la Suisse parce que leurs avoirs y prospèrent mieux qu'en France, mais tout simplement parce qu'ils tablaient sur une « dévotion de la monnaie nationale par rapport aux monnaies étrangères ».

Auxiliaire de l'accusation, M. Urbino-Soulier l'a été encore en soutenant la thèse d'un « intérêt à la fraude » de Paribas et de ses dirigeants, y compris son PDG de l'époque, M. Pierre Moussa. Car, pour l'avocat des douanes, toutes les opé-

érations illicites du service de la gestion privée de la banque, attisées par les capitaux de Léon Boissonnat, fondé de pouvoir de ce service, n'ont pu être conduites à l'insu des dirigeants.

Bonne foi abusée

« Sans doute, a-t-il dit, M. Moussa n'a pas connu les détails de ces opérations, comme il n'a pas connu les péripéties de l'évasion des trente-cinq mille pièces d'or de M. Latécoère vers le Canada. Mais, dans la mesure où, sous sa présidence, la gestion privée, service jusqu'à la défecture, a été développée pour devenir bénéficiaire, cela entrait bien dans les vues de M. Moussa, artisan déclaré d'un développement de son groupe et de son entreprise. » De sa place, M. Moussa, tout en prenant des notes, a montré tous les signes d'un désempolement complet.

Pour ce qui concerne les clients particuliers, M. Urbino-Soulier a distingué entre ceux qui ont reconnu (vingt-huit), ceux qui ont transigé au dernier moment (huit) et les

vingt qui nient. Pour les deux premières catégories, les choses sont évidentes. Pour la troisième, l'avocat des douanes avait à réfuter leurs arguments. C'est ainsi qu'il a notamment déclaré ne pouvoir retenir ceux de personnalités pour M. Bernard Darty ou les frères Jacques et Robert Margnat.

En revanche, il a admis que, pour deux des inculpés, il n'avait pas la certitude de leur culpabilité. Il en va ainsi pour M. Jacqueline Fayard, cette maîtresse femme qui avait expliqué longuement et ardemment qu'elle avait follement dépensé et non point envoyé en Suisse l'argent qu'elle tenait de la vente de son entreprise de Haute-Loire à un groupe étranger. Quant à M. Avet, qui vécut longtemps au Maroc, M. Urbino-Soulier concède qu'elle n'avait pas la qualité de résidente française lorsqu'elle fit ouvrir son compte en Suisse. Ce furent les seuls « cadeaux » des douanes.

Avant M. Urbino-Soulier, on avait entendu M. Jacques Dreyfus et François Perelman, avocats de M. Gérard Avelle, cet huissier de justice qui s'est constitué partie civile contre Paribas. Eux aussi ont soutenu que Léon Boissonnat et le service de la gestion privée de Paribas, qui « abusèrent de la bonne foi de M. Avelle en lui plaçant en Suisse ses capitaux, sans même qu'il en ait été prévenu », ne pouvaient avoir opéré de la sorte sans l'accord de la banque elle-même. Selon eux, M. Avelle est donc fondé à se retourner contre Paribas, et, de plus, la transaction que cette « personne morale » a pu passer avec les douanes à la veille de l'ouverture du procès.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
cours avec explications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BELCA
8, rue de Berni - 75008 Paris

LANGUAGE STUDIES

PARIS - LONDRES - BERKELEY - NEW YORK
COURS D'ANGLAIS INTENSIFS POUR HOMMES D'AFFAIRES
COURS INDIVIDUELS OU PETITS GROUPES
Pour tous renseignements, veuillez nous téléphoner au 750-53-70,
ou nous renvoyer ce bon à l'adresse ci-dessous.

LANGUAGE STUDIES, 390, rue Saint-Hippolyte - 75001 PARIS
Tél. 750-53-70
Nom, prénom :
Age, profession, téléphone :
Adresse :
Veuillez renvoyer une documentation sur les cours

ÉDUCATION

POINTS DE VUE

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL ET L'UNIVERSITÉ

Un nouveau principe

MALGRE la gerbe d'immanations généreuses qui ornent son exposé des motifs (déclaration d'intention de loi, orientation des études universitaires, meilleure orientation des étudiants du premier cycle, réorganisation des structures internes, initiation aux nouveaux outils de la connaissance), la nouvelle loi sur l'enseignement supérieur avait, on le sait, dès le départ, soulevé d'ardentes controverses. Mais les griefs invoqués contre elle (multiplication des conseils, pouvoirs trop étendus des présidents d'université et, parallèlement, contrôle renforcé de l'autorité rectoriale sur leurs décisions, surtout collège unique pour l'élection des représentants des enseignants-chercheurs au conseil d'université) pouvaient-ils se baser sur un support d'inconstitutionnalité ?

Le Conseil constitutionnel vient de trancher dans une décision qui fera date à la fois « au plan des principes » et de ses « implications pratiques ».

Deux points essentiels doivent être retenus :

1. — Le Conseil constitutionnel déclare, certes, non conformes à la Constitution les dispositions de la nouvelle loi sur le collège unique, mais il le fait sur la base de motivations différentes de celles généralement relevées dans les deux recours dont il était saisi.

Il est moins question pour lui de liberté d'enseignement, d'égalité devant le suffrage ou de « participation » au sein d'universités plus ou moins autonomes que d'« organisation du service public » et d'« indépendance des professeurs ».

Dans un service public de l'enseignement supérieur dont la loi précise elle-même qu'il doit être pluraliste et ouvert, le Conseil constitutionnel tient à rappeler que le statut spécifique d'enseignant-chercheur ne saurait limiter le droit à la libre communication des pensées et des opinions ni porter atteinte à l'indépendance des professeurs.

La garantie de cette indépendance résulte en effet — et cette déclaration est capitale — d'un principe fondamental reconnu par les lois de la République.

Voici donc proclamé un nouveau principe constitutionnel. Il ne saurait, de ce fait, lui être porté atteinte, dans l'avenir, par quelque mesure que ce soit, législative ou réglementaire.

K-O technique pour la rénovation de l'enseignement supérieur ?

SAISSANT raccourci sportif. Mais qui est l'arbitre ? Serait-ce le Conseil constitutionnel ? Il existe dans notre droit un vieil adage juridique qui, lui, est aujourd'hui devenu un véritable principe fondamental des lois de la République et d'après lequel on ne peut être juge et partie. Or le Conseil constitutionnel n'est pas un arbitre dans notre droit public, mais il est très vraiment le juge qu'il doit être en principe, ne s'il le prend ?

Surtout, que sont devenus les principes « joueurs » de cet étrange « match » ? N'ont-ils pas été oubliés ? On sont passés des dizaines de milliers d'étudiants directement concernés par cette décision ? Que sont devenus les quarante-cinq « grands » noms ou même à quelques centaines d'agréés des facultés ?

Plus sérieusement, si ne s'agit pas de l'espèce d'un jeu, comme certains voudraient le faire croire aux millions de personnes dans toutes les couches de la population concernées par des questions telles que l'avenir de l'enseignement supérieur en France, de la possibilité de la rénovation, de la nécessité pour le devenir de notre pays que des milliers de jeunes y soient accueillis, ainsi que tous ceux qui veulent développer leur qualification et leur savoir.

Personne ne peut croire sérieusement que l'ensemble des maîtres assistants et des assistants — qui sont au nombre de trente-quatre mille cinq cents — soient les seuls à être favorables à une profonde rénovation de l'enseignement supérieur. En tout cas, le SNE-Sup, auquel j'ai l'honneur d'appartenir, estime à juste titre que la minorité qui s'est agitée en juin, de même que le « lobby », qui, depuis septembre 1983, opère sous divers déguisements et oripeaux, n'est pas représentative du corps des professeurs : professeurs ou mandarins non, pensent l'immense majorité d'entre eux !

En tout état de cause, mon propos n'est pas de critiquer la décision du Conseil constitutionnel concernant la loi sur l'enseignement supérieur

par JACQUES ROBERT (*)

Or cette indépendance des professeurs serait, précisément, menacée doublement par la loi. Du fait de la disproportion numérique existant entre le corps des professeurs et celui des autres corps d'enseignants-chercheurs, leur indépendance dans l'exercice des responsabilités particulières qui leur sont attribuées par la loi serait gravement altérée par l'existence d'un collège électoral unique. Cette indépendance serait encore plus dangereusement atteinte au plan disciplinaire, les professeurs ne pouvant plus compter, dans la formation chargée de les juger, sur des représentants émanant de leur propre vote.

Haïlement — et d'ailleurs fort justement — le Conseil constitutionnel résume que seraient également menacés en cause, dans le cadre d'un collège électoral unique, l'indépendance et la sérénité du suffrage... des autres catégories d'enseignants.

A ceux qui seraient d'aventure tentés de taxer un peu vite notre Conseil de « conservatisme mandarin », on pourrait répondre que, dans une conjoncture voisine, le Tribunal

constitutionnel fédéral allemand a eu exactement la même réaction. Dans un jugement du 29 mai 1973, il a rappelé, en déclarant non constitutionnelles certaines dispositions de la loi universitaire provisoire de Basse-Saxe, que les professeurs et maîtres de conférences ont, en raison même de leur qualification et de leur permanence, droit à être plus fortement représentés dans les organismes collégiaux dont les décisions sont particulièrement susceptibles d'affecter leur liberté scientifique et que c'est abusivement que l'on a fait rentrer dans leur groupe... les chargés d'enseignement ! Le Tribunal constitutionnel a notamment jugé qu'avec 50 % des voix dans les organismes qui définissent la politique de recherche ainsi que ceux chargés du recrutement, les professeurs et maîtres de conférences n'avaient pas une place correspondant à ce qui devait, en droit, leur revenir... (1)

Il — Ce n'est pas tout. Avec une perspicacité et une finesse d'analyse juridique qui portent la marque de son éminent rapporteur, le Conseil constitutionnel a relevé que l'abrogation totale de la loi de 1983 sur l'enseignement supérieur que prévoit l'article 68, alinéa 1 de la nouvelle loi

(*) Professeur de droit public à l'université de Paris-IX.

n'était pas non plus conforme à la Constitution dès l'instant que cette abrogation frappe certaines dispositions anciennes donnant aux enseignants des garanties conformes aux exigences constitutionnelles qui n'ont pas été remplacées dans la nouvelle loi par des garanties équivalentes.

Toutes les garanties de la loi Edgar Faure demeurant donc, si de nouvelles, aussi sérieuses, ne sont pas apportées dans l'avenir.

La plupart des dispositions annulées ayant été jugées séparables de l'ensemble de la loi, celle-ci peut être promulguée demain.

Mais la mise en place des nouvelles structures universitaires risque de connaître de sérieux retards. Car le principe du collège unique ayant été rejeté, c'est tout le système qui se trouve bloqué. Il n'y a plus en effet, dans la loi, de régime électoral prévu, donc d'élection possible. Il faudra qu'une nouvelle loi, tenant compte de la décision du Conseil, précise de nouvelles modalités de scrutin pour l'élection des nouveaux conseils...

On ajoutera que les décrets d'application en préparation devront, de leur côté, prendre en compte très strictement les directives souverainement posées par le Conseil et notamment ce nouveau principe fondamental reconnu par les lois de la République qui est aujourd'hui affirmé : « La garantie de l'indépendance des professeurs d'université ». Avec constance, discernement, fermeté et courage, le Conseil constitutionnel poursuit son œuvre essentielle : non seulement faire respecter la texte constitutionnel dans sa lettre mais — en continuant avec persévérance et lucidité à déceler et à proclamer les principes fondamentaux qui doivent inspirer et guider l'action du législateur — conforter et grandir notre démocratie.

Il reste à souhaiter maintenant que la communauté universitaire, par-delà les légitimes différences de sensibilité qui la divisent et les remous qui ont pu, ces derniers mois, l'agiter, se retrouve loyalement autour de quelques grands principes et quelques grandes évidences qui pourraient à nouveau la rassembler tout entière pour affronter sérieusement son avenir.

(1) Voir Michel Fromont, « La Jurisprudence constitutionnelle allemande », *Revue de droit public et de la science politique*, 1973, 153 pages.

tutionnel, j'espère que mes collègues ne se laisseront pas aller au découragement et continueront à agir afin de transformer en « réalités » positives ce qui n'existe encore qu'à titre de « potentialités » dans la loi sur l'enseignement supérieur.

C'est pour cela que m'apparaît comme déterminante, l'action de l'ensemble des universitaires, au-delà de mes collègues ayant adhéré au même syndicat que moi. J'ajouterais cependant que, à mes yeux, l'issue du conflit qui se déroule actuellement autour de l'enseignement supérieur engage des choix qui vont plus loin que le statut des enseignants du supérieur et de l'Université elle-même. Il s'agit, en je le crois très profondément, d'un véritable choix de société : le choix entre une société qui continuerait à être gouvernée par une élite autoproclamée et autoproductrice et une société dans laquelle des milliers de gens encore aujourd'hui exclus des joies du savoir se verraient enfin reconnaître la possibilité de « changer la vie ». Et c'est Rimbaud que je cite, et non le programme d'un parti politique.

LA CALIFORNIE... ?
L'AMERICAN CENTER SUREMENT
COURS INTENSIF D'AMÉRICAIN
AMERICAN CENTER
281 BD BASPAI, 75014 PARIS
633.47.28
ENGLISH FOR EVERYBODY
20 HEURES DE COURS : 2 HEURES PAR JOUR
DU LUNDI AU VENDREDI DE 14 À 16 HEURES
WEEK-END
A L'AMERICAN CENTER
20 HEURES DE COURS
DÉPARTS SUR 4 WEEK-ENDS
CHACUN VENDREDI DE 18 H 30 À 20 H 30
CHACUN SAMEDI DE 13 H 30 À 16 H 30
ET AUSSI
COURS PRIVÉS - SESSIONS TRIMESTRIELLES
COURS POUR ENFANTS LE MARDI

En bref

Quatorze marins tués par la tempête

Le mauvais temps qui sévit depuis lundi sur la France a provoqué le naufrage du cargo libanais *Kadiant-Med* au large des îles anglo-normandes. Quatorze marins ont péri en mer, neuf membres de l'équipage ont pu être secourus et transportés à l'hôpital de Guernsey et deux personnes ont été portées disparues. De nombreux autres bateaux ont été mis en difficulté dans la Manche et en Méditerranée.

Sur toutes les côtes de France un vent violent a entraîné de nombreux dégâts, et sur certains points des côtes de la Manche de petits raz de marée ont inondé plusieurs agglomérations de bord de mer. De fortes précipitations ont amorcé la crue saisonnière des fleuves et des rivières en plusieurs points du pays, notamment en Charente, dans le Périgord et dans le Bassin parisien.

Le mauvais temps qui avait sévi en fin de semaine sur la Grande-Bretagne avait provoqué, outre-Manche, la mort de vingt-quatre personnes.

Ourla libérée

Ourla, seize ans, incarcérée à la prison des Baumettes à Marseille depuis le 23 décembre pour « complicité de tentative de vol à la tire », (le *Monde* daté 23 et 24 janvier), a été libérée le 24 janvier. Le tribunal pour enfants l'a condamnée à deux mois de prison dont un avec sursis, cette condamnation couvrant la détention provisoire. La jeune fille, enceinte, a été prise en charge dans un foyer de Marseille et pourra,

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,85
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	58,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le Ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	38,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

jeunes ingénieurs commerciaux électroniciens

Paris - Bordeaux - Aix
Lyon - Toulouse - Rennes

200.000

La division "Mesure et Systèmes" de Hewlett Packard France a une croissance soutenue et régulière liée à son excellente notoriété et à l'avance technologique de ses produits. Elle souhaite recruter des ingénieurs électroniciens pour renforcer ses équipes commerciales de Paris et de province.

Dépendant du Chef de Région, l'ingénieur commercial est responsable de la vente des produits pour un secteur. Ces produits couvrent les domaines de l'instrumentation de mesure, de l'électronique numérique, des mesures hyperfréquences, des télécommunications et de l'électronique industrielle. Outre la prospection et la présentation des produits, l'ingénieur commercial est un ingénieur d'affaires; il doit s'attacher à identifier et à résoudre le problème du client et à lui fournir tout conseil utile. Ses interlocuteurs seront des ingénieurs des milieux industriels et scientifiques.

Les candidats, âgés d'une trentaine d'années, sont ingénieurs électroniciens diplômés d'une école scientifique et ont deux à trois ans d'expérience de vente de produits de haute technologie. Les postes requièrent des qualités de communication et de conviction. La connaissance indispensable des techniques de mesure sera complétée par une formation spécifique aux produits. Une bonne pratique de l'anglais facilitera une évolution de carrière intéressante au sein de Hewlett Packard. Voiture de fonction et intéressement aux bénéfices.

Ecrire avec CV, et prétentions sous réf. 11104/M à H. Bouet
Sema-Sélection : Centre Météo 16/18, rue Barbès 92126
MONTRouGE, en indiquant le lieu de travail souhaité. Les
entretiens auront lieu dans les différentes villes citées.

hp HEWLETT
PACKARD

sema selection

Paris, Lille, Lyon
Marseille, Toulouse

**INGENIEURS
COMMERCIAUX**
5 ans d'expérience
SSCI ou Constructeur

TELESYSTEMES QUESTEL - PARIS -

QUESTEL est le premier serveur français professionnel du réseau Teletel. Questel fournit des prestations de services appliquées à l'automatisation des bases de données.

L'Impact Questel 84, son expansion économique, le développement du Département Questel-Ingénierie ce sont les ingénieurs commerciaux qui nous rejoignent en 84 pour vendre les systèmes de gestion d'information: Questel+, Mini-Questel, Micro-Questel.

Envoyer CV + photo et prétentions à
Telesystèmes-Questel - 40 rue du Cherche-
Midi - 75006 Paris.

telesystèmes
DES METIERS POUR PENSER, AGIR, VIVRE.

BANQUE PRIVEE recherche EXPLOITANT(E) Classe IV ou V

MISSION :

- Gestion d'un portefeuille de clientèle commerciale;
- Analyse de données;
- Mise en place de crédits;
- Développement de la clientèle.

PROFIL :

- Bonne expérience dans un poste similaire;
- Goût pour le travail en équipe;
- Développement de la clientèle.

Adresser lettre manuscrite +
C.V. + photo à
BANQUE DE L'ENTREPRISE
38, rue de Valenciennes
75008 PARIS.

Architecte bâtisseur rech.
AGENT COMMERCIAL
pour maie. ind. d'âge 77
Bv. C.V. + photo à Architecte
Bâtisseur, 14, bd Victor-Hugo,
75006 PARIS.

Organisme important rech.
**FUTURS CADRES
COMMERCIAUX**

- dynamisme et enthousiasme;
- goût du contact et du
- excellente présentation;
- sens des responsabilités;
- esprit d'équipe.
Tél. : 500-24-03, poste 43.

**SOCIÉTÉ DE PRESTIGE
recherche**

**RESPONSABLE
REL. PUBLIQUES**

Esp. professionnelle exigée, en
communication et leadership.
Bilingue anglais.
Ad. C.V., photo, prétentions
sous réf. 1044.093 M
88 bis, r. Réaumur, Paris.

**S.G.S. est recrutée pour Étud
Multinationale rég. Nemours**

5 TECHNICIENS
2 ITS PHYSIQUE
INGENIEUR METHODE

formation INSA option mécatronique,
Anglais et allemand (ou et
écrit).

3 INGENIEURS
responsables de projet.
Formation physique, chimie ou
mécatronique pour circuits
hydrauliques. Connaissances techniques
impression.

INGENIEUR
ADMINIST. ENTREPRISE
responsable ordonnancement.
CHEF D'ATELIER
construction électronique.
Env. C.V. et photo, s/n° 1823
LICHOU S.A.
B.P. 220, 75003 Paris
Cedex 02, qui transmetra.

**EQUIPEMENT
POUR BUREAUX
ET BANQUES**

Pour réaliser et diriger
2 P.M.I.
RECHERCHES
PERSONNALITE
ESSENTIELLEMENT
COMMERCIALE
APPUYÉE SUR DE BONNES
CONNAISSANCES
TECHNIQUES
(électronique)

Ce poste autonome implique :
expérience, sens des responsabilités,
dynamisme, et tout
porteur d'avenir.
Situé banlieue nord de Paris.
Déplacements France
ou étranger à prévoir.
Connaissances anglaise, allemand
appréciables.

Envoyer C.V. + photo
s/n° 2.752 à ALICE P.A.
B.P. 508, 75006 PARIS
Cedex 02, qui transmettra.

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Société pour l'Habitat et le Logement Territorial en Afrique
(Shelter-Afrique)

Poste à pourvoir

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

SHELTER-AFRIQUE est une institution de financement de l'habitat dont le siège est à Nairobi (Kenya). Elle est constituée par des Gouvernements et par des Institutions régionales, sous-régionales et non africaines. L'objectif primordial de cet organisme est d'aider les Gouvernements africains à définir des politiques cohérentes efficaces de l'habitat, de réaliser des projets nationaux de logement en mobilisant des ressources sur lesquelles des prêts et un capital social puissent être consentis aux institutions nationales de l'habitat en faveur des projets approuvés dans les pays membres et de fournir une assistance technique aux gouvernements membres dans le secteur de l'habitat.

SHELTER-AFRIQUE souhaite pourvoir au poste de :

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

(a) Fonctions

- assurer les services de secrétariat des organes de décision;
- assurer la coordination générale de la documentation et l'harmonisation des circuits de communications;
- organiser et superviser la garde des sceaux et des autorisations de signature ainsi que des documents de la Société.

(b) Qualifications

Les candidats doivent :

1. être ressortissants d'un pays membre africain et être appuyés par leur gouvernement;
2. être titulaires d'un diplôme en administration des affaires ou gestion, ou en une discipline étroitement apparentée;
3. avoir au moins 10 ans d'expérience, de préférence dans une région d'Afrique;
4. posséder une parfaite connaissance de l'anglais ou du français; la connaissance de la deuxième langue de travail constituerait un avantage;
5. pouvoir travailler en étroite collaboration avec des personnes de différentes nationalités.

(c) La durée du contrat est de trois ans renouvelable.

(d) La rémunération globale est exonérée d'impôts et comprend différentes indemnités.

(e) Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae récent, des noms et adresses de personnes données comme référence, ainsi que de la preuve d'appui gouvernemental devront être envoyées à :

SHELTER-AFRIQUE, P.O. Box 41479, NAIROBI (Kenya)

Elles devront parvenir à SHELTER-AFRIQUE au plus tard le 15 février 1984.

INGENIEUR ELECTRICIEN expérimenté, ayant notions froid, élec. avec réf. et prêt. à S.M.P. B.P. 1220 - BANAKO (Mali).

**ORGANISME DE SECURITE
recherche :**

DESSINATEUR D'ETUDES

(dessins catalogues,
aménagement, dessin
industriel).

Titulaire brevet de technicien
ou d'un B.T.S. ou d'un diplôme
d'état délivré après 2 années
d'études après le BAC.

Ad. lettre et C.V. d'at. à
**M. LE CHEF
DU PERSONNEL**
de la Caisse Régionale
d'Assurance Maladie
d'Ile-de-France

17-19, rue de Planchet
75005 PARIS CEDEX 15.

emplois régionaux

NICE Ecole de français pour
adultes étrangers recherche
PROFESSEUR

exp. pratique V.F. et D.V.V.
exp. pratique bien anglais.
plein temps, poste permanent.
Ecrire sous le n° 1044.041 M

RECUE-PRESSE
86 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ANNONCES CLASSEES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

THOMSON-CGR ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

recherche

JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN

en étroite collaboration avec le responsable de fabrication,
il effectuera des missions ponctuelles d'amélioration des
outils de production portant sur :

- l'implantation d'ateliers,
- l'utilisation d'outillages,
- le suivi de l'information de fabrication,
- le développement des relations d'encadrement.

Cette fonction qui nécessite des qualités de dialogues et de
sens critique, permettra à un candidat de valeur, d'évoluer
progressivement vers d'autres responsabilités.

Adresser C.V., photo et prétentions à Yves KULIG,
THOMSON-CGR - 3, rue d'Amlens, 93240 STAINS.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Nous sommes un établissement privé de crédit et de caution
pour le financement des investissements d'entreprises.
Nous créons le poste de

responsable de l'inspection.

Basé à Paris, vous assurez l'inspection des écritures et des procédures
comptables et concevez leur amélioration en liaison notamment avec
l'informatique.

A 33 ans minimum, vous avez acquis de solides compétences
comptables et informatiques dans un environnement bancaire ou
analogique.

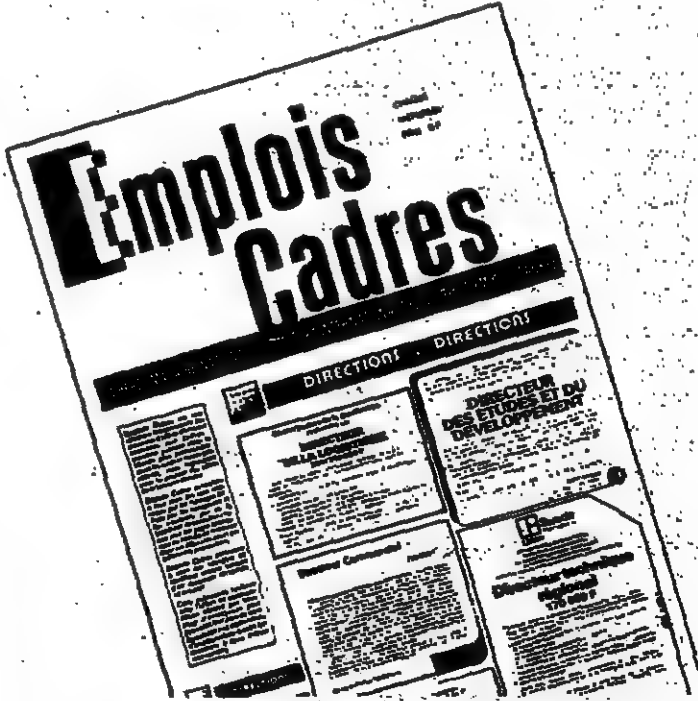
Les possibilités d'évolution sont réelles pour un candidat de valeur.
Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire
(réf. 4410 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTHEC

Emplois Cadres

« EMPLOIS CADRES » est une sélection hebdomadaire des
offres d'emploi destinées aux cadres regroupant les
annonces publiées dans **Le Monde** le samedi écoulé
et une sélection d'annonces du **Herald Tribune**
Chaque mercredi chez votre marchand de journaux, 6 F



BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

NOMBRE D'EXEMPLAIRES x 7 F (Prix de porteur)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au « Monde », Service de la vente au numéro
5, rue des Indes, 75007 PARIS CEDEX 05.
Votre commande sera prioritaire chez les plus grands éditeurs.

مركز الامم المتحدة

LETTRES

LES TRAVAUX DU CONSEIL DES MINISTRES

M. Lang veut étendre le « territoire du livre »

Au cours du conseil des ministres de ce mercredi 25 janvier, M. Jack Lang, ministre de la culture, devait présenter une communication sur la politique du livre et de la lecture. Pour le ministre, le « socle » ayant été construit — depuis 1981, les divers crédits en faveur de la lecture publique ont été multipliés de trois à près de onze fois, — il convient désormais d'étendre le territoire du livre.

Au 1^{er} janvier 1986, conséquence de la décentralisation, les bibliothèques centrales de prêt départementales gérées par l'Etat seront confiées aux collectivités territoriales. Ce transfert soulève quelques inquiétudes dans l'entourage du ministre. On craint que des départements hésitent à s'engager dans une promotion active de la lecture et que certains, tenus par l'opposition, ne laissent s'étioler les institutions léguées par l'Etat pour créer les leurs propres.

Mais pour M. Lang, le risque le plus immédiat est que le transfert de compétences soit achevé avant que les « dynamiques de développement en cours » ne soient prises en compte par les élus, ou que la « mise à niveau » des outils de lecture ne soit pas réalisée dans tous les départements. C'est pourquoi il entend établir une « étroite coopération » avec les conseils généraux, coopération marquée par un renforcement de l'aide à la création d'emplois et un accroissement des moyens des BCP. Déjà, quatorze plans départementaux de développement de la lecture ont été signés avec des élus et une vingtaine sont en cours.

La priorité sera aussi donnée aux zones rurales et aux quartiers d'habitat social, afin de « réduire les inégalités les plus flagrantes dans le domaine de la lecture ». La bibliothèque centrale de prêt pourra susciter la création de petites bibliothèques municipales dans les campagnes. Dans les quartiers d'habitat social, sera favorisée la création de bibliothèques municipales annexes, les demandes en documentation sociale ou en faveur de migrants et la transformation de points de vente de presse en librairies.

L'objectif est de multiplier « la présence du livre dans le quotidien » par une action tous azimuts. Ainsi, à l'exemple de Saint-Quentin-en-Yvelines, des bibliothèques de prêt sont prévues dans des gares de Choisy-le-Roi et de Sarcelles, en accord avec les collectivités locales. L'Association Léo-Lagrange participera à une bibliothèque de prêts installée à la station du RER Nation.

Le ministère veut faciliter l'accès aux bibliothèques des « militants » de la lecture, qu'ils viennent d'une association, d'une entreprise ou d'un établissement scolaire. Cette « mobilisation générale » sera illustrée par une campagne nationale de développement de la lecture, patronnée par un Comité national pour la lecture, lui-même relayé par des comités départementaux mis en place par les conseils régionaux des affaires culturelles. Ces comités rassembleront les élus, des représentants de l'administration, les professionnels et les militants associatifs. Une campagne pour la lecture, préfigurant cette « France à livre ouvert », sou-

haitée par le ministre, sera lancée en mars prochain.

La moyenne de fréquentation des bibliothèques publiques est, autour de 10 % de la population, desservie, avec un taux d'emprunt moyen de deux livres par lecteur et par an. M. Lang a fixé un double objectif pour la fin du IX^e Plan : 20 % de la population fréquentant la bibliothèque, 4 livres empruntés par an et par lecteur. Ces taux ne sont pas inaccessibles si l'on sait que des villes atteignent des taux de fréquentation de 20 %, 25 %, voire 35 % de la population comme dans les pays les plus avancés en ce domaine.

A propos des rebuts illégaux commis par des chaînes de grande distribution, M. Lang estime « indispensable et urgent que le gouvernement manifeste sa détermination à faire respecter la loi ».

Enfin, le ministre juge « préoccupante » la hausse des prix du livre non scolaire, de 11,3 % de janvier à novembre 1983, contre 8,9 % à l'indice général pour la même période. Compte tenu de ce « dérapage », il est prévu dans l'accord de modification signé par les éditeurs pour 1984 que « l'augmentation moyenne des prix des livres inscrits au catalogue sera de 3,5 % et qu'aucun titre ne devra augmenter de plus de 4,9 % », et que les conditions de vente aux libraires demeureront inchangées au cours de l'année.

BERNARD ALLIOT.

HOTEL DES VENTES
5, rue Royale - Fontainebleau
DIMANCHE 29 JANVIER à 14 H
Obj. d'art et d'ameublement, argenterie, bijoux, tableaux, mobilier art déco.
M. J.-P. OSENAT commissaire priseur
Tél. : (01) 422.27.62

Au Paradis des SOUVENIRS
du 26 Janvier au 4 Février
RUE DU PARADIS (Paris 10^e)
35 boutiques vous accueillent
Porcelaine - Cristal - Orfèvrerie

LE CARNET DU Monde

Naissances

M. et M^{me} Pascal BAERD, née Véronique Dupuy d'Anges, Elodie, Agathe et Romane ont le joie de faire part de la naissance de

Pauline,

à Paris, le 11 janvier 1984.

M^{me} Raymond BASCH est très heureuse d'annoncer la naissance de ses deux petits-fils.

Alexandra,
le 6 janvier 1984,
chez Françoise et Dick MOTTE.

Nicholas,
le 21 janvier 1984,
chez Odile et Richard GROGAN.

Et de rappeler la naissance de sa petite-fille.

Alexandra,
le 25 janvier 1983,
chez Odile et Richard GROGAN.

18, rue Monsieur-le-Prince,
75006 Paris.
1, rue du Regard,
75006 Paris.
10, Holland Park,
London W11.

Décès

M^{me} Lucie LÉVY, Paris.
M^{me} le docteur Helmer-Duplé,
M^{me} Jean Bayet.

M. et M^{me} André Boucourechliev,
M. et M^{me} Jean-Jacques Salomon,
Anne-Cécile et Laurent Salomon,
ses parents et petits-neveux,
M^{me} André Chazotte,
sa sœur.

Sa famille et ses proches
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeanne DUPIC,
archiviste-paléographe,
chevalier de la Légion d'honneur,
directrice honoraire
des bibliothèques de Rouen,

survenue à Vichy dans sa quatre-vingt-troisième année.

Ses obsèques auront lieu le jeudi
26 janvier, à 10 heures, en l'église de
Lurey-Lévis (Allier), suivies de l'inhumation
dans le caveau de famille.
43, rue du Capitaine-Lafont,
03320 Lurey-Lévis.
16, rue Bouchut,
75015 Paris.

Les amis artois de

Joseph GASTON,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
ancien président des Artois
de Paris,

ont la douleur de faire part de son décès,
survenu dans sa quatre-vingt-sixième
année, le vendredi 13 janvier 1984.

La cérémonie religieuse et l'inhumation
ont eu lieu le mercredi 18 janvier
1984, dans la plus stricte intimité.

Remerciements

La famille Prêlot prie tous ceux qui
se sont associés à sa douleur à l'occasion
du décès de

Bernadette PRÊLOT,

le 3 janvier 1984, des suites d'une
cruelle maladie, de trouver ici l'expression
de ses remerciements et de sa
reconnaissance.

Anniversaires

La famille du

docteur Francis DAYAN,

rappelle son souvenir à l'occasion du
septième anniversaire de sa mort.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une
réduction sur les inscriptions du « Carnet
du Monde », sont priés de joindre à
leur envoi de texte une des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire de la
mort de

Georges BIDAULT,

un service sera célébré à Saint-Louis des
Invalides, le vendredi 27 janvier, à
18 h 30.

Communications diverses

Pour la Semaine de l'Unité, jeudi
26 janvier, à 18 h 30, salle Pierre-
Julien-Eymard, 23, avenue de Friedland
(Métro George-V, Charles-de-Gaulle).
« Chrétiens séparés, persécutés ensemble
pour la foi : Réunis par la Croix ». Témoignages sur les persécutions anti-religieuses. Par M^{me} Harfouche pour le Liban, M^{me} les pasteurs Arger et Damas pour l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, le Père Goix pour la Roumanie, M. Nkita Strive pour l'URSS et les « dissidents ». (Centrale catholique des conférences : 260-56-32.)

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

Université Paris-X (Nanterre),
samedi 28 janvier, à 9 heures, salle 614
(bât. G). M^{me} Marie-Françoise LEROUX :
« Les accords d'entreprise dans le sys-
tème français de négociation collective ».

Université Paris-V (Rend-
Descartes), lundi 30 janvier, à
14 heures, salle Grand, M^{me} Danièle
VASSILAKIS : « L'œuvre romanesque et le roman
blanc, dynamisme du roman
des Sixties ».

TELEX PARTAGE
ETRAVERSERVICE TELEX • 347.21.32

Alfa Romeo
la maîtrise automobile

GAP
concessionnaire

PARIS-EST : NOUVEAU-SEC 33.10
123, rue Voltaire, Courcouronnes
(1) 840.55.35

REPUBLIQUE : PARIS 11
32, avenue de la République (1) 805.80.78
PARIS 12 : 27, avenue Michel Riquelme (1) 340.80.47

ALFA 33 la ligne

l'agenda du Monde

REPRODUCTION INTERDITE

Animaux

TAS DE POILS

TOILETTAGE

Spécialiste caniches
157, RUE JEAN-JAURES
94700 MAISONS-ALFORT
376-48-15

Part. vend chiens Bouledogue
Français issus champions, te-
tousés, vaccinés, lot. Prix
5.000 F. 838-34-14 sept. 20 h.

Bijoux

Si vous vendez : bijoux, or, di-
amants, pierres, etc. ne faites pas
sans 164phoner 588-74-38.

ACHATS BRILLANTS

Toutes pierres précieuses
Bijoux, or, etc. argentés PIER-
RONO Joailliers-orfèvres à
l'Opéra : 4, Chaussée d'Antin :
à l'Étoile : 37, av. V. Hugo.
Ventes - achats - échanges

ACHAT OR

pièces or et argent
ou dentaire, débris
bijoux anciens, modernes
même abîmés

DE 60 à 250 F le G L'ÉMERAUDE

25, rue Louis-le-Grand
PARIS (2^e), M^{me} OPÉRA
742-40-82

ACHAT. OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris
PAUL TERRIER - 255-47-77
35, rue du Colisée, 75006
Métro Saint-Philippe-du-Roule.

BIJOUX ANCIENS

BAGUES ROMANTIQUES
se choisissent chez GILLET
19, r. d'Arcole, 4^e, 354-00-83.
ACHAT BIJOUX OR-ARGENT
Métro : Cité ou Hôtel-de-Ville.

Cours

RUSSE tous concours examens
de l'agrégation au BAC par
prof. diplômés bulgares. Tél. con-
sult. 23 h 30 - 205-15-84.

Psychologie

LE CENTRE GURDJIEFF-
Ouspensky EST OUVERT
Tél. : 438-01-68.

Enseignement

ENGLISH IN ENGLAND

Au bord de la mer, 1100 km de Londres, notre hôtel est 100 % anglais de
renommée mondiale et située dans le même bâtiment que celui d'Angus
Scott, célèbre pour son enseignement.

Secondé par un professeur et un professeur assistant (titulaire du diplôme)
116 00 par jour : pension, repas et logement compris (hôtel ou tentes).

25% RÉDUCTION

pour un séjour de 10 jours ou plus (sous réserve
d'adhésion au programme)

REGENCY SCHOOL OF ENGLISH

Rumpley, Kent, 100 km de Londres, 100 % anglais
ou 1000 Boulton, 4 rue de la République, Boulogne-sur-mer
Tél. : 01 999 26 20 (soir)
Date de fondation et de l'âge - pour de séjour continu
ouvert toute l'année - cours particuliers vacances scolaires

Accessoires auto

PIÈCES AUTO ACCESSOIRES

Housses, auto-radio
Aliment et système de vol
Pièces d'origine BMW, Fiat, Sa-
vian, Renault, Peugeot
Accessoires
Peintures au kilo
SERVICE EXPORT garanti

AUTOTEC

83, av. d'Italie, 13^e - 331-73-88

Livres

LIVRES ANCIENS

ACHAT - VENTE
LIBRAIRIE MINARD
9, RUE BAYARD
38000 GRENOBLE
Tél. (01) 44-57-84
Catalogue périodique

Instruments

de musique

Orgue électronique YAMAHA
MONO CLAYER
Son : piano - orgue - électro, etc.
Boîte à rythme (110) Mémoire,
accompagnement... vitesses
sustains...

PARFAIT ÉTAT

Prix neuf 4 900 F
Vendu 2 500 F
Tél. M^{me} LANKRY
TRAV. 820-83-83 poste 2535
DOM. 849-41-18.

PIANOS TORRENTE

ACCORD, EXPERTISE,
DEVIS POUR RESTAURATION
Téléphone : 840-89-52

Rarement

POUR DE MEILLEURS PRIX
Ravellments tous genres
SERVIRAMA (1) 508-13-27

Musique

MARBEL MUSIC

127, rue de Valenciennes
PARIS 10^e, Tél. : 878-31-25.

DÉPANNAGE - RÉPARATION

TOUTES MARQUES
Instruments électroniques
sonos, amplis, claviers, etc.
DÉLAI RAPIDE.

Maroquinerie

SOLDE sur PRIX de GROS

20 à 30 %
sur prix
marqués.
VISCONTI, 5, rue M.-Le-Comte
M^{me} Rembureau. 272-18-88.

Moquettes

MOQUETTES 1^{er} CHOIX
100 000 m²
Tous types et coloris
Prix entrecôté
Pose gratuite - 757-18-18
BIEN-ÊTRE MOQUETTES

Sécurité

BLINDEZ VOS VITRES
SECURITY-FILM est un film
polyester qui s'applique sur vos
vitres existantes et leur
confère une résistance min. de
2 T à 6 cm², invisible, peu
coûteux et très efficace.

POLYPROTEC, 8, pl. de la Ma-

doleine. 75008. 261-58-88.

Minéraux

4-5 FÉVRIER
EXPOSITION

MINÉRAUX

FOSSILES
VENTES - ÉCHANGE
De 10 h à 19 h
SALLE DES RÉTÉS
DU MONTMARTRE
7, rue G. Dymale, 94000
CRETEIL

Echange

COUPLE NOIR AMÉRICAIN
cherche log. en échange travail
(baby-sitting, etc.). 828-38-10

Troisième âge

RÉSIDENCE LES CÉCILES
10^e - 1^{er} étage, Paris
Touraine, A midi RESTAU-
RANT ouvert à tous, repas re-
traites reçoit toutes personnes,
tous âges, valides, semi-
valides, handicapés. Soins se-
rieux. Petits animaux familiers
acceptés. 33, av. de Vigny,
92000 VANVRES. Tél. : (1)
728-89-53 et (1) 638-34-14.

LES CAMELIAS retraite pen-
sionnaires, valides, semi-valides.
Paris 14^e, 77320 JOUY-
S/MOIRIN. Tél. (01) 404-06-78.

Vacances

Tourisme

Loisirs

5 kms MORZINE-AVORIAZ
Loup chassés et off-trails.
6 pers., 5 km des pistes.
Démarches, location, etc. M. et
M^{me} 2 500 F la semaine. Mars
1 200 F. 800 F/semaine.
GITES COMMUNAUX à MAI-
RIE de 74110 ESSERT-
ROMANO. 150 73-04-05.

Discoll House Hôtel
200 chambres à un lit. Demi-
pension, 2 500 par semaine
séjour de 21-60 ans.
S'adresser à 172, New Kent
Road London SE 1
Téléphone : 01-703-4178.

NEIGE 18/26 FÉV.

Stud. 4 p. - 638-36-14.

ENFANTS/SENIORS-FÉVRIER

Hue-Alpes, Hue-Savoie.
Maison Central
ess. dispose des pl. ZONE 1
projet, et encadr. de 1 393 F
Tant + de 12 ans : 1 498 F
comprenant : pension, hé-
bergement, forfait ski,
tous, skis et chaussures.
En sus : tarif transport
(selon destination).

VACANCES-VOYAGES-LOISIRS

7, av. Max-Robespierre
94400 VITRY-sur-Seine
Tél. (1) 880-86-17 p. 412.

MULTIPROPRÉTÉ

A TIGNES VAL-CLARET
Particulier vend ou loue à In-
ter-Résidences les trois premières
semaines d'été vacances sco-
laires d'un studio 4 personnes.
Grand confort.
Téléphone : (3) 461-45-41.

Programmes d'échange

entre le corps enseignant
universitaire de France et
d'étranger pour l'été 1984.
Séjours pour les enfants
ou échange de maison ou d'ap-
partement. Frais, et formules d'ac-
ception (3) 989-41-40
après 20 heures.

LE SALON DE L'EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS

Aider les entreprises à mener une
politique de recrutement efficace et
dynamique, qui tienne compte des
aspirations des cadres ; d'aujourd'hui et
de demain.

Donner aux Jeunes Diplômés et
Débutants les moyens d'évaluer la réalité
du monde industriel, les contraintes
économiques de l'entreprise, pour y
adapter leur talent et leurs ambitions
professionnelles.

C'est l'idée directrice de ce salon,
organisé par le MONDE avec la
collaboration de R.T.L. qui aura lieu du
mardi 6 au vendredi 9 MARS 1984 au
Palais des Congrès.

ENTRÉE LIBRE

Pour toute demande d'information, s'adresser à :

régie presse

J. Degave - D. Le Dren - P. Devoulon
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS
Tél. : 233.44.21

Le Monde

H. Guinaudeau
3, rue des Italiens, 75009 PARIS
Tél. : 246.72.23

مكتبة الامم المتحدة

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

LES COLLECTIONS

De satin et de soie

Toujours les collections. Emanuel Ungaro aime de modestes, de satin incrusté de dentelles en contraste, le décolleté de ses tailleurs aux revers effilés, à veste longue. Il propose aussi la jupe droite drapée, au genou, et ses dessins heurtés de prince-de-galles noir et blanc ou de rayures appuyées. Les robes sont plaquées au corps et drapées aux hanches, très suggestives et théâtrales.

A l'inverse, Jules Francis chez Lanvin joue le long, l'épaulé, le sage, en ensemble de lin noir doublé de jaune-beurre frais. On retrouve partout les rayures bicolors utilisées en long et en travers. Les jupes de soie imprimées à pile s'ouvrent haut sur la jambe, et les drapés en baudrier animent le corsage des modèles droits. Les fourreaux du soir de satin noir sont magnifiques.

Ted Lapidus reste fidèle à son style safari, qu'il double en soie flamme brillante. Les carreaux sont surélevés, les plis se continuent sur la jupe, la taille est resserrée par un grand corset. Les ensembles de cuir percés tressés sont proposés en blanc et en couleurs fortes. D'amusants tricotés en jacquard vif sur fond blanc s'animent de pans sur-

posés en jupes sur des débordements bayadères.

Louis Feraud distille de délicieux ensembles en pastels roses, bleus, jaunes, mauves et gris, parfois acidulés. Ces tenues écruées et légères effleurent le corps en corsets croisés, jupes droites ou plissées, au genou ou au mollet. Les robes sont en toile de soie et crêpe de Chine, tandis que de grands cols fantaisie éclairent des deux-pièces marine. Le noir est traité en mousseline et dentelle, comme le gris, en belles robes à taille basse.

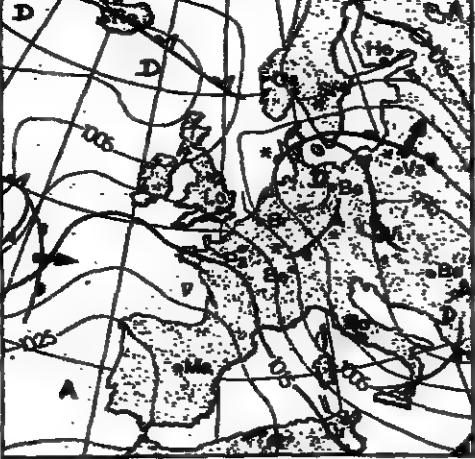
Chez Chanel, Karl Lagerfeld taille en forme de marteau, les épaules de ses tailleurs, leur donnant un aplomb très actuel. Les vestes s'étriquent, plaquent les hanches sans les mouler sur des jupes portefeuille. Si la marine domine, suivi du noir citadin, sa palette propose des bleus, des roses, des rouges et des jaunes.

Droites pour le jour, les silhouettes s'étoffent le soir et s'agrémentent de colliers de chaînes et de perles posées en baudrier et se terminant en ceinture. Dans le même esprit, quelques grandes robes de satin invitent à la veale.

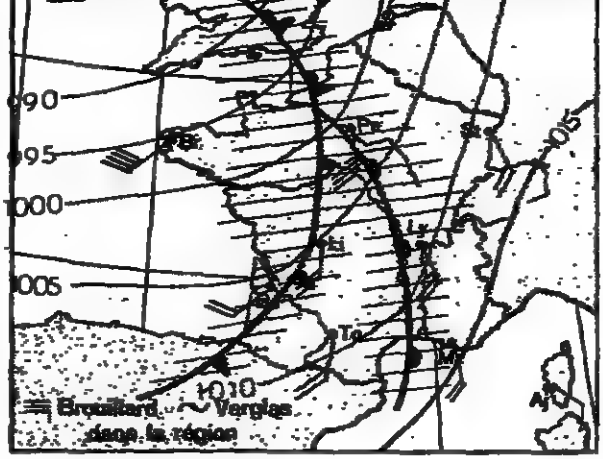
NATHALIE MONTSERVAN.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25.1.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 26-1-84 DÉBUT DE MATINÉE

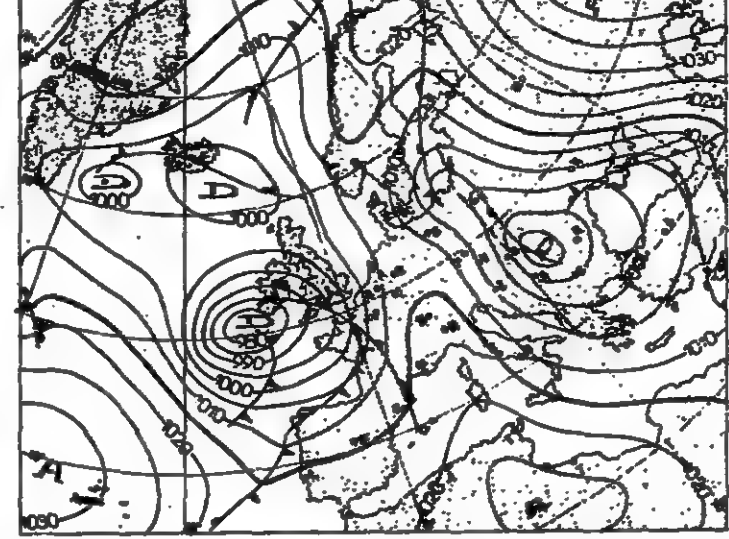


Evolution probable du temps en France entre le mercredi 25 janvier à 0 heure et le jeudi 26 janvier à 24 heures.

Après l'après-midi très temporeuse de mercredi, une nouvelle perturbation très active, associée à un profond minimum, abordera dès mercredi soir l'ouest du pays.

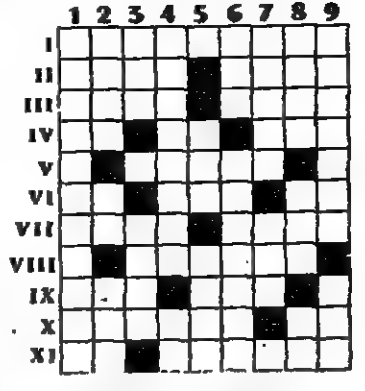
Jeudi, une zone pluvieuse, précédée de neige dans l'intérieur, s'étendra dès le milieu de journée sur la moitié est du pays; elle sera suivie d'une traîne active s'étendant à tout le pays dans la soirée, avec nombreux passages nuageux accompagnés d'averses; l'instabilité deviendra très forte en fin d'après-midi par le nord-ouest avec renforcement des averses qui pourront être de neige. Les précipitations seront abondantes en toutes régions, principalement sur le sud-ouest et l'ouest du Massif Central. Il seigera encore sur tous les massifs où le manteau neigeux est très instable, en particulier sur les Alpes du Nord. Les vents de sud-ouest, assez forts en début de journée, vont se renforcer et deviendront très forts en fin d'après-midi et

PRÉVISIONS POUR LE 26 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3632



HORIZONTALEMENT

I. Freliche ou fanfreluche. - II. Pour lui, souffler n'était pas jouer. Libre la conscience mais condamne le corps. - III. L'ours féroce est engageant. Cœur ou estomac. - IV. Note. Personnel. Saisi par quelque chose d'empoignant. - V. Sur un marché persan. - VI. Négation. Toile qu'une « lingère » porte en tête et que nos grand-mères portaient comme dessous. Contré. - VII. On l'acquiesce ou la met au bloc. Blesse en piquant. - VIII. Pour lui, la grève de la faim est un exercice comme les autres. - IX. Époque pendant laquelle on brasse plus de bière que d'affaires. Se parcourt plus rapidement que le journal. - X. Se déguise dans les gargotes. Brillante d'un louis ou d'un napoléon. - XI. Préposition. C'est souvent une étoile du soir au pays du Soleil-Levant.

VERTICALEMENT

I. Une belle décorée au front. - 2. Son excentricité ne fait rire personne. Satellite de Jupiter. Possessif. - 3. Flottante ou pas, elle émerge au-dessus d'une nappe. Pièce de magot chinois. - 4. Rosières dont le jardin n'a jamais été ensemencé. En lège. - 5. La maturité lui donne plus d'importance. Barbote plus qu'elle ne vole. - 6. Majeur ou Supérieur, selon le site. Masculin ne se conjuguant pas au féminin. - 7. Qui ont des difficultés à voir les choses simplement. Participe. - 8. L'équipage d'Elisabeth II. Foyer de bien des révolutions. Interjection. - 9. Réve sans doute aux extatiques joies des amours impossibles. Orateur peu instructif.

Solution du problème n° 3631

Horizontalement
1. Comptines. - II. Opale. Obé! - III. Quoi? Stal. - IV. Us. Alain. - V. In. Bôt. - VI. Lanternes. - VII. Lin. Ses. - VIII. Amont. Oc. - IX. Gavé. Azur. - X. Énergie. - XI. Stridente.

Verticalement

1. Coquillages. - 2. Opus. Amant. - 3. Mao. Innover. - 4. Plant. Néti. - 5. Té. Est. Gd. - 6. Sabre. Ate. - 7. Notions. Zen. - 8. Éhonté. Ou. - 9. Sel. Sucrée.

GUY BROUTY.

EN BREF

CONFÉRENCES

UN PEU DE CULTURE. - L'Université populaire de Paris (UPP) organise des conférences-débats sur des sujets très divers. Relevé sur le programme du deuxième trimestre : « Du corps physique au corps social », par le docteur Jacques Donnars, le 26 ; « La peinture en France et en Angleterre au dix-huitième siècle », par Pascal Soufflet, professeur à la Sorbonne, le 27 ; « Pourquoi tant de sectes », par Albert Magnin, le 28.

DÉBATS

9 février : « Les hommes, sont-ils égaux? », par le docteur Paul Chauchard, le 21 ; « L'impressionnisme et le problème de l'homme », par René Huyghe, de l'Académie Française, le 27 mars.

PHILOSOPHES

Elle aura lieu au pavillon Joffe de l'ancienne École polytechnique (amphithéâtre B), 1-5, rue Descartes à Paris (6^e), jeudi 26 janvier à 15 heures au siège du Collège international de philosophie - Motif : « Darwin contre la sociobiologie ».

DECLARATION DE GUERRE

Elle aura lieu au pavillon Joffe de l'ancienne École polytechnique (amphithéâtre B), 1-5, rue Descartes à Paris (6^e), jeudi 26 janvier à 15 heures au siège du Collège international de philosophie - Motif : « Darwin contre la sociobiologie ».

DECLARATION DE GUERRE

Elle aura lieu au pavillon Joffe de l'ancienne École polytechnique (amphithéâtre B), 1-5, rue Descartes à Paris (6^e), jeudi 26 janvier à 15 heures au siège du Collège international de philosophie - Motif : « Darwin contre la sociobiologie ».

DECLARATION DE GUERRE

Elle aura lieu au pavillon Joffe de l'ancienne École polytechnique (amphithéâtre B), 1-5, rue Descartes à Paris (6^e), jeudi 26 janvier à 15 heures au siège du Collège international de philosophie - Motif : « Darwin contre la sociobiologie ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 25 janvier 1984 :

UNE LOI

● Relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédits.

DES DÉCRETS

● Portant publication de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse, remplaçant l'accord du 22 juin 1973 modifiant l'accord du 5 juillet 1963 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne portant création de l'Office franco-allemand pour la jeunesse, signé à Bonn le 25 novembre 1983, ensemble un échange de lettres.

DES ARRÊTÉS

● Relatif à l'organisation des commémorations en 1984 et 1985 de hauts faits de la première et de la seconde guerre mondiale.

DES ARRÊTÉS

● Relatif au régime d'exonération fiscale afférent à certaines importations de biens.

DES ARRÊTÉS

● Fixant la majoration applicable à la fraction de capital des titres d'indemnisation venant à échéance au cours de l'année 1984.

PARIS EN VISITES

VENREDI 27 JANVIER

« Quartier de l'Opéra », 12 h 15, 10, boulevard Montmartre, M^{me} Legré.

« La maison de Victor Hugo », 15 heures, 6, place des Vosges, M^{me} Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).

« Les impressionnistes au Jeu de Paume », 14 h 30, entrée (Art et promenade).

« La Conciergerie », 15 heures, hall (Art Conférences).

« Gustave Moreau », 14 h 30, 14 rue de La Rochefoucauld (Arts et curiosités de Paris).

« Les cozzacombes », 14 h 30, 1, place

Tours, 6 et 0; Toulouse, 8 et 4; Poitiers-Pire, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 7 degrés; Amsterdam, 2 et -1; Athènes, 15 et 10; Berlin, 3 et 0; Bonn, 2 et 1; Bruxelles, 2 et 0; Le Caire, 20 et 12; Los Canaries, 20 et 16; Copenhague, 1 et 0; Dakar, 24 et 19; Djéba, 20 et 13; Genève, 3 et -1; Jérusalem, 14 et 7; Lisbonne, 15 et 6; Londres, 3 et -3; Luxembourg, 0 et -2; Madrid, 11 et -2; Moscou, 2 et -6; Nairobi, 27 et 20; New-York, 3 et -1; Palma-de-Majorque, 16 et 9; Rome, 13 et 0; Stockholm, -7 et -7; Téhéran, 22 et 12; Tunis, 17 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Denfert-Rochereau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La bibliothèque polonaise », 15 heures, 6, quai d'Orléans (M^{me} Hager).

« Maisons du cloître Notre-Dame », 14 h 30, portail central (Paris pittoresque et insolite).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, entrée, sur la place (Paris et son histoire).

« Le cœur de Paris », 15 heures, place du Châtelet (Paris autrefois).

« Raphaël », 15 h 30, Grand Palais (Visages de Paris).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

Lacs de Vincennes

LA PÊCHE SANS FERMETURE

La pêche est désormais ouverte toute l'année sur les différents lacs du bois de Vincennes. C'est la décision conjointe de la Fédération interdépartementale de la Seine, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, et de la direction des Parcs et Jardins de la Ville de Paris.

LA PÊCHE SANS FERMETURE

Par ailleurs, un gros réempoisonnement des divers lacs du bois sera effectué par le prélèvement de trois à quatre tonnes de poissons dans le lac de St-Denis, qui sera actuellement de réserve.

2 NOUVEAUX TEMPS FORTS POUR LE WEEK-END

Le Monde
Loisirs

NOUVEAU SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ AU « MONDE » DU VENDREDI DATÉ SAMEDI
Le Monde Loisirs vous propose, pour le week-end, des formules de distraction et d'évasion de qualité à travers des reportages et des rubriques régulières : voyages, tourisme, gastronomie, jeux, nouveautés du disque et des cassettes vidéo, mode, bricolage, auto-moto... plus un choix commenté des programmes de la radio et de la télévision de la semaine. Vous trouverez désormais avec votre quotidien ce nouveau supplément illustré LE MONDE LOISIRS pour organiser les temps forts de votre week-end.

Le Monde
Aujourd'hui

NOUVEAU SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ AU « MONDE » DU SAMEDI DATÉ DIMANCHE-LUNDI
Le Monde Aujourd'hui veut aider à comprendre comment, à partir des évolutions actuelles, se prépare le monde de demain. Chaque semaine, des rubriques régulières sur la recherche scientifique, technique, médicale, architecturale, et sur l'évolution des modes de pensée. Vous trouverez désormais avec la nouvelle présentation de l'édition quotidienne du 6^e jour ce nouveau supplément illustré LE MONDE AUJOURD'HUI pour accompagner votre réflexion sur les rendez-vous de l'avenir.

CES DEUX SUPPLÉMENTS ILLUSTRÉS SONT VENDUS ENCARTÉS DANS LES ÉDITIONS QUOTIDIENNES DU « MONDE ».

LE TRAFIC FERROVIAIRE RESTE BLOQUÉ EN BRETAGNE

Le président de la chambre régionale d'agriculture refuse de rencontrer M. Mauroy

Le trafic ferroviaire demeurait interrompu, mercredi 25 janvier, sur la plupart des lignes de Bretagne, coupées en divers endroits par des manifestants agricoles. La circulation, selon la SNCF, a repris normalement depuis mardi soir sur les seuls axes Rennes-Paris et Rennes-Nantes. La journée de mardi a été marquée par des escarmouches entre les forces de l'ordre et les paysans, ceux-ci se relayant pour organiser des barrages volants, dans l'après-midi et dans la soirée. Les services de la SNCF ont dénombré, mercredi matin, plusieurs actes de dégradation, le plus grave ayant été commis entre Lamballe et Yffiniac, à Meslin, où des rails ont été démontés au chalumeau. « Si un train s'était présenté, l'accident était inévitable », a déclaré un responsable de la direction régionale de la SNCF. Les organisations

agricoles ont fait savoir qu'ils n'étaient pas les commanditaires de ces actes, qu'elles pensent être une « provocation ». Dans le Finistère, le CDJA a été à la pointe de l'action, une action que conteste de plus en plus ouvertement la FDSEA de ce même département.

M. Alexis Gourvenec, leader économique de la Bretagne, a fait à cette occasion, à Pleyber-Christ, qui fut un des points chauds de la journée, une sorte de « rentrée syndicale ». De son côté, M. Cozou, président de la chambre régionale d'agriculture de Bretagne, a refusé de rencontrer M. Mauroy le vendredi 27 janvier, estimant que la délégation devrait être composée plus largement des responsables socioprofessionnels bretons et des membres du Comité de salut économique de la Bretagne.

Parallèlement, se trouve M. Alexis Gourvenec, qui, la semaine dernière, avait incité la délégation de ce même comité à ne pas se désolidariser de l'action de commando à la sous-préfecture de Brest.

Mardi encore, le CNJA, au plus nationalisme, a laissé prévoir un développement de la contestation paysanne tant que M. Rion, vice-président du CDJA du Finistère, serait incarcéré. M. Lac Guyon, président du CNJA, avait cependant considéré que l'opération lancée par M. Mauroy pouvait être un signe d'apaisement. De son côté, la Confédération des travailleurs paysans estime que « les actes de vandalisme ont été orchestrés par une minorité de gros éleveurs de porcs qui continuent à développer leur production et participent à l'élimination d'un grand nombre de paysans ».

A LA MANIFESTATION DE BREST

Le CDJA du Finistère est accusé d'être manipulé par des forces de droite

De notre envoyée spéciale

Brest. — Mille cinq cents personnes environ participaient à Brest, mardi 24 janvier, à la manifestation organisée par les syndicats CGT, CFDT, FO, FEN, le Parti socialiste et le Parti communiste pour « défendre la démocratie », après l'attaque de la sous-préfecture de Brest par les éleveurs de porcs.

La crise de l'agriculture bretonne mobilise-t-elle une région dont l'activité économique est largement dépendante du monde paysan ? On pouvait craindre que les Bretons ne profitent des événements de ces derniers jours pour contester la politique du gouvernement à l'égard de la région. On pouvait, à tout le moins, s'attendre à voir les partis autonomistes et indépendants faire leur cheval de bataille de la crise que traversent actuellement les éleveurs de porcs. Loin de là, la mise à sac de la sous-préfecture a, une fois de plus, souligné les divisions bretonnes et les dissensions du syndicalisme agricole.

Depuis vendredi, la condamnation de l'attaque de la sous-préfecture était unanime, mais, au-delà de cette réprobation, les commentaires se sont multipliés au sein des partis politiques et des syndicats. L'affaire était d'emblée politique. La CFDT qualifiait l'action du CDJA de « fasciste ». Les députés socialistes la « condamnaient avec la plus grande fermeté ». C'est pour « donner un coup d'arrêt à la montée de la violence et défendre la démocratie » qu'une manifestation a donc été organisée, mardi soir à Brest, par les syndicats et partis de gauche. « L'affaire de Brest vient après l'attaque de l'hôtel des Impôts de Carhaix et les déprédations de Quimper, affirme-t-on à la CGT. Nous ne pouvons tolérer de telles attaques qui ont des raisons politiques. » Le Centre départemental des jeunes agriculteurs fut directement mis en cause au cours de la manifestation. « Ce mouvement compte quatre cents adhérents. Il n'est pas représentatif du monde paysan, affirmait un militant au cours de son intervention. L'attaque de la sous-préfecture n'était pas une bavure, mais une action de commando froidement organisée et préméditée par le CDJA, qui est intimement lié à des forces et des hommes de droite. »

M. Jean Peuziat, député socialiste de Douarnenez, affirme pour sa part que l'Etat n'est pas seul en cause. Les professionnels ont leur part de responsabilité. « Le marché du porc est un marché libre. Or les acheteurs refusent de faire preuve de solidarité », déclare M. Peuziat. D'autre part, les fabricants d'aliments tirent le plus grand bénéfice de leur activité, au détriment des agriculteurs. »

Du côté de l'opposition, on est

plus compréhensif. M. Louis Orvén, président de l'assemblée départementale, rappelle que « à différentes reprises, le conseil général est intervenu pour attirer l'attention du gouvernement sur la gravité de la situation des agriculteurs et notamment des éleveurs de porcs ».

Les partis autonomistes et indépendants (partis de gauche) ne peuvent soutenir un syndicat, le CDJA, jugé « de droite ». L'Union démocratique bretonne (partis autonomistes et socialistes) affirme que le gouvernement a sa part de responsabilité, car il n'a pas pris à temps les mesures attendues. Mais l'UDB condamne les militants du CDJA qu'il juge « proches du RPR ».

Les événements de ces derniers jours, enfin, ont souligné une fois de plus les divisions du monde agricole. Une réunion houleuse a eu lieu à Guipavas (Finistère), lundi soir, à l'occasion de laquelle les méthodes du CDJA et son libéralisme ont, une fois de plus, été mis en cause par la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA). Finalement, devant une opinion publique régionale peu mobilisée, les événements de ces jours derniers ne constitueront-ils qu'une péripétie de plus dans l'histoire du monde agricole breton, depuis les événements de 1961 ?

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

M. MAUROY : la pratique des « commandos » est inacceptable

Le premier ministre a invité les commissaires de la République, réunis mardi 24 janvier au ministère de l'Intérieur (lire page 7), à faire preuve de fermeté contre les excès constatés dans les manifestations sur la voie publique. M. Mauroy a notamment déclaré : « Si le dialogue et la concertation sont notre règle, il ne peut être toléré le recours à la violence gratuite, le sacage des locaux, les menaces contre les personnes ou l'interruption des communications. L'autorité de l'Etat doit être assurée avec fermeté (...). Les règles de la République sont claires. Personne ne peut se placer au-dessus des lois. Nul ne peut espérer résoudre des problèmes régionaux ou catégoriels par le recours à la violence. »

« Je sais bien qu'une habitude s'est installée, depuis des années, de voir des commandos d'agriculteurs se former dès que surgissent des difficultés ponctuelles. Cette pratique est inacceptable. D'autant que la solution de tels problèmes est, le plus souvent, dépendante de négociations européennes. Chacun doit assumer ses responsabilités. »

« On reprend Pleyber-Christ »

De notre envoyée spéciale

Pleyber-Christ. — Sur la voie ferrée, la foule des manifestants hurlait. Dans la nuit froide, viennent d'écarter les grandes larmes, les gens d'armes font évacuer le poste annexe de la petite gare, occupée depuis 20 h 30 par trois cents agriculteurs. Retour sur la voie. Nouveaux jets de grenades. Un tracteur bloquant les rails prend feu. A quelques dizaines de mètres des « silos » s'agitent, démontant des traverses, cassant une barrière. Un bruit métallique se mêle au cri de colère. « Il veut la guerre, il l'aura ».

Mais on en restera là pour ce soir. M. Guy Rouet, secrétaire général du Centre départemental des jeunes agriculteurs perché sur un tracteur, reprend le meeting interrompu par l'intervention policière. De la voie ferrée on s'est simplement repilé sur la voie publique. Les visages tendus guettent le moindre bruit. Que décide-t-on à présent ? C'est l'attente.

Au micro se succèdent les discours. Égrenant le « ras-le-bol » des graves difficultés économiques touchant les éleveurs de porcs, et des autres agriculteurs aussi. La foule, composée en majorité de jeunes, ne sait plus à quel saint se vouer. On évoque les Corbises pour s'en singulariser. On souhaite agir comme les viticulteurs du Midi, faute d'avoir connu soi-même les grandes heures du passé agricole breton. Enfin, on se scandalise d'être traité différemment des Talbot : « Ils ont fait des millions de dégâts. On ne les a pas foutu en route. Mais et Krasucki ont été repus par Mauroy dès qu'ils l'ont voulu. » Voilà où le bât blesse. Le premier ministre n'a pas, jusqu'à présent, accepté de rencontrer les dirigeants syndicaux agricoles. Il en a chargé M. Michel Rocard.

Jeunes en révolte

« On n'a plus rien à perdre. C'est se battre ou crever. En plus on nous sanctionne », s'indigne un jeune éleveur. Vingt-sept ans, onétité « jusqu'au cou » il devra « évader » sa porcherie. « Je n'ai pas de chômage. Nous, on a même pas ce qu'ont les ouvriers. » La foule, composée en majorité de jeunes, ne sait plus à quel saint se vouer. On évoque les Corbises pour s'en singulariser. On souhaite agir comme les viticulteurs du Midi, faute d'avoir connu soi-même les grandes heures du passé agricole breton. Enfin, on se scandalise d'être traité différemment des Talbot : « Ils ont fait des millions de dégâts. On ne les a pas foutu en route. Mais et Krasucki ont été repus par Mauroy dès qu'ils l'ont voulu. » Voilà où le bât blesse. Le premier ministre n'a pas, jusqu'à présent, accepté de rencontrer les dirigeants syndicaux agricoles. Il en a chargé M. Michel Rocard.

« Libérez Roulet », scandent obstinément les manifestants. Rouet, c'est le vice-président du CDJA, incarcéré après la mise à sac de la sous-préfecture de Brest. Au micro, on fait place au tribun... Alexis Gourvenec, autrefois président du CNJA, maintenant président de la SIC (Société d'intérêt collectif agricole) de Saint-Pol-de-Léon, sait parler au cœur des agriculteurs. Il fut volé plus de vingt ans, en

1961, emprisonné pour avoir occupé la sous-préfecture de Morlaix. Aujourd'hui, c'est au tour de Jean-Jacques Rouet. Les applaudissements crépissent lorsque l'orateur accuse le gouvernement. De « lui » viennent tous les maux. A « lui » revient de soir « la responsabilité de la provocation ».

Harcellement

La journée avait été un jeu de cache-cache permanent entre manifestants et forces de l'ordre. Ordre public contre guérilla paysanne : la mise en scène est au point.

Depuis la veille, la consigne syndicale était connue. A partir de 11 h 30 et 24 janvier, aucun train ne devait circuler sur les voies bretonnes. Pleyber-Christ était le rendez-vous dans le Finistère.

Dès 11 h 30, deux cents manifestants venaient occuper la petite gare. Des camions obstruent la voie. Les responsables de la FDSEA et du CDJA ont pris tout à tour la parole, mais la division syndicale est à peine voilée malgré l'unité d'action réalisée ce jour. Dans l'assistance, cela passe mal. On connaitrait le calvaire politique : pro et antirégionalisme. Mais aujourd'hui, cela devient négociations contre casiers. Le débat sur la voie ferrée occupée tourne rapidement court. Les gendarmes mobiles font évacuer les lieux à la mi-journée. Sans rencontrer de résistance.

Sur les routes du canton, dans l'après-midi, on circulera beaucoup. Les voitures de police croiseront d'autres voitures... Sur un pont désert, en rase campagne s'arrête un véhicule. Les occupants se hâtent vers la voie ferrée en contrebasse. En quelques minutes, elle est jonchée de pièces diverses. Le véhicule repart aussitôt, pour une autre « opération ». Qui, en fin de journée, sera apte à mesurer les blocages ? Le harcèlement est-il à réponse à la mi-journée. « On n'aime pas reculer devant les flics. On se prépare à négocier et on a eu les grenades », explique un manifestant. Tombé alors le mot de « ralliement » pour la soirée. Un symbole : « On reprend Pleyber-Christ ». C'est chose faite à 20 h 30... en l'absence des forces de police parties deux heures plus tôt. Elles réintervièrent à 22 heures. Une heure plus tard, le meeting reprend. Guy Rouet le conclut peu avant minuit : « Bonne nuit. Rentrez chez vous pour recharger vos batteries. Les pickets prévus pour s'assurer du blocage sont maintenus. » Le scénario du matin est reconduit. Pas de trains Paris-Bretagne, cette nuit, et demain sans doute...

DANIELLE ROUARD.

LA SITUATION

Renault

(Suite de la première page.)

Seule l'Allemagne fédérale fait exception : Renault y a légèrement progressé de 5,8 % sur un marché porteur (+13,7 %), ce qui signifie qu'en pénétration la Régie a légèrement décliné.

Cette évolution défavorable, Renault la doit d'abord à sa gamme, à ce que les syndicats appellent « l'erreur de la direction sur la durée de vie des modèles en circulation ». Certes, tout est relatif : Renault place quatre voitures aux quatre premières places du marché français. Mais la Renault-5, qui représentait 13,2 % des immatriculations en 1982 (et 15,47 % en 1981), est tombée à 10,6 % en 1983 et la R-4 est passée de 3,4 % à 3,1 %. Voilà pour un bas de gamme vieillissant. La R-11, avec 6,3 % des ventes, est venue concurrencer la R-9, tombée de 9,7 % à 6,9 %, et a précipité le déclin de la R-18 (de 7,1 % à 5,3 %) comme de la R-14 (de 2,2 % à 0,39 %). Enfin, dans le haut de gamme, la R-20 ne détient plus que 2 % du marché et la R-30, 0,25 %.

Cette baisse des ventes sur un marché stable a pour conséquence première de fragiliser un réseau désormais « surdimensionné ». La reprise de certains concessionnaires Talbot, libérés par la fusion, en 1981, des réseaux Peugeot et Talbot (« mais, dit-on à la Régie, on ne pouvait pas les laisser filer, les étrangers les auraient pris »), rend nécessaire une pénétration du marché de l'ordre de 40 %. Aussi, en 1983, y a-t-il eu plus de faillites de concessionnaires qu'au cours des cinq années précédentes, et une trentaine de concessions — partiellement filiales — seraient menacées.

« Ce problème n'est pas durable. C'est une question de dix-huit à vingt-quatre mois », dit-on au quel du Pont-de-Jour, où l'on parle déjà du succès des nouveaux modèles : la R-25, dont le lancement a été associé très tôt — contrairement à

l'habitude selon laquelle les constructeurs cachent le plus longtemps possible leurs nouveaux modèles pour ne pas tuer les anciens, — et la petite (en nom de code, la C-40) qui remplacera d'ici quinze mois la R-5 et la R-4. Cela permettra-t-il de remonter au-delà de 38 % du marché ? Certains dirigeants ne le pensent pas, d'autant que le risque est grand de lancer un nouveau modèle lorsque l'ancien (la R-5) déclinait encore 10 % du marché.

C'est alors que le sureffectif pourra être précisément estimé. En effet, ce ne sont pas tant les robots qui saperaient des emplois (l'accord qui vient d'être signé à Billancourt sur la peinture supprimera une soixantaine d'emplois, mais tous les peintres seront formés et reclassés) que la rationalisation de la production à partir de l'automatisation et de la conception même du produit. Là où il faut vingt personnes sur une chaîne non automatisée pour fabriquer un capot (un « pavillon »), il n'en faut plus que huit avec l'automatisation.

Ces deux époques, on peut les apercevoir à Billancourt, où est fabriquée la 4-L, de conception très ancienne, alors qu'en même temps est installée une chaîne automatisée avec convoyeurs aériens pour construire la version utilitaire du nouveau bas de gamme (la C-40), dont la version standard sera fabriquée à Flins. C'est dire qu'à Billancourt, à Flins, au Mans, huit mille emplois pourraient être supprimés dans les trois ans à venir. Peut-être au peu moins si la direction suit les vœux de la CGT de récupérer une partie de la sous-traitance.

Pas de licenciements

On se refuse à continuer de tels chiffres à la Régie, mais on affirme qu'il n'y aura pas dans l'automobile d'opération chirurgicale. « Une opération à la Talbot n'est pas nécessaire », précise-t-on. Il est vrai

Le rachat de Dunlop-France

LES CONVERSATIONS ONT REPRIS ENTRE SUMITOMO ET LES POUVOIRS PUBLICS

Le groupe japonais Sumitomo veut-il racheter Dunlop-France ? Les conversations ont repris entre le CIRI (Comité interministériel de restructuration industrielle) et les représentants de l'entreprise nipponne empêchés de quitter leur pays la semaine dernière par une tempête de neige.

Des deux candidats toujours en lice, Sumitomo paraît mieux placé que le manufacturier américain Firestone pour emporter l'affaire. Tandis que le projet soumis par ce dernier porte sur la reprise de la seule usine de pneus d'Amiens (Somme), le groupe japonais aurait soumis une proposition plus globale correspondant davantage au souci des pouvoirs publics de ne pas procéder à une « vente par appartements » de Dunlop.

Sumitomo aurait toutefois renoncé à reprendre la fabrication de roues du Bouquet (deux cents personnes) et l'activité « Pneus poids lourds » de l'usine de Montluçon (Allier). L'administration parviendrait-elle à convaincre le géant nippon ? Quelle que soit la solution retenue, des réductions d'effectifs sont inévitables. Le CIRI se refusant à les chiffrer. Mais de source syndicale, on évalue entre quatre cents et deux mille les suppressions d'emplois.

1 019 STAGES DE FORMATION ET 308 OFFRES D'EMPLOI ONT ÉTÉ PROPOSÉS AUX LICENCIÉS DE TALBOT

Mille dix-neuf places dans des stages de formation et 308 offres d'emploi ont été proposées jusqu'à maintenant aux 1 905 ouvriers licenciés de Talbot, à l'issue de la réunion tripartite qui s'est achevée à Versailles, le 24 janvier, vers 20 heures. Contrairement à ce qui était prévu, le problème du retour de certains des licenciés dans leur pays d'origine n'a pas été abordé au cours de cette rencontre direction de Peugeot-syndicats-pouvoirs publics, faute d'éléments d'information suffisants. Ce point devrait être à l'ordre du jour d'une prochaine réunion, dont la date n'a pas été fixée.

En revanche, deux commissions techniques, où seront représentés les syndicats, vont être mises en place : l'une pour les questions relatives au reclassement de chaque licencié ; l'autre pour celles touchant à la formation.

Les 1 019 places dans des stages de formation sont ainsi réparties : 258 dans des stages AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes) ; 461 dans d'autres organismes et 300 dans des stages de pré-formation. La plupart de ces stages doivent débiter en février, et les derniers commenceront en août. Trois cent huit offres d'emploi ont été proposées par des employeurs. Cependant, environ 300 licenciés n'ont pas encore fait connaître leurs souhaits. M. Daniel Syrac, directeur du personnel de l'usine Talbot à Poissy, a jugé la réunion « très positive ».

**FAITES
DÉCOLLER
VOS
AFFAIRES
VERS
L'EXTRÊME
ORIENT.**



Avant le vol.

Votre carte de visite en japonais, une étude de votre marché au Japon, un interprète, une réservation pour un stand ? Demandez JAL s'en occupe.



En vol.

Un lit. Un vrai lit pour une vraie nuit. Ou un fauteuil inclinable à 60°, en 1^{re} classe ? Deux des nombreux raffinements du service JAL !



La classe Affaires.

20% de sièges en moins, c'est autant de confort en plus. Et au menu, cuisine française ou japonaise, saké ou champagne. Bon appétit !

日本航空 JAL

DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE au creux de la vague

qu'une dizaine de milliers d'emplois ont déjà été supprimés en six ans à la Régie et que Billancourt par exemple perd en moyenne huit cents emplois par an. « Il y aura un FNE ou deux (départs en préretraite à cinquante-six ans), un plan de reconversion volontaire des immigrés a été présenté au comité d'entreprise, mais il n'y aura pas de licenciements ».

Les immigrés sont d'ailleurs un problème moins aigu chez Renault que dans le groupe PSA. Les travailleurs étrangers, qui représentaient 21,54 % des effectifs totaux en 1973, ne forment plus que 17 % de ceux-ci. Et dans les deux usines où ils sont le plus implantés (Billancourt et Flins), ils sont en moindre nombre que les Français (de l'ordre de 40 %).

Le pari américain

Enfin — et quelles que soient les dissensions internes entre les hommes provoquées par ce déclin sur le marché français — les vraies difficultés pour Renault ne tiennent pas tant à l'automobile. La gamme est en plein renouvellement ; la marque a survécu dans les dernières semaines de l'année sur place de premier européen menacé par Ford ; la part américaine — qui qu'on dise régulièrement la CGT — est en passe d'être rattrapée avec le retour dans le noir, à la fin de 1983, des deux filiales (American Motors et Mack, le constructeur de camions déteués désormais à 45 %) et le développement d'un fort courant

d'échanges de la France vers les Etats-Unis ; enfin l'expansion internationale se poursuit avec une présence accrue au Mexique.

En revanche, Renault porte comme un boulet ses filiales camion et machinisme agricole. La part de marché intérieur de RVI est tombée de 50 % en 1975 à 36 % en 1983. Une évolution inquiétante lorsque l'on sait que, dans la plupart des grands pays, la marque nationale satisfait la plus grande partie des besoins intérieurs : 80 % en Allemagne fédérale, 60 % en Italie, plus de 85 % en Suède, 80 % en Grande-Bretagne et pratiquement 100 % aux Etats-Unis et au Japon. Malgré des efforts non négligeables à la grande exportation (Moyen-Orient, Algérie notamment), RVI souffre d'une concurrence accrue sur les marchés extérieurs en crise (seuls les Etats-Unis se portent mieux), comme sur le marché national où des rebais sur les prix allant jusqu'à 40 % ne sont pas rares. En 1983, la production a ainsi baissé de 18 % quand les effectifs n'ont maigri que de 2,5 %.

Pour récupérer des parts de marché, RVI a accru ses propres rebais, non sans effet (la firme est remontée au-dessus de 40 % à la fin de l'année pour les véhicules de plus de 5 tonnes), mais chaque camion vendu lui coûte de l'argent. Globalement, les pertes qui étaient de l'ordre de 700 millions de francs en 1982 devraient dépasser 1 milliard en 1983.

Aussi R-VI prépare-t-il une nouvelle réduction d'effectifs, la cin-

quième depuis la fusion de Berliet et de Saviem en 1978. Depuis lors, 7000 personnes ont quitté l'entreprise qui compte encore 27 000 salariés. D'ici 1986, il devrait en rester que 22 000. En 1984, au moins, 1 500 personnes devraient partir, dont 1 100 en préretraite du Fonds national de l'emploi (FNE). Pour avoir beaucoup utilisé cette méthode ces dernières années, il faudra procéder pour résorber le sur-effectif, à des reconversions et à un recyclage, des mesures qui devraient être annoncées dans le courant du mois de février.

Le machinisme agricole ne se porte guère mieux, mais Renault, à la demande des pouvoirs publics, va y accroître son activité en créant, avec la filiale française en difficulté d'International Harvester, une société commune. Mais il est clair que, comme Fiat, Renault regroupe ses forces sur ce qui roule et sur la filière automobile (voir encadré) au détriment de la diversification tentée au milieu des années 70, à la fin de l'ère Dreyfus. Certaines filiales comme les moteurs Bernard et Renault Marine notamment paraissent à ce titre condamnées.

Reste à savoir si Renault va dégager une capacité d'autofinancement suffisante pour tenir à l'avenir un des deux premiers rôles mondiaux. Les pertes des dernières années (près de 1,3 milliard de francs en 1982, de l'ordre de 2 milliards de francs en 1983) ont accentué l'endettement moyen et long terme (25 milliards de francs environ). Et d'ores et déjà la dégradation de l'autofinancement devrait amener

une réduction des investissements en 1984 (après un effort important au cours des quatre dernières années).

Il est vrai que l'actionnaire principal qu'est l'Etat juge le montant des investissements bien élevé par rapport à la valeur ajoutée créée (« l'ambiance chez Renault n'est pas, dit-on, à la productivité »). Environ 8 milliards de francs seront toutefois dépensés en 1984, et les investissements qualifiés de stratégiques (nécessaires au renouvellement de la gamme) ne seront pas touchés. L'Etat jouera d'ailleurs son rôle d'actionnaire en fournissant près de un milliard de francs de fonds propres et quasi-fonds propres et 500 millions par le Fonds industriel de modernisation.

Pour avoir mieux réagi que Peugeot, Renault n'en connaît pas moins les mêmes difficultés : une adaptation trop lente à un marché qui ne croît plus, comme à une concurrence atténuée en France par les mesures protectionnistes prises à l'encontre des Japonais. Voilà qui explique pour partie la pénétration des autres étrangers à un niveau record.

Alors que le marché français devrait baisser en 1984, la Régie devra faire le gros des car ses résultats financiers, tout le monde en est convaincu, seront plus mauvais encore cette année qu'en 1983.

BRUNO DETHOMAS.

Le gouvernement s'engage à ne fermer aucun grand chantier naval

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer, qui a reçu le 24 janvier les délégués syndicaux de la construction navale et les dirigeants des grands chantiers, a fait connaître quelles « orientations de production » avaient été retenues par le gouvernement pour ce secteur. En 1984, les pouvoirs publics s'engagent à soutenir, par le biais des subventions budgétaires, un volume total de commandes de 260 000 à 280 000 tonneaux de jauge brute compensés (1) au lieu de 200 000 en 1982 et 105 000 en 1983. Mais le secrétaire d'Etat s'est refusé à dire quel serait le niveau des aides financières de l'Etat en 1984, précisant seulement que les aides se négocieraient cas par cas en fonction des commandes qui se présenteront.

M. Lengagne a aussi indiqué que, d'ici à la fin de février, les commandes de cinq navires seront annoncées. On croit savoir qu'il s'agit de car-ferries (notamment pour le Maroc et pour la SNCF ou la SNCM), d'une drague, et de cargos pour Delmas-Vieljeux, mais d'autres négociations sont en cours avec la Corée du Sud (marine militaire), le Mexique ou des armateurs étrangers de paquebots.

Au plan social, M. Lengagne a annoncé qu'aucun des cinq sites (Dunkerque, Saint-Nazaire, Nantes, La Ciotat, La Seyne) ne serait fermé et qu'il n'y aurait pas de licenciements. Certes, il faut s'attendre à des diminutions d'effectifs im-

portantes, mais seulement par les jeux des contrats de reconversion, des préretraites ou d'autres formules : « Un dispositif social spécial sera mis en place » et « des négociations site par site seront engagées entre les pouvoirs publics, les syndicats et les représentants des groupes industriels ».

C'est au cours de ces réunions de concertation que seront envisagées, aussi, les actions susceptibles de relancer la recherche technologique dans les chantiers, la productivité et la coopération avec des pays étrangers.

A propos du cas particulier des Chantiers du Nord et de la Méditerranée, dont la situation financière est très préoccupante et dont les salariés avaient le jour même organisé une grande manifestation à Paris, M. Lengagne a annoncé que le gouvernement leur avait accordé une nouvelle aide de 130 millions de francs (qui s'ajoute à celle de 720 millions de décembre 1983), « pour évaluer un dépôt de bilan ». Mais un contrôle « extrêmement strict » sera exercé sur l'entreprise, précise le ministre, qui passera devant le Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI). Un audit sera demandé auquel les syndicats seront associés.

F. Gr.

(1) Le tonnage de jauge brute compensé (TJBC) est l'unité de production utilisée dans la construction navale. Il est utilisé pour exprimer en réalité le nombre d'heures de travail nécessaires pour construire un navire. A titre d'exemple, un cargo grumier de 33 000 tonnes (comme ceux que projette de construire Delmas-Vieljeux) représente 18 000 TJBC et environ neuf cent mille heures de travail.

ACCORDS AVEC MATRA ET STANLEY

Maîtriser les composants de la voiture de demain

Renault devrait signer prochainement un accord avec Matra dans le domaine de la conception-fabrication assistée par ordinateur (CAO). Les deux firmes ont déjà des produits performants dans ce secteur stratégique promis à une croissance rapide (14-40 % par an). Il s'agit d'une filiale commune à la fin de 1983, des deux filiales (American Motors et Mack, le constructeur de camions déteués désormais à 45 %) et le développement d'un fort courant

maîtriser la technique de tous les composants essentiels. « Si nous avons perdu le championnat du monde de formule 1 l'an passé, c'est parce que nous ne fabriquions pas nous-mêmes nos turbos », dit-on à la Régie. Mais parce que le constructeur national avait pris du retard, il a choisi une stratégie à la japonaise : création de filiales communes ; accords de coopération ou de licence avec les détenteurs de ces techniques, dont il attend avoir la maîtrise.

Pour ce qui concerne les outils de production, Renault s'est préoccupé, dès 1974, de robotique, avec la création d'une direction déléguée aux automatismes. La Régie est d'ailleurs d'ores et déjà le leader français de ce domaine, et a créé avec la firme américaine Ransburg Corporation une filiale à Indianapolis. Depuis le 1^{er} janvier 1984, l'ensemble des activités « productives » (1,6 milliard de francs de chiffre d'affaires et 3 200 emplois) ont été regroupées dans une filiale, Renault automation. Celle-ci comporte des activités automatisées : SEIV (automates de mesures), ACMA-robotique et le partie automatisée de la Société mécanique de Castres (SMC) ; un département machines-outils avec Renault machines-outils, la SMC et ACMA machines spéciales ; enfin l'ingénierie avec la SERI, la SIRCES et la SORFIMO. C'est Renault automation qui a créé en novembre 1983 avec Coharent Radiation, le chef de file américain du laser industriel, une filiale commune (Laser Systems) chargée de concevoir, dessiner et commercialiser des machines utilisant des sources laser (utilisées dans l'industrie pour la découpe, la perçage, la soudure ou le traitement thermique). C'est aussi cette filiale qui a décidé en décembre d'un rapprochement avec Merin-Gérin, filiale de Schneider, pour la

fabrication d'automates programmables (le Monde du 17 décembre). C'est elle aussi qui va signer cet accord avec Matra.

Dans le même temps Renault s'est préoccupé de l'évolution des composants automobiles. La Régie avait commencé, en 1978, par la création, avec la firme américaine Bendix, d'une filiale commune — Renix — (61 % Renault, 49 % Bendix) pour étudier, mettre au point et fabriquer des systèmes électroniques pour le contrôle des moteurs. L'électronique représentera 10 % du prix de revient des véhicules en 1985 et peut-être 20 % dès la fin de la décennie. Allumage électronique et régulateurs de vitesse sont déjà commercialisés par cette société en plein développement.

L'accord en cours de négociation avec la firme japonaise Stanley sur la maîtrise des cristaux liquides (indispensables à l'avenir pour l'affichage des tableaux de bord), comme celui discuté en compagnie d'une autre société française avec une firme américaine sur les céramiques à haute performance (capables de supporter de très hautes températures et permettant des moteurs à moindre consommation) vont dans le même sens.

La voiture de l'avenir disposera d'un ordinateur de bord qui informera le conducteur des conditions de circulation, de l'état de la route, veillera à la température intérieure, allumera les phares, réglera la vitesse, etc. Quant à son moteur, il sera beaucoup plus performant grâce, notamment, à l'utilisation de matériaux nouveaux comme les céramiques. Toutes ces techniques, Renault entend en être maître en recrutant une « filière automobile ». Et l'objectif est clairement affiché : être le cinquième ou sixième constructeur mondial à la fin des années 80. — S. D.

(Publicité)
**ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA RÉFORME AGRAIRE**
OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU LOUKKOS
KSAR EL KEBIR
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 1/84

Le directeur de l'Office régional de mise en valeur agricole du Loukkos, lance un appel d'offres pour la fourniture et pose de drains annelés enterrés aspirateur pour un linéaire de 515 000 m de Ø 85 mm et 100 mm.

La date limite de dépôt des offres est fixée au 3 avril 1984 à midi.

Les dossiers sont à retirer de l'ORMVA du Loukkos, Bureau des marchés, contre versement de 1 000 DH espèces ou chèque certifié.

Le Directeur de l'Office régional de mise en valeur agricole du Loukkos

Signé : SAFINE MOULOUD

Du samedi 21 au samedi 28 janvier 1984

semaine de la

GANTERIE

GANT conduite agneau	190 F
GANT agneau cousu main	195 F
GANT pécar coussu main	330 F
GANT agneau doublé laine	250 F
GANT agneau doublé soie	270 F



MADELIOS

PLACE DE LA MADELEINE, PARIS
POUR CEUX QUI SAVENT CHOISIR

Les escales.

De Bangkok à Hong Kong, de Sydney à Tokyo, de Tokyo à Shanghai ou Honolulu, le plus grand nombre d'escales, c'est JAL.

Affaires et loisirs.

JALTOUR et « Tour du Monde » : des tarifs économiques qui permettent de cumuler voyages d'affaires et de loisirs. Qui dit mieux ?

Les hôtels.

« L'Executive Hotel Service » et le « Budget Hotel Service » : les meilleurs hôtels à un tarif de faveur. Pour les passagers JAL. Exclusivement.

Les petites attentions font les grands vols.

JAPAN AIR LINES



ÉTRANGER

La Banque du Vatican pourrait accepter de payer une partie des dettes du Banco Ambrosiano

Rome. — Alors que sera bientôt présenté au Parlement le texte du nouveau concordat entre l'Etat italien et le Vatican — en remplacement des rétrocessions accordées en 1929 — se profile la solution d'une affaire qui ne manquera pas de créer un précédent dans les relations entre les deux parties : les rapports entre l'Institut pour les œuvres de religion (IOR), la Banque du Vatican et l'ancien Banco Ambrosiano de Roberto Calvi.

Sur le plan judiciaire, Mgr Marcinkus, président de l'IOR, et deux autres dirigeants de celui-ci, MM. Luigi Menzies et de Strobel, objets d'une

enquête de la part du parquet de Milan sur leur responsabilité dans le krach de l'Ambrosiano, ont fait recours en Cassation pour que leur soit reconnue l'immunité, en vertu précisément des accords de Latrão.

Sur le plan financier, cependant, il semble que l'IOR soit désormais prêt à accepter un accord avec le consortium des banques étrangères créditrices de l'ancien Ambrosiano, acceptant de facto une responsabilité dans la banqueroute retentissante de Roberto Calvi.

De notre correspondant

de ce point de vue, une première étape, aplanissant les difficultés entre le Vatican et l'Italie et redonnant à la banque vaticane une certaine crédibilité sur le plan national.

Les difficultés qui subsistent tiennent essentiellement à la forme : le Vatican, même s'il est d'accord pour rembourser une part des sommes englouties dans la faillite de l'Ambrosiano, ne tient pas à paraître

endosser une responsabilité dans les trafics illicites de Roberto Calvi. Cependant, en acceptant de payer les créanciers de l'Ambrosiano, l'IOR semble de facto reconnaître la réalité des rapports qu'il entretenait avec ce dernier et reconnaître également la validité des lettres de patentes signées par Mgr Marcinkus. Une situation embarrassante, qui mobilisera assurément toute la casuistique vaticane pour être résolue. — Ph. P.

ÉNERGIE

Grandes manœuvres autour de l'« or noir » américain

Alors que la spectaculaire bataille boursière opposant depuis plusieurs semaines Texaco à Pennzoil pour le contrôle de Getty Oil vient à nouveau de rebondir, le second groupe pétrolier mondial Royal Dutch Shell a créé la surprise, mardi 24 janvier à Wall Street, en lançant une offre publique d'achat de 5,2 milliards de dollars (44,7 milliards de francs) sur les 30,5 % du capital de sa filiale américaine Shell Oil qui restaient jusqu'ici répartis dans le public. Cette offre, succédant à une série d'opérations boursières de plus ou moins grande envergure depuis plusieurs mois dans le secteur pétrolier (Mesa-Gulf, Occidental Petroleum-Cities Services, Burlington Northern-El Paso, etc.), confirme l'intérêt renouvelé des compagnies pétrolières pour les Etats-Unis, l'un des seuls pays au monde où l'exploration et la production demeurent à la fois sûres et rentables. Cet intérêt est soutenu par la reprise qui s'amorce, la diminution récente du coût d'exploration, l'ouverture de vastes domaines de permis pétroliers par l'administration et enfin par le fait que de nombreuses sociétés pétrolières sont sous-cotées, rendant l'accès à des réserves plus intéressantes par des rachats en Bourse.

Dans le cas de Shell Oil, par exemple, des analystes financiers, cités par le Wall Street Journal, soulignent que le prix offert par la maison mère (58 dollars par action) reste relativement faible, bien que supérieur au cours réel observé avant le lancement de l'OPA (44 dollars par action). Le second groupe mondial a expliqué dans

un communiqué que cette opération était jugée souhaitable en raison de l'importance croissante du marché américain dans l'économie pétrolière mondiale, et afin d'éviter les « conflits d'intérêts » dans la planification des activités mondiales du groupe. Le groupe n'a cependant pas précisé quels types d'activités pourraient être source de conflits d'intérêts avec ses actionnaires minoritaires aux Etats-Unis, et un certain nombre d'analystes se demandent si le groupe anglo-néerlandais n'a pas cherché en réalité à écarter la possibilité d'une offre d'achat venue de l'extérieur sur cette part du capital. Sauf offre concurrente, il semble en effet quasiment acquis que l'offre du groupe devrait être acceptée par sa filiale américaine, dont il contrôle 69,5 % du capital.

En comparaison, le prix proposé par Texaco et Pennzoil pour le rachat de Getty paraît très élevé. La concurrence entre les deux sociétés qui se fonde sur les querelles internes de la famille Getty, principal actionnaire, en effet, fait monter les enchères. De 112,5 dollars par action (offre initiale de Pennzoil), le prix offert est passé à 125 dollars (promesse offerte de Texaco) puis 128 dollars, dernier prix annoncé par Texaco après que Pennzoil se fut aligné sur sa première offre. Sur cette base, l'acquisition de Getty Oil par Texaco devrait coûter au groupe 10,12 milliards de dollars (87 milliards de francs), soit le prix le plus élevé jamais offert aux Etats-Unis pour le rachat d'une compagnie.

V. M.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
\$E.U.	8,6330 8,6350	+ 155 + 285	+ 320 + 390	+ 520 + 1060
S. Can.	6,9119 6,9152	+ 122 + 172	+ 254 + 328	+ 751 + 874
Yen (100)	3,6838 3,6862	+ 173 + 201	+ 339 + 377	+ 1047 + 1118
DM	3,0568 3,0583	+ 154 + 176	+ 305 + 377	+ 888 + 948
Fl. (100)	2,7173 2,7188	+ 131 + 154	+ 264 + 293	+ 797 + 842
F. (100)	14,9774 14,9848	+ 85 + 220	+ 110 + 315	+ 292 + 667
F.S.	3,8437 3,8463	+ 277 + 368	+ 545 + 586	+ 1563 + 1645
L. (1000)	5,8332 5,8356	+ 173 + 201	+ 339 + 377	+ 1047 + 1118
F. franc	12,0897 12,0925	+ 255 + 345	+ 545 + 665	+ 1545 + 1758

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 1/4	9 3/4	9 7/16	9 13/16	9 15/16	9 3/4	10 1/8
\$E.U.	5 3/16	5 11/16	5 9/16	5 15/16	5 11/16	6 1/16	6 7/16
DM	5 5/8	6 1/8	5 3/4	6 1/8	5 13/16	6 3/16	6 7/16
Fl. (100)	9 5/8	10 3/8	10 1/2	11 3/8	10 15/16	11 3/4	12 1/16
F.S.	1 1/8	1 7/8	3	3 1/2	3 3/4	3 9/16	4 3/16
L. (1000)	16 1/8	16 5/8	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	18 1/16
F. franc	9	9 3/8	9 1/16	9 7/16	9 3/16	9 9/16	9 13/16
	11 7/8	12	12	12 3/8	12 1/4	12 3/4	13 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

le guide 1984 de votre déclaration personnelle de revenus

par la revue fiduciaire première revue française d'informations des entreprises 296 pages — Prix franco : 51 F

Commandes à adresser, accompagnées du règlement correspondant à l'ordre de la Revue Fiduciaire 54 rue de Chabrol - 75480 PARIS Cédex 10 Librairie : 100 rue La Fayette - Paris 10^e

(1) Cette commission n'a rien à voir avec le comité de trois experts laïcs (parmi lesquels figure M. de Weck, ancien président de l'Union des banques suisses) créé à la demande de la secrétaire d'Etat en juillet 1982 pour enquêter sur la nature exacte des liens entre l'IOR et Banco Ambrosiano.

PRÉCISION. — Evoquant le lancement par la société américaine Apple d'un micro-ordinateur, nous avons imprimé dans notre première édition du Monde daté 25 janvier que le Macintosh en version de base coûtait aux Etats-Unis 25.000 dollars. Il s'agissait, bien entendu, de 2.500 dollars, chiffre qui figurait dans les éditions suivantes.

SOCIAL

RELANCÉS DEPUIS SIX MOIS PAR M. JACK RALITE

Les contrats emploi-formation obtiennent un succès très relatif

M. Jack Ralite, ministre délégué chargé de l'emploi, a présenté le 24 janvier à la presse un bilan à mi-parcours de la campagne 1983-1984 pour les contrats emploi-formation qui s'adressent aux jeunes âgés de dix-huit à vingt-cinq ans.

En 1983, alors que le dispositif ne comprenait qu'un seul type de contrat, 79.170 stagiaires avaient bénéficié d'un contrat emploi-formation (CEF), soit 2.918 de plus qu'en 1982. Depuis la « table ronde » du 20 mai 1983 sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, deux nouveaux types de contrats avaient été ajoutés au programme initial, le contrat d'emploi-adaptation (CEA) et le contrat d'emploi-orientation (CEO), de façon que le ministre de M. Jack Ralite puisse atteindre un objectif ambitieux de 200.000 contrats en 1983-1984. A raison de 100.000 contrats emploi-formation, 50.000 contrats emploi-adaptation et 50.000 contrats emploi-orientation, le dispositif devait en outre s'intégrer dans le cadre d'une opération plus vaste, coordonnée par le premier ministre, et dont M. Pierre Mauroy réaffirmait, le 29 novembre 1983, qu'elle ne concernerait pas moins de 850.000 jeunes âgés de seize à vingt-cinq ans.

Après six mois de prospection pendant lesquels M. Jack Ralite n'a pas ménagé ses efforts, notamment au cours du dernier trimestre de 1983, le résultat n'est malheureusement pas à la hauteur des ambitions affichées. 40.042 contrats ont été signés — 42.565 si l'on y ajoute les conventions cadres —, dont 29.455 CEF, 8.895 CEA et 1.692 CEO, qui sont à comparer aux 38.746 obtenus l'an passé à pareille époque quand l'objectif n'était guère que de 100.000.

Si succès il y a, celui-ci est tout relatif, et on en conviendrait aisément au ministère de l'emploi. Deux raisons, essentiellement, aident à expliquer le phénomène.

Dans une période de crise aggravée du marché du travail, alors que les offres d'emploi baissent de 38 % d'une année sur l'autre, il devient difficile d'améliorer les résultats d'un dispositif, aussi incitatif soit-il.

De plus, les partenaires sociaux, sauf la CGT, ont signé l'accord du 26 octobre sur la formation en alternance dans les entreprises, qui apparaît, peu ou prou, en concurrence avec le dispositif de M. Ralite et nuit certainement à son efficacité.

Les contrats emploi-formation-production

C'est sans doute pourquoi, au cours de sa conférence de presse, M. Jack Ralite a largement développé une idée qui lui tient à cœur, celle des contrats d'emploi-formation-production, adoptée « à titre expérimental » par le conseil des ministres du 26 octobre 1983. Un cadre détaché du groupe Thomson, M. Jacques Grossard, a été chargé d'en vérifier le bien-fondé. Il s'agit de mettre en rapport, pour la production d'un bien intermédiaire n'existant pas sur le marché français, une entreprise cliente et un fournisseur. A ce contrat commercial est associé un contrat avec

l'Etat qui fournit pendant trois ans une aide de 40.000 F par emploi créé.

Un premier recensement a permis l'examen de 140 dossiers, dont 45 concernent des productions nouvelles. Cinq d'entre eux pourraient être prochainement acceptés, ce qui correspondrait à la création de 140 emplois.

Contrats de solidarité préretraite : 195 000 bénéficiaires

A terme, c'est-à-dire pour 1985, les contrats emploi-formation-production pourraient aboutir à la création de 20.000 emplois supplémentaires, assure M. Ralite, à un moment où les contrats emploi-formation « traditionnels » seraient ramené, de façon réaliste, au chiffre de 130.000.

Par ailleurs, selon une étude du ministère, les conditions d'application des contrats de solidarité pour les départs en préretraite ont été respectées.

Au 31 décembre 1982, 26.756 entreprises avaient signé un contrat de solidarité ouvrant le droit à la préretraite pour 315.000 personnes, condition, toutefois, de maintenir l'effectif global et de procéder à des embauches équivalentes au nombre des départs.

A la fin du mois de novembre 1983, 60 % des salariés intéressés, soit 195.000 personnes, avaient opté pour cette solution (sur les 8.000 à qui on avait proposé une préretraite progressive, 1.150 avaient finalement accepté). A la même date, l'ensemble des entreprises signataires avaient vu leurs effectifs salariés augmenter de 4,6 % ; ce qui tend à prouver que globalement elles ont été au-delà d'une application stricte des clauses du contrat.

A. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNI-REGIONS

L'assemblée ordinaire du 12 janvier 1984 de cette Sica du Crédit agricole a approuvé la mise en paiement, au titre du premier trimestre des 30 septembre 1983, d'un dividende net de 79,55 F par action représentant un revenu global de 92,46 F, dont 12,61 F d'impôt déjà payé au Trésor.

Ce dividende net est mis en paiement à la Caisse nationale de Crédit agricole et dans l'ensemble des bureaux des caisses régionales de Crédit agricole manuel depuis le 14 janvier 1984.

Les actionnaires peuvent réinvestir ce dividende net en actions de la Sica en franchise totale de droits d'entrée jusqu'au 14 avril 1984.

La valeur liquidative d'UNI-REGIONS au 31 décembre 1983 s'élevait à 1.405,63 F marquée d'un dividende de + 37,4 % depuis le 6 décembre 1982, date de son ouverture au public.

DUMEZ

Messieurs les actionnaires sont informés que l'assemblée ordinaire du 10 janvier 1984, ouvrant droit à un dividende net de 5 francs, à valoir sur le dividende à verser au titre de l'exercice 1983, sera mise en paiement sur présentation du coupon n° 27, à compter du 7 février 1984, aux guichets du Crédit Lyonnais, du Crédit du Nord, de la Banque Transatlantique, de la Société Générale, de la Banque de l'Entreprise, de la Banque Nationale de Paris et du Crédit Commercial de France.

CAF INTERNATIONAL

A la suite du remplacement intervenu en septembre 1983, de M. Jean-Claude SORE par M. Jean BONNEFONT à la présidence de CAF International, le conseil d'administration de cette société vient de désigner de nouveaux représentants dans tous les conseils de ses filiales et participations.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 9,90 % - 1979

Les intérêts courus du 28 janvier 1983 au 27 janvier 1984 seront payables à partir du 28 janvier 1984 à raison de 178,20 F par titre de 2.000 F nominal contre détachement du coupon n° 5 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 13,60 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 29,68 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 146,64 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 301.765 à 318.041 sortis au tirage au sort du 1^{er} décembre 1983 seront remboursées à 2.000 F, coupon n° 6 au 28 janvier 1985 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, recettes des Finances et perceptions), aux guichets des bureaux de poste, au siège de la CNT, 3, rue de l'Arrivée, Paris-15^e, aux

guichets de la Banque de France et des établissements désignés ci-après : Crédit lyonnais, Banque nationale de Paris, Société générale, Banque Paribas, Banque Indosuez, Crédit commercial de France, Caisse des dépôts et consignations, Caisse nationale de Crédit agricole, Crédit industriel et commercial, Caisse centrale des Banques populaires, Crédit du Nord, l'Européenne de Banque, M.M. Lazard Frères et Cie, Banque de l'Union européenne, Banque Veritas et commerciale de Paris, Banque de Neufchâteau, Schlumberger, Muller, Société marseillaise de Crédit, Société centrale de Banque, Société générale allemande de Banque.

Il est rappelé : — d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT ; — d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT dès réception, aux bureaux, des certificats nominatifs concernés.



CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES 56, rue de Lille - 75007 PARIS

EMPRUNTS JANVIER 1984

2,3 milliards de F

EMPRUNT À TAUX FIXE : 1,5 milliard de F soit 300.000 obligations de 5.000 F Prix d'émission : 4.995 F Taux nominal : 13,80 %

Taux de rendement actuariel brut : 13,82 %

EMPRUNT À TAUX RÉVISABLE : 800 millions de F soit 160.000 obligations de 5.000 F Taux d'intérêt : 13,80 %

Premier coupon : 13,80 %

Coupons suivants : taux fixé un an à l'avance, égal au taux de rendement au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés établi par l'INSEE, pour le mois de décembre précédant la révision.

MODALITÉS COMMUNES AUX DEUX EMPRUNTS

Durée : 10 ans Amortissement en totalité à la fin de la 10^e année, soit le 6 février 1994. Jouissance, règlement : 6 février 1984

Une note d'information (voir CNA n° 94 12 du 29 01 84) vous sera envoyée sur demande à la CNA, 56 rue de Lille 75007 Paris et des établissements chargés du placement

Ciôture sans préavis

SOUSCRIVEZ AUX EMPRUNTS DE LA CNA



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant 24 JANVIER

PARIS

24 janvier

Le train de hausses est reparti

Bloqué puis freiné le temps d'une liquidation, le train de hausses est reparti, hier mardi, à la Bourse de Paris. Et bien reparti. D'entrée de jeu, l'action Alcatel-Alsthom a été la première à monter, à 540 F (505 F lundi), pour monter finalement de 12,5 %.

Par la suite, un peu partout, les cours se sont remis à grimper. Le CAC 40, qui avait perdu 1,2 point, a gagné 1,5 point, pour finir à 12 112,5 points.

Toujours en possession d'abondantes liquidités, les investisseurs ont été très actifs. Mais nul n'a songé à vendre. L'essentiel était d'acheter avant que la manœuvre ne soit devenue trop chère. Mais n'est-elle pas déjà ? dit un habitué d'appréciation.

A l'évidence, ce n'est plus Wall Street qui donne le ton. C'est la corbeille, n'est-ce pas ? dit un observateur. Comme le disait un professionnel, Paris semble avoir dans un cycle infernal de hausses. L'effet boule de neige, en quelque sorte.

En tout cas, le mouvement a pris d'autant plus d'ampleur que les baisses ont été pratiquement inexistantes. Le phénomène mérite d'être signalé car il est significatif du climat d'optimisme.

La hausse de l'export a été la plus forte à 12,14 % contre 13,77 %.

Chute de l'or à Londres avec le prix de l'once de métal précieux à 363,20 dollars contre 371,35 dollars.

Paris, le lingot, grâce à la fermeté du dollar, a croqué une perte à 1 250 F pour coter 101 750 F. La monnaie a fait cavalier seul et a repris 2 F à 648 F.

Le volume des transactions a un peu diminué : 8,20 millions de francs contre 8,72 millions.

NEW-YORK

24 janvier

Très irrégulier

Une tentative de reprise, en cours de séance, a échoué, mardi, à Wall Street, et le terrain regagné a été perdu, l'indice des industriels s'établissant, en clôture, à 1 242,87 (-1,57 point), soit son niveau le plus bas depuis le 20 décembre dernier.

Cependant, malgré une forte dominance à l'irrégularité, le marché avait quand même une mine meilleure. Le bilan de la journée en fin de séance, sur 2 009 valeurs traitées, 823 ont monté, 738 ont baissé et 448 n'ont pas varié.

Surtout, l'activité a été beaucoup plus importante, et 103,46 millions de titres ont changé de mains, contre 82 millions la veille. Aucune nouvelle vraiment de nature à étonner n'est parvenue sur le marché.

Autrement, la baisse, en 1983, des bénéfices (-25,5 %) de Merrill Lynch, surtout d'Union Carbide (-74,4 %), avec une perte à la clé pour le quatrième trimestre, a jeté un froid. Mais les OPA dans le secteur pétrolier (Royal Dutch sur Shell Oil, Texaco sur Getty Oil en combat singulier avec Pennzoil) ont contribué à raviver la spéculation et, du même coup, à raviver un peu le marché. Ajoutons que la fin de l'année a été marquée par une hausse (+0,3 %) de l'indice des prix à la consommation, en décembre, a produit une bonne impression.

Autour du « Big Board », les investisseurs étaient, cependant, assez nerveux, attendant avec impatience le discours sur l'état de l'Union que le président Reagan doit prononcer jeudi soir.

En tout cas, le mouvement a pris d'autant plus d'ampleur que les baisses ont été pratiquement inexistantes. Le phénomène mérite d'être signalé car il est significatif du climat d'optimisme.

La hausse de l'export a été la plus forte à 12,14 % contre 13,77 %.

Chute de l'or à Londres avec le prix de l'once de métal précieux à 363,20 dollars contre 371,35 dollars.

Paris, le lingot, grâce à la fermeté du dollar, a croqué une perte à 1 250 F pour coter 101 750 F. La monnaie a fait cavalier seul et a repris 2 F à 648 F.

Le volume des transactions a un peu diminué : 8,20 millions de francs contre 8,72 millions.

BOURSE DE PARIS Comptant 24 JANVIER

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
5 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
10 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
15 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
20 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
25 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
30 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
35 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
40 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
45 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
50 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
55 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
60 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
65 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
70 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
75 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
80 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
85 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
90 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
95 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
100 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540

SECONDE MARCHÉ

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
5 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
10 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
15 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
20 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
25 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
30 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
35 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
40 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
45 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
50 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
55 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
60 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
65 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
70 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
75 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
80 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
85 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
90 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
95 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
100 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540

Hors-cote

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
5 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
10 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
15 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
20 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
25 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
30 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
35 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
40 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
45 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
50 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
55 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
60 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
65 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
70 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
75 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
80 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
85 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
90 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
95 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
100 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540

SICAV 24/1

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
5 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
10 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
15 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
20 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
25 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
30 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
35 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
40 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
45 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
50 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
55 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
60 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
65 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
70 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
75 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
80 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
85 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
90 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
95 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540
100 %	99,61	99,61	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540	Alcatel-Alsthom	540	540

Étrangères

103 50	106	Michigan Part.	140 24	141	Barco Comm.	117 40	117	Fl.-Chi. Secors.	419 41	400 43	S.M.I.	1045 81	1026 35
76	78	Manitowag Gas	146 24	147	Bank Post Expend	95	95	60	228 04	244 43	S.L.E.	1045 19	1043 62
402 40	401	Al. Alcolac	375	380	W. N. Secors.	7	7	25	246 05	246 05	U.S. Nat.	1045 19	1043 62
226	227	Al. H.	40	10	B. Rtg. Internat.	320 10	35000		246 05	246 05	U.S. Nat.	1045 19	1043 62
128	126	Al.	245	242 50	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
530	548	Mora	315 30	338	6	6			4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
33	33	Al.	132	132	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
53	51	Naval Wmns	115 17	116	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
488	488	Wapac. Den. Co.	58 30	58 58	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
488	488	Wapac. Den. Co.	58 30	58 58	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
780	800	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
177 10	179 50	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
290	290	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
43 50	43	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35	Engage	942 26	889 33
15	15	Wapac. Den. Co.	77 80	83	Barrow Bond	145	145		4003 56	5897 35			

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. **DÉMOGRAPHIE** : « Nouveaux défis démographiques sur la population mondiale » (1), par L. Tabah ; « Retraites : non à l'alarmisme », par P. Sargit ; « Ils vivent heureux et ont beaucoup d'enfants », par L.-M. Jentel.
- **LU** : Les juifs et le sexe, du docteur Valentin.

ÉTRANGER

3. **EUROPE**
- RFA : la Bundeswehr face aux scandales.
3. **DIPLOMATIE**
- La conférence de Stockholm.
4. **AMÉRIQUES**
- ÉTATS-UNIS : le risque inhérent à l'engagement américain au Liban constitue la seule menace sur la réélection de M. Reagan.
4. **PROCHE-ORIENT**
4. **AFRIQUE**
- LES TROUBLES AU MAROC : des arrestations auraient frappé les milieux politiques et syndicaux.
- 5-6. **ASIE**
- « La Malaisie en crise de croissance » (III), par Patrice de Beer.
- CHINE : le chef du PC a approuvé la politique de la France dans le tiers-monde.

POLITIQUE

8. L'examen du projet de loi sur la presse à l'Assemblée nationale.
9. Les hommes du président : Jean-Louis Bianco.

SOCIÉTÉ

10. Un rapport du Conseil économique et social : on n'encourage pas les Français à se marier.
- FAITS DIVERS : lettre d'un cannibale.
- SPORTS : M. Mitterrand à l'INSEP.
19. **ÉDUCATION** : le Conseil constitutionnel et l'Université, deux points de vue de MM. Robert et Rotschild.
- **JUSTICE** : au procès Perle ; Le procès des Américains.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

11. Le projet d'aménagement du Grand Louvre.
- Deux expositions sur l'art médiéval serbe.
- 12-13. Francis Bacon dans et autour de la peinture.
13. Une semaine du cinéma finlandais à Paris.
- *Images flottantes*, un film de Mikko Nyrus.
14. **SÉLECTION**.
- FORMES.
15. **PROGRAMMES DES EXPOSITIONS**.
16. **COMMUNICATION** : la première étude du CESP sur l'audience des médias locaux privés.
22. **LETTERES** : M. Lang veut étendre le territoire du livre.

ÉCONOMIE

24. Après les manifestations d'agriculteurs.
- 24-25. La situation dans l'industrie automobile.
26. **INDUSTRIE**.
- ÉTRANGER.

RADIO-TÉLÉVISION (18)

INFORMATIONS

— **SERVICES** (23) :

Mode : Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.

— **ANNONCES CLASSÉES** (20 à 22) :

Carvet (22) ; Programmes des spectacles (16-17) ; Marchés financiers (27).

Le numéro du « Monde » daté 25 janvier 1984 a été tiré à 458 216 exemplaires

(Publicité)

1500 mach. écrire Duriez

Catalogue band d'essai gratuit

TOUTES les meilleures marques, les plus durables, les plus ou moins chères : Olympia, Hermès, Royal, Olivetti, Brother, Smith Corona, Triumph, Adler, Erika... Manuclles (Olivetti 390 F ttc) ou électroniques (Olivetti 2650 F ttc), à barres, sphères, marguerites, touches correction, etc. 31 styles de caractères. Sur stock. Duriez vend en discount, en direct sans intermédiaires, 112, Bd. St-Germain. M^o Odéon.

Dernière Heure : Toute électronique pour sac à main, 2,5 kg, épaisseur 4,5 cm : 2000 caractères en mémoire (connectable ordinateur) 2500 F ttc.

A B C D E F G

LE LANCEMENT DE CANAL-PLUS

M. Rousselet assouplit ses positions vis-à-vis du cinéma

Dans un entretien accordé le 24 janvier à l'AFP, M. André Rousselet, président du groupe Havas, assouplit sensiblement ses positions vis-à-vis des professionnels du cinéma au sujet de la programmation des films sur Canal-Plus. Il envisage en effet de négocier un délai de douze mois après la sortie en salles au lieu des neuf mois prévus par le cahier des charges de la quatrième chaîne. Le Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC) avait proposé, il y a quelques semaines, un compromis équivalent par l'entremise de M. Nicolas Seydoux, président de Gaumont. Une rencontre entre les responsables de Canal-Plus et une délégation conduite par M. Seydoux est prévue pour le 26 janvier.

M. Rousselet a confirmé que Canal-Plus diffuserait environ cent cinquante films français par an, dont au minimum un tiers de « nouveautés ». Là encore, les nouvelles propositions du président de Havas semblent moins rigides que ses premières positions. A dix mois du lancement de la chaîne, les responsables de Canal-Plus avaient négocié l'achat d'environ quarante longs métrages et rencontraient une opposition de plus en plus ferme d'un grand nombre de producteurs français. Les concessions de M. Rousselet vont sans doute permettre de débloquer et d'accélérer les négociations.

Les responsables de la quatrième chaîne travaillent aussi sur le reste de la programmation. M. Pierre Lescaur, directeur des programmes, en a évoqué les grandes lignes dans une interview à *Télé 7 jours* : spectacles de théâtre et de music-hall, feuilleton français quotidien, émissions

médicales, concerts et jeux fortement « sponsorisés ». M. Rousselet a d'autre part confirmé l'existence de négociations avec l'AFP pour la constitution d'une agence d'images. L'information sera assurée sur Canal-Plus par une vingtaine de journalistes sous forme de brefs bullets sans commentaires. Des magazines plus spécialisés sur le cinéma, l'économie et le sport sont à l'étude avec des partenaires de la presse écrite.

Enfin, Canal-Plus prépare activement son lancement. Un premier « mailing » expérimental a permis d'enregistrer 3000 abonnements sur 170000 envois, un taux de réponse jugé très satisfaisant. Pour informer le public sur les programmes de Canal-Plus, Havas envisage la création d'un magazine gratuit qui ne ferait pas concurrence aux journaux spécialisés. Pour obtenir 1,5 million d'abonnés en 1987, Canal-Plus élargit sa base de lancement : dès novembre 1984, les départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme pourront recevoir les émissions en même temps que les trois premières régions choisies (Île-de-France, Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur). Ce qui porte à 25,6 millions de téléspectateurs (48 % de la population) le public potentiel de départ de la quatrième chaîne. M. André Rousselet négocie la diffusion de Canal-Plus en Suisse et en Belgique, ainsi que sur les réseaux câblés français. Enfin, dernière innovation, technique celle-là, les programmes de Canal-Plus seront diffusés en stéréophonie dès le lancement de la chaîne.

J.-F. L.

FAUTE DE COMMANDES

Les chantiers de Cherbourg ont arrêté la construction des vedettes Combattante

De notre correspondant

Cherbourg. — Troisième et dernière vedette lance-missiles construite par la Tunisie, au terme d'un contrat signé en 1981, la canonnière *Carthage*, qui a été lancée mardi 24 janvier à Cherbourg, est aussi la soixante-quinzième et dernière unité de la série des *Combattantes* livrées à ce jour à un pays étranger par les Constructions mécaniques de Normandie.

Cette mise à l'eau marque, en effet, la fin d'une époque remarquablement faste pour un chantier qui avait enregistré commandes sur commandes depuis l'affaire dite des vedettes de Cherbourg (1) en décembre 1969. Après Israël, la RFA, la Malaisie, la Grèce, l'Iran, la Libye, le Nigeria, Qatar et la Tunisie ont acquis des canonnières rapides baptisées *Combattantes* 2 ou 3, selon le tonnage et le système d'armes.

La crise, plus que la concurrence internationale en matière d'armes nouvelles, a mis un frein à cet engouement des petites marines pour ce type d'unités puissamment armées. Depuis le début des années 80, aucune intention d'achat n'a suivi les nombreux contacts pris

depuis avec les divers Etats désireux de moderniser ou de renforcer leur flotte et sans une commande de six patrouilleurs du type « service public », passée par la marine nationale, qui vient d'être autorisée à commander quatre de plus, le chantier des vedettes n'aurait plus rien à construire d'ici à la fin de l'année.

Les vedettes destinées à la Tunisie sont des unités puissantes qui déplacent quelque 425 tonnes pour 60 mètres de long. Elles sont dotées de huit missiles surface-surface Exocet MM 40, d'un canon de 76 millimètres, d'une tourelle bi-tubes de 40 millimètres, de deux affûts de 30 millimètres, d'un système d'armes du type Vega II de Thomson-CSF et du premier dispositif lance-roues Dega mis en place sur des navires de guerre à l'exportation.

R. M.

(1) Durant 1969, des canonnières israéliennes, bloquées par un embargo français, ont réussi à quitter clandestinement les quais du constructeur à Cherbourg.

Moscou, le PCF et les dissidents du PC espagnol

L'Humanité publie, ce mercredi 25 janvier, une déclaration adoptée le 17 janvier par le secrétariat du Parti communiste espagnol à la suite de la réunion à Madrid, les 14 et 15 de ce mois, d'un congrès de l'unité des communistes, animé par M. Ignacio Gallego, dissident « léniniste » et prosoviétique du PCE (le Monde daté 15-16 et du 17 janvier).

Cette réunion « porte atteinte à l'unité du PCE », lit-on dans la déclaration, qui ajoute : « Le secrétaire du comité central du PCE déplorait profondément la présence à la réunion en question de représentants officiels du Parti communiste de l'Union soviétique, ainsi que l'intervention publique d'un membre de cette délégation (...). Il considère que cette attitude représente une ingérence ouverte dans [ses] affaires intérieures. »

La publication par l'organe du Parti communiste français, avec une semaine de retard, de cette prise de position du « parti frère » espagnol est à rapprocher des propos tenus par M. Georges Marchais à FR 3 vendredi 20 janvier. A un journaliste qui lui demandait ce qu'il pensait de l'envoi d'une délégation soviétique à ce congrès d'un PC « scissionniste » en Espagne, le secrétaire général du PCF avait répondu : « Si les Soviétiques ont fait cela, nous condamnons cette attitude. Notre position en ce

domaine est toujours restée la même : nous n'avons jamais soutenu, ou que ce soit, la moindre fraction. » M. Marchais avait ajouté (mais cela n'avait pas été reproduit par l'Humanité) : « Pour nous, il n'y a qu'un seul parti communiste en Espagne, celui de Gerardo Iglesias (l'actuel secrétaire général du PCE). »

M. Marchais a là en effet un réel désaccord avec le Parti communiste soviétique, dont l'attitude trahit avec la prudence observée d'ordinaire dans les cas de ce genre. Jusqu'à présent, il était arrivé que Moscou encourageât en sous-main, financièrement et politiquement, des tentatives de scission contre des partis gagnés par l'eurocommunisme : le parti espagnol (déjà) en avait fait l'expérience avec le groupe Lister au début des années 70, de même que le parti suédois ou encore le parti communiste japonais dans les années 60. Mais c'est apparemment la première fois que le Kremlin se fait représenter officiellement au premier congrès d'un parti prosoviétique créé en marge d'un PC traditionnel. De même l'agence Tass a rendu compte largement des travaux de ce congrès, citant complaisamment les attaques des délégués contre l'eurocommunisme et autres « déviations » imputées au parti de M. Iglesias. Ce précédent a de quoi inquiéter maints partis communistes, en Europe et ailleurs.

M. T.

En 1983

LA HAUSSE DES PRIX A ÉTÉ EN FRANCE DE 9,3 %

Confirmant son estimation provisoire, l'INSEE a annoncé, mercredi 25 décembre, que la hausse des prix a été de 0,3 % en décembre. En glissement, de décembre 1982 à décembre 1983, la hausse des prix a été de 9,3 % contre 9,7 % pour les douze mois de l'année précédente.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,6 % en décembre (contre 0,7 % en novembre), et de 10,1 % en 1983. Pour les autres secteurs, les augmentations ont été respectivement les suivantes : Produits manufacturés : 0,3 % (0,5 %), 8,2 % ; Services : 0,1 % (0,2 %), 10,2 % ; Tarifs publics : - 0,1 % (0 %), 5,6 % ; Produits manufacturés du secteur privé : 0,4 % (0,7 %), 9,2 % ; Énergie : - 0,2 % (0 %), 4,2 %.

LÉGER RECUL DU DOLLAR

En baisse depuis le début de la semaine, le dollar s'est effrit mercredi 25 janvier sur toutes les grandes places internationales. Parvenu la veille à Paris son plus haut niveau historique (6,65 F), le billet vert se traitait ici à 6,6325 F (contre 6,6435 F mardi). A Francfort, il valait 2,8230 DM (contre 2,8274 DM et Zurich 2,2450 F (contre 2,2493 F).

L'effacement légèrement redressé dans la City de samedi, ses cours se sont à nouveau effrits mercredi à 366,50 dollars l'once contre 365,10 dollars mardi en fin d'après-midi.

La LCR (trotskiste) veut « organiser la résistance à la politique d'austérité »

M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste), a rendu compte, mardi 24 janvier, au cours d'une conférence de presse, du sixième congrès de cette organisation, qui s'était tenu à huis clos, du 19 au 22 janvier, à la Maison du peuple de Clichy (Hauts-de-Seine). M. Krivine a souligné que douze sections de la IV^e Internationale (dont la LCR est la section française) avaient envoyé des observateurs à ce congrès, de même que le FDR du Salvador et le MIR chilien, ainsi que plusieurs organisations d'extrême gauche françaises. Le Parti socialiste était représenté par M. Pierre Bana, membre adjoint du secrétariat national, et le PSU par M. Jacques Salvador, secrétaire national, porte-parole adjoint. La LCR a reçu, en outre, des messages de la FEN et du Mouvement de la paix.

M. Krivine a indiqué que la LCR connaît une « stabilisation » du nombre de ses militants et sympathisants, qui s'est établie à « un peu moins de cinq mille », dont 30 % de femmes et 80 % de salariés. La LCR est présente dans « près de cinq cents entreprises », dont cent dix entreprises du secteur de la métallurgie. Ses militants sont syndiqués en majorité à la CGT, mais ils déclarent davantage de responsabilité au sein de la CFDT.

M. CHARLES JEANTELOT AMBASSADEUR A KHARTOUM

Le Journal officiel daté du 26 janvier publiera la nomination de M. Charles JeanteLOT comme ambassadeur de France au Soudan, en remplacement de M. Robert Hourcaillot.

Né le 12 janvier 1925 à Rabat, licencié en droit, diplômé de l'Institut des hautes études marocaines, M. JeanteLOT a occupé différents postes diplomatiques à Rabat (1956-1965), à Djeddah (1965-1967) et à Tripoli (1970-1974), ainsi qu'à l'administration centrale, aux affaires économiques et financières. Délégué du gouvernement auprès de l'Etat comorien en 1976, il a ensuite été conseiller général à Tananarive jusqu'en 1979, puis ambassadeur à Aden.

M. Claude Cheysson, ministre français des relations extérieures, s'est entretenu, mardi 24 janvier, à Bruxelles, avec MM. Wilfried Martens et Léo Tindemans, premier ministre et ministre des affaires étrangères belges. Ces entretiens font partie des contacts bilatéraux que la France prévoit d'organiser avec tous les gouvernements de la CEE en vue du prochain conseil européen, qui aura lieu les 19 et 20 mars à Bruxelles.

M. Cheysson se rendra, par ailleurs, à Bonn jeudi, accompagné de MM. Roland Dumas et Jacques Delors, ministres des affaires européennes et de l'économie, pour y rencontrer les ministres allemands des affaires étrangères et des finances, MM. Hans-Dietrich Genscher et Gerhard Stoltenberg. M. Cheysson doit ensuite gagner Berlin-Est, où il effectuera une visite officielle de deux jours. — (AFP).

Sur le vif

Gros, c'est beau

On était bien, on était peiné. L'Année de la femme ou du Noir, ou du vieillard, ou du handicapé, ou du gay, ou, c'était fini... Terminé. On n'en attendait plus parler. Crévé par leur double journée qui n'intéressait plus personne, ou victimes anglo-saxonnes du chômage, les femmes ont assez de gueuler. On les a eues au SIDA et les handicapés, à l'émotion, à la stupeur : on leur a installé des toilettes rien que pour eux à Roissy. Ils n'en sont pas encore revenus. Pour les vieux, on a trouvé mieux : en avançant l'âge de la retraite à cinquante-cinq ans, on leur a coté un tel complexe d'infériorité qu'ils n'ont même plus demandé l'heure à un passant.

Donc j'étais là, tranquille, relax, les pieds croisés sur mon bureau. Et qu'est-ce que je vois en ouvrant *Epoca*, l'hebdomadaire milanais : les gros livrent l'étendard de la révolte, les gros ont assez de se faire traiter de gros, gros, c'est bas ! Je me suis dit : ça n'est pas vrai ! En bien, si leur mouvement a déjà pris une telle ampleur aux États-Unis que la télé organise la semaine prochaine, à leur intention, un concours de beauté. Poids minimum imposé aux candidates : 100 kilos. Et Marko Brando, nommé, avec Orson

Welles, président d'honneur du club des gros qui vient de s'ouvrir à Hollywood, a eu ce mot dévastateur : être gros dans ce monde livré aux marchands de maigrir, c'est être révolutionnaire.

Ou coup, c'est reparti comme en 40. A l'exemple des gays qui rallient sous leur drapeau Shakespeare et Cézar, les gros ont dressé l'inventaire des grands hommes gros à travers les siècles. Ça va de l'empereur Trajan à Bouddha en passant par Cléopâtre. Ce n'est pas son nez, en effet, qui a changé la face de l'univers, c'est son derrière, il paraît qu'il était énorme.

J'ai l'air de plaisanter, mais c'est très sérieux. On n'a pas fini d'entendre résonner les gros. Et revendiquer. On les fera taire moins facilement que les filles mères, les Beurs ou les grabeurs. Ils sont bien nourris, ils sont costauds. Et même s'ils n'ont pas trop l'air de, ils ont l'opinion pour eux. La preuve ? Savez-vous combien vaut, aujourd'hui, une toile de Fernando Botero, un peintre réaliste onirique qui fantasme sur des gemmes pachydermiques ? Deux millions de francs, des francs lourds !

CLAUDE SARRAUTE.

MILLE LOGEMENTS A LA VILLETTE

Dans une lettre adressée au maire de Paris, M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement, donne son accord pour la construction de huit cents à mille logements dans le parc de La Villette.

Il confirme le principe du lancement de quatre cents logements sociaux dès cette année (ils sont prévus dans le contrat Etat-Ville qui doit être soumis au conseil de Paris lundi prochain) et l'avenue Corbin-Cariou (19^e) et le Musée des sciences, en cours d'aménagement. Le ministre annonce la possibilité d'un programme complémentaire de quatre cents à six cents studios et petits logements, à proximité de la future Cité de la musique, à l'angle de l'avenue Jean-Jaurès et de la rue Adolphe-Mille.

Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, et son ancien concurrent, M. Quilès, ont toujours demandé l'un et l'autre la construction de mille logements dans le domaine de La Villette, qui appartient à l'Etat. La décision qui vient d'être prise ne contraindra que le ministre délégué à la culture, M. Jack Lang, conseiller de Paris lui aussi, qui souhaitait limiter le nombre de logements dans le futur parc de loisirs, autour du musée.



SOLDE

ARNYS 14, rue de Sévres 7 - Tél. 549.76.99